

# Radio-Télévision/Heures locales



AT SECULAR SEC CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 15207 - 7 F

- DIMANCHE 19 - LUNDI 20 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

### Fausse ouverture en Algérie

e compa

LUTTER, lutter, parler, parler. Ce vieux mot d'ordre des rébel-mis mortels, il vient toujours un temps où le dialogue s'amorce et va de peir avec la violence, puis parfois le relaie, avant d'ouvrir la voie à un dénouement politique. Ce temps viendra peut-être en Algérie, mais pour l'instant on y assiste surtout à un dialogue de sourds.

Il y e une semeine, l'un des chefs militaires algériens les plus en vue, le général-major Mohamed Touati aveit lancé une perche aux plus pragmati-ques des islamistes. Cet officier supérieur, qui représente l'armée au sein de la Commission du dialogue national (CDN), l'organe mis en place par le pou-voir pour sortir le pays de le crise, se déclarait favorable à une perticipation de «personnalités» du FIS - le Front islamique du saiut - « respectueuses de la ioi et de l'Etat» aux travaux de cette commission.

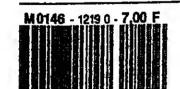
CETTE ouverture avait eussinot trouvé un écho. Dès le lendemain, six membres fondateurs du FIS se disalent prêts à dialodu FIS se disalent prets a cano-guer avec l'équipe au pouvoir, en posent une seule condition présible; le libération des les-dens du FIS intéllément de ses chefs historiques, Abassi Madani, Ali Benhedi et Abdel-lantes bacheri cader Hachard.

A l'évidence, la direction du mouvement islamiste trouve cette exigence minimale large-ment insufficante. Elle l'a fait savoir vendredi 17 décembre par la voix de Rebelt Kébir, le chef de sa direction extérieure. Outre la libération de «tous les prisonniers politiques», ce derancienne, «la levée des lois et règlements adoptés après le putsch militaire» (de janvier 1992); les trois autres sont nouvelles : la création d'un comité libre et indépendant» mblant les grandes forces politiques du pays, la traduction devant les tribunaux des cresponsebles des récents actes de berbarie ». l'ouvarture de enégociations sériouses» entre le FIS et le pouvoir politique algérien ».

CES adgences islamistes équivalent à une fin de non-recevoir et sont inacceptables per le pouvoir. Imagine-t-on l'ermée, véritable cour du pouvoir à Alger, consentir à juger ceux qui appliquent, sans faire de quartier, sa politique de répression? Ou prendre langue evec le FIS, en tant que tel, un perti dissous et hors is loi? Les gouvernants elgériens ne conçoi-vent précisément un tel dialoque que dens le cadre de le CDN.

En fait, si la direction du FIS a choisi de mettre la barre si haut, o'est aussi pour des raisons qui tui sont propres. Elle a voulu marquer sa volenté de raprendre farmement en main l'ensemble de la mouvance islamiste, tiraillée entre des « réefistes» enclins à la négociation et des extrémistes dont les crimes ont créé une situation, de l'aveu de M. Kébir, partielle-

Lire nos informations page 5



# M. Milosevic devrait garder le pouvoir en Serbie

Alors que les candidats aux législatives font assaut de nationalisme

Le parti accialiste du président Slobodan Milosevic est le grand favori des élections au Parlement serbe, qui se dérouleront dimanche 19 décembre. Dans un contexte d'hyper-inflation et d'appauvrissement général de la population consécutive aux sanctions économiques imposées eu pays, les partis concurrents font de le eurenchère nationaliste à propos de le grande Serbie. La manipulation des listes électorale et un mode de scrutin taillé sur mesure pour le parti au pouvoir devraient mettre ce demier à l'abri de toute surprise.

de nos envoyés spéciaux

Forte de la victoire militaire acquise en Krajina croate ainsi qu'en Bosnie, la Ser-bie entière se sent pousser des ailes et se livre à une surenehère nationaliste, particulièrement manifeste à l'occasion de la campagne pour les élections législatives du dimanche 19 décembre. « Comment pourralt-on reprocher cet état d'esprit nationaliste aux Serbes, alors que la communauté internationale a elle-même légitime, par

ses différents plans de paix, les conquêtes territoriales serbes?», se défend-on dans

les milieux d'opposition de Belgrade.

« Autour d'une Serbie et d'un Montentgro forts, nous réunirons tous nos territoires historiques et ethniques ainsi que la Krajino (territoire de Croatie contrôlé par les forces serbes) : ce n'est ni un chef de guerre ni un leader extrémiste qui parlait ainsi en pleio centre de le capitale serbe à la veille du scrutin, mais la figure emblématique de l'opposition démocrati-que au président Slobodan Milosevic, l'écrivaio Vuk Draskovic, président du Mouvement du renouveau serbe, Personnalité la plus en vue de la coalition de partis démocratiques qui s'est formée autour de son mouvement, Vuk Draskovic, en comparant le rôle que doit jouer la République de Serbie à celui qu'a joué le

Piémont dans l'unification de l'Italie, est ouvertement revenn à la thèse de la Grande Serbie qu'il défendait avant la guerre mais qu'il avait, depuis, effacée de son discours. Il va, désormais, jusqu'à accuser M. Milosevie d'avoir « vendu la Krajina serbe et un peu de notre Bosnie ».

« Pas une seule personnalité politique, pas un seul parti ne pourrait, aujourd'hui, tenir un autre langage et, notamment, remettre en cause l'appartenance de la Kra-jina à la Grande Serbie», expliquo-t-on en privé au sein de la coalition de M. Draskovic, le DEPOS (Mouvement démocratique de la Serbie). Chez les ultra-nationalistes de Vojskav Seselj, on se félicite, sur le ton de l'ironie, de ce que Vuk Draskovic soit revenu à ses premières amours.

Dans l'entourage de Slobodan Milosevic, on affecte avec jubilation de craindre que cette surenchère nationaliste ne compromette les chances de paix. Il est vrai que, pour des raisons de politique internationale, M. Milosevic a toujours préféré se retrancher derrière la « défense du peuple serbe menacé de génocide», plutôt que de proner publiquement l'unification-de ce people an sein d'un seul et même Etat.

> FLORENCE HARTMANN or YVES HELLER Lire in suite page 3

#### Enfants de guerre

autres millions en « personnes déplacées». On recense aujourd'hut 200 000 enfants-soldats, dont una partie prennent directement part aux combets. La plupart ont été recrutés de force.

A partir du lundi 20 (nos éditions

Depuis dix ens, les guerres ont tué datées 21 décembre), le Monde publiers plus d'un million et demi d'enfants. Elles une série en quetre volets, intitulée ont felt cinq millions de blessés - et «Enfants de guerre», et qui, après une autant de réfugiés -, transforment douze présentation générale de la situation des enfants dans les guerres d'eujourd'hui, examinera - à pertir de trols reportages - les cas particulièrement dramatiques de la Bosnie, de deux pays d'Afrique de l'Ouest - la Sierra-Leone et la Libéria - et de l'Afghanistan.

#### Provoquant un accroc sérieux à la cohabitation

# L'appui de M. Mitterrand renforce les défenseurs de l'école publique

La première riposte des défenseurs de l'école publique à la réforme de la loi Falloux a été un succès, tant par le nombre de grévistes que par la participation à des défilés à Paris et en province. M. Mitterrand a apporté son soutien à cette réaction, critiquant sèchement le gouvernement pour la première fois depuis le retour de la droita au pouvoir. Il e expliqué qu'il ne pourrait éventuellement intervenir qu'après que le Conseil constitutionnel se sera prononcé sur la validité du texte voté par le Parlement.



COMMENTAIRE

### Gouverner

E mieux est l'ennemi du bien : Il en mieux économique, qui est eussi celui - va de le politique comme de la vie, e'est en cherchent le perfection qu'on peut etteindre à la caricature. C'est ainsi qu'Edouard Belladur a peut-être commis sa première erreur.

Il est vrai que, pour l'homme qui déja, au-delà de ses propres pouvoirs de chef du gouvernement, est en train de s'epproprier une légitimité présidentielle, pour le veinqueur de le bateille du GATT, pour celui qui a su entraîner derrière lul une Europe rétive, qui observe à Paris les premiere eignee d'un léger

qui peraît avoir poussé Jecques Chirac dens les cordes et réduit la président à l'ineuguration lei de l'erbre de Noël de l'Elysée, là, à Céret, à celle d'un musée, bref pour quelqu'un qui semble à même de trensformer le plus peuvre des pierres en or massif, il était tentant de céder. Céder à la tentation de le menœu vra parfaite.

**JEAN-MARIE COLOMBANI** Lire la suite page 8 et nos informations pages 7 et 8

# Taslima Nasreen, romancière maudite du Bangladesh

Comparée à Salman Rushdie, une jeune femme de trente et un ans a été « condamnée à mort » par des islamistes locaux pour un livre « blasphématoire »

NEW-DELHI

de notre correspondent en Asie du Sud

Elle est le Salman Rushdie du Bangladesh: le 24 septembre dernier, l'écrivain Taslima Nasreen e été condamnée à mort par un groupuseule foodemeotaliste musulmen pour publication « blasphématoire ». Le meurtrier de l' « anathème » se verra gratifier d'une prime de plus de 8000 francs, montant considérable dans ce pays qui est l'un des plus pauvres du monde. Elle n'a certes ni l'anra internationale de son collègue britanoique d'origine indienne, ni le «privilège» d'avoir été condamnée par Téhéran : le Saheba Sainaik Parishad (Conseil des soldats de l'islam), mouvement intégriste de Sylhet, ville du Bangladesh profond,

n'est en effet qu'une organisation fondamentaliste marginale. C'est tout du moins ce que l'on pouvait croire quand le «chef» religieux Habibur Rehman avait promulgué sa «fatwa» contre la romancière. Mais, le mois dernier, une dizaine de milliers d'in-

tégristes se sont rassemblés populaires même s'ils ne sont pas devant la grande mosquée de la capitale, Dacca, pour réclamer la mort de Taslima. « Ceux qui m'ont condamnée ont fait des émules chez d'autres groupes sondomentalistes », remarquait le le décembre l'écrivain dans une. lettre ouverte au New York

Talisma Nasrcen a trente et un ans. Gynécologue devenue poète et romancière, ses livres sont très

> François Léotard au «Grand Jury RTL-le Monde » François Léotard, ministre

d'Etat, ministre de la défense, est l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde», dimancha 19 décembre, à partir de

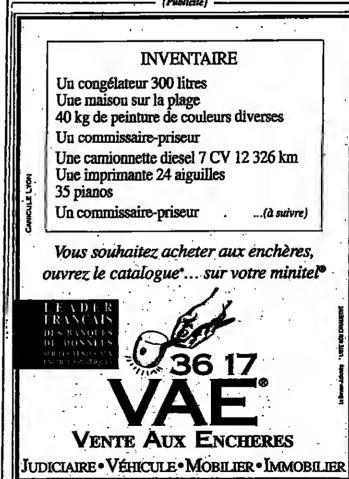
Le «Grand Jury RTL-le Mondes est également diffusé sur la chaîne câblée Paris-Première, le même jour, de 20 houres à 21 houres.

considérés comme particulièrement brillants par l'intelligentsia locale. Mais son dernier ouvrage Lajja («la Honte»), publié en février dernier, e été interdit pour «incitation à la haine interconfessionnelle ». Ce roman racontait l'histoire d'une famille de la minorité hindone du Bangladesh qui avait fait les frais des émeutes intercommunautaires d'il y a un an après la destruction de la mosquée indienne d'Avodhya par une foule de fanatiques antimusulmans. Terre d'islam, le Bangladesh evait été le théâtre de manifestations contre les Hindous alors que les musulmans indiens se faisaient ther par les extrémistes de le communanté rivale de l'autre côté de la fron-

Il n'en fallait pas plus pour que les intégristes s'emparent de l'affaire pour dénoncer Taslime Nas-

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 6



A L'ÉTRANGER: Merce, 8 CH; Turisie, 850 m; Allemegne, 2,50 DM; Antiche, 25 ATS; Seiclope, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAP; Antiles/Rignion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Denement, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.S., Seice, 280 DR (rignion, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugei Cont., 1911 PTE; Bénégei, 450 F CFA; Buède, 15 KRS; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (NY), 2 \$

# L'assassinat de Carrero Blanco

par Michel Bole-Richard

'ASSASSINAT était prévu pour le mardi 18 décembre. La visite à Madrid, ce jour-là, de Henry Kissinger, secrétaire d'État américain, donna deux jours de vie supplémentaires à l'amiral Luis Carrero Blanco. L'ambassade des Etats-Unis était située juste à côté du lieu prévu pour l'aftentat. En raison des mesures de sécurité accrues, les membres du commanda préférèrent attendre. Cela ne changeair rien au dispositif, car chaque jour à la même heure, à neuf heures du matin, le président du gouvernement se rendait à la messe à l'église des jésuites, San-Francisco-de-Borja, située rue Serrano, juste à côté de son domicile. juste à côté de son domicile.

La nomination, le 9 juin, de ce fidèle de Franco à la tête de l'exécutif ne lui avait pas fait modifier ses habitudes. Son escorte avait été légèrement renforcée, c'est tout. D'ailleurs, Carrero Blanco était bien loin de penser qu'il pourrait être victime d'un attentat. Trois jours avant sa mort, il avait vu Chacal, le film tiré du roman de Frederik Firsyth et inspiré de l'attentat manqué contre le général de Caulle au Petit-Clamart. «Cela n'arrive qu'au cinéma», avait-il confié à ses gardes du corps.

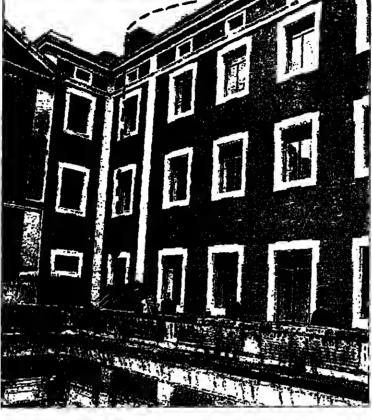
Si Carrero Blanco a des inquiétudes pour le jeudi 20 décembre, c'est en raison de l'ouverture du procès de dix dirigeants syndicaux accusés d'appartenir à des associations politiques illégales. Comme à son habi-tude, le chel du gouvernement se lève vers huit heures, monte trois quarts d'heure plus tard dans sa voiture, une Dodge Dart nun blindée pesant néanmnins 1 738 kilos, et se rend à l'église. Comme d'habitude, il prend place au deuxième rang à gauche et communie. A 9 h 20, il remonte dans sa voiture nu l'attendent son chauffeur et un garde du corps. Le vébicule suivi par une voiture d'escorte fait le tour du pâté de maison et emprunte la rue Claudio-Coello. Mais ce jour-là, à la hauteur du numéro 104, situé à l'opposé de l'entrée de l'église, une Austin 1300 garée en double file oblige la Dodge présidentielle à dévier vers le centre de la chaussée. Il est 9 h 28 quand l'explosion se produit.

#### « Un tremblement de terre»

«Un tremblement de terre», dira Miguel Alonso qui suit dans la voiture d'escorte, Remis de la stupeur et du choc, il appelle immédiatement la direction générale de la sécurité: «Il y a eu une explosion. Ça sent le gaz. Il y a un trou. Je ne vois pas l'automobile du président. » En fait, ce n'est pas un trou, mais une excavation de huit mètres de diamètre et de trois mètres de profondeur qui commence à se remplir d'eau et de gaz tandis que la fumée se disperse dentement. Ne voyant plus la Dodge, les membres de l'escorte croient un instant que le véhicule n'a pas été touché et se précipitent au domicile de l'amiral pour savnir si ce dernier est rentré. Les policiers de garde ne l'ant pas vu. Miguel Alanso communique à ses

supérieurs qu'il ne sait pas ou se trouve le président. La Dodge et ses trois occupants ont été littéralement catapultés par les trois charges, d'une cinquantaine de kilos chacune, de Goma 2 (plastic), un puissant explosif industriel provenant d'un lot de 3000 kilos dérobé le 31 janvier 1972 à Hernani, au Pays basque, et dont l'explosion a été commandée à distance. Un saut de trente-cinq mètres par-dessus les cinq étages d'un couvent, avant de retomber sur un patio intérieur situé au deuxième étage de la résidence des jésuites.

L'un d'entre eux, le vieux Manuel Solis, n'en erut pas ses yeux quand il vit «voler» une vniture. Ses amis ne le crurent pas davantage, attribuant sa



sprès l'explosion, la voiture de l'amb par-dessus le toit par-dessus le 1 d'un immeuble

« visian » à des troubles séniles. Ils durent pourtant se rendre à l'évidence et admettre que le vieux Solis avait encore toute sa tête. Le Père José Luis Gomez administra l'extrême-onction aux trois victimes. Seul le garde du corps avait été tué sur le corp. Carrero Blanco muurra sur le chemin de l'hôpital et son chauffeur résistera quelques heures.

Cet attentat spectaculaire aurait pu causer d'autres morts. En temps normal, 250 enfants se trouvaient réunis sur cette terrasse juste avant de rentrer en classe à 9 h 30. Les vacances prévues pour le vendredi 21 avaient été avancées de deux jours, car les élèves participaient à un chœur pour les fêtes de Noël.

La mort du président du gouvernement provoqua une véritable confusion au sein des forces de sécurité. Personne ne voulait croire à la réalité de l'attentat. Pendant longtemps, la thèse d'un accident dû à une explosion de gaz prévaut. Il faudra attendre 17 h 30 pour que l'attentat soit officiellement reconnu.

Carlos Arias, ministre de l'intérieur, avait cepen dant, dès la fin de la matinée, envisagé ce qui n'était alors qu'une hypothèse. Il avait composé le numéro 99 sur son téléphone rouge, une ligne directe, pour infirmer le chef de l'Etat, Francisco Franco, de la mort de celui qui était considéré comme son dauphin. Un conseiller décrocha. C'est lui qui devait apprendre la nouvelle à un Caudillo grippé qui avait préféré garder la chambre. Les lignes de téléphone des services officiels et des ministères furent rapidement saturées, ce qui accrut encore la nervosité. Les responsables essayaient en vain de savoir ce qui s'était passé, les subordonnés étaient en quête d'ordres qui

Pour rassurer, un communiqué ufficiel de la

Bourse fut publié à la mi-journée, informant qu'« il n'y avait pas eu de mouvement de catastrophe, seule-ment d'émotion». Le procès des dirigeants syndicaux fut suspendu. Santiago Carrillo, le dirigeant clandestin du Parti communiste, vit pendant longtemps la main de la CIA dans cet assassinat programmé à dessein, selon lui, pour le jour de l'ouverture de l'audience, réduisant ainsi pratiquement à néant le travail déployé pour sensibiliser l'opinion. Le soir même, la rolice découverit un appartement d'une que de police découvrait un appartement d'une rue de Madrid dans lequel avaient résidé les anteurs de l'attentat et deux policiers arrivaient de Bilbao avec le fichier de tous les etarras (combattants basques) recensés. Le 22 décembre, les photos des six auteurs présumés étaient diffusées aux policiers. Le 9 janvier 1974, le cabinet d'instruction numéro 8 du tribunal de Madrid délivrait les inculpations contre les six membres présumés de l'opération «Ogro» (Ogre), du nom de code donné à cet attentat considéré comme un modèle du genre.

#### « Père tranquille d'une fin de règne

L'ETA, le muvement indépendantiste basque, n'avait aucune animosité particulière contre l'amiral, pas plus que contre un membre quelconque du goupas pus que courte un menune queronique un gou-vernement de cette période. A l'époque, l'organisation hasque ne représentait pas encore une menace sérieuse quant à ses capacités npérationnelles. En treize ans d'existence, l'ETA n'avait commis qu'un seul attentat murtel, en 1968.

Si l'nn chnisit pour ce second attentat Carrero Blanco, père tranquille de la fin d'une dictature, un bomme «totalement identifié avec l'auvre politique du

Caudillo», selon ses propres termes, et considéré comme un perpétuateur sûr du franquisme après la mort de son fondateur, c'est tout simplement purce qu'il représentait un objectif facile en raison de la régularité de ses habitudes. A l'origine, il était question de l'enlever pour «l'échanger» contre cent cinquante militants basques emprisonnés. Le renforcement de sa protection après sa nomination à la tête du gouvernement avait contraint l'ETA à envisager

100

2.96

 $_{3,3} \in \mathcal{N} (\times)$ 

📳 garata

 $\zeta_{\mu\nu} \in \mathcal{F}^{\mu\nu}$ 

100

/ 7.2

27.20

SERVICE CO.

to an

Marine .

SASE

les extremistes pro

m cessez-le-feu si III

n-- --

--

THE PERSON NAMED IN

44 . was beite mil

--erick feet 🗯

in Halpan

---

ALL MARKET (

124 -- THE

14 1264 W

-

Springly , Tel

- 1460 P

a Harris

10年 中華 東京

40 ml \$400

a service the

- - ....

in the second

TO ME WANT TAR PAREN

or hims place

Stattenan.

1 1000 THE

of continue

🤏 - 🖓 damini d

The service of the

THE WE SHOULD

· In hand of

14・「海田大田町

Company of

n in high rym

\*\*\*\*\*

10 To 10 100

Sec. 1-344

- 2 t 9g

1 1 × 400

11.1.1.11.11.20

1 11 12 Z (1)

--- int A

Heartshipp : a series Section Section

Auturit

- 44 64 6

Il s'écoulera en fait plusieurs mnis entre la germination de l'idée de l'enlèvement et la réalisation de l'attentat. L'hnmme qui vraisemblablement actionna l'explosion à distance, José Miguel Benaran, dit Argala, poussera l'audace jusqu'à communier dernère Pamiral en octobre 1972, afin de mettre au point les détails du rapt. Cette idée ayant été abandonnée, Javier Maria Larreategui, dit Atxuln, acheta le 15 novembre un studio au sous-sol du 104 de la rue Claudio-Coelln pour y faire des «études de sculpture». Les travaux de percement du tunnel commen-cèrent le 7 décembre. Il fallut plus d'une journée pour franchir le mur avant d'entreprendre le forage d'une étroite galerie de 6,4 mètres de lung, au bout de laquelle fut percée une autre galerie de la même longueur afin de former un T. Un travail difficile en raison des éboulements et des émanations de gaz. Le prétexte de la sculpture fut donné au gardien pour justifier le tintamarre provoqué par ces mineurs. Les voisins l'attribuèrent aux travaux de démolition d'un immeuble voisin. Les gravats furent entreposés dans

Le 17 décembre, tout était terminé. Le commando procéda à une répétition de l'opération pour régler les détails, tirer les fils électriques jusqu'au coin de la rue Diego-de-Leon et obturer les trois extrémités des galeries avec du sable et des gravats, afin que l'onde de choc se dirige vers le haut et ne se perde pas dans le sous-sol, comme cela avait été le cas lors de l'attentat manqué contre le dictateur portugais Salazar en 1937. Uo trait rouge fut tracé sur le mur pour servir de

Le jour dit, Argala et l'un de ses acolytes, vêtus de bleus d'électricien, s'installèrent au coin de la rue, l'un juché sur un escabeau, le second avec une caisse à outils contenant la batterie et le commutateur de précision. L'Austin 1300 placée en double file avait trois functions : obliger la vuiture présidentielle à passer au-dessus des charges explosives, servir de repère avec le trait rouge et parachever l'attentat par la déflagration de neuf kilos de plastic se trouvant à l'intérieur. Cette deuxième explosion ne s'est pas produite : le pain ne fut découvert que quelques jours plus tard. L'attentat commis, les deux artificiers rejoignirent un compère qui les attendait dans une voiture en marche avant de se réfugier dans les faubourgs de

Seules trois personnes auraient participé à l'acte final de l'opération « Ogro », mais une dizaine en tout étaient au courant du projet. Parmi les acteurs directs, deux d'entre eux ont été arrêtés lors d'une vaste opération policière en juillet 1975. Ils furent liberes avec beaucoup d'autres fin octobre 1977 après la promulgation, le 15 du même mois, d'une loi d'amnistie sur les délits à caractère politique. Argala, la cheville ouvrière de l'opération « Ogro», mourra le 21 décembre 1978, à Anglet, au Pays basque français de la même manière que sa victime. Sa voiture, une Renault 5, fut pulvérisée par une charge explosive au moment où il mettait le contact. A un jour près, l'assassin périssait cinq ans après l'homme en compagnie duquel il avait communic.

ANDRÉ LAURENS

### "GRAND JURY" RTL-Le Monde

# \_ FRANÇOIS

MINISTRE D'ÉTAT - MINISTRE DE LA DÉFENSE

**ANIMÉ PAR OLIVIER MAZEROLLE** 

avec JACQUES ISNARD (LE MONDE) DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

18 H 30

DIFFUSION A 20 H SUR LA CHAÎNE CÂBLÉE PARIS-PREMIÈRE

#### LIVRES POLITIQUES

LE NOMBRE ET LA RAISON de Patrick Gueniffey. Editions de l'Ecole pratique des Hautes Etudes en sciences sociales. 600 pages, 250 F (jusqu'au

31 mars 1994). LE VOTE SANCTION

de Philippe Habert, Pascal Perrineau et Colette Ysmal. Etudes politiques du « Figaro » et Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 348 pages, 120 F (jusqu'au 31 mars 1994).

UAND ils ont commencé à voter, les Français s'y som mis allàgrement. «Entre 1790 et 1799, pas moins d'une vingtaine de consultations générales furent organisées, au niveau local ou national, au premier comme au second degré... » Le droit de suffrage a ainsi été exercé trois fois par an, en movenne, ce qui n'est pas si mal pour un début. Un historien, Patrice Gueniffey, s'est penché sur les pratiques électorales e la Révolution. Il a étudié dans le détail et sous toutes ses formes, du censitaire à l'universel, ce qu'il appelle le «moment du vote», pour en souligner les enseignements

La Révolution a inventé la démocratie en France mais ne l'a guère respectée à travers son institution la plus symbolique, et réciproquement, l'élection n's pas été révolutionnaire. Comme l'observe l'auteur : «L'idée d'élection ne s'accorde pas sponta-Dans la réalité, il apparaît qu'il est « possible de suivre le déroulement de la Révolution en faisant abstraction du suffrages et que, si celui-ci a permis de donner au mouvement

### Le moment du vote

historique an cours « la plupart de | qu'à la transparence. Une fois qu'il ses acteurs », il n'a jamais désigné, est désigné, l'élu devient un repréet donc pas légitimé, le pouvoir exé-

L'imposant travail de Patrice Gue-

niffey, préfacé par François Furet,

consiste à montrer, à partir de documents historiques, à quoi tiennent les raisons de ce paraduxe. Certaines sont d'ordre technique, d'autres procèdent de choix politiques. Le nouvel acte da citoyenneté a'opérait à deux dagrés : les citoyens cactifs désignaient à l'échelle d'une circonscription ellemême nouvelle, le canton, des électeurs qui, assemblés au chef-lieu de département, élisaient les députés. La duréa des sessions, la lourdeur des procédures étaient de nature à décourager les plus enthousiastes, et l'abstention gagne vite du terrain. L'auteur évalue la participation à 50 % pour les élections municipales de 1790, à 23 % pour la désignation de l'Assemblée nationale de juin 1791, à 15 % pour celle de la Convention en août 1792.

Mais il y a d'autres motifs plus profonds de désaffection. Le système électoral sépare strictement la sélection des élus, à laquelle il se tient, de la délibération politique. On choisit des hommes, en fonction de leur réputation et de leur notoriété, nément avec celle de révolution. ) sans se prononcer sur les idées qu'ils incameraient et encore moins sur les programmes. Au reste, il n'y a pas de candidatures déclarées, mais des ambitions officieuses qui

est désigné, l'élu devient un représentant de la nation tout entière et indivisible : autant dire qu'il échappe au contrôle de ses électeurs et que le lien entre les aspirations de la communauté d'élection et la rôle national da aun représentant est ténu. La politique, la vraie, se fait ailleurs qu'au lieu du vote, et il en est partout ainsi. La pratique révolu-

tionnaire du suffrage est homogène, même dans ses effets stérilisents pour la conception de la démocratie moderne que la Révolution était ceneéa incamer. L'alchimie électorale a conservé une part de mystère qu'il n'est pas si simple de percer deux cents ans après. Philippe Habert, Pascal Perrineau et Colette Ysmal ont travaillé

en équipe, avec la participation

d'une cuinzaine de teurs amis poli-

tologues, pour analyser au plus fin

les enseignemants des élections législatives des 21 et 28 mars 1993. Le résultat de leurs travaux est publié sous le titre le Vote sanotion. Ce jugement s'applique d'abord à la gauche et au PS, lequel est tombé à 19 % des suffrages exprimés (su lieu de 37 % en 1988 et 32 % en 1986), mais aussi, füt-ce moins spectaculairement, aux autres partis de gouvernement, de même qu'aux forces dites chors système». Les auteurs considérent que la droite de l'UPF, si elle a rattrapé son échec de 1988, ne paraît pas avoir alors amorcé une véritable laissent plus de place à l'intrigue reconquête. Cependant. Jean ment au sein de le droites.

Chiche et Elisabeth Dupoirier observent que la droite de 1993 «est plus populaire et, pour la première fois, équilibrée entre électeurs masculins et féminins.). Elle y gagne une meil-leure assise sociale qu'en 1986, à quoi s'ajourent les atouts d'une égalisation géographique da son influence et une bonne résistance à l'extrême droite. Son problème pour l'avenir est de fidéliser les décus du socialisme qui lui ont assuré la vic-

Plus à droite, Pascal Perrineau reconnaît au Front national sa capacité à capitaliser les mécontentements en tout genre sans pouvoir sortir de «son enclavement protes-tataire». Daniel Boy souligne les fragilités persistantes de l'écologie, dont il attend les résultats aux élections municipales de 1995 pour mieux la tester. De la même facon. Gérard Grunberg s'interroge sur l'avenir du Parti socialiste d'Epinay, qui a perdu en route ce qui était sa force : l'alliance des couches moyennes modernistes et des couches populaires qu'inquiètent les bouleversements économiques, il conclut à la nécessité d'une refondation, si l'objectif demeure la conquête du pouvoir.

Ce ne sont la que quelques aperçus de la richesse de ce travail collectif. Il faudrait en mentionner bien d'autres, notamment les doutes qu'émet Jean Charlot sur l'éventuelité d'une réelle recomposition politique et la distinction qu'établit Ofivier Duhamei entre la première et la seconde cohabitation, cette demière se révélant plus pacifique, à telle enseigne que « la précampagne de 1993-1995 se déroule principale-

### INTERNATIONAL

Les élections législatives en Serbie

- SURENCHÈRE. Tous les partis en lice pour les élections législatives du 19 décembre, y compris l'opposition démocratique à Slobodan Milosevic, font appel eux sentiments nationalistes. Quant au président de Serbie, il n'est pas vraiment menacé, même si son parti ne remporte paa le majorité absolue.

NÉGOCIATIONS. Les discussions sur la Bosnie s'intensifient sana progr<del>à</del>s réels jusque-là. Par ailleurs, Tadsusz Mazowiecki, rapporteur spécial de la commission des droits de l'homms da I'ONU pour i'ex-Yougoslavie e présenté pas moins de huit rapports dont chacun est un catalogue des crimes commis au nom de la « purification ethnique ».

#### M. Mazowiecki lance un nouvel appel en faveur de l'aide à la Bosnie

GENÈVE

de notre correspondante

On e rarement assisté, eu Palais des nations, à une conférence de presse aussi amère que celle donnée le 15 décembre par l'ancien premier ministre poloneis, Tadeusz Mazowiecki. devenu rapporteur spécial de le commission des droits de l'homme de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie, Il e présenté pas moins de huit rapports dont chacun est un catalogue des crimes commis au nom de la «purification ethnique» et un appel déchi-rant à la communauté internationale pour qo'elle fasse cesser les massacres at lover les entrayes à une aide mammitaire toujours insuffisaote. Aujourd'hui, M. Mapowieckinse déclare notati-gués et se plaint que nul ne veuille l'entendre. Comme on Ini demandait s'il était décidé malgré tout à poursuivre sa mission, il a répondu : « Je me pose à moi cette question. »

M. Mazowiecki a principalement évoqué la famine qui sévit dans l'enclave de Tuzla, en Bosnie. Il a précisé que, dans l'eosemble de cette République, les habitants oot perdu en moyenne une quinzaioe de kilos, la mortalité infantile augmente, sinsi que le nombre des suicides et la propagation de maladies infectieuses telles que la tuberculose et l'hépatite virale. La populatioo de Tuzia est partegée entre Musulmans et Croates qui, jusqu'à présent, vivent co bonne intelligence. « C'est un fait exceptionnel, dit encore l'ancien premier ministre polonais, mais le pire est à craindre si les secours indispensables ne parviennent pas

ISABELLE VICHNIAC

### Listes manipulées et loi électorale sur mesure pour le parti du président

comptent des électeurs fictifs -

BELGRADE

de nos envoyés spéciaux Prudence est mère de sûreté, et Slobodan Milosevic n'est pas homme à se lancer dans une aventure électorale sans assurer ses arrières. Des dispositions de le loi électorale au mode de dépouillement en passant par la composition des listes électoralee, le président de Serbie a largement « balieé » le terrain pour multiplier les chances de son Parti socialiste, dans un pays où n'existe pes de carte d'élec-

L'opposition note, toutefois, que les possibilités de fraudes eu profit des socialistes (ex-communistes) de M. Milosevic cont légàrement moindres que lore des élections de décembre 1992. Ainsi des représentants des partis en lice pourront-ils, cette année, suivre, à l'issue du scrutin, le transfert des umes des bureaux de vote aux centres de dépouillement régloneux. Cependent, dens certeins bureaux, l'opposition e été écar-tée des listes de scrutateurs et donc privée de cette possibilité.

Grâce à des manipulations touchant, notamment, les listee électorales, le régime s'assure un evantage. En premier lieu, plus de deux ens après l'éclatement de le Yougoslavie, les listes élec-torales utilisées pour le scrutin du dimanche 19 décembre en Serbie sont celles de l'ex-fédération, erbitrairement «remises à iour». Nombre d'électeurs serbes dûment inscrits ont, soudain, vu leur nom disparaître des listes. alors que ces dernières comportent toujours lee noms d'électeurs eujourd'hui ressortissants d'autres Républiques.

De plus, des électeurs ont été teurs répertoriée dene cinq bureaux différents, ce qui leur permet de voter cinq foie, comme à Velievo (dans le centre de la Serble). Parmi d'eutres

des neuf circonscriptions de Serbie ont vu leur corps électoral grossir de 150 000 personnes (sur une population totale d'environ un million d'habitants) en un en... En outre, les réfugiée de Croatie et de Bosnie ont la possibilité de voter. D'autre part, le vote dans les casemes échappe à tout contrôle : or, nombre de réservistae sont, comme par hasard, requis pour des manosu-

lietee indépendantes cont en nom et adresse inconnus; deux compétition. Lors des élections de 1992, une dizzine de partis seulement ont dépassé les 5 %, et les partisane de M. Milosevic ont largement bénéficié du système : un candidat de la coalition d'opposition DEPOS evait besoin, en moyenne, de 25 % de plus de voix qu'un candidat socialiste pour être élu.

L'opposition s'est lancée dans la chasse eux fraudes. Elle e



vres le jour des élections et les appelés ont été consignés.

Le mode de scrutin - la proportionnelle par circonecription avec un seuil d'éligibilité à 5 % favorise, en l'Ul même, le parti au pouvoir d'autant qu'il prévoit convoqués dene plueleure pouvoir d'autant qu'il prévoit bursaux de vote. Ainsi, l'opposi- l'octrol des restes aux plus tion a tage relevé le cas d'élec- l'octrol des restes aux plus tion a tage relevé le cas d'élec- l'octrol des restes aux plus tion a tage le le le cas d'élec- l'octrol des restes de cuelles fours le Part rang desquelles figure le Parti socialiste de Slobodan Milosevic. On mesure l'intérêt pour ce dernier d'un tel mode de scrutin lorsque l'on sait que près d'une

notamment prévu d'organiser un décompte parallèle des voix, grâce à son réseau de scrutateurs, ce qui l'oblige à mobiliser quelque 20 000 personnes. Mais cette chesse reseemble fort? selon l'expression d'un membre de l'opposition, à «une course entre douaniers et traffquants : dès que les premiers découvrent les méthodes utilisées par les seconds, ces demiers en inventent de nouvelles ».

F.H. et Y.H.

## Arkan, chef de milice et candidat

BELGRADE

de nos envoyés spéciaux Un bruit assourdissant, fait d'applaudissements, de siffiets et de voix tonitruantes, submergeait l'immense gymnase de Belgrade, dens une débauche de drapeaux, d'effichee et de badges aux couleurs serbes. De véritables murs de haut-parleurs déversaient leur flot de décibele, tapant au ventre, crevent les tympans. Sur la scène, occupée par un grand orchestre, tout était prêt pour accueillir le héros de la menifestation : Arkan, chef de

les pauvres prestetione d'un chenteur tzigane, d'un rocker en smoking agrémenté d'un foulard de pirate et d'une chanteuse en robe de meriée, flonflona, chœurs, tambours et trompettes se eont déchaînés, devant des gradins... eux trois guarts vides. Service d'ordre très musclé et candidets de la liete cerkanienne » de Belgrade étaient presque plus nombreux que le

« Serbia, Serbia, Serbia » : eprès un discours d'à paine une dizaine de minutes se résumant à

tions législatives de Serble, ce seul mot, le «commandant» ché par plusieurs polices européennes, s'en est ellé, emmenant avec lui son trompettiste fétiche en uniforme de l'armée royale serbe.

Si les sondages ne donnent à ses listes que peu de chances de faire un gros score su plan national, les «erkeniens» pourraient bien jouer au Parlement le rôle de franc-tireurs au profit dee troupes de Slobodan Milosevic. comme l'e fait la milice du « commandant » sur lee champs de bataile de Croatie et de Bosnie.

F.H. et Y.H.

### M. Milosevic devrait garder le pouvoir

Suite de la première page

Pour bien montrer qui est le plus apte à faire la paix - capacité que revendiquent tous les candidats, sans qu'aucun ne dise comment le président Milosevic e donné une large publicité à ses entretiens, quarante-huit heures evant le scrutin, avec les médiateurs internationaux, Lord Owen et Thorvald Stotten-berg, ainsi qu'evec une délégation officielle croate, laissant entendre que la paix était à portée de la

Certains, au DEPOS, admettent que la débauche actuelle de natio-nalisme pourrait être dengereuse pour l'avenir, mais ils insistent sur la responsabilité de la communauté la responsabilité de la communauté internetionale, l'accusant presque d'avoir poussé l'ensemble de la classe politique serbe à enfourcher ce cheval de bataille par sa reconnaissance du fait accompli en Bosnie-Herzégovine. En réalité, le discours «grand-serbe» que tient toute l'opposition s'appuie sur un sentiment sénéral dans l'opinion sentiment général dans l'opinion publique. Il tranche singulièrement sur celui de l'opposition démocratique d'avant les élections de décembre 1992, à l'époque regroupée der-rière l'homme d'effaires américano-serbe Milan Panic pour tenter de sortir la Serbie de son isolement international.

#### Des billets de 50 milliards de dinars

Aujourd'hui, chacun se targue de pouvoir obtenir la levée des sanctions internationales, sans toutefois donner la moindre recette sur la façon d'y parvenir. A en croire les déclarations publiques des leaders serbes, il leur suffirait de remplacer Slobodan Milosevic pour que ces sanctions disparaissent du jour eu lendemain. Avec le thème de la «cause nationale», celul de l'asphyxie de la Serbie est, en effet, au centre de toutes les préoccupations. C'est que l'état de l'économie serbe est catastrophique, avec une chute de 65 % de la production indus-trielle par rapport à 1989, un taux d'inflation mensuer à cinq chiffres (1 % par heure) rejoignant celui de l'Allemagne des années 20, une paupérisation générale - les deux tiers de la population serbe se troù-vent au seuil de la pauvreté.

Pour l'opposition, cette calastrophe est autant due à la mauvaise gestion du régime qu'aux sanctions internationales. Pour les socialistes de M. Milosevic au contraire, le délabrement économique de la Serbie est la conséquence directe de l'embargo, l'opposition étant, selon eux, « responsable à 90 % des sanctions, car les opposants ont couru le monde en demandant que la Serbie soit punie. Et maintenant, ils prient genoux pour qu'elles soient

Dans quelle mesure la crise économique jouera-t-elle contre le parti au pouvoir, incapable de redresser la situation et qui utilise la planche à billets comme seul remède? Le gouvernement ne cesse de promettre des «plans anti-infla-tion», dont le scul résultat est l'im-pression de billets de 50 milliards de dinars. Conscients de leur échec,

qui pourrait leur coûter un nombre consistant de voix, les socialistes se réfugient derrière « l'injustice et le sadisme» de la communauté inter-nationale. Ils comptent eussi sur l'aura qu'e gardée M. Milosevie auprès de leurs électeurs traditionnels einsi que sur quelques «coups» publicitaires, comme la vente libre d'essence à trois jours des élections ou l'euraphystics des élections ou l'eugmentation soudaine des pensions de retraite sugmentation, d'ailleurs, immédia-tement annulée par l'hyper-infla-

#### **De попуених** alliés

En tout état de cause, Slobodan Milosevie risque l'ort de ne pas atteindre l'objectif qu'il s'était fixé en prononçant la dissolution du Parlement, il y a un mois : obtenir une majorité absolue à l'Assemblée pour son parti. Après la rupture de son alliance avec le Parti radical de Vojslav Seselj, en septembre, le Parti socieliste s'est, en effet, retrouvé minoritaire, avec 101 sièges sur 250. Selon les sondages les plus récents, les socialistes stagneraient ou seraient en léger retrait, malgré l'accaparement de la télévision, principale source d'infor-mation en Serbie. Dans ce cas, les partisens de M. Milosevic devraient chercher de nouveaux

Au sein du DEPOS, on soup conne fortement le leader du Parti démocrate, Zoran Djindjic, qui e feit échouer toutes les tentatives d'union de l'opposition, d'evoir déjà promis son soutien au Parti socialiste. En outre, le président Milosevic est assuré de l'appui du «commandant» Arkan, chef de guerre reconverti dans la politique, dont la milice s'est illustrée par l'efficacité evec laquelle elle a mené ses opérations de «nettoyage ethni-que» en Croatie et en Bosnie. Sa formation est assurée de remporter un minimum de sièges au Kosovo, province serbe peuplée à 90 % d'Albanais de souche qui ont décide de Boycotte Rest élections. Quant à la coalition de Vuk Draskovic, d'après les sondages elle dispute la deuxième place aux radicaux de M. Seselj, qui seraient en perte de vitesse (après avoir dis-posé de 71 sièges, contre 50 au DEPOS). Cependant, on enregis-trait un nombre important d'indécis à quelques jours du scrutin de dimanche : près de la moitié du corps électoral. Le taux d'absteotion pourrait, en outre, accuser une forte hausse étant donné la date choisie: la Saint-Nicolas, fête observée en famille par beaucoup de Serbes.

En cas de mauvaise surprise, M. Milosevic aurait toujours un recours. L'opposition a d'ores et déjà relevé un certain nombre d'irrégularités - comme la participation d'un candidat à la commission électorale - qui, à défaut d'avoir été sanctionnées à temps, en dépit des protestations de certains partis, permettraient à l'homme fort de la Serbie d'annuler les élections.

> FLORENCE HARTMANN et YVES HELLER

#### IRLANDE DU NORD

milice, repris de justice, criminel de guerre et candidat eux élec-

### Les extrémistes protestants n'excluent pas un cessez-le-feu si l'IRA renonce à la violence

regroupant les deux principales mier pas vers la paix». Selon un « aux paramilitaires des deux milices protesteotes d'Irlande du autre sondage publié par le Financial Times, 95 % des chefs d'entre-Nord, les Combettants pour la liberté de l'Ulster (UFF) et la Force des volontaires de l'Ulster (UVF), e annoncé vendredi 17 décembre à Belfast que « dans la période intérimaire et en l'absence de réponse des gangs de meurtriers de l'IRA [Armée républicaine irlandaise], le commandement militaire loyaliste conjoint poursuivra sa politique actuelle, en relation avec la violence de l'IRA», Ces deux milices illégales ont revendiqué la plupart des assassinats dans la province ces

. . .

Par ailieurs, entre jeudi soir el vendredi soir, 50 091 personnes ont eppelé la Télévision d'Ulster pour répondre à un sondage sur Pimpect de la déclaration de Dow-ning Street. 51,3 % des personnes ainsi consultées, contre 48,7 % d'un

Le commandement militoire avis contraire, y voient « un pre- d'équité », a-t-il précisé - offrait prise de la province sont favorables à l'idée d'un dialogue entre le gouvernement britannique et l'IRA.

> En République d'Irlande, le Parlement a approuvé vendredi par ecclamation la déclaration conjointe. Le primat de l'Eglise catholique, le cardinal Cahal Daly, a dit vendredi que cette déclaration « un modèle d'équilibre et

Uo dizaine de ces lettres evaient néo-nazie. - (AFP.)

A New-York, Ahmad Fawzi, porte-parole de Boutros Boutros-Ghali, e indiqué vendredi que le secrétaire général de l'ONU a salué «chaleureusement» la déclaration conjointe et «espère qu'une cessation permanente de la violence va intervenir immédiatement ». -(AFP, Reuter.)

AUTRICHE: deux nouvelles été envoyées à des personnalités en arrestations dans l'affaire des relation evec les étrangers et les lettres plégées. - Deux nouveaux demandeurs d'asile, blessant cinq suspects ont été interpellés jeudi personnes, dont le maire de 16 décembre à la suite des attentats Vienne, Helmut Zilk. Toutes les à la lettre piégés perpétrés en personnes arrêtées appartiennent Autriche depuis le début du mois. aux milieux de l'extrême droite

### La Turquie et le Liban renforcent leurs relations

DIPLOMATIE

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, et son homologue libanais, Rafie Hariri, ont abordé « tous les aspects » des relations bilatérales, jeudi 16 et vendredi 17 décembre, au cours de la première visite officielle en Turquie d'un premier ministre libanais, qualifiée de « très importante » par une source gouvernementale turque. Les entretiens ont notamment porté sur la coopération en matière de sécurité, en particulier contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparetiste), e indiqué la même source. La Turquie, qui souhaite aussi procéder à des échanges d'informations, a demandé au Liban de ne pas autoriser le PKK - qui dispose d'un camp d'entraînement dans la pleine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien - à agir sur son territoire. On indique de source turanc qu'Ankara s'est félicité de «l'attitude constructive» de M. Hariri sur le dossier du PKK. - (AFP.)



per la CDU de Steffen Hertmann

procès les fabuleux dessous-de-ta-

ble qui auraient été payés par le

groupe Ferruzzi à la coalition au pouvoir lors de la revente à l'Etat.

au prix fort, des parts déteoues dans Enimont, M. Craxi - tout

comme M. Forlani avant lui - a

répété qu'il s'agit là d'un grossier

mensonge. S'il veut bien admettre

que soo parti a encaissé illégale-

ment en moyenne 50 milliards de

lires par an pour « assumer les

activités politiques nécessaires à la

democratie ». M. Craxi n'est pas

prêt pour autant à endosser les

responsabilités d'une affaire frau-

Quatre-vingt-treize arresta-

tions dana daux opérationa

anti-Mafia en Sicile et en Cala-

bre. - Un millier d'bommes des

différents corps de police italiens

ont lancé, vendredi 17 décembre

à l'aube, deux vastes opérations

anti-Mafia - dénommées respec-

tivemeot «Grande ourse» et

«Pandore» - à Catane, dans l'est

de la Sicile, et à Catanzaro, en

Calabre, qui oot permis l'arresta-

tion de quatre-vingt-treize per-

sonoe. Cent cinquante-buit man-

dats d'arrêt avaient élé lancés,

dont un certain nombre oot été

notifiés en prison à des membres

de la Mafia. Cinquante-deux des

délinquants recherchés n'ont pu

Les déboires

turcs de M. Jirinovski

ISTANBUL

de notre correspondante

tout à fait un-inconnu pour les Turcs : il avait travaillé dans lee

années 60 comme traducteur

en Turquie - à le raffinerie de

Aliaga, sur la côte égéenne. La

presse turque a offert plusieurs

versions des déboires qu'aurait

alors rencontrés ce natif d'Al-

ma-Ata chez les Kazakhs tur-

cophones : il sursit été errêté pour avoir donné à un Turc un

badga da Marx, à une époque où la Turquia était farouche-mant anti-communiste, et

passé une semaine an prison

avant d'être expulsé. Une autre

varsion suggèra qu'il aurait été

amêté pour propagande com-muniste, puis rappelé à Mos-

cou par sa propre ambassade. Le ministère des affaires étran-

gères da son côté affirma

Mieux connus, en revenche.

sont les sentiments de M. Jiri-novski à l'égard de la Turquia,

obstacle au « Saut vers le sud »

(titra de son ouvrage de « géo-politique » - la Monde du

16 décembre). La presse tur-

que a consacré une large place à cas écrits : «Le monde na

nation turque tout entière dis-paraissait (...). Il n'y a pas de culture turque (...). De Constan-

thopie à Kaboul jusqu'aux rives de l'océan Indien tout la

Les autoritée turques, qui ont

assisté cas demiers mois à la reconquête systématique du Caucase par Moscou, na peu-

vent se permettre d'ignorar ces déclarations. Pour l'instant

Ankera ne peut qu'obaerver avec une certaina inquiétuda

les conséquances du succès

électoral de M. Jirinovski pour

mesurer son impact réel sur les

reletions avec son puissant voi-

NICOLE POPE

monde parlera le russe. »

ouffrirait aucun dommage si la

n'avoir trace de rien...

· Vladimir Jirinovski n'ast pas

être arrêtés. - (AFP.)

duleuse. - (Intérim.)

### M. Craxi a témoigné dans l'affaire Enimont

Bettino Craxi, encien secrétaire du Parti socialiste italien (PSI), et Amaldo Forlani, encien secrétaire de le Démocratie chrétienne (DC), ont témoigne è leur tour devant un tribunal milanais, vendredi 17 décembre, lors du procès de Sergio Cusani. protagoniste de l'affaire Enimont, le tentetiva ratée d'union entre les groupes public energétique ENI et privé Ferruz-

ROME

de notre correspondante

On l'a appelé le procès-spectacle: procès télévisé, qui permet à l'Italie, à travers les déclarations des hommes politiques qui se succèdent, de revenir sur l'histoire des

La journée de vendredi aura été speciale. Quelqu'un l'a appellée le « vendredi noir » du «CAF», le trio Craxi (Bettioo), le secrétaire du PSI, Andreotti (Gulio), le président du Conseil démocrate-chrétien, et Forlani (Arnaldo), secré-taire de la DC. Tout comme M. Andreotti, occupé de son côté à se défendre des accusations de collusion avec la Mafia, les deux autras membres du «CAFo, MM. Craxi et Forlani, étaient à la barre. M. Forlani s'est muré dans son refus d'admettre qu'il ait su quoi que ce soit des financements illégaux de son parti, ce qui n'a

de notre envoyé spéciel

tats définitifs des élections légis-

latives du 12 décembre a été une

nouvelle sois reportée et que

Boris Eltsine cootinue de garder

un silence troublant, les règle-

ments de comple se poursuivent

entre les partisaos du président

russe, qui s'accusent mutuelle-

ment de porter la responsabilité

La réunico, vendredi

17 décembre, du conseil des

ministres, consacrée au pro-

gramme de privatisation, a ainsi

tourné à un affrontement entre

les «radicaux», partisans d'une

poursuile des réformes à un

rythme rapide et les «modérés»

qui veulent tenir davantage

compte des préoccupations

L'adjoint au chef du gouverne-

ment de la ville de Moscou Constantin Bouravliov a ainsi

regretté que « les regles du jeu

soiens imposées par le centre, et

les conseguences socioles subjes

par les régions »; le vice-premier

ministre Alexandre Chokhine a

souligné que les étrangers « tirent

des avantages non justifiés « des privatisations; et le secrétaire du Conseil de sécurité Oleg Lobov » s'est interrogé » sur le bénéfice que l'État retirait des privatisations et sur leur caractère infla-

tions et sur leur caractère infla-

Devant ce tir de barrage, les

ministres réformateurs ont insisté

sur la nécessité absolue de pour-

suivre un programme qui en est déjà à son stade final. Le minis-

ire responsable du dossier. Ana-

toli Tehoubaïs, a précisé que cin-

quante-einq millions de personnes étaient déja devenues

actionnnaires, que 65 % des pulites entreprises et 10 500

grandes entreprises (sur 14 500)

de la déroute électorale.

pas manqué de susciter l'agacement du juge Di Pietro. Le juge a demandé une coofrootation avec Severino Citaristi, le secrétaire administratif de la DC, qui, lui, avait déclaré que M. Forlani savait. Mais la journée o'était pas fioie. M. Craxi, arrivé dans l'appès midi au palais de justice. l'après-midi au palais de justice, n'a pas raté son «numéro».

> Fabuleux dessous-de-table

Il s'est laocé dans des accusations tous azimuts, conformément à la ligoe de défense adoptée depuis longtemps: «le savais tout depuis toujours à propos des financements illégaux qui arrivaient à mon parti et à tous les outres,»

L'ancien homme fort du PSI n'a pas manqué de prononcer, encore uoe fois, un véritable réquisitoire contre le PDS, alors PCI, accusé d'avoir reçu lui aussi des financements illégaux, aussi bien de l'intérieur, à travers les pots-de-vin, que de l'étranger, à travers ses liens avec les pays de l'Est.

Et M. Craxi de lâcher, à titre d'exemple, les noms de deux per-sonnalités eo vue, les présidents du Sénat, le républicain Giovanni Spadolini, et de la Chambre, le PDS Giorgio Napolitano, qui, parmi tant d'autres, oe pouvaient pas oe pas savoir. Les graods groupes industriels n'ont pas élé épargnés: ce soot eux qui, tou-jours seloo M. Craxi, dictaient leurs conditions.

Quant à l'enjeu véritable du

Le gouvernement est divisé

sur la poursuite des réformes

RUSSIE

élaient déjà privatisées. Consé-

quence de cette division du gou-

vernement : le Conseil a, finale-

de privatisation, mais s'est donné

une semaioe pour en amender

certaines modalités. La tâche de

Boris Eltsioe dans sa reeberche

d'une majorité à l'Assemblée en

Une Assemblée

ingérable

Les différents partis sont tou-

jours occupés à teoter de s'appro-prier les députés «indépen-

dants», chus en graod oombre à

la moitié des sièges de la Cham-

bre basse (Douma), pourvue au

scrutin majoritaire par circons-

cription. Quant au Conseil de la

fédération, il est d'ores et déià

pourvu eo majorité par des res-

ponsables des admioistrations

régionales. Les estimations des

forces en présence à l'Assemblée

sont dooe très approximatives.

Certains calculs donneot quelque

170 sièges de la Douma aux

« réformateurs », 190 aux

« conservateurs » et une cinquan-

taine aux «ceotristes». En fait.

Boris Eltsine devrait faire fece à

une chambre ressemblant à s'y

méprendre au Soviet suprême

qu'il avait dissous fin septembre.

la Douma, qui devrait se réunir

le II janvier, pourra donner une indication précise sur la véritable

composition de celle-ci. Trois

candidats pourraient être sur les raogs, dit-oo à l'heure actuelle :

le leader ultra-nationaliste Vladi-

mir Jirinovski, le vice-premier

mioistre « modéré » Serguei

Chakhraī et le chef de l'adminis-

tration présidentielle Sergueī

JOSE-ALAIN FRALON

Filatov,

Seule l'élection du président de

est compliquée d'autant.

li. «O*DDD)uvė » le pro*eramm*o* 

AFRIQUE

# La transition s'éternise en Ethiopie

Deux ans et demi après la chute du colonel Menguistu, le pouvoir tigréen refuse de participer à une « conférence de paix et de réconciliation » organisée par l'opposition

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial « Une futile opération de propa-gande!» Pour le président éthiopien, Méles Zenawi, la «conférence de paix et de réconciliation» convoquée par l'opposition du 18 au 22 décembre à Addis-Abeba ne méritait pas de plus amples com-mentaires. M. Méles a décliné l'in-vitation des organisateurs, pour la bonoe raisoo que « la paix et lo stabilité règnent en Ethiopie ».

En donnant son feu vert à l'organisation de cette reneontre - à l'hôtel Ghion, propriété de l'Etat le président avait d'emblée averti les participants que les auteurs d'exactions ou de violences, pas sées ou présentes, risquaient d'être arrêtés s'ils posaient le pied sur le sol éthiopien. Les 15 et 16 décembre, la police est allée cueillir sept délégués venant de l'étranger à leur descente d'avion, tandis qu'un huitième (seloo les décomptes de l'opposition) était arrêté à son

Il n'a pas été très difficile pour le président Meles de justifier ces arrestations, puisqu'elles concer-nent pour l'essentiel des membres du Front de libération oromo -(Flo), qui multiplie les communiqués militaires depuis sa rupture avec le présent régime, à la veille des élections régionales de juio 1992 – et du Parti révolutionnaire du peuple éthiopien (PRPE), qui se targue de mener une guérilla dans le nord-ouest du pays. Comme le Flo, le PRPE a lutté contre le régime du colonel Hallé Mariam Menguistu, tout en s'op-posant à l'idéologie «sécessionoiste» du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthio-pienn (FDRPE) dirigé par M. Méles, le vainqueur du « Négus

rouge» en mai-1991. Le «sabotage» dénoncé dans les rangs de l'opposition aura atteint son but : la centaine de représentants de l'étranger (un tiers des participants allendus) risquent de ne pas se montrer à Addis-Abeba, ct le Flo, dont le ouméro deux de la délégation a été arrêté, envisage d'annuler sa participation. «Le débat élargi que nous voulions lan-cer sur lo transition présente et la future Constitution n'aura sans doute pas lieu, se désole Issae Kissé, l'un des organisateurs, et la confèrence n'aura pas la portée et l'écho que nous espérions lui donner dans le pays. »

> Bienveillance américaine

Compte tenu de l'agenda de la rencooure - sous-titrée «Une issue au bourbier politique en Ethiopie»

— il était prévisible que le gouvernement ne resterait pas sans réaction. Les adversaires du régime se proposent en effet de tirer le bilan des deux années et demie de transition, période qui devait, en principe, se terminer en janvier prochain

Les participants à cette conférence envisagent également de réclamer la création d'un nouveau gouvernement intérimaire, « asso-ciant l'opposition », afin de gérer la dernière phase de la transition c'est-à-dire l'élection (prévue pour le 5 juin 1994) d'une Assemblée constituente qui adoptera un nou-veau texte fondamental – en cours d'élaboration - et la mise en place de nouvelles institutions. Selon un document confidentiel des représentations européennes, l'opposition décidera probablement de boycotter le scrutin si elle o'est pas mieux associée au processus de

Si les milieux diplomatiques s'ioterrogent sur le manque d'emressement du régime à conclure la transition, qui accusera au moins six mois de retard sur le calendrier initial, l'ambassadeur américain à Addis-Abeba paraît en revanche s'en accommoder. D'ailleurs, l'attitude bienveillante de Mark Baas envers le président Méles, avec lequel il s'entretiendrait une à deux fois par semaine, irrite bien des opposants, qui fustigeot l'aindulgence des parrains américains».

M. Baas a suggéré, au cours d'une conférence de presse, que les débats de la réunion se concentrent, « ue manière constructive »,

sur la prochaine Constitution plutôt que sur le bilan de la transition ou sur la question de l'Erythrée, l'ancienne provioce éthio-pienne devenue indépendante le 24 mai dernier. Le représentant américaio ne ménage pas ses piques à l'égard d'une opposition qui passe, selon lui, plus de temps à présenter ses doléances auprès des missions diplomatiques occidentales qu'à émettre des critiques

> Répression en demi-teinte

Certes, M. Baas se dit préoccupé par les récentes interpellations de journalistes et d'bommes politi-ques et par l'expulsion de quarante et un professeurs d'université eo janvier dernier. Mais cela, rappelle-t-il frequemmeot, est «sans commune mesure» avec les viola-tions des droits de la personne relevées à l'époque de M. Meoguistu. Un poiot de vue partagé par ceux des Ethiopiens qui pen-sent qo'il serait mal venu de pro-lester, «car on vit tout de même mleux qu'avant mai 1991». «Ces jeunes qui pestent contre le régime ont déjà oublié que, trois ans plus tôt, ils auraient été en danger de mort de par la conscription », ful-mine le melleur en scèce Michel Papatakis, qui a connu l'exil et la prison sous Menguistu.

L'opposition perd de sa crédibilité en publiant dans la presse, qui n'est plus soomise à la cen-sure, d'invérifiables rumeurs, sou-vent extravagantes. « Des soixantequinze publications recensées l'an dernier, pas plus d'une dizaine sub-Addis-Abeba. Un patron de presse assure que les Iracasseries qui visent les vendeurs dans la rue l'oot obligé à réduire son tirage de 40 %. « D'autre part, ajoule-t-il, par crainte d'une sanction, je demande maintenant à mon avocat de supprimer dons les textes à paroître les lignes qui pourraient déplaire aux autorités. » Quelques cas d'intimidation de journalistes ont provoqué une culture de l'au-

Comme le professeur Asrat Woldeyes, président de l'Organisation oppulaire de lous les Amharas (Opta), plusieurs personnalités politiques ont déjà tâté de la prison pour avoir « incité à combattre » le gouvernement. Il est vrai que certaioes figures de l'opposition tieonent parfois des propos excessifs, qui incitent les autorités à sanctionner. Ces débordements illustrent d'ailleurs l'impuissance de l'opposition, morcelée en plusieurs dizaines de mouvements dont les chefs paraissent plus ver-sés dans le clientélisme que dans une véritable statégie de cootesta-

Les propos recueillis dans la capitale confirment ocanmoins l'existence d'une répression en demi-teiote, assez discrète pour ne pas attirer les foudres des pays dooateurs. En revanche, les observateurs sont plus catégoriques sur la situation en provioce, où l'opposition ne peut prendre pied et où ses journaux n'arrivent guère. «On cherche à nous empêcher de nous implanter en province et, dans la capitale, nous servons de vitrine démocratique au gouvernement », estime le professeur Beyéné Pétros, le plus respecté des opposants dans les cercles diplomatiques.

Si, dans les villes, les anciens rebelles tigreens aujourd'bui au pouvoir sont eneore considérés comme des «libérateurs impor-tuns», dans les campagnes (90 % de la populatioo) on apprécie l'abolition de la conscriptioo, qui visait les villages pendant la guerre civile, et on jouit de la libéralisation de la vente des récoltes.

Une régionalisation étroitement contrôlée

La régionalisation o'est pas pour déplaire : les élus sont maintenant plus proches des villageois... lorsqu'ils sont acceptés : dans la vaste région oromo, le Flo est resté très populaire; pourtant, c'est l'Organi-sation démocratique du peuple oromo (ODPO, affiliée au pou-voir) qui est aux commandes. Les résultats définitifs des élections régionales de juin 1992 n'ont jamais été publiés. Mais, en recoupant divers documents officieux, les diplomales ont calculé que le FDRPE et ses organisations sœurs ont raflé 96 % des sièges dans les sistent aujourd'hui », constate Jacconze regions (sur quatorze) où le
ques Bureau, directeor de la Maison d'études étblopiennes à les fiefs amhara et oromo. De quoi susciler méfiance et inquiétude.

A l'exception notoire des Américains, nombre d'Occidentaux font part en privé de leurs iocer-litudes : «Le fédéralisme, surtout ethnique, ne résoudro jamais les problémes d'un pays pauvre qui a d'abord besoin d'un développement global », estime un diplomate qui s'interroge, comme tent d'autres, sur la démarche des dirigeaols

La régionalisation ethnique a-telle été imposée par fidélilé eo thème fondateur de la rébellion tigréenne? Le pivot du FORPE envisageait en effet l'indépendance du Tigré et défendait l'idéal socialiste d'autodétermination des peuples. Les Tigréens, comme d'entres conquérants ebyssins avant eux, chercheraient-ils à cootrôler les merches de l'ancien empire ootamment le Sud fertile - par l'intermédiaire de partis frères? Quoi qu'il en soit, cette régionalisation trop étroitement contrôlée potrrait entraîner, à plus ou moins long tarme, une résistance popu-

JEAN HÉLÈNE

EN BREF

CONGO: lea familles francaises sont invitées à quitter Brazzaville. - La France a conseillé aux familles de ses ressortissants au Congo de profiter des coogés de fin d'année pour quitter la capitale, « compte tenu des conditions de sécurité à Brazzaville», a indiqué, vendredi 17 décembre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Uo appel au calme lancé jeudi par les sénateurs et les députés congolais semblait avoir été suivi d'effet vendredi à Brazzaville, où aucun coup de feu o'a été enregistré. Des règlements de comples interethniques onl fait au moins quatre-vingts morts dans les quartiers sud de la capitale du 10 zu 14 décembre. - (AFP.)

**ÉQUATEUR** : neuf policiers et militaires tués par des guérilleros colombiens. - Neuf policiers et militaires équatoriens au moins ont été tués dans une embuscade tendue par des guérilleros colombiens dans la région amazonienne proche de la frontière entre les deux pays, a annoncé vendredi 17 décembre le ministère équatorien de la défense, - (AFP.)

GUINÉE: les ambassades à Abidjen et Dakar saccagées

par des opposants. - Quelque 200 opposants guinéens ont entièrament saceagé, veodredi 17 décembre, l'ambassade de Guinée à Abidjan et séquestré le personoel pendant plusieurs beures pour protester cootre la oco-distribution de cartes d'électeurs à deux jours du scrutin présidentiel (le Monde do 18 décembre). La veille, l'ambassade de Guinée à Dakar avait été saccagée dans les mêmes cooditions. - (AFP, Reu-

HAITI : les Etats-Unis n'ont pas ebandonné l'espoir de rétablir le président Aristide au pouvoir. - Les Etats-Unis sont toujours « résolus » à obtenir la restauration de la démocratie en Haîti et essaient de « réactiver l'accord de Governor's Island » qui prévoit le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide, a déclaré vendredi 17 décembre le secrétaire d'Etat Warreo Christopher. M. Christopher a démenti les informations du Los Angeles Times scloo lesquelles les Etats-Unis avaieol abandonné leurs efforts pour le retour du président

**ETATS BALTES:** coopération renforcée face à la Russie. - Les premiers ministres des trois États baltes, réunis vendredi 17 décembre à Vilnius, ont annoncé avoir examine «la possibilité de créer un système unique de défense aérienne et de contrôle des frontières ». Ils vont, en attendant, « relier leurs ministères de la défense par un téléphone rouge" et lenter de rendre hermétique leurs frontières avec la Russie ainsi que de courdonner leur pressions pour accélérer le retrait des militaires russes, y com-

pris, partiellement, de l'eoclave russe de Kaliningrad. - (AFP.) KARABAKH: cessez-le-feu et initiative russe. - Un nouveau cessez-le-feu provisoire de dix jours a été conclu, vendredi 17 décembre, entre Arméniens et Azerbaïdjanais, à l'initiative des Russes qui vont réunir les vice-présidents des Parlements d'Azerbaīdjan, du Haut-Karabakh et d'Arménie les 21 et 22 décembre sur les îles Aland en Finlande files à statut autonome particulier), a annoncé vendredi l'Assemblée interparlementaire de la CEl. - (AFP, Reuter.)

AUTRICHE: deux nouvellas errestationa dans l'affaire des lettres piégées. - Deux nouveaux suspects ont été interpellés jeudi 16 décembre à la suite des attentats à la lettre piégés perpétrés en Autriche depuis le début du mois, Un dizaine de ces lettres avaient été envoyées à des personnalités en relation avec les étrangers et les demandeurs d'asile, blessant cinq personnes, doot le maire de Vienne, Helmut Zilk. Toutes les persoones arrêtées eppartienneot aux milieux de l'extrême droite néo-nazie. - (AFP.)

CHAMBE 2

A. 1. 接接

pose cinq re

----

. .

**第4**节

April 1

maria and

---

7 Fatta

**AFRIQUE** 

#### **ALGÉRIE**

### L'ex-FIS pose cinq conditions pour un dialogue national

A moins de deux semaines de l'expiration, le 31 décembre, du mandat du Haut Comité d'Etat (HCE-présidence collégiale) algérien, le chef de la direction extérieure de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Rabah Kébir, a posé, vendredi 17 décembre, einq conditions, dont certaines pratiquement rédhibitoires, à un dialogue

Lors d'une conférence de presse à Bonn où il vit en exil depuis août 1992, M. Kébir a notamment formulé une exigence impossible à satisfaire : «La mise en jugement des responsables des actes de barbarie, natamment des tueries récentes. » Il faisait référence aux dirigeants qu'il juge responsables de la répression

Il a également demandé la « libération de tous les prisona liberation de tous les prison-niers politiques », l'abrogation a des lois et règlements adoptés après le putsch militaire », le eboix a d'un pays neutre pour l'instauration du dialogue et la

MAROC: Rabat juga Insuffisant un projet de coopération avec l'Union européenne. - Le Maroc émet des réserves à propos d'un projet de nouvel accord de coopération avec l'Union européenne, a déclaré, vendredi 17 décembre à Rabat, le commissaire européen chargé du développement et de la coopération, Manuel Marin. Le ministre marocain des affaires étrangères se rendra dans les douze pays de l'Union pour obtenir des éclaircissements sur les désaccords, lesquels portent sur les produits agricoles, les clauses économiques et la nature des relations avec l'Union européenne - (Corresp.)

créatian d'une cammission d'enquête libre et indépendante » sur les origines de la

erise politique.

Ces conditions court-circui-tent le seul préalable posé trois jours plus tôt par six dirigeants de l'ex-FIS de l'intérieur de l'Algérie. Pour partieuper au dialogue national, eeux-ei avaient uniquement réclamé la libération des dirigeants de l'ex-FIS, dont Abassi Madani et Ali Belhadj, incareérés depuis juillet 1991.

Quelques heures après la conférence de presse de Rabah Kébir, l'agence nationale algé-rienne APS, eitant des sources proches de la Commission du dialogue national, affirmait que la participation à la conférence nationale était subordonnée à l'acceptation de quatre prineipes : le respect du caractère républicain de l'Etat algérien, de l'alternance au ponvoir, des libertés individuelles et le rejet de tout monopole sur la langue

et de la religion. A Paris, le ministre desaffaires étrangères a déclaré sur France Inter que la politique du gouvernement français était de, « tout faire pour que l'Algérie retrouve sa stabilité, sans pour autant donner un chèque en blane aux autorités actuelles ». Alain Juppé a exprimé l'espoir qu'un accord interviendrait entre l'Algérie et le FMI, « car. l'une des raisons de la dégradation de la situation est économique ». Selon lui, les antorités: algériennes doivent « discuter avec tous ceux qui acceptent le jeu démocratique et qui renoncent à la violence ». - (AFP. Repter . and because

PROCHE-ORIENT

#### ISRAEL

### M. Rabin ne rencontrera M. Arafat que lorsque les divergences auront été aplanies

Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a déclaré, vendredi 17 décembre, qu'il ne rencontrerait une nouvelle fois le chef de l'OLP Yasser Arafat que lorsque seraient réglés les détails de l'autonomie inférimaire palestinienne.

mtermaire palesinienne.

« Je ne perds pas espoir », a dit M. Rabin à la télévision danoise.

« Ce sera dans dix jours ou peutêtre même vingt, ce doit être une 
rencontre réussie, sinon la déception 
et la frustration croîtront », a-t-il 
ajouté. « Même s'il y avait entente 
avec l'OLP, il n'y aurait aucune 
chance de signer un accord dans les 
dix ou même dans les vingt jours à 
venir », a rapporté de son côté la 
presse israélienne.

Selon la Déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington, Israël aurait dû engager le 13 décembre un retrait de la bande de Gaza et de Jéricho. Faute d'un accord entre Israéliens et Palestiniens sur la délimitation de la zone à évacuet autour de Jéricho, la protection des colonies juives et le contrôle des frontières avec l'Egypte et la Jordanie, ce retrait a été renvoyé à une date indéterminée.

Lors d'une rencontre dimanche 12 décembre au Caire, MM. Rabin et Arafat étaient convenus de se revoir une dizaine de jours plus tard, mais la radio israélienne, citant des sources politiques haut

placées, a indiqué que la rencontre aurait lieu plus vraisemblablement

Toutefois, selon le vice-ministre norvégien des affaires étrangères, des responsables israéliens et palestimens devaient se réunir dès lundi à Oslo pour discuter de l'aide économique aux territoires occupés et de la création de la police palestinienne. La réunion, à laquelle participeront des représentants de la Russie, des Etats-unis, de l'Union européenne et de la Norvège, sera précèdée dimanche de discussions informelles, a indiqué Jan Egeland. Il n'a pas précisé si le ministre israélien des affaires étrangères Shimon Pérès présiderait la délégation

israélienne, ainsi que l'avait affirmé le représentant de l'OLP à Oslo. Selon ce dernier e'est Mahmoud Abbas, alias Abou Mazen, qui sera son vis-à-vis palestinien.

Par ailleurs, la Banque mondiale a annoncé vendredi, à l'issue d'une réunion à Paris, que les pays et institutions donateurs avaient proinstitutions donateurs avaient promis 570 millions de dollars d'aide utilisable en 1994 pour les Palestiniens des territoires occupés. Une partie de cette somme servira à payer les salaires des fonctionnaires et de la police jusqu'à ce que les recettes fiscales palestiniennes prennent la relève, a précisé le vice-président de la banque, Caio Koch-Weser. – (Reuter.)

#### En 1994

### Les donateurs s'engagent à verser 570 millions de dollars aux Palestiniens

Les donateurs (pays et institu-tions) se sont engages à verser, en 1994, 570 millions de dollars (3,3 milliards de francs) d'aide aux populations palestiniennes de Cis-jordanie et de la bande de Gaza, a annoncé, vendredi 17 décembre, caio Koch-Weser, vice-président de la Banque mondiale pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, à l'issue de la première réunion du Groupe consultatif sur le dévalonnement de cer territoires développement de ces territoires. Cette somme est supérieure au montant convenn - 2 milliards de dollars sur cinq ans - lors de la conférence des pays donateurs qui s'est déroulée à Wasbington le le octobre demier,

Les représentants de plus d'une trentaine de pays et d'institutions ont donné leur accord aux grandes lignes du Programme d'assistance de transportuet de distribution

d'urgence et technique pour les territoires palestiniens, élaboré entre la Banque mondiale et le Conseil économique palestinien pour la reconstruction et le développement (PEDRA) dirigé par Ahmed Korei (nommé aussi Abou Ala), responsable de l'OLP chargé des questions économiques. Ce programme pré-voit des dépenses de 1,1 milliard de dollars sur les trois prochaines années en matière d'infrastructures, de soutien au secteur privé et de frais de fonctionnement.

Les engagements des donateurs devraient « permettre, d'après nos estimations, de financer le programme» au cours de la première année (1994), a souligné M. Kochd'électricité et d'eau, particulièrement dans la bande de Gaza, ainsi que dans la création des nouvelles institutions palestiniennes. Un fonds d'assistance technique doté de 35 millions de dollars et géré par la Banque mondiale a été mis en place pour réaliser, entre autres, des études de faisabilité de projets.

Abou Ala a précisé que les Pales-tiniens ne bénéficieraient «pas de vacances fiscales». La nouvelle administration continuera de percevoir les mêmes impôts que ceux voir les inselles innois que ceux prélevés par les Israéliens. Il a également insisté sur la nécessaire transparence dans la gestion des fonds. De leur côté, les donateurs espèrent qu'Israéliens et Palestinies niens conclurent rapidement un accord de coopération économique.

#### Bagdad accepte d'évacuer une zone koweïtienne

Décision interprétée comme un nouveau geste de bonne volonté : le gouvernement de Bagdad a accepté d'évacuer ses ressortissants d'une zone frontalière devenue koweîtienne après le nouveau tracé de la frontière entre l'émirat et l'Irak avalisé par l'ONU et contesté par les dirigeants irakiens.

Selon un communiqué de la Mission d'observation de l'ONU pour l'Irak et le Koweît (MONUIK), les préparatifs de rapatriement ont commencé à une « petite échelle », dans la ville portuaire d'Ourn-Qasr, dont la partie méridionale a été attribuée au Koweit. L'évacuation devrait être terminée dans quatorze jours, Dans le secteur d'Abdelli, plus à l'ouest, l'Irak a demandé un délai jusqu'en avril 1994, pour que les fermiers irakiens achèvent leurs ALAIN PUCHAUD recoltes Chiver (AFP)

engin a membro and product topin la caracida hapra. rendrate du transfer -motorpay with the cap 98-9270-250705067 6 - - - - - - - 1 LE PETIT STYLO À BILLE MONTBLANC **EST HEUREUX** DE VOUS ANNONCER LA NAISSANCE DE SON GRAND FRÈRE. MONTBLANC LANCE LA NOUVELLE VERSION STYLO-BILLE DU MEISTERSTÜCK. Pour connaître le revenoeur agréé Montblanc le plub proche, téléphoner au (1) 40.45.42.40

#### **ARGENTINE**

### Les troubles sociaux dans le Nord-Est ont fait au moins neuf morts

**BUENOS-AIRES** 

Le chaos et la violence se sont

de notre correspondante

emparés de la province de San-tiago-del-Estero, à 1000 kilomètres au nord-est de Buenos-Aires, où une explosion sociale contre le politique de réajustement du pré-sident Carlos Menem a fait en quarante-huit heures su moins neuf morts et plus d'une centaine de blessés. Un calme rendu n'a été tablique des le sainfe du sen rétabli que dans la soirée du ven-dredi 17 décembre svec le déploiement de troupes de gendarmes et de policiers solidement armés. La rébellion populaire, qui a débuté evec des manifestations de fonctionnaires en colère réclamant le paiement des salaires en retard, s'est poursuivie vendredi dans le centre de la capitale provinciale et s'est étendue à 10 kilomètres de là, dans la localité de La Banda, où des centaines de personnes, dont de nombreux enfants, ont pillé et incendié les demeures de politi-

A Santiago-del-Estero, les manifestants, qui avaient incendié la veille le siège du gouvernement et le palais de justice, ont élevé des barricades et se sont battus avec les forces policières. Le président Menem, qui est rentré vendredi à Buenos-Aires après un voyage officiel au Vatican, a réuni un cabinet de crise. Le chef de l'Erat a attribué ces émeutes à la mauvaise administration dans certaines pro-vinces de l'intérienr où règne encore un système quasi féodal contrôlé par des «caudillos» et où le pouvoir et la fortune appartien-cent à spelques femilles. Paul nent à onelques familles. Raul Alfonsin, le chef du principal parti d'opposition, l'Union civique radi-cale (UCR), avec lequel M. Menem a récemment signe un «pacte démocratique» en vue de réformer la Constitution, e souligné la nécessité d'uadapter la poli-tique économique à la réalité congrès réuni d'urgence dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement a décide d'intervenir dans la province de Santiago-del-Estero, et cette tâche a été confiée à Juan Schiaretti, un homme

# proche du ministre de l'économie.

enregistré une légère baisse. Dans les milieux financiers argentins et étrangers règne une grande inquiétude sur l'issue de cet affrontement entre le gouvernement fédéral et les provinces de l'intérieur. Les mesures économiques imposées par M. Cavallo pour réduire les dépenses publiques dans l'ensemble du pays sont décisives pour maintenir l'équilibre du budget national et garantir la poursuite du plan économique. Le président Menera peut être toutefois contraint de ménager la chèvre et le chou dans d'autres provinces parmi les plus défavorisées, où les bienfaits de la relance économique ne sont pas encore évi-

Domingo Cavallo. La gravité des

émentes a eu des répercussions sur

la Bourse de Buenos-Aires, qui a

L'explosion sociale de Santiago del-Estero est la première depuis l'arrivée an ponvoir, en juillet 1989, de M. Menem et elle se produit dans une province dont le gouverneur eppartient au parti péroniste au pouvoir.

#### **CANADA**

#### Jean Chrétien effectuera une visite officielle en Europe en janvier

Le premier ministre canadien Jean Chrétien se rendra en visite officielle en Grande-Bretagne, en France et en Belgique début janvier, a annoncé son cabinet vendredi t7 décembre à Ottawa.; M. Chrétien, qui sera eccompagné de son épouse Aline, sera le 6 janvier à Londres, où il s'entre tiendra avec le premier ministre John Major au 10, Downing Street. M. et M= Chretien iront ensuite Sandrigham, dans l'est del'Angleterre, pour une rencontre, privée evec la reine Elizabeth IL.

Le 7 janvier, à Paris, M. Chrétien rencontrera le président François Mitterrand et assistera ensuite à un déjeuner de travail avec le premier ministre, Edouard Balladur. Le 10 janvier, M. Chrétien se rendra au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, où il devrait rencontrer le chancelier allemand, Helmut Kohl. Le premier ministre canadien s'entretiendra également à Bruxelles avec le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, le roi Albert et le président de la commission européenne, Jecques Delars. (AFP.)

A le Candelarie, l'encienne

cathédrale de Rio, où en juillet

dernier huit gemins dee rues

ont été asaessinés per le

police, des centainea de per-

sonnes ont formé une cheîne

autour du bâtiment. Toute la

circulation a été atoppée. Lee

feux sont restés au rouge pen-

dant deux minutes. Même la téléphérique qui mène au célè-

bre Pain de Sucre e est arrêté

aŭ milieu du trajet et une pluie

de pétales de rose e été lancée

de aes cabinee. - (AFP.)

CHRISTINE LEGRAND

Les habitants de Rio-de-Ja-

neiro ont cessé toute activité

vandredi 17 décembre à midi

et observé deux minutea de

silence pour protester contre la

violence. En dépit d'une pluie

battante, des milliars de per-eonnes da tous âges et ori-

gines ont répondu à l'appel du

mouvement Viva Rio et ont

lieux de rassemblement prévus

dans toute la ville. En 1992, il

y e eu 7 635 assassinats dans

cette ville de 9,5 millions d'ha-

BRÉSIL

Silence à Rio contre la violence

### Taslima Nasreen, romancière maudite du Bangladesh

«Ce n'est pas à cause de mon dernier livre que les islamistes veu-leux ma peau », aftirmait-elle cepen-dant la semaine dernière au magazine indien Savvy. Elle ajoutait :
« C'est parce qu'ils pensent que je
suis anti-islamique et que j'écris
contre le prophète.»

Taslima est une féministe dont les écrits passent mal anprès de nombreux Bangladais modérés, même si l'aislam doux » du delta même si l'wislam doux » du delta du Gange est peu propice à ce genre de controverse à l'iranienne. La preuve, le Jamast Islami, le grand parti fondamentaliste du pays qui fait recette dans les campagnes mais reste politiquement très marginal, a jusqu'à présent gardé un silence prudeat, se refusant à cautionner la «fatwa» des «barbus» de Sylhet.

> «Une putain qui mérite la mort»

Taslima n'y va pountant pas de main morte contre la société musulmane : «C'est la religion qui a créé d'injustes différences entre les hommes et les femmes », écrit-elle hommes et les femmes », écrit-elle en s'eppuyant sur des extraits du Coran. Un homme peut battre sa femme si elle refuse de faire l'amout quand il en e envie. Tel est le message du Prophète consigné dans les «Hadith» (1). Inutile de dire que ses écrits ont constitué une cible aisée pour les fanatiques. Elle prône en outre l'amour libre et la «témile» des femmes contre l' la « révolte » des femmes contre ! « oppression » de la société musul mane: « Je ne m« remarieral jamais, dit-elle, mais si je rencontre quelqu'un que j'aime, je vivral avec lui». Et elle n'hésite pas à décrite les organes génitaux des deux sexes dans ses livres, provoquant ainsi la furnir de contraite qui fureur de certains extrémistes qui l'ont surnommé la « libératrice du ragin », « En tant que médecin, je

Divorcée d'un poète dont elle fut passionnément amourcuse avant de le rejeter parce qu'eil me battait et refusait d'accepter mon indépen-dance», Taslime ne croit plus au

mariage. « Les gens pensent que je déteste les hommes. C'est faux. Ce que je déteste, c'est le système créé par les hommes, cette société qui professe que les femmes sont des esclaves ».

Aujourd'hui, Taslima Nasreen vit sous protection policière dans un appartemment du neuvième étage d'un gratte-ciel de Dacca. Mais, là encore, le parallèle avec Salman Rushdie ne tient pas : elle



prend ses précautions mais conti-nue de sortir en ville, confiante maigré sons dans la tradition pacifi-

que de l'islam bengali. Ironie, c'est pourtant une femme qui aura le plus décu Taslima Nasreen: le premier ministre Khaleda Zia ne l'a pas soutenue, bien au contraire... Non seulement le gou-vernement lui a retiré son passe-port en janvier dernier, pretextant

qu'elle s'était « fait passer pour jour-naliste », mais il a interdit son dernier livre. «Je n'attends pas de M-Zia qu'ella me soutienne, reconnait Testima: après tout, je l'ai attaquée dans mes ècrits: elle ne défend pas les femmes et n'a rien changé aux lois discriminatoires contre le «sexe faible».

1867 - 1864 - 18

The first

The state of the s

And the second

graduate and gara

The state of the s

Bearing or

Same and the same

SCHEET THE SHIP

Carlotte Contract

- 1771.7 1 1 1 1 1 1 m

and the second

g.v: 3 '2: : : 2 · 2 · 3

The Water Street

1215 - 11212 15 1 ' 7

SHARLE WELL

arith Maria (1871) at 1780

gamente des jois des

A Paris : « On revie

le 16 janviera

THE ASSETT OF STATE

31.1. 25.12

# Park

197

And the second

The water

4 1

200

E C L

alize reading

de citorens

James 🐲 🎉

16 .... 1 PER 18

1.2 114 #

20 - Te # 18 1

grandia A

Se 11 28 4 4

A THE RESIDENCE

A ...

Supermy PER

and the second

s.s. phas. i

Comment Comment

turk par

a service to

we # #

1 - TE - 19

- -- --

\* / La \* 436

t to the factor

11 50 gentret

- 10,000 10 

4 Salara

- 1-044

. of interes one

THE STREET, SPECIAL SECTION

and the said of the said

A STATE OF THE PERSONS

or About & [

and the same

1 To the war

14 O A 15

A November 1994 Sept. 1994

THE CHAPT

Water Charles

24 kg

" Salat de

n to the real

وَ وَهِ الْمُعَالِينَ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ عَلَيْهِ اللَّهِ عَلَيْهِ ا man in one

100 mm 44

at eine gine

The State of the A

11 1780 × 240

\* \* \* \*

法法律解析

- - 41246

311 # The Same

\*\*\*

Section 1

3.2 mg ... 1842

E 184 \$

A Contrasta

3 Tables

1 3 11 2 carga -

William Harage

1. Addingnos

W 1556 36

55.44.52

44.44

-- 75 + C# W

1 4 2 THE

t i by g

to the top

THE PROPERTY.

Pire encore, même les cercles littéraires n'ont pas vraiment pris fait et cause pour Ma Nasreen, souvent considérée par ses pairs comme un auteur mineur – et trop populaire equi met l'accent sur les aspects les plus conservateurs de la société bangladaise. Pour finir par devenir la nouvelle star de médias occidentaux avides de « martyrs ». « Elle est dévorée d'ambition », écrivait récemment le correspondant du magazine indien Frontline à Dacca.

Le fait que l' «affaire» Taslima ait été immédiatement récupérée par les ultra-nationalistes bindous du BJP en Inde n'e fait qu'accroître la gâne des intellectuels dans ce Bangladesh qui perçoit l'influence du «grand frère» de New-Delhi comme un impérialisme régional. Reste que, pour marginale qu'elle soit, la menace sur la vie de la féministe est peut-être, à terme, à prendre au sérieux : dans une entrevneavec deux journalistes anglo-saxons, le mollanah Aziz Ul Haque, chef d'un parti extrémiste musulman, vient d'appeller le gouvernement de Dacca à « exécuter le jugement » contre l'écrivain. Faute de quoi, les islamistes déclencheront une « campagne d'agitation » nationale, Après tout, dit-il, Taslima n'est qu' « une putain qui

**BRUNO PHILIP** 

(1) Ensemble des réflexions du Pro-phète recueillies après sa mort et qui n'appartiennest pas à la « parole révé-lée» que constitue le Coran.

### Mao, tyran et obsédé sexuel

CHINE

propos da Hongkong, la Chine fait pression sur la Grande Bretagne pour empêcher la BBC de diffuser une émisaion dépelgnant Mao Zedong comme un ryran et un obeédé eexuel. L'embassade chinoise à Londres a accusé la chaîne publique de recourir à des «moyens méprisables » pour « traînar dans la boue » le « grand timonier», dépeint par son médecin privé comme grand amateur da chair féminine, en particulier de la plus grande fraîcheur. Un enclen garda rouge, Zheng Yi, répàte par ailleurs las accusations selon lesquelles des actes

Alors que la polémique fait de cannibalisme ont eu lieu cet rage entre Pékin et Londree à auraient même été encouragés par certains partisans de Maos pendant la révolution culturelle.

L'ambassade eloute que ces attaques «personnelles» «ne font que montrer au grand jour la dégénérescence déontologique des producteurs da ce document télévisé», programmé pour lundi 20 décembra à l'occasion du centième anniversaire de la naissance de Mao, le 26 décembre. Si Pékin n'a guère de leçon à donner en metière de journalisme, il ast néanmoine évident que la diffusion d'une telle émission n'errangera pas les relationa sino-britanniques. - (Reuter, AFP.)

OCÉANIE

#### **AUSTRALIE**

### Canberra: le ministre de l'économie démissionne

de notre correspondante

John Dawkins, ministre australien de l'économie depuis deux ans, a annoncé, vendredi 17 décembre, sa démission et son intention de quitter prochainement la scène quitter prochainement la scène politique. Il evait déjà évoqué la tentation de se retirer en septembre, lorsque son projet de budget se trouva bloqué par le Sénat. Après deux mois de négociations difficiles, le budget, légèrement modifié, avait été voté, et M. Dawkins avait su faire cosser les aréculetions. su faire cesser les spéculations.

L'augmentation, en eoût, des taxes sur les cigarettes, le vin, l'es-sence et sur la vente en gros avait été mal reçue par l'opinion et les petits partis dont dépend l'équilibre du pouvoir au Sénat. Quelques mois après avoir remporté leur cinquième mandat consécutif, les travaillistes, qui avaient fait campagne contre l'introduction de la TVA proposée par les conserveteurs, assimmaient qu'il était impératif d'élargir l'assiette fiscale (le Monde daté 22-23 août). La promesse de réduire les impôts sur les moyens revenus devait être tenue, mais la seconde échéance était repoussée à 1998... à condition que le Labor

M. Dawkins s'engageait à réduire le déficit de 3,8 % à 1 % du PIB d'ici 1996-1997 au nom de la res-

ponsabilité fiscale, qui, selon lui, constituait la priorité des priorités. Cette initiative fut applaudie par la Banque de réserves et les commentateurs financiers, qui avaient aupa-ravant déploré les largesses des pro-messes électorales; mais elle fut impopulaire en raison de son impact sur les bas revenus. Épuisé par les négociations, M. Dawkins, également député d'Australie occi-dentale depuis dix-buit ans, affirmait alors: «Lorsque je dois quitter Fremantle pour Canberra [un trajet de quatre beures d'avion qu'il effectusit deux fois par semaine], la perspective d'un retrait de la scène

John Dawkins, décidé à se consacrer à la vie familiale, s'efface au moment où il evait fini par s'imposer. S'étant vu confier en décembre 1991 le portefeuille le plus prestigieux par Paul Keating, qui venait de supplanter Bob Hawke à la tête du gouvernement, il était longtemps resté dans l'ombre du nonveau premier ministre, auparavant aux commandes de l'économie pendant huit ans. Ayant occupé des portefeuilles clés depuis 1983, John Dawkins a voulu partir ala tête hauten, au moment où la croissance s'établit à 3,4 %, l'infla-tion à 2,2 % et où le déficit budgétaire est contrôlé.

SYLVIE LEPAGE

#### LOIN DES CAPITALES

### Les «chemins» de Paraty

bitants.

PARATY

de notre envoyé spécial

Au pied de vertes montagnes, dane l'snse d'une baie découpée faisent face à l'Atlantique, se drasse l'una dee citée historiques les plus colorées du Brésil. A mi-che-min entre Rio-de-Janeira et Sao-Paulo, Paraty a connu une histoire mouvementée : « Elle e toujours été sauvée ou perdue par les chamins », selon le mot de l'écrivain Jose Gerardo Barreta Borges. Sa naissance, à la fin du XVI siècle, est liée à la découverte du Brésil.

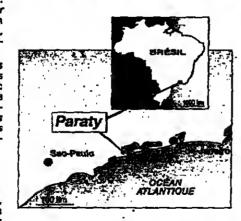
Chomin de pénétration vers les richesses minérales des terres de l'intérieur du Minas Gerais, son port prend da l'importance avec le découverte de l'nr. « Au XVIII», la villa atteint son epogée, explique l'historien Diuner Mello. Elle devient le passage obligé des aventuriere, des chercheurs d'or, et des colonisateurs, c'est la route de l'Eldo-

#### Sortie de sa torpeur

De cette époque datent eon tracé actuel, ses rues pavées de grossee piarres, ses trois plue belles églisee, construitee eu même moment pour les Blancs, les Noirs et les Métis, et aee places principales, délicieu-sement ambregées. Le fort, «défenseur per-pétuel », trôna eur une colline dominent la mer. De simples maie belles demeures aux balcane finement sculptés hebillent la ville de tons bleus ou jaunes, vifs et harmonieux. Les cours intérieures regorgent da jardins luxuriants, de bougeinvilliers et de palmiers. L'ensemble témoigne d'un paasé prestigieux, qui sera pourtant de courte durée.

La création d'une route traversant la vallée du Paraiba et la naissance du port de Sao-Paulo obligent Paraty à recentrer eon activité sur l'agriculture. Près de deux centa fabriques de cachaça, le célèbre alcool de canne brésilien, eesurent la survie da la commune jusqu'à la moitié du XIX siècle. Mais le développement du Brésil et la création d'une voie de chemin de fer entre Rio at Sac-Paulo, plongent Paraty dane l'oubli. Le port est définitivement abandonné et la ville se vide. Des 12 000 habitants qu'elle

ebritait à son apogée, à paine 2 000 continuaient d'y vivre au début de ce siècle. « Catte tragédie da Paraty permettra sa renaissance un demi-siècle plus tard avec le créacion, une fois encore, d'une nouvella route qui la désenclavera » Pendant cette atraversée du désent » Paraty était comme



figée. Alors qu'eilleurs les demeures coin-niales sont resées ou transformées, de nombreusee villes défigurées par des constructions récentes et sans ême, rien ne change dans Paraty oubliée. Au début des années 60, quelques artistes et des femilles aisées redécouvrent leurs origines dans ce village, pratiquement à l'ebandon. ils commencent à restaurer des maisons en piteux état, mais au carectère inchangé, at font sortir le bourg de sa torpeur.

Claudina Collet, installée depuis une demidouzaine d'années à Paraty, se souvient de sa première escale il y a trante ans : « A l'époque je n'étais guère enthousieste. La ville paraissait presque en ruines, ses rues envasées étaient tristes et sales. Ce n'était qu'un coin perdu, même si, déjà, quelques familles tentaiant d'en sauver le patrimoine, a Le bateau était alors la seule liaison possible. La fulgurante renalssance de Peraty ne eurviendra qu'au milieu des

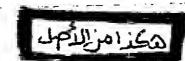
ennées 70 evec, encors, la construction d'une route, celle qui relie Rio à Santos, le port de Sac-Paulo, et qui passe à quelques centaines de mètres de la ville.

Dès lors Paraty devient un des hauts lieux touristiques du Brésil. Ses demeures et boutiques eont rachetées, retapées. De multipies auberges, des pousades, ouvrent leurs portes. Près de quinze mille personnes y vivent durénevant en permenenca et accueillent pendant la saison d'été et durant lee longs week-end jusqu'à 80 000 tou-ristes. Meris José Texeira e suivi, depuie cinquante ane, le transformation de sa ville netale. Elle avous « une certaine nostalgie de la tranquille cité » de son enfance, mais travaille, comme enordinatrice du touteme de la municipalité, à son rayonnement. Une tâche pas toujours eisée dans une ville classée monument historique et patrimoine de l'Etat fédéral.

«Le maire de Peraty, dit Diunar Mello, c'est un peu un Jean sans Tene. La ville est gérée per une multitude d'orgenismes et d'institutions diverses, protégée par de mul-tiples lois et décrets, mais l'essentiel est qu'elle ait été sauvée de la décadence et ait retrouvé pratiquement intégralement les channes et les festes de ses origines. » La villa souhaita maintenant développer le tou-risme dans ses alentours : vers les super-bes plages des fjords de Paraty-Miran, ou en direction des cascades et foréts tropi-cales de ses montagnes proches, et orienter son centre historique vers des ectivités culturelles. Déjà se multiplient les concerts, débats et epectacles en tout genre.

Paraty semble désormale à l'abri des évolutions routières, ferroviaires, ou portuaires, qui ont tant de fois bouleversé son exie-tence. D'un lieu de transit, elle est devenue un but de visite, et entend bian le rester. Ouverta eur le mer, qui l'envahit partiellement aux époques des fortes marées de la pleine lune, at fière de son nom, provenant d'un poisson de rivière, Peraty a interdit la circulation des véhicules en son centre, comme en un pied de nez à ces routes et chemins qui l'ont maimenée tout au long de

DENIS HAUTIN-GUIRAUT



### Les défenseurs de l'école publique se sont fortement mobilisés contre la révision de la loi Falloux

■ MOBILISATION. Les défenseurs de l'école publique se sont fortement mobilisés, vendredi 17 décembre, contre la révision de la loi Falloux et pour la promotion du service public. Une soixantaine de menifestations, parfois epontanées, à Paris et en province, ont rassemblé un total de près de 70 000 personnes. On comptait de 40 % à 90 % de gréviates dens les établissements publics. Une manifestation nationale est prévue à Paris pour le dimanche 16 janvier.

- PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLI-QUE. M. Mitterrand e vivement critiqué la méthode utilisée par le gouvernement pour faire approuver la réforme de la loi Falloux. Mais le président de la République n'e pas précisé s'il entendait user du droit que lul reconnaît le Constitution de demander une nouvelle délibération au Parlement avant de promulguer la loi.

**CONSEIL CONSTITUTIONNEL.** Les sénateurs socialistes ont saisi le Conseil constitutionnel afin qu'il vérifie la conformité du texte voté par le Parlement à la Constitution, M. Mitterrand e expliqué que ce n'est qu'une fois cela fait que lui-même serait en situation d'intervenir.

- PREMIER MINISTRE. M. Balladur recevra, lundi 20 décembre, Martin Malvy et Claude Estier, présidents des groupes socialistes à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Le camp laïque s'est fortement mobilisé, vendredi 17 décembre, pour la défense de l'école publique, en riposte à la révision de la loi Falloux votée «à la hussarde» par le Sénat, mercredi 15 décembre, qui doune désormais aux collectivités locales la possibilité de financer librement le patri-moine immobilier de l'enseigne-

La grève, appelée par la quasi-tutalité des nrganisations de gaoche et des syndicats d'ensei-gnants, unis malgré leurs divergences, a été platôt bien suivie, antamment si l'on considère le peu de temps – deux jours – avec lequel elle a été préparée. Selon le ministère de l'éducation nationale plate de la maitir de la consideration de la considerati nale, plus de la moitié des insti-tuteurs (60 %) et près de la moi-tié des professeurs du second degré (45 %) ont suivi le mot d'ordre. De source syndicale, on avance globalement des pourcen-tages de 80 % à 90 %. Et ce n'est finalement qu'en Alsace – sous régime concordataire – que la mobilisation a été moindre, avec environ un tiers de grévistes.

En revanche, la motivation a été très forte dans les régions où l'enseignement privé est impor-tant : la Haote-Loire, où 40 % des enfants sont scolarisés dans le privé (17 % en moyenne en France), a fait grève à 90 %. En Bretagne, où le prive scolarise également 40 % des élèves, la grève a été suivie jusqu'à 80 % dans les grandes villes. On comp-

tait 73 % d'enseignants en grève dans le second degré et 80 % dans le premier. En Ille-et-Vilaine, une quarantaine d'écoles primaires (sur 500) unt fermé. Les académies de Clermont-Ferrand et de Toulouse ont elles aussi été à la pointe de la riposte avec des taux de 80 % et 90 % de grévistes dans le primaire.

Quasi spontanées, vu le délai d'organisation, la soixantaine de manifestations en province ont rassemble coviron 50 000 cinquante personnes, auxquelles il faut rajouter les 20 000 manifesfaut rajouter les 20000 manifes-tants de la région parisienne. Une vingtaine de villes (Saint-Nazaire, Orléans, Tours, le Havre, Caen, Béziers, Naney, Narhanne, Nîmes et Perpignan) avaient appelé à manifester en fio d'après-midi, après 18 heures, pour permettre anx salariés autres qu'enseignants d'y partici-

La plus importante manifesta-tion a eu lieu à Toulouse avec 10 000 personnes au total, un chiffre rarement atteint dans la « Ville rose ». Mais c'est à l'Ouest que l'engagement des défenseurs de l'école publique a encore été le plus important. A Quimper, 8 000 manifestants ont défilé aux cris de « la coupe est pleine ». Plus de 6 000 personnes à Quimper, 4 000 à Rennes et à Saint-Brieuc, 1 000 à Lorient comme à Vannes, 300 à Lannion. A Pnitiers, la manifestation, lancée en fin de matinée par les lycéens, a rassemblé 3 500 personnes. On o'avait pas vu là pareil défilé depuis 1986.

Pétitinns, délégatinns aux rec-torats et aux prélectures, rencon-tre avec les élus locaux : les défenseurs de l'école laïque nnt fait de vendredi une journée de grève, active jusqu'au lycée Bal-zac de Tours qui s'est autorebap-tisé lycée Saint-Médard, parce qu'il pleut dans les classes.

Les manifestants étaient 3 500 à Marseille, 3 000 à Bordeaux, 2 000 à Lyon et à Lille, 1 500 à Saint-Etienne et Mootpellier, 1 000 à Metz, le Puy on Lons-le-Samier (chiéte de la parlie) Saunier (chiffres de la police) ... sans amblier les 2 500 réunis à Pau, venus de toutes les Pyrénées- Atlantiques, dont le minis-tre de l'éducation oatinnale est président du conseil général, pour scander « Bayrou bye bye ». A

éclaté lors de manifestations spontanées, qui ont réuni jusqu'à 600 lycéens, dant certains ont forcé les portes d'un lycée privé de la ville et brisé plusieurs vitrines de magasins. Les appareils syndicaux et les associations ont continué de réa-

gir à la révision précipitée de la loi Falloux. La Confédération syndicale des familles (CSF) considère que la loi, votée par le Sénat le 15 décembre, « touche à un des fondements de la société, l'écule publique qui, grâce à la gratuité et la laïcité, est la seule qui par nature répande aux valeurs républicaines de tolérance et de lutte contre les inégalités». Elle signale « l'état de vétusté » de nombre d'établissements publics et s'indigne que le gouvernement ait « choisi de privilégier le privé ». La Fédération générale antnnnme des finnetinnnaires (FGAF), qui ont appelé ses adhé-rents à participer à la grève, parle d'aun coup de force perpétré à la hussarde [qui] est une insulte à l'esprit démocratique ». La Fédération nationale de l'eoseignement et de la culture (FNEC-

Force nuvrière) « condamne ce nouveau détournement de fonds publics » et rappelle son souhait de voir abroger « inutes les lois antilaïques ». La Fédération de l'éducation de la recherche et de la culture (FERC-CGT) appelle, de son côté, les personnels à par-ticiper, « dans l'unité aux actions décidées ovec les outres organisa-tions syndicales ». La Fédération protestante de France a également tenn à marquer son atta-ehement à l'école publique, en pnintant du dnigt les conséquences financières du texte voté an Sénat.

Cependant, le Syndicat natio-nal des lycées et collèges (SNALC-CSEN) refuse, pour sa part, de participer à «cette que-relle scolaire autant idéologique que politique» et laisse ses adhérents libres de leurs initiatives.

D'ores et déjà, les défenseurs de l'école publique ant pris date pour la manifestation du dimanche 16 janvier, lancée à l'appel du Comité national d'action laïque.

(Avec AFP, et nos correspon-dants à Rennes, Lyon, Poitiers et

### A Paris: «On reviendra le 16 janvier»

En deux jours, ils ont renssi à rassembler plus de monde sur Paris et la région parisienne qu'ils en avaient mobilisé sur la France entière, il y a deux ans, pour leur dernière manifestation de « défense du service public». Avec 20 000 personnes réunies dans la capitale, les organisateurs de cette journée d'actioo, à commeocer par les dirigeants de la Fédération syndicale unitaire (FSU) et de la Fédération de l'édocation nationale (FEN), ont tenu leur pari. Au-delà, visiblement, de leurs espérances.

d'enseignants et les organisations de gauche, organiser un défilé au pied levé, improviser à chaud, à quelques jours des vacances de Noël, une maoifestatioo pour la défense de l'école publique com-

Si les parents o'étaient pas là, beaucoup d'instituteurs, jeunes pour la plupart, s'étaient dooné rendez-vous devant les grilles du Luxembours pour réclamer « des ronds pour les Pailleron» et « des sous pour l'école publique ». Oo préférait d'ailleurs parier d'école publique plutôt que d'école laique. Et les quelques slogans-souveoirs des manifs de 1984 – «A école privée, fands privés» ou «L'école libre, c'est l'école laïque» – ne faisaient guère recette dans une manifestation assez sileneieuse. Dûment badgés, les lycéens de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) se chargeaient de l'anima-tion. Ils avaient réussi à gonfler leurs troupes, collèges et lycées faisant relâche, en donnant de la voix: « Public-laïque, nous aussi nn veut du fric. » Rageurs de o'avoir rien obtenu lors de leurs précédentes manifestations alors ou'ils réclamaient « des locaux et des profs», ils dénonçaient à tuetête le « cadeau ou privé »... même si certains d'entre eux avousient y avoir effectué une partie de leur

#### « Une réaction de citoyens»

a La mobilisation a été immé-diate, expliquait une enseignante d'un lycée d'Argenteuil. Les gens ont surtout réagi sur la façon dont cette loi o été votée à la sauvette en une nuit. Les syndicats, pour une fois, n'ont pas eu grand-chose à faire, « « Je ne suis pas là pour la laicité, confisit une toute jeune enseignante de Vernon (Eure) sor-tic tout droit de l'institut universitaire de formation des maîtres

(IUFM). Je suis là pour la défense du service public. Je travaille en zone d'éducation prioritaire et l'on a défà tellement de mal à toucher trois sous pour nous protéger des problèmes de la cité...»

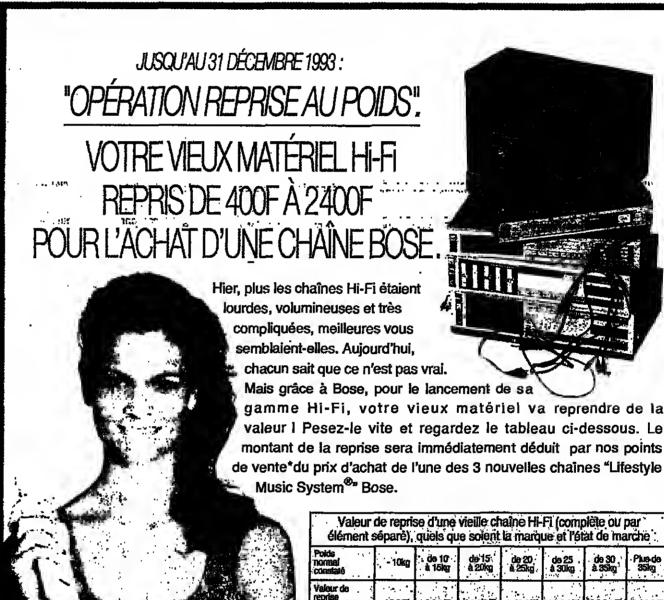
« De tous les combats depuis 1958», un enseignant de Montreuil ne s'étonnait pas : « Les socialistes avaient déjà pas mai enfoncé le clou avec les accords Lang-Cloupet. » Sur une banderole devant lui : « Ce que frère Jack o commencé, Saint-François le continue. » Uo autre, directeur d'école en Seine-et-Marne, se soution, à sa sortle de l'école oor-male, du temps de la loi Debré, à la fin des années 50. «Je ne suis plus opposé à l'école privée, mais je pense oux communes de l'Ouest, à tous ces endroits où il n'y o plus une seule école publique. » Un peu plus loin encore, des enseignants du collège Garcia-Lorca de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) exhibaient, sans commentaires, les clichés de leurs locaux, en piteux état.

En fin de parcours, un militant de la Fédération syndicale unitaire (FSU) proconçait rapidement un petit discours, tandis qu'une délégation était reçue au ministère de l'éducation : « Nous refusons une école à deux vitesses. Ce n'est pas une réaction de laiques, mais bien une réaction de citoyens. » Les manifestants, tout heureux de se retrouver spontanément si nombreux, mirent plus d'une heure à se disperser, en criant : « On reviendra!»

Pour la Fédération syndicale unitaire (FSU), et surtout pour le nouveau syndicat d'instituteurs, le SNU-IPP, qui égrenait les multi-ples banderoles de ses sections de la grande couronne parisienne, le défilé était aussi nne occasion rêvée de faire état de leur bonne santé. Et, de fait, leur supériorité était écrasante sur une FEN reléguée en queue de cortège, juste devant Lutte ouvrière, et sur les maigres troupes du Syndicat des enseignants (SE-FEN).

Les fondateurs historiques du combat laïque faisaient plutôt grise mine: «La FSU est la plus forte», reconnaissait Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SE, en jurant que, la prochaine fois, le 16 janvier, la FEN serait elle aussi « en tête du cortège, avec la FSU. Mais l'essentiel, ajoutait-il, c'est qu'on soit là tous ensemble pour la même cause».

CHRISTINE GARIN et JEAN-MICHEL DUMAY



Valeur de reprise d'une vieille chaîne Hi-Fi (complète ou par élément séparé), quels que soient la marque et l'état de marche : 400F 600F 1000F 2000F 1400F 1600F

Bose, leader mondial de l'acoustique, n° 1 en France avec les fameuses enceintes Acoustimass®, se

devait de lancer une gamme de produits Hi-Fi de conceptions technique et esthétique totalement révolutionnaires. Grâce à "l'Opération Reprise au Poids", Bose fera désormais partie de votre vie de tous les jours.

Better sound through research.

ITE ! L'OFFRE EST LIMITÉE DANS LE TEMPS. POUR CONNAÎTRE LE POINT DE VENTE BOSE LE PLUS PROCHE TÉLÉPHONEZ AU

(1) 30 61 04 61

4

## M. Mitterrand « surpris et offusqué »

Le président de la République e vivement reproché su gouverne-ment, vendredi 17 décembre, à Céret (Pyrénées-Orientales), les conditions d'abrogation de la loi Falloux. Le chef de l'Etat, qui recevait une délégation de parents et enseignants de l'enseignement public, s'est dit « surpris, offusqué que l'on puisse ainsi bousculer le Parlement». «L'opposition est oussi respectable que la majorité et demander à l'opposition de suppor-ter le vote d'une loi oussi importante sans ovoir eu le temps d'étudier le pourquot de cette réforms, c'est quelque chose que je ne crois pas ovoir connu. » « J'oi eté parlementaire moi-même pendant trentecina ans. vraiment, c'est quelque chose que je ne crois pas avoir connu», a ajouté M. Mitterrand.

«J'ourais souhaité que les gens qui n'étaient pas d'accord puissent en discuter sérieusement, puissent foire valoir leurs objections, et tel n'o pas été le cas, et moi, personnellement, j'en souffre », a poursuivi le président de la République. «Le droit des parlementaires n'o pas êté respecié et celo me heurie », a-t-il

souligné. S! on devait pousser o entre la remise du rapport Vedel au l'extrême ce type de situation, toutes les lois difficiles pourraient être loi o été votée? On ne sait pas, arrachées de lo même manière et il quelques heures peut-être. Il s'était n'y aurait plus de vie parlementaire et plus de démocratie. » « C'est un exemple typique de ce qu'il ne faut pas faire en régime républicain», a-t-il ajouté, « Visiblement, ceux qui ont voulu cette réforme ne se sentaient pas surs d'eux-mêmes ou point d'offronter le débat dans la clarté (...) Lo forme est vraiment choquante, mais, comme toujours, la forme rejoint le fond», a estimé M. Mitterrand, qui s'est sussi interrogé sur la méthode de travail de la commission Vedel.

«Si ce rapport était complet, si la mission qui lui ovait été impartie était totalement impartiale, il aurait fait le tour des besoins de tous les établissements publics et privés pour savoir là où il était nécessaire de procèder à des restaurations ou des réparations qui mettent hors de danger les enfants», s dit M. Mitterrand, qui a également mis sn avant «la siupeur» du doyen Vedel devant la précipitation du gouver-nement. « Quel délai s'est-il écoulé

auparavant vivement inquiété de voir « désormois l'enseignement livré oux préférences politiques ou spirituelles des uns ou des outres » à cause d'unc « législation qui serait soumise aux volontés successives du suffrage universels du fait des changements de majorité munici-

«Je ne m'y ostendais pas, per

sonne ne m'en ovoit parlè avant (...). Je partage le sentiment de ceux qui expriment leur indignation (...) J'ogiroi selon mo conscience là où je suis», a conclu M. Mitterrand. Le président de la République o's cependant pas précisé s'il envisage de demander uoe nouvelle lecture de la loi, oux termes de l'article 10 ds la Constitution. Il s'est cootenté d'indiquer qu'il convient d'attendre la décision du Conseil constitutionnel qui a été saisi, vendredi 17 décembre, par les sénateurs socialistes

### «Les hypocrites et les sincères» selon François Bayrou

Prompt à pointer les politiques « hypocritea », Françoia Bayrou s dàclarà, vendredi 17 dàcembre, sur France 2 : « Quend on nous eccuse d'evoir fait voter un texta de loi è la acuvette, il faut savoir qu'entre aon premier dépôt à l'Aeaemblée nationale at le vote de mercredi dernier au Sénat il a'est écoulé cinq moia et demi. Le Perlement e débattu en tout 49 heures et 10 minutes. 6 200 amandements ont été déposés sur un texte de deux courtes pages

de cinq lignes ». François Bayrou, qui s'eat refueà par ellisurs à rout commenteire sur lee propoa de Frençois Mitterrand (c Un ministre du gouvernement n'a pas à polémiquer avec le président de le Républiqua »), a également · indiqué : " J'ai antendu aussi las sincères, ceux qui défilaient pour défen-

dre une idée de l'école publique mal simée à leure yeux. Eux m'intéressent et a'lls veulent un vrai plan de relenca pour l'enseignement public, j'y auia totalement prêt ».

Sur RTL enfin, le ministre de 'éducation e estimé que « le véritabla moyen de rendre l'anseignement public concurrentiel - a'il y e une concurrence evec le privé, - ce n'est pas d'empêcher les traveux de sécurité à l'école privée, c'est de feire une meilleure école

Si, eur ce dernier point, miniatre et enselgnents du public se rejoignent, cet ensemble de daclerationa du miniatre de l'éducation eppelle d'autres remerques. A propos du dabet ca la seuvette », M. Bayrou oublie de dire qu'il avait demendà à M. Vedel un repport d'information, « efin de

permettre eu Perlement de poursuivre la déber engegé dens un climat aerein et propre au débat da fond ... Or, le rapport a àtà tranamie lundi 13, dena l'eprès-midì eux parlementalres, que cartains ont reçu merdi 14 au matin, Et le dàcision de réinacrire la proposition de loi à l'ordre du jour du Sanet e étà priae euaaitôt eprès, la 14 à midi, pour un examen du texta à 16 heures.

Sur le fond, s'étonnant que l'école ae santa cmal eimée », M. Bayrou oublie que, dès son arrivée Rue de Grenella, il avait vivement atigmetiae lae carences en metière d'epprentiasage de le lecture à l'école primaire. Ce que lea enaaignants n'eveient pes manqué d'interpréter comma un déseveu de leur miesion.

### La profession de Foix de Michel Rocard

de notre envoyé spécial Le fax lul eat subrepticement gliasa au sortir du dajeuner campagnard, François Mitterrend a anfin parlà. L'Elysãe ayant toujours été avara à son endroit de confidences, durant toute la matinée Michel Rocard e attendu. Comme tout le monde! En ce jour de première grogne des défenseurs de l'écola publique, il n'e pes voulu remettre son daplece-ment de ressourcement socialiste dans l'Ariège, début d'un delà las étapea des cantonales et des européennes, jusqu'à la bandarola pràsidantialla. Cetta jouméa avec de vrais militante. les pieds bien dans la tarre da gauche, lul fait chaud au cœur. Mais son esprit ast ailleurs.

L'écho de le remontrenca présidentialle ast un soulegament. cli e eu raison », commente-t-il aussitôt. Avant d'en rajouter. «Ce n'est pas le premiàre fois qua noua aommes d'eccord / » Les journaliates veulent-ils en savoir plus? Sou-haite-t-il que le chaf de l'Etat impose une nouvelle lecture? Il biaise : eNous ne voulons pas intervenir sur les ettributions du président de la République. » Ce coup de ràgle de François d'Edouard Balladur lui suffit. Il n'en attend d'eillaure pas tion est que, davent le tableau noir de la cohabitetion, le présidant ne pourra punir outre mesure le premier de classe de Matignon,

#### Un «crime contre la démocratie»

Qu'importe. Ce petit quitus élysaen lui suffit. Foin de nusnces, de prudences er de convenances, Michel Rocard e décidà, lui, de s'engouffrer dsne la brèche. Avec gourman-dise, mêma s'il importe, pour une sage communication, de la taire. «Ce qui est sûr, confie son enfourage, c'est que cette affaire nous touche là où ça fait *du bie*n. » Le patron lui, d*e*vant des Ariégeois convertis depuis belle luretre à la laïcirà, fait de la politique : «Le seul service

Scion de premiers résultats offi-

cieux, la Fédération syndicale uni-

taire (FSU), concurrente de la

Fédération de l'éducation natio-

nale, sort victorieuse des élections

professionnelles aux commissions

administratives paritaires, qui ont

que nous eit jemeis rendu le droite, c'est d'être elle-même. »

Chacune de aes haltes est ràgiée comme du papier à musique. Un couplet sur le GATT et ce «meuvais coup porté à l'agriculture ». Un cou-plet sur Felloux pour dénoncer e ce crime contre la démocratie et la eérénité des Français». Un long couplet contre Edouerd Balledur : « C'est formideble d'evoir un premier ministre dont la courbe monte comme celle du chômage i Son style qui rejette l'agression et le combet politicien pour le com-Meis voila que cette cepacité enesthésiente, cette ouete, recouvrent une draita agressive, mensongère, beaucoup plus conservetrice que nous Tevons cru. s

Lea rensaignemants géné-raux du chaf-lieu n'ont pas vu cele dapuls longtempa. Sur la coup de 17 heures, à Foix, huit cents manifestants se sont ser-rés sous la granda halle. Michel Rocard e tanu à ae malar à eux. Défilà silencieux jusqu'à la préfecture, mobilisation pour la manifestetion du 16 jenviar à Paris, annonce que les inscriptiona et la collecte das dona pour peyer les bus aont ouverras. La gaucha ici revit. Dens l'avion de nuit qui le ramène à Paris, Michel Rocard e'inquiète de la force de la grève er das manifestetions à Paris et en province. Il songe eusai à tout ca qua le parti devre mettre en branle pour qua le 16 ianvier soit un événa-

Mais à cheque fois, sa raflexion ravient buter sur « l'énigme belladurienne ». « Comment e-t-il pu commettre cerre feure? » «Pourquoi s'ast-il fait ainsi posséder par Bayrou?» Si les fêres na viennenr pas éteindre les braisee de l'indignation, il croit qu'alors le gauche pourra merquer jan-viar d'une pierre blanche. «Ce mauvais coup peur rompre le charieme de Balladur », veut-il croire. Lassé des oreges, Michal Rocard, comme dans son plansur, profits d'un patit

national des instituteurs (SNI), qui

avait décidé en 1992 d'étendre son

champ de syndicalisation à tous

les enseignants. Le SGEN-CFDT

obtiendrait 14 % des voix, le

SNALC 10 % et FO 10 %. De

même, le jeuns syndicat des ios-

DANIEL CARTON



A 50 PAR CLASSE, C'EST FACILE

DE REMPLIE UNE MANIF!

### Les réactions

M. BARRE: ne pas « sacrifier l'enseignement public au nom de l'enseignement privé». – Raymond Barre a estimé à propos de révision de la loi Falloux, jeudi 16 décembre, sur France-Inter, qu'eil fallait tôt ou tard remettre en ordre notre lègislation». «Il n'y o pas là de quoi provoquer une tempète dans lo vie scolaire et universitoire de lo France, a ajouté M. Barre. Ce qui est important, c'est que les mesures soient prises ovec discernement: rien ne serait plus dangereux qu'un espril de revanche.» «Il y o un problème de sécurité» euquel il faut répondre, « mais pour les investissements eux-mêmes il y o des ques-tions à se poser (...). L'enseignement public ne doit pas être sacrifié ou nom de l'enseignement privé», o affirmé l'ancien premier ministre.

M. BARIANI (UDF-Rad.): atteodre la prochaîne sessioo. – Didier Bariani, député UDF de Paris, a indiqué au nom du Parti radical dans un communiqué, que radical dans un communiqué, que les « aspects particuliers [mis en avant par le rapport Vadel] ouraient pu trouver une réponse immédiate par un effort financier dans le cadre du collectif budgétaire sous forme d'un plan d'urgence ». c Ces impératifs ainsi réglés, le débat sur la révision de la loi Falloux aurait pu s'exprimer pleinement durant la prochaîne session de printemps», ajoute-t-il. « Les radicaux, poursuit M. Bariani, regrettent en conséquence que le débat ait tent en conséquence que le débat ait été inséré de cette manière dans un calendrier parlementaire surcharge, »

M. JUPPÉ: «L'exploitation politicienne», - Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a accusé la he, vendredi 17 décembre sur France-Inter, de se livrer «à une exploitation politicienne» de la révision de la loi Falloux. «Il y o la la résurgence d'un vieux débai entretenu par des syndicalistes au chômage et qui ont trouvé l'occasion de se refaire une santé. » Invité à commenter les propos de François Mitterrand, le ministre des affaires étrangères a répondu : «Si l'on veut jeter de l'huile sur le seu, on peut aller dans cette direction.»

PS: appel à la manifestation du CNAL - Le Parti socialiste «s'est félicité» vendredí 17 décembre « du succès de la grève de l'enseignement public contre l'abrogation de la loi Falloux » et des « manifestations qui l'ont couronnée». Il appelle ses grande manifestation de défense de l'école loique onnoncée por le CNAL le 16 janvier prochain ».

PC: lettre & M. Mitterrand. -Les sénateurs du groope communiste ont adressé, jeudi 16 décembre, uns lettre à François Mitterrand afin ed'attirer son attention sur lo dangereuse dérive quant à l'organisotion des travoux du Sénat» et hi demander d'imposer une seconde lecture du projet de révision de la loi Falloux par les deux Assemblées. «L'enjeu est grave», concluent-ils.

#### La PEEP n'exclut pas d'étendre son champ d'action au privé

Jean Pierre Bocquet, président de la Fédération des percots d'élèves de l'enseignement public (PEEP), o déclaré, mcrcredi 15 décembre, que « la PEEP no pouvait que regretter la modification de lo loi Falloux, car, sauf augmentation des impôts locaux, les crédits mis à la disposition des établissements publics seront réduits ». La PEEP demande « la farmeture immédiate des établissements privés à risques et l'accueil au sein des établissements publics des enfants confrontés à cette situation ».

Dans une déclaration au Monde, M. Bocquet n'exclut pas « qu'à terme, et quitte à modifier les statuts de lo fédération, dans la mesure où les établissements prives sous contrat deviennent des établissements semi-publics, la PEEP n'élende son champ d'action au privé».

Les députés socialistes demandent la création d'une commission d'enquête sur le rapport Vedel. - Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale e demandé, ieudi 16 décembre, la création d'une commission d'enquête sur «les conditions d'élaboration du rapport Vedel ». Selon les députés du PS, il y e ela plus grande urgence à s'interroger sur les élements et les sources d'information qui ont prévalu dans l'élaboration de ce rapport».

### Gouverner

Suite de la première page

La manœuvre qui consiste à donner du grain à moudre à tous ceux qui, à droite, sont indisposés par l'heureuse conclusion de le négociation du GATT, qu'ils ont du approuver, tolèrent mal la cohabitation, sans pouvoir la rompre, et bitation, sans pouvoir la rompre, et n'attendent qu'un signe pour instruire contre Edouard Balladur un procès en sorcellerie, c'est-à-dire en connivence avec la social-dàmocratie! Va donc pour la manœuvre, d'autant plus promptement menée que Matignon avait été elerté par la menace d'une mobilisation des ràeseux qui aveient, en 1984, àbranlé la gauche gouvernante, et qui étaient sur le pied de guerre pour obliger la droite à tanir l'une de ses principales promesses électorales.

Le résultat, sans doute, sera bien celui le : le président n'e d'autre recours que d'attendre l'issue... de celui que l'opposition s formà davant le Conseil constitutionnel. Hormis l'hypothèse d'une censure da tout ou partie du taxta par la juge suprême, le chef de l'Etat sera donc contraint da promulguer la loi. Au reste, qui peut douter que la majorité la plus forte de l'histoire parlamentaire, puisse être, policie. parlamentaire puisse être privée des moyens de gouverner? Mais est-ce bien gouverner que d'organiser à la ve-vite un coup de force parlementaire ?

C'est là, en effet, que la doute insinua. Pourquoi Edouard Ballea'insinua. Pourquoi Edouard Balle-dur - à qui l'on avait, au début de l'été, forcé la main sur le sujet, maie qui eujourd'hui revendique l'initiative - a-t-il pris le risque de contredire sa propre màthode? Je ne brusquerai pas la société, a-t-il coutume de répondre à ceux qui le pressent de le bousculer au nom de l'idéologie victorieuse. Et voilà qu'il a remis sur la tapis une ques-tion dont on connaît le potentiel explosif, quand le repport Vedel lui permettait au contraire de distin-quer l'urgence de certains travaux permettait au contraire de distin-quer l'urgence de certains travaux du débat de meillaur niveau qua méritait un règlement à long terme du problème. N'est-il pas obstiné-ment, et si heureusement respec-tueux des personnes et des formes, ettaché à restaurer une certaine idée de la concartation? Las I C'est lui our boyscrite une Las I C'est lui qui bouscule une opposition parlementaire si réduite, si feible numériquement, que le spectacle des survivants de la

dàbacle est souvent pathétique. dàbācie est souvent pathétique. Alors quoi? Avait-il besoin de piétiner cette geuche, et ce qui lui reste de représentation, pour briller davantage? Plus sûrement, il failait tenter de la ringardiser, de couper court à son hypothétique réveil en la renvoyant à ses vielles lunes, à ses vieux slogans, à sa (maigre) clientèle. C'est elors qu'il faut se souvenir que la droite, du temps ctientèle. C'est elors qu'il faut se souvenir que la droite, du temps de Georges Pompldou, ne s'est jemais si bien portée que lorsqu'elle avait, en face, une gauche certes pugnace mals privée per eon archaisma d'una véntable perspective de pouvoir. Ou elle se remobilise donc autour de la «latture et si l'on ce fait pes de que », et, si l'on ne fait pas de bêtise, comme pourreit le redire Alain Peylefitte, roous sommes là

Sauf que hormis la presance inévitable de quelques poite-perola da la gauche étroitement laicarde, ceux qui, en grand nombre, sont descendus dans la rue l'ont fait, et surtout pourraient le refaire en plus grand nombre encore, pour exprimer un macontentement plua large; ils n'avaient pes en tête la querella scoleire, l'école publique contre l'école privée . Mais ila esti-mant avoir droit à une éducation nationala de qualité; à des locaux décents, à des enseignants mieux traitàs et plus présents, à das classes moins surchargés et plus sûres. On na peut vivre en ces temps de chômage massif, d'ep-pels angoissés des SDF, d'exten-sion dans la société des zones de non-droit, et n'avoir pour priorité effichae qua la satisfaction das revendications d'un enfant sur six, ai ettentif que l'on doive être à

Le mal français, aujourd'hui, tient beaucoup à la disparition, pour de nombreuses catégories de la popu-lation, de tout espoir social, qu'ag-grave la peur du chômage. Le fieu de la réalisation de cet espoir doit de la réalisation de cet espoir doit redevenir l'àcole. A charge pour le redevent l'acole. A charge pour le gouvernement d'y porter tous ses soina. A charge pour le premiar ministre de s'y attacher jusqu'à l'obsession, quitte à arbitrer, toujours, dans le sens d'une cohésion menacée. A moins qu'il ne préfère laisser ce soin au chef de l'Etat, qui ne se fera pes prier...

JEAN-MARIE COLOMBANI

### Difficile « veto »

L'article 10 de la Constitution permet au président de la Répu-blique ds demander, avant da promulguer une loi, « une nou-velle délibération de la loi ou de certeins de sea articlee ». Ce retour devant la Parlement, précise la Loi fondamentale, ne cpeut être refusé». Mais le décret préeidentlel mettant en ceuvre ce droit doit être contre-signà par le premiar ministre, imagine-t-on M. Balladur acceptant facilisment une éventuslla demande en ce sens ds M. Mit-

Una querelle da signature, semblable à celle créée par la refus du chef de l'Etat de signer, en juillet 1986, certaines ordonnancea du gouvernement ds Jacques Chirac, surgirait inévitablement. Ce précédent sembla

indiquer que nul n'est contreint de signer un texte qu'il récuse, mais, e contrario, la Constitution, une fois encore imprécise, indiqua qu'il ne peut être fait obstacle au « veto suspensif » décidé par le président.

En tout état de cause, le problèma ne se posera que lorsque le Conseil constitutionnel se sera prononcé. Un autra précédent pourrait être copié s'il ne censure qu'une partie de la loi qui lui est soumise. En 1985, il avait annulé una des dispositions d'un statut de la Nouvelle-Calédonie. M. Mitterrand avait alors usé de cet articla 10 da la Constitution pour demander au Parlement de corriger en conséquence son texte avant sa promulgation.

cu lieu en décembre. Chez les certituteurs, le SNU-ipp, effriterait la tifiés. la Syndicat national des suprématie du SE chez les PEGC enseignamants de second degré (le SE lombant à moins de 40 %). (SNES-FSU) remporterait près de Tandis que le SE s'implantait chez 57 % des voix contre seulement les professeurs de lycées profes-4 % pour le Syndicat des enscignants (SE-FEN), l'ancien Syndicat sionnels (aux alentours de 10 %). I militants « à préparer activement la

Aux élections professionnelles

Succès de la FSU dans le second degré

-- in white deliner ther D 2 4444 A ب معدد م A ... 1 MANUAL A - 22. Sg 10g

les divergences

11 400

4 44

1134 - **4平海** 1147 - 11年 **李** (1

700

40 Total ·v a applicaj 71 -1 March 1998 1: said of the of 4-7-7-11-10 M Acres 1 A CONT. THE SHAPE E tofen 有學院:

er am Alige Ber

CONTRACT TREES

FOR THE WARE

72

~~-. ·

32 V 3

(1. C. ) le Co-ga

Linvalidation et l'inélig

M. Pierre-Bloch sont co 44 22 2 4 B · is its The state of the second

- THE WAS DANK

n ne hant Sing 🕏

and the Mark billion de Galeren Egs

A A Horagon at ord to a gain To depose the مهراء ده ده د

arvinasti, iti 🏣 2 14: 4 to 14 ! 14. W. T. T.

The same a deposit 5 - 4 9 E 1 E A to fraging 1. 1. 4. 4.

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel

Le Sénat favorable

à un quota de chansons françaises

aux heures de grande écoute

Aucun des amendements adoptés par la commission des affaires cul-turelles du Sénat ne préconise le rétablissement de la seconde cou-

pure publicitaire, réclamée à grands cris par M6, mais que TF1 ne réclame pas. La commission séna-toriale n'a pas «souhoité prendre l'initiative» de revenir sur ce débat,

calquant son attitude sur celle du ministre de la communication, M. Carignon, qui avait renvoyé la question, lors de la discussion du projet de loi devant l'Assemblée

nationale, aux conclusions d'un rapport sur les effets prévisibles

d'une telle mesure commandé au Conseil supérieur de l'audiovisuel

M. Gouteyron a, en revanche, jugé «brutal» l'amendement adopte

au Palais-Bourbon qui « prive de toute [nouvelle] rémunération » les « titulaires de droits d'auteur et de

droits voisins » proposant leurs œuvres à la future chaîne du

savoir, de l'emploi et de la forma-tion, lors de leur utilisation en classe à des fins pédagogiques.

Le rapporteur prévoit, en outre, de déposer un amendement pour

que les présomptions de renouvel-

lement des autorisations d'émettre accordées aux télévisions et aux

radios ne prennent effet que « dans

un an». La commission des affaires culturelles souhaite également que,

« comme nux Etals-Unis et nu Canada », les chaînes de télévision mises à la disposition des parie-

mentaires oe donnent pas seule-ment à à voir le travail parlemen-

(CSA).



#### **POLITIQUE**

Le projet de loi sur la santé publique

# Les divergences persistent entre députés et sénateurs

L'Assemblée netionele, en examinant, vendredi 17 décembre, en deuxième lecture le projet de loi sur la santé publique. e refusé plusieurs dispositions votées par le Sénat (le Monde du 15 décembre), notamment sur le dépistage du aide, l'Agence du médicament et le réforme transitoire de l'allocation compensatrice pour tierce personne. Ce déseccord sera soumis à une commission mixte peritaire Assemblée-Sénet. convoquée samedi après-midì; si elle n'aboutissait pas, la décision finale reviendrait elors à l'Assemblée nationale.

Les allers et retours se poursuivent entre le Palais du Luxembourg et le Palais Bourbon sans parvenir à éliminer les poiots d'achoppement entre les deux chambres sur le projet de loi sur la santé poblique et la protection sociale, présenté par Simone Veil et Philippe Douste-Blazy. Avec une belle obstination, les députés ont supprimé, vendredi 17 décembre, en deuxième lecture, les prineipales modifications apportées par les sénateurs, pour revenir à leur version initiale. Ceox-ci avaient montré le même acharnement, lundi dernier, sur le texte issu de l'Assemblée (le Monde du

A l'unanimité, et avec l'approbation du ministre de la santé, les députés ont annulé l'article introduit par le Sénat qui accordait au gouvernement le pouvoir de défi-

de notre correspondant.

L'executif du conseil régional Nord-Pas-de-Calais a'a pas réussi à faire adopter son projet de bud-

get pour 1994, qui e été rejeté, veodredi 17 décembre, par 58 voix sur 113. Seuls les 27 étus

socialistes et les 7 élus Verts se

sont pronoocés poor, les 15 élus commuoistes eyant opté pour

Comme l'an dernier, le texte

présecté par Marie-Christine Blandio, la présidente verte, et

son premier vice-président chargé

des finances, Michel Deleberre (PS), a done été repoussé en pre-mière lecture. Mais s'il evait été finalement adopté en 1993, cette

fois-ci il pourrait en être diffé-

remmeot. Car, evant même de

venir en séance, les élus régio-oaux RPR-UDF eiosi que les amis de M. Borloo aveient fait

savoir qu'ils jugeaient le projet présenté par l'exécutif « inamen-dable ».

L'opposition s'affirme résolue à

aller a jusqu'au bout » pour met-

tre un terme à l'ectuel pouvoir

régional. Certes la droite n'a jamais admis l'alliance Verts-PS,

mais, depuis l'accession de

l'exameo des requêtes contestant

les résultats des élections législa-

tives de mars dernier. Il a donc

tenu le délai qu'il s'était fixé en

achevant ce travail à temps pour qu'uoe éventuelle inéligibilité

d'un an - ce détai, d'après la loi, commence le 28 mars 1993 -

garde son efficacité, en empechant effectivement l'élu

invalidé de se représenter à l'élec-

tion partielle qui doit être organi-

sée dans les trois mois suivant la

Au cours de sa dernière séance,

le Conseil a examiné la demande

en rectification d'erreur maté-

rielle présentée par Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), élu dans la

dix-neuvième eirconscription de Paris, et qu'il aveit invalidé le

24 novembre. Il a considéré que

si le montant total des dépenses à

prendre en compte s'élève finale-

décision du Conseil.

Le budget de la région Nord-Pas-de-Calais rejeté

La droite recherche une alternance rapide

nir, par décret en Conseil d'Etat, les cas où le médecin devait proposer systématiquement à soo patient un test de dépistage de l'infection du virus du sida. Ils ont, du même coup, rétabli les dis-positions du code de la santé publique – supprimées par le Sénat – qui ne prévoient la proposition systematique de dépistage que pour les examens prénuptial et

Sur l'Agence du médicament, l'Assemblée est aussi revenue à sa version précédente, en donnant au ministre de la santé le pouvoir de se substituer an directeur général de l'Agence, pour les autorisations de mise sur le marché de médicaments, « en cas de menace grave pour la santé publique».

#### Refus tacite

En revanche, en matière de création d'activités de soins ou d'équipements hospitaliers, l'As-semblée est parvenue à un texte qui donne satisfaction au gouvernemeot, et par conséquent au Sénat qui s'était rangé à l'avis de celui-ci. Jusque-là acquis à l'idée que le silence de l'administration valait, au bout de six mois, auto-risation tacite, les députés, convaincus par les arguments da Mª Veil, ont finalement accepté que l'absence de réponse de l'administration, au bout de six mois, vaille au contraire refus tacite. Ils ont cependant précisé que si l'ad-ministration, loterrogée par le demandeur qui se serait vu oppo-ser un refus tacite, oe donnait pas les motifs de sa décision dans un

M. Blandio à la tête de le région. le cootexte à changé.
M. Balladur est à Matignoo et la droite se sent le vent en poupe, et d'autant plus libre de ses mou-

vements que les Verts oot choisi

voilà quelques semaines, de s'ins-

crire clairement dans l'opposition

Le président du groupe Borloo,

Jeao-François Sinagra, par ail-leurs conseiller municipal PR de Lille, e eppelé à la constitution

d'une « majorité d'olternance »

qui réunirait les élus RPR-UDF.

les membres du groupe Borloo,

les élus de Chasse, pêche, nature et tradition, et ceux de Généra-

tion Ecologie. Certes cela oe suf-

firait pas à établir uoe majorité

absolue, reconnaît Jacques Legen-

dre, sénateur RPR, président du groupe RPR-UDF, mais elle serait plus large que celle de

l'exécutif Verts-PS. A condition

de ne pas tenir compte du Parti

communiste, qui a fait savoir

qu'il « ne ferait pas de cadeaux à

lo droite» et d'être sûr du rallie-

meot, supposé, de Génération

Ecologie. L'arithmétique étant

têtue, ce serait alors au Front

plafond de dépenses pour les

élections législatives avait été fixé

à 500 000 francs, cette rectifica-

tion n'est pas de nature à remet-

tre en cause le prononcé de l'iné-ligibilité de M. Pierre-Bloch et de

Le Conseil a également validé

l'élection de Daniel Soulage

(UDF) dans la troisième eircon-

cription du Lot-et-Garonne, ainsi

que celle de Roland Nungesser

(RPR) dans la septième circons-eription du Vnl-de-Marne, après

avoir toutefois réintégré dans le

compte de campagne de M. Nun-gesser, validé par la Commissinn

nationale des comptes de cam-

pagne, la somme de 55 800 francs, ce qui porte le montaot total de ces dépenses à

341 780 francs.

sa démission d'office.

JEAN-RENÉ LORE

national de jouer les arbitres.

Le Conseil constitutionnel a achevé

l'examen du contentieux législatif

L'invalidation et l'inéligibilité

de M. Pierre-Bloch sont confirmées

Le Conseil constitutionnel a ment à 563 572,46 francs au lien terminé, vendredi 17 décembre, de 588 983,14 francs, alors que le

à la majorité nationale.

délai d'un mois, le refus se transformerait alors en autorisation.

L'Assemblée a adopté deux autres amendements qui ne devraient guère plaire aux sénateurs, gardiens des intérêts des col-lectivités locales. Le premier, déposé par Elisabeth Hubert (RPR, Loire-Atlantique) et Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne), prévoit de ne plus réserver la pré-sidence des conseils d'administration des bôpitaux aux seuls maires.

Le second supprime les dispositions transitoires, adoptées par le Sénat, destinées à limiter le recours, de plus en plus fréquent, des personnnes âgées de plus de soixante ans, à l'allocation compensatrice pour tierce personne, créée en 1975 en faveur des handicapés et prise en charge par les départements. M= Veil s'est déclarée favorable à la suppression de ce dispositif transitoire, en affirmant que « la réforme de cette allo-cation viendrait avec la future loi sur la dépendance des personnes

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : M. Lamessoure préconise les « fiançailles » avant le «mariage». - L'Assemblée a adopté, vendredi 17 décembre, une proposition de résolution présentée par Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) et demandant au gouvernement d'étudier la possibilité d'une «formule transitoire

d'adhésion partielle » des pays

d'Europe ceotrale et orientale à

l'Union européenne. Définissant

la « doctrine française pour l'Eu-

âgées » promise pour la session de printemps. Les députés ont également adopté un amendement gouvernemental de dernière minute. qui prévoit une réduction de moitié des cotisations patronales versécs pour les personnes en cours de réinsertion socioprofessionnelle, accueillies dans des structures comme les centres d'hébergement et de réadaptation sociale ou les compagnons d'Emmaüs.

Le gouvernement a demandé un vote bloqué sur l'ensemble du texte, pour élimioer un amendement de la commission des affaires sociales visant à réduire la taxe sur la publicité qui frappe les sociétés pharmaceutiques et qui aurait diminué les recettes de la Caisse nationale d'assurance-mala-die, à un moment mal choisi étant donné la gravité de sa situation financière. Le RPR et l'UDF ont voté pour le projet, le PC contre, le PS n'a pas pris part au vote.

**CLAIRE BLANDIN** 

rope centrale et orientale», Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a souligné qu'il convenait de conclure avec ces pays un « contrat de fiançailles », précisant que « les fiançailles, en principe, débouchent sur le marioge». Sclon M. Lamassoure, ce contrat comporte « un voiet commercial ». une « aide éconnmique et financière» et un «cadre» politique leur foornissant « lo garantie d'adhèrer à l'Union européenne à échéance raisonnable ».

Dans le cadre d'une information judiciaire

### La brigade financière visite une librairie d'extrême droite

Sur commission rogatoira cadra d'una anquêta prélimidélivrée par un juga d'instruc- naire. La librairia Ogmios, qui tion, la brigada financière du est anragistréa sous la nom pramiar cabinat da délégation judiciaire ast intarvanua, jeudi 16 décambra, dans les locaux de la libralne d'extrêma droita Ogmios, à Paris, pour procéder à une perquisition. Quetre des dirigeants de cet établissement ont été intarpellés pour êtra antandus dans la cadra d'una information ouverte pour abus da bians sociaux at détournamant d'actifs. lla ont été toire.

Qualquas jours auparavant, catta mêma brigade financière était déjà Intarvanua, sans commission rogatoire, dans la

est anragistréa sous la nom Espaca communication, s'ast fait connaître, notamment, pour la diffusion da publications antisémitas at négationnistea dont certaines étaient intardites à la venta. Expulséa da son local de la rue des Pyramides à Paris, an aeptambre darnier, pour non-palement du loyer, cetta librairie a'est installée rua Saint-Honoré où alle e ouvart récemment ses portes. Pluslaurs sociétés-sœura dirigéas par toute la « fine fleur » da l'extrêma droite sont ebritées dans ces locaux.

**OLIVIER BIFFAUD** 

#### EN BREF

BUDGET 1994 : le déficit représentera 4,1 % du PIB. -Le Sécat a adopté, veodredi 17 décembre, les conclusions de la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi de finances pour 1994 que l'Assemblée avait déjà approuvées jeudi. Ce projet de budget, qui fait finalement apparaître un déficit de 301,365 milliards de francs (soit 4,1 % du PIB), est donc mainteoant définitivement adopté.

LOI DE FINANCES RECTIFI-CATIVE 1993 : une mesure en faveur des collectivitéa locales. - Le Sénat a adopté, vendredi 17 décembre, en première lecture, le projet de loi de finances rectificative pour 1993, qui maintient le déficit budgetaire à 317,6 milliards de francs. La majorité sénatoriale a voté « pour » tandis que socialistes et communistes ont voté contre. Le principal amendement introduit par les sénateurs prévoit que les collectivités locales pourront bénéficier d'un remboursement de TVA sur les dépenses d'investissement qu'elles ont réalisées an profit d'un tiers en 1992 et 1993, notamment dans le cas de construction de gendarmeries ou d'habitations principales situées dans une commune de moins de mille habitants.

ACCORDS DE SCHENGEN : les sénateurs confirment les pouvoirs dea douaniera en matière de contrôle des étrangers. – Le Sénat a adopté, samedi 18 décembre, en première lecture, le projet de loi sur

les métaux précieux. Les sénateurs ont adopté, sans les amender, les dispositions introduites via une lettre rectificative par Nicolas Sarkozy babilitant les douaniers à vérifier la régularité des titres de séjour des étrangers dans les zones frontalières (le Mande du 15 décembre). Les sénateurs nnt en revanche réccrit certaines dispositions de la partie relative aux métaux précieux. La mainrité sénatoriale et les socialistes ont voté « pour », les communistes votant «contre».

**ELECTIONS EUROPĖENNES:** M. Juppé n'exclut pas de conduire une liste unique de la majnrité. - Alain Juppé, secrétaire général du RPR, n'a pas exelu, vendredi 17 décembre, sur France-Inter, de prendre la tête d'une liste unique de la majorité pour les élections européennes de juin. « Si nn m'explique que cela peut être utile (...), et s'il faut pour une campagne se devouer à l'union de la majarité, nous paurrons en parler », a-t-il indiqué, tout en posant comme condition qu'il soit entendu qu'il souhaite rester ministre des affaires étrangères. M. Juppé a réaffirmé son souhait d' « une liste unique» de la majorité RPR-UDF, «parce que c'est la nature des choses». « Il y a nujourd'hui une immense majorité de la majarité qui a la même approche des prablèmes europeens et qui est d'accord sur lo conception de l'Europe », a affirmé M. Juppé.

I par la CDU de Steffen Heitmann

Le Sénat devait débattre, lundi matin 20 décembre, du projet de réforme du système audiovisuel adnpté en première lecture, le déspectoteurs des clés pour apprédier eux-mêmes le fond des dossiers que l'accient eux l'accient en la company de taire, mais puissent aussi proposet des programmes qui «donnent aux téléspectoteurs des clès pour appré-cier eux-mêmes le fond des dossiers traités et des explications sur l'ar-rière-plan institutionnel». Enfin, elle demande qu'aux côtés des organi-cations professionnelles et syndiadnpté en première lecture, le 4 décembre, par l'Assemblée nationale. Rapporteur du projet au Palais du Luxembourg, Adrien Gouteyron, sénateur RPR de Haute-Loire, se proposait de défendre, au nom de la commission des affaires culturelles, plusieurs amendements visant à «préciser et améliorer» le texte voté par la majorité des députés au terme de diverses passes d'armes entre le ministre de la communication et le groupe UDF (le Monde du 7 décembre). demande qu'aux cores des organi-sations professionnelles et syndi-cales les associations reconnues par l'Union nationale des associations familiales (UNAF) puissent égale-ment saisir le CSA.

#### Double raidissement

L'amendement déposé à l'Assem-blée nationale par M. Michel Pel-chat (UDF-PR, Essonne), et repris à son compte par le gouvernement, en faveur de l'institution, sur les réseaux musicaux de radio, d'un quota imposant la diffusion d'un minimum de chansons françaises minimum de chansons françaises devrait, en revanehe, susciter de nouveaux débats. M. Gouteyron juge, en effet, «à la fois opportun et insuffisant» l'article 7 bis du projet actuel qui fixe aux radios ce quota à un minimum de 40 % de chansons d'avancaire française dont le sons d'expression française, dont la moitié serait réservée aux nouvelles moité serait réservée aux nouvelles productions. Mais la commission souhaite revenir sur l'amendement adopté sous la pression des députés de l'UDF afin de rétablir ces quotas «aux heures d'écoute significative», mais aussi d'étendre l'application de ce régime aux «radios locales». Ce qui inclurait dooc, n priori, les radios à contenu thématique. Seul assouplissement retenu par M. Gouteyron, l'iotroduction de la notion de «jeunes talents» serait étendue à celle de «nouvelle serait étendue à celle de «nouvelle production, qui convrirait également la compilation d'auvres anciennes».

Il y aurait là, de la part du Sénat, si la commission des affaires culturelles était suivie par la majorité de la Haute Assemblée, uo double raidissement à l'égard des radios, lesquelles s'étaient montrées majoritairement hostiles, à l'institution de quotas, à l'exception des radios associatives et de NRJ.

La répartition de l'aide du gouvernement à la presse écrite

### 185 quotidiens et périodiques se partagent 90 millions de francs

fonds exceptionnel d'aide automatique eux entreprises de presse, soit une enveloppe de 90 millions de francs. Cette aide, qui devrait être ettribuée avant la fin de l'année, constitue l'un des volets du plan d'urgence de 200 millions de pan à ingence de 200 inimions de francs annoncé au printemps par Alaio Can'gnon, le mioistre de la communication, pour aider la presse écrite à surmonter la crise qui la frappe (le Mnnde du 5 juin) et qui se traduit par une chuite sans précédent des recettes publicitaires commerciales et des annonces classées, et par une stabi-lisation, voire une érosion de la

Uoe commission composée de Michel Boyon, conseiller d'Etat et président de cette instance, Pierre Guerder, conseiller à la Cour de cassation, et Cbristian Pouly, cooseiller référendaire à la Cour des comptes, a élu 185 publications parmi les 274 titres demandeurs. Pour être sélectionnés, les journaux devaient justifier d'une diminution d'au moins 5 % de journaux devaient justifier d'une diminution d'au moins 5 % de leurs recettes publicitaires nettes, ou d'une ehute d'au moins 15 % de leurs recettes de petites jannonces entre 1990 et 1992, ou encore attester que leurs recettes publicitaires étaient, en 1992, inférieures à 15 % de leur chiffre d'affaires global. faires global.

Or, entre 1991 et 1992, selon une note de Jean Cluzel, senateur centriste de l'Allier et rapporteur du budget de la communication au Palais du Luxembourg, les recettes publicitaires des seuls quotidiens nationaux ont ebuté de 17,9 % (- 34,4 % pour les petites annonces) et celles des régionaux de 7,5 % (- 18,5 % pour les petites annonces). Parmi les destinataires de cette aide figurent done 12 quotidiens oationaux, 57 quotidiens régionaux, ainsi que 26 hebdomadaires nationaux, et 23 autres titres de périodicité différente.

L'aide est calculée proportion-nellement aux chiffres d'affaires nets des ventes réalisées, en 1992, par chaque bénéficiaire. Ainsi, le montant moyen de l'aide s'établit

Le ministère de la communica-tion a précisé, vendredi 17 décem-bre, quelle sera la répartition du fonds exceptionnel d'aide automaquotidiens départementaux et eoviron 350 000 francs pour les hebdomadaires nationaux; enfin, elle est de 25 000 francs en moyenne pour les bebdomadaires régionaux. Quatre publications obtieonent 4 millions de francs, soit la somme-plafood qui a été fixée pour une publication. Il s'agit du Figaro, du Monde, d'Ouest-France et de Paris-Match.

> Sur les 110 millions de francs complémentaires qui figurent encore au plan d'aide de M. Carignon, 10 millions de francs – 5,8 millions de francs pour les quotidiens nationaux à faible ressources publicitaires et 4,2 millions pour les quotidiens les maries et 1,2 millions pour les quotidiens les millions de francs de la millions de francs de la millions de francs de la millions de francs de francs de francs de la millions de francs de sources publicitaires et 4,2 millions pour les quotidiens locaix à faibles ressources en petites annonces — ont permis d'«abonder» les aides déjà votées en ce domaioe pour 1993. Les bénéficiaires en sont la Croix (10,1 millions de francs an total), l'Humanité (6,9 millions) et pour la première fois le Quotidien de Paris (2,5 millions) — son PDG, Poilippe Tesson, l'ayant jusqu'alors toujours refusée, — ainsi que neuf quotidiens et périodiques locaux à faibles ressources en petites annonces, comme l'Echo du Centre, la Marseillaise, la Haute-Marne libérée, le Petit Bleu de Lat-Marne libérée, le Petit Bleu de Lot-et-Garonne, etc.

Cinquante autres millions de francs de crédits hudgétaires ont Cinquante autres millions de francs de crédits hudgétaires ont été affectés aux foods Sofaris (Société française pour l'assurance du capital-risque, qui garantit à 50 % les concours financiers aux entreprises de presse). Grâce à un coefficient multiplicateur, ce fonds de 50 millions devrait permetre l'octroi de 500 millions de francs de concours financiers aux PME du secteur de la presse écrite. Les derniers 50 millions de francs on été inscrits au collectif budgéraire. Leur affectation est en cours de discussioo, e précise le ministère de la communication. Il pourraient soit être affectes à des fonds déjà existants (comme la Sofaris) ou renforcer l'aide financière à des plans sociaux.

Y.-M. L

### Le gouvernement veut renforcer les sanctions contre les excès de vitesse

Le gouvernement e arrêté, vendredi 17 décembre, au cours d'un comité interministériel présidé par Edouard Balladur, una eéria de nouvellas mesures pour jutter contre l'insécurité routière.

La mesure la plus spectaculeire adoptée par le gouvernement ct présentée par Bernard Bosson, ministre de l'équipement et des transports, permettra de sanctionner plus efficacement la vitesse excessive. Un projet de loi sera déposé au cours de la prochaine session parlementaire pour créer un délis en cas de dépassement de 50 km/h de la vitesse autorisée. Ce délit sera sanctionné par une peine maximum de 15 000 francs d'amende, d'une suspension de per-mis de conduire de cinq ans et entraînera un retrait de six points.

Le seuil maximal d'elcoolémie compatible avec la conduite sera abaissé de 0.8 à 0,7 g par litre de sang. Une évaluation de certe mesure sera faite au bout d'un an selon les résultats, un nouvel abais-sement à 0,6 ou 0,5 g/l sera alors décidé. L'auto-contrôle sera encouragé. Une contravention pour les infractions commises sans qu'il soit possible d'interpeller le conducteur sera créée. Cette mesure permettra l'utilisation de moyens automatiques de contrôle aux points dangereux du réseau.

Le défaut de port de la ceinture

A méthode douce chère à

Edouard Salledur perce une nouvelle fois sous Tensemble du

programme adopté par le gouver-

curité routière? Peu de mesures'-

profondément nouvelles es aucune décision vraiment apecta-

culaire figurent parmi la vingtaine

de diapositions présentées per

Au titre des mesurea nouvelles,

l'instauration d'un délit pouvant

entraîner le retrait de le moitié des pointa du permis pour les très grandes vitesses devreit

anfin convaincre les irréductibles

de «lever le pied». La menace

d'un retrait d'un point pour l'ab-sence de ceinture ou de caeque

devreit reppeler à l'ordre les

Même si la diminution d'un

dixième de gramme du taux d'al-coolémie permet (en théorie) de diminuer de moitié les risques

d'accidents dus à l'elcool, on

peut regretter, en revanche, le manque d'audace de M. Bosaon

sur ce chapitre. Car evec 0,7 g/l (un apeniif ei 0,37 l de vin), le

risque est encore cinq fois plus

important qu'à jeun, elors qu'evec la règle de 0,5 g/l adoptée par certains paya, il eat simplement doublé. Il faut donc eapérer que

l'évaluation qui sera faite dans un

an conduira au renforcement de

cette réglementation. L'alcool tue 4 000 personnes chaque ennée

lors d'accidents de la circulation.

plusieurs mois pour les mettre en

place. Auroni ils rapidement lea inèmea effete diseuaaifs sur les

conducteurs que la « peur du gen-

Prévua dans ce nouveau train de mesures, les dispositifs auro-matiques de contrôle, il feudre

Bernard Boason.

« étourdis »

Avertissement sans frais

COMMENTAIRE

conducteurs de deux-roues motori- més par la méthode de la conduite sés sera désormais sanctionné par le retrait d'un point du permis.

Pour améliorer l'effet dissussif du permis à points (40 000 à 60 000 conducteurs se voient retirés des points chaque mois), une mission d'expertise proposera, d'ici un mois, des ruesures pour simplifier et accélérer la répression des contravections. Un plac de trois ans sera mis en œuvre pour développer les moyens consacrés à la sécurité routière par les forces de police et de gendarmerie.

· Les jeunes conducteurs : Sur les 47000 jeunes de moins de vingt ans victimes d'accidents de la route en 1992, plus de 12000 étaient des cyclomotoristes (187 morts). Plusieurs mesures visent à les informer et à les responsabiliser. L'attestation scolaire de sécurité routière de second niveau sera généralisée pour tous les élèves de 3<sup>e</sup> à partir de mars 1994. Un brevet de sécurité routière sera exigé à partir du le septembre 1995 pour la conduite des cyclomoteurs entre quatorze et serze ans.

La limitation de vitesse bors agglomération, actuellement de 90 km/h, pour les conducteurs inexpérimentés sera modulée selon les réseaux. Cette modulation (110 km/h sur eutoroute, 100 km/h sur les 2x2 voies, 80 km/h sur les autres routes) sera désormais applicable pendant les deux premières années de conduite. Elle ne concerde sécurité ou du casque pour les nera pas les jeunes conducteurs for-

conducteurs, dès l'âge de piloter

des cyclomoteurs, répond eussi

au souhait de faire entrer dans les

mœurs le nécessité vitele d'une

e conduite apaisée». La module-tion de le vitesse pour les plua

inexpérimentés, la promotion de

l'epprentissage devraient emélio-rer la responsabilité de ces nou-

veeux conducteurs qui change-

ront leur macaron 490», collé sur

le coffre, pour le « A » (comme epprenn). Le contrôle régulier de la vue rappellera enfin eux plus

anciens qu'un permia de conduire

n'est jamais attribué « à vie ». Il faudra beaucoup d'habileté et de sene de le communication

pour faire paseer dens l'opinion

cet ensemble de meaures. Il y

faudre eussi beeucoup de moyens. L'eccord donné per les

compegnies d'assurances pour

consacrer aux campagnes de aécurité une part importante des

économiea qu'ellee pourraient réaliser grâce à la baisse du nom-bre des accidents est à mettre au

Mais si les chiffres, qui ne ces-

sent de se détériorer, ne develent pas e améliorer rapidement, il eat fort probable que les mesures de

M. Bosson ne seraient qu'un avertisaement sans frais pour

l'eneemble des conducteurs. Avant un nouveau trein de mesures elora forcément beau-

CHRISTOPHE DE CHENAY

crédit du gouvemement.

coup plus impopulaire.

MISE AU POINT, - Après la publication, dans le Monde daté 14 novembre, d'un article intitulé «Boisson», la société Dragewerk, propriétaire de la marque Alcoo-test, nous prie de préciser qu'Alcoolest est un nom de marque et deme »? Le renforcement de le que « cette dénomination ne peut être utilisée que pour désigneo les propres produits de cette société et le répression est pourtant le seul moyen d'agir. sur le comportement des conducteurs confirmés ceux-ci. Le nom sénérique officiel, est éthylotest ou éthylomètre, selon mentation globalement confrente. Le lormetion des nouveeux

rendu, samedi 18 décembra, un

avis portant sur «la coopération

dans le domaine de la rechercha

biomédicala entre équipes fran-

caises et équipes de pays en voie de développement». Ce texte for-

mule eles précautions particu-

lières a à respecter, afin de garan-

tir la dignité et la sécurité des

personnes qui se prêtent à ces recherches d'intérêt général.

recherches d'artérêt général.

Cet avis du Comité d'éthique devrait combler les vœux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui tente, depuis plus de deux ans, de définir – et de faire respecter – par les équipes scientifiques et les firmes pharmaceutiques uo certaio oombre de règles communes pour l'expérimentation, dans les pays en voie de développement, de vaccins et de traitements, en particulier contre le sida. L'ovis du Comité d'éthique, qui se fonde sur un rapport établi par le profes-

accompagnée, qui sera furtement

d'actions sera enfin mis eo place par un partenariat entre l'Etat et les

sociétés d'assurances. Celles-ci se

soot engagées à consacrer à des opérations de prévention une part

importante des économies qu'elles

pourraient réaliser avec la baisse du nombre des accidents. Tout candi-

dat au permis de conduire devra

faire effectuer un cootrôle médical

de la vue. Il devra être renouvelé

ensuite obligatoirement tous les dix

· L'état du véhicule et les infra-

structures: Le mouvais état des

vébicules iotervient comme facteur aggravant dans 21 % des accidents graves. En 1995, le contrôle techni-

que périodique concernera les véhi-

cules de plus de quatre ans. Ceux

qui seront contrôlés à partir de 1996 seront ensuite vérifiés tous les

deux ans. L'eutorisation d'usage

des radiotéléphones dans les véhi-

cules sera limitée aux seuls appa-

reils compatibles evec la conduite

La politique de modération de la vitesse en agglomération sera déve-loppée. L'emplacement des pan-

nesux d'entrée d'agglomération sera

systématiquement réexaminé co

fonction des impératifs de sécurité

et de circulation. Des opérations de

cootrôle périodique de sécurité

seront réalisées sur le réseau de

l'Etat et sur celui des collectivités

· La prévention : Un casemble

la catégorie de ces appareils».

MEDECINE"

locales volontaires.

SCIENCES

Atteignant une température proche de zéro

### Un nouveau record de supraconductivité est battu par une équipe de chercheurs de Grenoble

Conduite per Jean-Louis
Tholence, una équipa de cherheurs du Centre de cherches sur les très basses

Conduite per Jean-Louis
Georg Bednorz et Alex Müller, prix Nobel de physique 1987, a ouvert la voie à des supracooducteurs fooctionoant à des Tholence, una équipa de cher-cheurs du Centre de recherches sur les très basses températures (CRTBT) at du Laboratoire de cristallographia du CNRS à Grenoble (1) a ennancé, vendredi 17 décambra, qu'aila avait battu la record da temparature an matière de aupraconductivité (- 3 °C), annoncé la vaille par une équipe de l'Ecola supériaura da physiqua et da chimie industrielles de Paris, qui avait atteint - 23 -C (le Monda du 18 décembre.

Pour la secnode fois eo vingtquatre beures, des scientifiques français vienocnt de sc distiogoer dans le difficile domeioc 'de la supraconductivité à haute température. Des chercheurs du Centre de recherches sor les très basses températures et du Laboratoire de cristallographie du CNRS de Grenoble oot mis en évideoce, sur des échentilloos d'uo metériau composé d'oxyde de cuivre, de baryum et de mercure, des phénomènes de supraconductivité à des températures comprises cotre - 43 °C et - 3 °C, battant ainsi le record (- 23 °C) annoncé par une équipe de l'École snpérieure de physique et de chimie industrielles de Paris.

Les supracooducteurs sont des matériaux qui laissent passer le courant sans résistance et éviteot de ce feit de ootables pertes d'énergie. De 1911, date de leur déconverte, à 1986, les supracnoducteurs ne présentaicot cette remarquable propriété que lorsqu'ils étaient plongés à très basse température, - 269 °C, dans l'hélium liquide. L'élaboration, il y a

La lutte contre les expérimentations abusives de vaccins et de traitements

Le Comité d'éthique définit des règles pour les chercheurs français

dans les pays en voie de développement

Premier principe, le partenariat :
«L'élaboration d'un protocole parrainé «de l'extérieur», peut-on lire
dans le rapport, doit impérativement se placer dans l'optique d'un
partenariat et non pas d'un programme d'assistance. Cela veut dire
qu'il doit avoir été souhaité par des
personnalités locales ou régionales
(...) et non procéder d'une politique
de santé axée seulement sur le marché et proposée de l'exténeur, même
avec l'accord de certaines autorités
politiques.»

Le Comité national d'éthique a seur Geoeviève Barrier, pourrait endu, samedi 18 décembra, un servir de base à l'élaboration d'un code universel de bonne pratique.

températures coosidérablement plus élevées.

#### Des signes encourageants

De combreuses familles de supracooducteurs à beute tem-pérature soot oées de cette découverte. Mais le plupart exigeaieot d'être refroidies par l'azote liquide (- 196 °C). Deux équipes françaises vienneot, coup sur coup, de feire sauter ce dernier verrou. La première avec un composé à - 23 °C, ce qui est pratiquement la tempé-ratore d'uo coogélateur. La seconde en frôlant le seuil symbolique des 0 °C avec des échaotillons doot la tempéra-ture critique etteint pour cer-tains les - 3 °C et même en le franchissaot, scmble-t-il, avec un autre!

La voie vers uoe supracon-ductivité à température ambiante est donc bien ouverte. Les deux équipes ont d'ailleurs enregistré des « signes encourageants » laissaot supposer que ce but pourrait être rapidement atteint. « D'ici quelques mois », affirme même un optimiste. Jeao-Louis Tholence enrait d'ailleurs observé, début decembre, «une phase à à + 7 °C. Beaucoup de travail reste cependant à faire pour s'assurer définitivement de la supraconductivité des matériaux nouvellement élaborés et déterminer précisément, pour Greooble, la structure exacte des composés produits (2).

Alors que l'équipe parisienne de Michel Lagues fabrique ses échantillons couche d'étomes per couche d'atomes et cn liquide. L'élaboratioo, il y a contrôle donc parfaitement le sept ans, d'un noûveau type de structure, l'équipe grecobloise de Jeao-Louis Tholence «cuit»

permettre d'identifier les particula-ntés sociales, politiques, religieuses ou culturelles susceptibles d'empêcher sa réalisation ou d'en contrarier le bon déroulement.

3. Tous les projets doivent être soumis, avant d'être entrepris, à un comité spécialisé, du de « protection des personnes », à créer. Ce comité doit inclure des experts de l'OMS et pourra solliciter l'avis du Comité national d'éthique français.

4. Les projets seront égalemeot examinés par un comité d'éthique du pays ou de la région où doit evoir lieu l'étude projetée. Une liste des comités locaux et régionaux d'éthique et de défense des droits de l'homme doit être publiée et remise à jour anouellement. Eo l'absence de tels comités, l'avis propose que des instances régionales fonctionnant sous l'égide de l'OMS, de l'UNESCO ou du Centre international de l'enfance soient sollicitées.

ses iogrédients daos une « marmite » vieille de trente ana qui servait à fabriquer des diamaots artificiels, puis teste cc qu'elle obtient. C'est ainsi que, l'an dernier, ces scieotifiques ont mis en évidence, eo cooperatioo evcc des chercheurs de l'université de Moscou, une couvelle famille de suprecooducteors à basc de mercure (HgBaCuO) doot le plus ancien, commé Hg-1201, se révéla supraccoducteur à - 209 °C.

Fort de cette réussite, d'eutres chercheurs s'eogouffrèreot dans cette voie, et une équipe zurichoise a créé de nouvceux composés au mercure : le Hg-1212 et surtout le Hg-1223 doot les Français et les Américains ont mootré que sa tempéreture critique sous très forte pressioo - plusieurs ceoteioes de milliers d'etmosphéres pouvait mooter à ~ 114 °C et même à ~ 111 °C. Or, et c'est là la chaoce des équipes de Greoobje, elles ont découvert leurs nouveaux records de supracooductivité dans des échaotillons de... Hg-1223, mais, cette fois, à la pressioo atmosphérique. Il oe reste plus qu'à découvrir sa structure, passage incontournable pour des prises de brevets.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Résultats à paraître dans Physics Letters du 3 janvier. Les équipes au CRIBT sont composées de J.-L. Tholence, B. Sonletie, O. Laborde, et, au Laboratolre de cristallographie, de J.-J. Capponi, C. Chaillout, M. Alario Franco, M. Marezio.

--

---

A ...

4 - 14 FF

40-60-66-66

was an des

er e grada i 🦸

5 × 2

- - A- PSF

THE PERSON

And the same of the same of

TALL SHARE

MUSIQUES

No estimate at a

Water State Color

Commence in Languagemeinigen

to be designed in the

A STATE OF THE SHOWN WAS

THE PERSONS

The Best Aus 1

THE PARTY OF THE PARTY OF

3 / 1 - 1514 aguir 1995

we do with

Same to the second

The True of The Part of the Pa

The Charles

de distribution de

Le west #

the state

ヤーの。Indireite

The granding and

The same for the Ballion

· colle marketing

Fred Control of

The street say you

and a supple 🍇 The standard of "Lak. Line meile KINDS W SHEET 11-13 - da. Se 160 to be your great great

Berteite im berteite die

mont was a

2.07

2500 100

× .....

70 11 11 11 11

Ser :

Sie-

370

P. 3 . . .

of Contions

(2) Deux paramètres sont essentiels pour caractériser la supraconductivité: la chute de la résistance du matériau su passage du courant et sa capacité (diamapassage du courant et sa capacité (diama-gnétisme) à repousser les lignes de champ magnétique dans lequel il est plongé. Ce second phénomène n'est pas très net dans l'expérience de l'équipe parisienne, mais il l'est dans quinze échantillons des Grenoblois, dont six seu-lement présentent des chutes de résis-

JUSTICE

### Jean-Marie Villemin devra verser 165 000 francs

Jean-Marie Villemin, qui a été condamoé jeudi 16 décembre à cinq ans d'emprisonnement doot a statuer sur les demandes d'iodemnités de la famille Laroche, Conformément eux textes, la cour était simplement composée du

Me Paul Prompt, evocat de la partie civile, a demeodé 900 000 francs pour Marie-Ange Laroche, 900 000 francs pour chacun de ses deux enfants, 300 000 francs pour Murielle Bollc et 100 000 francs pour Lucien Bolle, la bour francs pour Lucien Bolle, le beau-frère de Bernard Laroche. Estimant que les débats avaient « démontré qu'il existait contre Bernard Laroche des éléments très sérieux et que son comportement fautif était à l'origine des faits imputés à Jean-Marie Villemin», Me Thierry Moser, l'avocat de Jean-Marie Villemin, a demande à la cour de « minorer dans de fortes proportions » les demandes

Laroche au titre des préjudices moral et matériel, 150 000 francs et 50 000 francs à ses deux enfants, 9000 francs à Murielle Bolle et 14 000 francs à Lucien. Au titre de l'article 375 du code de procédure pécale relatif eux dépens, Marie-Ange Laroche toucher 500 000 francs et Murelle de l'article 375 du code de procédure pécale de l'article 375 du code de procédure pécale relatif eux dépens, Marie-Ange Laroche touet Lucien Bolle chacun 10 000 francs. La Cour statuera préjudice patrimoniel subi par Marie-Ange Laroche et ses

# à Marie-Ange Laroche

un avec sursis par la cour d'as-siscs de la Côte-d'Or pour le meurtre de soo cousin Bernard Laroche (le Monde du 18 décembre). est reveou, vendredi 17 décembre, devant les juges pour une audience civile desticée président et de ses deux asses-

de Marie-Ange Laroche et de « réduire à leur plus simple expression » celles de Murielle Bolle.

La cour a finalement condamné Jean-Marie Villemin à verser 165 000 francs à Marie-Aoge ultérieurement sur l'estimation du

#### REPÈRES

FOOTBALL

Le bureau exécutif de la Fédération s'ouvre aux représentants

des clubs professionnels

Réuni vendredi 17 décembre pour étudier les réformes de structures qui erront proposées à l'assembléa générale da la Fédération française de footbell (FFF) la 19 février prochain, la conecil fédéral e souheité élergir da sept à quatorza membres la composition de son bureau exécutif. Afin de faira une plus large place aux représantants du foot-bell professionnel, ce bureeu comprendra cinq représentants du football non professionnel,

troia du football profesalonnel. trois des sportifa de haut niveau. éducateure et ayndicata de joueurs et deux personnalités « qualifiées ». Las pouvoirs du bureau exécutif eeront étendus au respect de l'éthique at de la morale, à la gestion du haut niveau, eu contrôle et à le promotion économique et à la communication. En marge de ces travaux, le conseil fédéral a nommé Aimé Jacquet pour succéder à Gérerd Houllier au posta d'entraîneur- sélectionneur de l'équipa de France (nos demiàres éditions). Il a également décidé d'autorisar l'Olympiqua de Marsailla à perticiper cette saison à la Coupe de France. Cette participation avait été « réservéa » par

le conseil fédéral du 21 septam-

bre à la suite de l'affaire de corruption présumée lors du match Velsnciennes-OM du 20 mai.

**ESPACE** 

Nouveau succès pour Ariane

La fusée européenne Ariene a, lors de son soixenta-deuxiàme tir, mis en orbita, semedi 18 décembre à 2 h 27 (heure françeise), un satellite de télévi-sion directe eméricain (DBS-1) et un setallite da télécommunications thanendais (Theicom 1). Pour cette mission, délicate en raiaon de le masse à emportar (3940 kiloa), Arienespece, le société chargée de la commercialisation du lenceur, avait chois! d'utiliser son modèle le plue puissant, une Ariane 44 L, capable d'emporter 4 400 kg.

Ce partenariat suppose le respect de certaines précautinns détaillées dans l'evis:

i. Un eccord de coopération entre les autorités françaises et les pays ou régions impliquées doit préciser les conditions de la formation et de l'encadrement des chercheurs et du personnel sanitaire participant à l'étude projetée.

2. Des études préalables doivent

européen vient à point, eu moment où la concurrence se fait plus rude pour Ariane et où l'Agence spetiale europésnne prépare le lancement, pour la fin da 1995, du premier modèle de vol de son nouvesu lanceur, Ariane-5. En attandent, la snciété Arianespaca accumule lea nouveaux contrets -18 depuis le début da l'année, dont 4 ces jours-ci pour des satellites Telecom et Intelsat - et dispose d'un cernet de commandes de 17 milliards de dollers (environ 100 milliarda de francs) représentant 41 satellites

5. Les résultats de l'étude feront l'objet d'une publication communiquée aux autorités nationales, aux instances qui soot à l'origine du projet et aux comnés d'éthique qui ont eu à en connaître. «Ces résultats doivent être accessibles à la communauté scientifique et qui communauté scientifique et au public, par voie de publication dans une revue à comité de lecture ou Ce nouveau succès du lanceur sous toute autre forme. »

Dans soo rapport, le professeur Geneviève Barrier rappelle que toute recherche, en particulier chez l'enfant, doit être a subordonnée au respect des règles définies par le Centre international de l'enfance et la Convention des droits de l'enfants. Les principes énumérés dans cet avis seroot présentés par le Comité d'étbique français aux audres comités ou structures équivalentes à travers le monde, ainsi qu'aux organismes internationaux qu'aux organismes internationaux concernés par ces problèmes de coopération biomédicale entre pays de niseaux de développement écono-mique très différents».

FRANCK NOUCHI

**PHOTO** 

de Grenoble

AUGUST SANDER à Aix-en-Provence

# L'Allemagne avant le chaos

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

On lui doit une des plus grandes photographies de l'Histolre: trois jeunes paysans endimanchés, canne à la main, coiffés d'un chepeau, s'arrêtent en ehemin et fixent l'objectif. On lui doit surtout une œuvre d'une cohérence rare, une des plus importantes du siècle, eacadrée par les deux guerres mondisles : des portraits uniquement, nets et directs, yeux dans les yeux, cadrés en pied ou sous le genou. Des milliers de visages et de vêtements recensant les couches de la société allemande, du paysan à l'industrici, de l'instituteur au notaire. Les gens entraient deas le célébre studio de Cologne pour se faire tirer le portrait devaat Is chambre 13×18 - Sander s tenu boutique toute sa vie. L'image était ensuite sccrocbée eu mur, encadrée aur la commode. Mais l'ensemble ve bien su-delà de se fonction marchande : un portrait de l'Allemagne avent le chaos.

August Sander (1876-1964) rêvsit d'un projet grandiose, dont il ne vit jamais l'achévement : ua livre en cent cahiers. comprenant douze photos ebaeun, qu'il avait découpé comme un sociologue: « Groupe 3, série 14: lo Femme et l'enfant », «Groupe 6 : la grande ville : série 38 : Tziganes et vagabonds », et ainsi de suite. Il renforcera le propos par un texte de 1927 qui reste une référeoce, notament pour l'école documentaire : « J'ai l'intention de vair les choses telles qu'elles sont et nan telles qu'elles doivent ou peuvent être. Rien ne m'est plus adieux que lo photographie poudre aux peux avec minauderies, poses ou effets.»

H:57:68

in the late of

Le poiat de vue est redical. « La première guerre a bouleversé san regard, explique son petit-fils Gerd Sander. Il a fait partie de ces orants-gardes qui ne roulaient plus voir les choses à travers des rideaux. » S'il ponsait que le photo ne ment pas, San-der l'élaborait minutieusement, plaçait son modéle, étudieit ses maias, réalisaat des portraits à la fois très posés et très simples.

#### Esprit indépendant

Avedon et Arbus ont été profondément merqués par Sander. Nombre de photographes le eitent comme référence. Des pans extiers de la création contemporaine, notemment allemende (Bernd et Hills Becber), ont trouvé une peternité: réflexioa sur le documenteire, l'objectivité, la série, la confrontation... Ce n'est pas tout. Des eréateurs de mode ont ellègrement puisé dans les vêtements du paysan, du notaire ou de l'instituteur pour définir le costume des années 80. Des photographes de mode l'ont pillé. Des sociologues y voient ua materiau déterminant. Et les tirages d'époque se vendent eher - près de 200 000 francs, il y e quelques semaines.

Dans le eadre de la Fête du livre d'Aix-en-Provence, début décembre. Annie Terrier a cu la bonne idée de monter une exposition Sander - aecompagoée d'un portfolio inédit, et superbe, dn meitre ellemand sur les enfants de paysans, - visible jusqu'au 5 janvier : une centeine de photos, uniquement des tirages modernes. « Tirages modernes? Sans intérêt », trancherait le poriste. Ne gâchons pas notre plaisir. Rares sont les expositions consacrées à cet esprit indépendant, détesté par les nazis et qui avait joint la phrase suivante à sa carte de vœu de 1940 : «Ayez le courage de penser par vous-même.»

Depuis le 1º janvier, la Fondation City-Treff (Ceisse d'épargne) à Cologne détient l'ensemble de l'œuvre de Sander: 10 000 négatifs. 4 000 tirages originaux (dits vinroge),



August Sander : Révolutionnaires

sa bibliothèque et sa correspondance des tableaux (il était également peintre), du mobilier... Par contrat avec la Fondetion, Gerd Sander peut commercialiser jusqu'en l'an 2000 des tirages modernes. Il en vend une trentaine par an, 4 500 francs pièce,

Par leur qualité, rendu, matière, « couleur », ces tirages modernes sont étonamment proches des vintages. « Nous avons établi des farmules précises de tirage, sur la base des meilleurs originaux, précise Gerd Sender. Natre atelier fait des retauches au rasair, pinceau au crayon. Nous passons parfois cinq heures à retoucher une image, une jaurnée pour la tirer. Je suis habilité à le faire car j'ai travaille avec mon grand-père. qui n'hésitalt pas gratter le négatlf pour gommer une scorie. »

Pour donner une image plus juste et plus riche de son grand-

père, Gerd Sander prépare une a exposition mondiale » de deux eeots tirages originaux où l'on découvrira, en plus du portraitiste, le paysagiste, le passionné de botanique et d'architecture. L'expositioa ira à Tokyo et Moscou. Peris? « On ne sait pas encore », sourit Gerd Sander.

MICHEL GUERRIN

Cité du Livre, Bibliothèque Méjanes, 8-10, rue des Allumettes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. ; 42-25-98-65. Jusqu'au 5 lenvier. Autres expositions : Wols, Bernard Birsinger, Raymond Depardon.

Livres d'August Sendsr : Visages d'un époque, soixante portraits d'Allemands du vingtièma aiècle, întroduction d'Alfred Döbiln, Schlimer/Mosel, 146 pages, 69 francs. Portraits du vingtième siècle, Chêne, 442 pages, 580 francs.

#### PATRIMOINE

L'inauguration par M. Mitterrand d'un musée d'art moderne dans les Pyrénées-Orientales

# Muséomania façon Céret

Le président de la Républiqua a inauguré, vendredi 17 décembre, la nouveau Musée d'art moderne de Céret (Pyrénées-Orientales), en compagnia du ministra de la culture, Jacques Toubon. Accueilli per le député et maire, Henri Sicre (PS), et une foule importante, manifestant, pour partia d'entre elle, son soutien à l'école publique, François Mitterrand, après avoir visité le nouvel établissement, e reçu dans la mairle, una délégation de manifestants laïques qui protestaient contre l'abolition de la loi Falloux (fire page 7 et 8).

#### CÉRET (Pyrénées-Orientales)

de notre envoyé spécial A l'epproche de l'en mille l'Europe se couvrit « d'un blanc manteau d'églises », nous rap-porte la chronique médlévele. Peut-être retiendra-t-on, dans un futur lointain, qu'à la fin du XX• siècle la France se dota d'un réseau de musées particulièrement dense. Le mouvement entamé au milieu des années 70 se poursuit depuis quatre septennats, avec une accélération très nette è la fin de la demière décennie, Grande ou petits, ces établissements répondent à le eacralisation de l'ert et au poids croissant de la culture dens le domaine économique. La maire de Céret n'a-t-il pas parlé, à propos du nouveeu musée que le président de le République venait d'ineugurer, de « pôle d'appul et d'équilibre dans le développement de la région.»?

Est-ce seulement l'amour de l'art qui e poussé les représentants de cette patite ville de 7500 habitants à se lancer dans la construction d'un bâtiment qui e coûté 23 millione de francs? Sans doute Picasso at Braque ont séjourné ici en 1911, suivis de Juan Gris, Max Jacob et Herbin. Sans doute, après le premièra guerre mon-diele, André Lhota, Chagall, Soutine et Masson ont passé quelques saisons dans la bour-gade catalene. Sans doute Matisse a-t-il pu venir de Collioure, toute proche, et Maillol

(auteur du sobra Monument aux morts da Céret) de Banyuls, sa morts da Cereti de Banyus, sa ville natale. Et Pignon, Cocteau, Dufy et Merquet e'y sont réfu-giés à un moment ou l'autre de l'Occupation. Une aussi longue femilierité evsc des ertistea sunsi divers n certeinement Incité les élus locaux à traiter l'srt moderne avec quelque considération. Cels suffisait-il pour se lancer dens une telle

Depuis 1950, un mueée ras-

semblait quelques œuvres gla-néae suprès des peintres ou offertes par des collectionneurs. Ces dessins, gravures, tolles et céramiquea étaient logéa à l'étroit dane un ancien couvent, qui servit, eneuite, de prison. Cette situation aureit pu se pro-longer. L'élection d'un nouvel édile en 1983 - Henri Sicre - et la nomination d'un conservateur entreprenant - Joséphine Mata-moros - elleient tout changer. Cette demière e su convaincre le mairs de ne doter d'une «vitrine» qui ne pourreit que favoriser le développement tou-nistique de ls cité. La ville annsxa les bâtiments voisins du musée. L'architecte barcelonais, Jeume Feixa, a réuni le prison, l'ancienne gendermerie et un entique lavoir pour élever un édifice nouveau dont la superficie dépesse désormaie les

#### Garnir la « vitrine »

2700 m².

Il y e un en, le Musée d'ert modeme de Céret entrouvrait ses portes. Elles sont eujourd'hui grandes ouvertes eous le lourd portique de pierre eux pilsatree cerrée, encadré per deux grandes céramiquee de Tepièe. Les espaces d'accueil sont d'un post-modernieme un nen pompeux et déjà désuet. Les salles sont, heureusement, sobrea, nettes et cleires. Les collections peuvent s'y déployer à l'aise.

A l'aise, car elles sont pour le moment peu nombreuees. Un portrait de jeunesse de Picasso, venu de la dation de sa veuve; une neture morte du même, accompagnée de quelques lithographies et de céramiques dont une belle série de coupellas omées de tauromachiee. Les dessins de Matisse sont falbles. La terracee destinée eux

sculptures est vide. L'n très be Herbin — un paysags de Céret — trône eu milleu de Masson post-cubistse assez moyene. Deux Chageli terdifs, une ou deux toilee de Pignon viennent compléter la partie « historique » du musés. La volet « contamporain », qui privilégie les artistes médite. anéens, commence per une salle offerte au grand voisin catalan, Tapièe. Elle n'est guère bouleversante. Pour l'école de Nice, deux Armen intéressants et l'inévitable aphorisme de Ben. Les représentente de Supports/Surfaces (Viallet en particulier) suraient pu se mon-trer plus audecieux dans le choix de leura œuvras. Toni Grand e été convié à intervenir dans un

bel espaca : il présente dix-sept volumes intitulés «Du simple au double », des cylindres de résine monochromea où sont emprisonnés un poisson. L'exposition temporaire est consacrée à Perjaume, un jeune conceptuel cata-

Pour ettirer le public (47 000 visiteurs en 1992), Joséphine Matemoros gerde deux fers eu feu. Développer les expositions temporaires de qualité - comme celle consacrée à Miro, l'été demier - et acquérir des œuvrea eupplémentairae. Dans les deux cas il lui faut des moyens financiers dont elle ne dispose pas. Il lui raste à conveincre le direction des Musées de France d'eugmenter le nombre de dépôts attribués à Céret (mais le DMF s'est déjà montrée généreuse) et à inciter les ertistes à donner des œuvras. Pour l'instent, elle consacre son impressionnente énergie à le recherche d'un financement complémentaire qui porterait son budget de fonctionnement snnuel de 3,5 à 4,5 millions de francs. Meis l'Etat e déjà Investi 10 millione de francs dans le construction du bâtiment et les collectivités territoriales se font tirer l'oreille Pourtant, le « vitrine » doit être mieux garnie, eous peine de devenir un «éléphant blanc» sur la route de Montpellier à Barce-

**EMMANUEL DE ROUX** 

Musée municipel d'ert moderne, rue Joseph-Parayre, 66400 Céret. Téi. : 68-87-27-76.

MUSIQUES

FESTIVAL NOISY CHRISTMAS à l'Espace Reuilly à Paris

### Le Noël des décibels

Vendredi 17 décembre, à l'Es- Pop - il s'agit plutôt pour le cou- pressionnant Hugo Maimone (fils pace Reuilly à Paris, on e fêté précocement Noël en compagnie des Skippies, Burning Heads, Garlie Frog Diet et Colm, quatre groupes censés représenter la fine fleur du rock français le plus bruyant. Inaugurée en septembre dernier, cette salle parisienne, construite au cœur d'une cité nouvelle du douzième arrondissement, est encore peu connue du public : la rue Hénard où elle se situe ne figure toujours pas sur les plans de la capitale.

Une fois sur place, on cut à peine le temps de s'émerveiller du confort et de l'ingénieux agencement de ce nouveau lieu (adaptable pour des spectacles de 500 à 800 places), qu'on apprenait que ce fes-tival était sans doute le dernier événement rock programmé ici. Des problèmes de voisinage en scraient le cause. Les quetre cents personnes présentes et les artistes de ce Noisy Christmas euront en tout cas bénéficié d'excellentes conditions d'occueil et de travail. Le bruit le plus violent, quand il est maîtrisé, mérite une acoustique

Les groupes présents confirmè-rent, en bons héritiers des Thugs – pionniers angevins du rock dur et anglophone, – qu'en termes de puissance sonore et de technique instrumentale les Français n'avaient plus à nourrir de complexes face à leurs homologues internationaux. Se distinguent-ils pour autant de la masse? Ces concerts n'en ont pas apporté la preuve formelle. Si, dans certains cas, la mélodie précède le vacarme - on parle alors de Noisy

rant promu dans ce festival de gref- du chanteur Angel Maimone), fer des tentatives scéniques sur une insuffie d'alertes harmonies vocales structure de base très lourdement au cœur d'une énergie amphétamirock. Plus difficile, dans ce cas, de née. Les maledresses - dont un se singulariser. A ce jeu, Garlie eccent anglais parfois défaillant -Frog Dict s'est montré habile. Ce de Democrisis, leur récent album. trio lyonnais, mené par l'ancien s'effacèrent en partie devant ce bel batteur des Parkinson Square, l'im- entrain. Les guitares et le look des

Un quart de siècle après l'assassinat de Sharon Tate Guns N'Roses chante Manson

On trouve à la fin de The Spa-ghetti Incident?, le demier album du groupe Guns N'Roses, une chanson qui n'est pas annoncée sur le livret du CD. Look at Your Game Girl s été composée eu milieu des années 60 par Charles Manson, condamné pour l'assas-sinat, en 1969, de Sharon Tate et de six sutres parsonnes. Après en avoir manifesté l'intention, Geffen, la maison de disques de Guns N'Roses, s renoncé à faire enlever Look At Your Game Girl de l'aibum, les termes de son contrat avec le groupe lui interdisant ce type d'intervention. Reste à savoir à qui iront les droits (royalties) du titre. Selon la presse profession-nelle américaine, ils a élèveraient à environ 60 000 dollars (350 000 francs) pour chaque million de disques vendus. Les

deux volumes de Lose Your Illu-

sions, demièrae parutions en date de Guns N'Roses, se sont vendus respectivement à 3 et 4

millions d'exemplaires. L'Etat de Californie e adopté une loi «Son of Sam» (du nom d'un tueur en série new-yorkais) qui prévoit le raversement eux victimes des royalties dues à un criminel. Dans le cas de Charles Manson, l'argent irait à Bartek Frykowski, le fils de l'une des victimes du massacre.

Doug Goldstein, le manager de Guns N'Roses, e déclaré : « Une fois que nous avons eu l'essurance que Charles Manson ne toucherait pas de royalties, nous avons décidé de laisser la chanson aur l'album. » D'eutre part, Geffen a annoncé son intentior da faire une donation eu fonds Doris Tate, créé par la mère de Sharon Tate. L'institution s rejeté Skippies font les yeux doux à un genre en vogue. La chemise cana-dienne de l'un, la longue chevelure de l'autre, leurs riffs précia et tondants appartiennent en effet à la vague grunge. Si, en conséquence, ils ne font pas dans la dentelle, ces Rennais savent aussi opé-rer une efficace fusion entre pétulance pop et extrémisme métal-

Bûche finale de cette fête de

Noël, les Burning Heads faisaient figure de groupe vedette. Fort d'un premier album plutôt bien vendu et du support sans faille de Noir Désir, le quatuor orléanais s imposé - en bermuda - son expérience de la scène. Leur parfaite cohésion propulse une fureur qui prend la salle d'assaut. La hargne et le tempo convainquent enfin le public de s'adonner aux joies du pogo (un emballement qui fleure bon les années punk). Dommage pourtant que cette frénésie ne remette pas plus en question les formes d'un rock somme toute conventionnel et trop linéaire. Quand les Burning Heads s'approprient le Making Plans for Nigel, de XTC, ou le Luka, de Suzanne Vega, classiques de la chanson dopés ici d'un coup de fouet électrique, alors seulement l'inspiration semble à la hauteur de l'énergie.

STÉPHANE DAVET ➤ Discographie: Colm, Serum, un CD New Rose, 422 480; Garlic Frog Diet, Democrisis, un CD Sernetery, 592 283; Skippies, World Upl, un CD New Rose 422 455; Surning Heads, un CD Semetery, 591 128.

### Acquisitions au Louvre et à Versailles

A quelques jours de Noël, deux musées nationaux, celui da Louvre et celui de Versailles, vien-oent de recevoir des étrenzes attendues - qui oat dû réconforter les conservateurs au moment où les crédits d'achat sont revus à la baisse pour 1994.

Le mobilier du seloa de Mª Récamier ira rejoindre ea Lonvre le lit de Juliette exposé dana la oouvelle aile Richelieu. Cet ensemble, détenn per les héritiers d'Amélie Legormant, oièce de l'égérie de Chateau-briand, a été vendu dans la soirée dn 15 décembre par maître Tajan a l'Hôtel George V. Il e été adjugé 4 100 000 F, au profit de Victor Pastor. Ce dernier, l'un des principeux investisseurs immobiliers à Monaco, en a fait doo au Musée dn Louvre, a annoncé le commissaire-priseur.

C'est un service de Sèvres en porcelaine à décor de peries - ou plutôt ce qu'il en reste - qui s été préempté (pour 1,037 million de francs) le même jour, mais à l'hôtel Drouot, par le Réunion des musées netionsux. Les 50 pièces survivantes (il y en evait à l'origine 239) iront eu château de Versailles, où se tient une exposition sur les «tables royales», du dix-septième au dix-huitième siècie, avec des ensembles venus de l'Europe entière pour pallier les manques de nos collections natio-nales. Ce service, qui vient combler une des lacunes du musée de Versailles, sppartenait à un parti-culier résidant en Suisse. Il avait été livré à la reine Marie-Antoinette en 1784.

E. de R.

**.** 

par la CDU de Steffen Heitmann

#### LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

6EETHOVEN 2. Film américain de Rod Daniel, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57; 95-85-70-33); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); 36-65-70-72); Gaumont Marignan-Concorde, 8" (36-68-75-55); UGC Normandie, 3" (45-63-16-18; 36-65-70-82); v.f.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-67; 36-65-70-23); UGC Montpernasse, 6" (45-74-94-94; 38-85-70-14); Gaumont Marignan-Concorde, 6" (36-86-75-55); UGC Normandie, 8" (45-63-16-18; 36-65-70-82); Paramount Opéra, 9" (47-42-58-31; 36-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-58; 36-85-70-84); UGC Gobelins, 13" (45-81-84-65; 36-65-70-45); Montparnasse, 14" (36-65-70-41); Montparnasse, 14" (36-68-76-55); Grand Pavols, 15" (45-74-83-40; 36-65-70-47); Pathé Wopler II, 18" (36-68-20-22); La Gamberta, 20" (46-38-10-96; 36-65-71-44). Gamberi 71-44).

BRATAN, LE FRÈRE, Film soviétique de Bakhtiyar Khudoynszarov, v.o. : Utopia, 5- (43-26-84-65).

CEMENT GARDEN. Film britannique d Andrew Birkin, v.o. : Seint-André-des-Arte II, 5- (43-26-80-25) ; Elysées Lincoln, 6- (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 143-20-32-20).

NO SMOKING, Film frençais d'Alain Resnais : Gaumont Les Heiles, 1- (38-68-75-55) ; Gaumont Heutsfeuille, 6-(35-86-75-55) ; Gaumont Ambes-sede, 6- (43-59-16-08 ; 38-68-75-75) ; Gaumont Opéra Français, 9-(35-68-75-65) ; Gaumont Gobelina bis, 13- (38-68-75-55) ; Gaumont Mésis 14-12-67-75-55) ; Gaumont Alésia, 14 (36-68-75-55) ; 6lenvende Montparresse, 15 (38-65-70-38). NOEL CHEZ LES MUPPETS. Film américain de Brian Henson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; George V, 8• (45-62-41-46); 36-65-70-74) ;

v.f. : Gaumoni Opéra, 2: (36-66-75-55); Rex, 2: (42-36-83-93; 36-570-23); George V, 8: (45-82-41-46; 38-65-70-74); Geumont Gobeline, 13: (36-66-75-55); Geumont Alésia, 14- (36-66-75-65); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42); Gaument Convention, 15 (36-68-75-Pathé Cichy, 18 (38-68-20-22).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT

DIMANCHE

Feetival d'autonne : Alain Cury et Luc Moullet : Irène, Irène (1675), de Peter

SHIGH CUNOTIFE ST

CINÉMATHÈQUE

SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)

DIMANCHE

Tatwen: Spring Swellow (1888, v.o. s.t.f.), de Ch'en Yso Chi, 17 h; le Der-nier Train de Tan-Shui (1988, v.o. s.t.f.), de Ko Yi Cheng, 19 h 30; Ferd rouge (v.o. s.t.f.), de Jen Wen, 21 h 30.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cindrus corden: la Rouer, l'histoire cruelle des femmes (1963, v.o. s.t.f.), de Yl Tuyong, 14 h 30; Adada (1666, v.o. s.t.f.), d'im Kwon-Taek, 17 h 30; la Servanta (1960, v.o. s.t.f.), da Kim

LUNDI

Le Cinéme coréen : le Cardon ombifical (1985, v.o. a.t.f.), de Ha Myongchung, 14 h 30 ; Fin d'automns (1960, v.o. a.t.f.), de Yasuiro Ozu, 17 h 30 ; l'Arbre généalogique (1976, v.o. a.t.f.), d'im

Kiyong, 20 h 30.

Jeen-Luc Godard, 21 h 15.

SACRÉ ROBIN DES BOIS. Film amé ricain de Mei Brooks, v.o. : Forum Horizon, 1= (45-08-57-57 : 36-85-70-83) : Geumont Opéra, 2- (36-66-75-55); Settment Opera, 2: (35-65-70-37); UGC Danton, 8: (42-26-10-30; 36-85-70-68); Geumont Marignen-Concorde, 8: (38-68-76-55); Publicis Champs-Bysées, 8: (47-20-76-23; 36-68-76-55); v.f.: Rex, 2: (42-38-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Opéra 9- (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Gaumont Gobelina, 13. (36-88-75-55); Maramar, 14. (36-65-70-39); Mistral, 14 (36-65-70-41); Genmont Convention, 15 (38-68-75-55); Pathé Clichy, 16 (38-68-20-22).

SMOKING. Film frençais d'Alain Res-nais : Gaurnont Lee Halles, 1- (36-68-75-55) : Gaurnont Hautefaulle, 6- (36-88-76-65) : Gaumont Ambassada, 8-(43-58-19-08; 38-68-75-75); Gau-(43-86-19406; 38-86-76-75); Gaumont Opéra Français, 9 (38-86-76-55); Gaumont Gobelins bie, 13-(36-68-76-55); Gaumont Alèsia, 14-(36-68-76-55); Bienvende Montparnasse, 15-(36-65-70-38).

UN MONOE PARFAIT. Film américain de Clint Eastwood, v.o. : Forum Horizon, 1" (45-08-57-57 ; 38-65-70-83) ; UGC Odéon, 6" (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Merignen-Concorde, 6: (38-88-75-65); UGC Normandia, 8: (45-83-16-16; 36-65-70-82); UGC Opéra, 6: (45-74-95-40; 36-65-70-44); 14 Jufflet Bastille, 11 (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95; 36-55-70-45); Sept Pamesslena, 14-(43-20-32-20); 14 Juillet Beaugre-nelle, 15- (45-75-76-76); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93 ; 38-65-70-23) ; UGC Montparnassa, 6- (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 8-(47-42-56-31 ; 38-65-70-18) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59 ; 38-65-70-84) ; Gaument Gobelins, 13- (38-68-75-55); Mistral, 14- (36-65-70-41); Montpamasse, 14 (36-68-75-56) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pethe Wepler, 16 (36-68-20-22); Le Garribetta, 20 (46-35-10-96; 36-65-

#### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-28-34-30) **OIMANCHE** 

Del Monte, 18 h 30 ; l'Empire de Médor, la Cornédia du travail (1887), da Luc Moullet, 18 h ; Détective (1984), de Paris fantastique : Feullietoo : Belphé-gor ou le fantôme du Louvre (1985) de Claude Barma, 14 h 30; l'Homme en question : Barde armonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jassus, Buffet froid (1879) de Bertrand Blier, 18 h 30; Faufleton : les Vampires (1915-1918) de Louis Fauillede, 18 h 30; Nos Ememies les biffers : le Par (1981) de Electrons : le Paradis (1981) de Electrons de Paradis de Par Festivel d'Automne : quatre cinéastes portugais : le Feu : le courage à deux maine (v.o. a.t.f.), de J. Pinto, l'Air : le jour de mon amiverseire (v.o. s.t.f.), de Joso Botelho, 18 h 30 ; la Terre : le fin les bêtes : le flat (1981) de E. Huppert, Zoa Zéra (1978) d'Alsin Fleischer, du monde (v.o. e.t.f.), de Joso Mario Grilo, l'Esu : la demier plongeon (v.o. s.t.f.), de Joso César Monteiro, 21 h.

#### LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU MA CONCUBINE (Crin., v.o.):
Genmora Les Helles, 1\* (36-68-76-65);
Reflet Médicis selle Louis-Jouvet, 5\* (43-54-42:34); La Pagoda, 7\* (47-05-12-15; 36-68-75-55); Pubbcis Champs-Dyades, 8\* (47-20-76-23; 38-88-75-55); La Gestille, 11\* (43-07-48-80); Escurist, 13\* (43-07-28-04); Gaumont Parrisase, 14\* (36-68-75-55); v.f.: Geumont Opéra, 2\* (36-68-75-55).

(36-83-75-55); ALADDIN (A., v.o.): Forum Horizon, 1(45-08-67-67; 36-65-70-83); UGC
Oddon, 8' (42-25-10-30);
36-65-70-72); Gaumont MarignanConcorde, 6' (35-68-75-55); UGC Normandia, 8' (45-83-15-18);
38-65-70-82); Gaumont Kinopanorama, 15- (43-08-50-60; 36-68-75-55); v.f.:
Forum Horizon, 1' (45-06-57-57; 38-65-70-83); Rax (a Grand Rax), 2' (40-28-95-10; 38-65-70-23); UGC
Montpamasses, 6' (46-74-84-94; 36-65-70-14); UGC Dddon, 6' (42-25-10-30); 36-65-70-74); UGC
Montpamasses, 6' (46-74-84-94; 36-65-70-14); UGC Dddon, 6' (42-25-10-30); 36-65-70-74); UGC
Montpamasses, 6' (46-74-84-94; 36-65-70-14); UGC Dddon, 6' (42-25-10-30); 36-65-70-74); UGC
Montpamasses, 6' (46-74-84-94; 36-65-70-14); UGC Dddon, 6' (45-63-18-18); Saint-Lambert, 15- (48-32-91-68).

18-68-76-69); Caorga V, 8' (45-63-18-05); Canoches, 5' (45-62-14-05); Canoches, 5' (45-62-16-05); Canoches, 5' (45-63-18-18); Canoches,

(43-43-04-67; 38-66-71-33); UGC | EPOUSES ET CONCUBINES (Fr. Chin., Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58; V.o.) : Clné Beaubourg, 3-38-65-70-84); UGC Gobelins, 13- (42-71-52-35); Lucernaire, 6-(45-81-64-65 ; 36-65-70-45) ; Gau-

mont Alésia, 14 (36-68-75-55); Miremont Aldele, 14 (38-88-75-55); Miramer, 14 (38-85-70-39); Gsumont Kinopanorama, 15- (43-06-50-50); 36-66-75-55); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); 36-65-70-47); UGC Maillot, 17- (40-66-00-16; 36-85-70-61); Path4 Waplar, 18- (38-63-20-22); Le Gembetta, 20- (48-38-10-96; 38-65-71-44).

ALLO MAMAN C'EST NDEL (A., v.o.): Forum Orient Express, 1-(42-33-42-28; 36-65-70-67): George V, 8-(45-62-41-46; 36-65-70-74);

V, 8° (45-62-41-46; 36-85-70-74); v.f.: Forum Orient Express, 1° v.f.: Forum Orient Express, 1° v.f.: Forum Orient Express, 1° v.f.: Se-85-70-71); Rsx, 2° (42-38-83-83; 36-65-70-23); UGC. Montparnesss, 6° (45-74-84-94; 38-65-70-14); Gaorga V, 6° (45-62-41-48; 36-65-70-74); Paramount Opérs, 8° (47-42-56-31; 136-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12° (43-42-01-56; 36-85-70-84); UGC Gobalins, 13° (45-61-84-65; 38-85-70-45); Mistral, 14°; (36-65-70-41); Gaumont Convention, 15° (36-68-75-55); Pathá Wepler 8, 19° (38-66-20-22); La Gambatta, 20° (48-36-10-98; 36-85-71-44). AMOK (Fr.-Por.-All.): Reflet Médicis

AMOK (Fr.-Por.-Ail.): Reflet Médicis I (ax Logos I), 5- (43-54-42-34). L'AMOUREUSE (Fr.): Espaca Seim-Mi-chel, 5- (44-07-20-48); Espaca Seim-Mi-chel, 5- (44-07-20-48); Sept Pamasaisna, 14- (43-20-32-20).

L'ARGRE LE MAIRE ET LA MÉDIA-THÉOUE (fr.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38) ; Oenfert, 14-(43-21-41-01). ARIZONA OREAM (A.-Fr., v.o.) : Cinaches, 6 (48-33-10-82) ; Club Gau-morn (Publicis Metignon), 6.

AUTOMNE, OCTOBRE A ALGER (Alg.) : Ciné Seeubourg, 9: (42-71-52-36) : Les Trois Luxembourg, 6: (48-33-97-77 ; 38-65-70-43) ; Sept Permassions, 14- (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18- (36-68-20-22).

BAO LIEUTENANT (A., v.o.): Ciné Basubourg, 3· (42-71-52-36); Grand' Pavois, 15· (45-54-48-85). BASIC INSTINCT (A., v.c.): Studio Galanda, 5° (43-54-72-71; 38-85-72-05); Seint-Lembert, 15° LA BATAILLE DE SALAMMBO (Fr.) :

La Géode, 19 (38-68-29-30); BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN (Brit., v.o.) : Studio das Ursulmas, 5-(43-28-16-06) ; Cinoches, 6-(46-33-10-82) ; UGC Triampha, 8-(45-74-93-50 ; 38-65-70-76) ; Denfert, 14- (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88).

BEIGNETS OF TOMATES VERTES (A., v.o.): Croches, 6: (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50; 36-85-70-76); Saint-Lambert, 15: (45-32-91-68). BLADE BUNNER-VERSION INFOITE

(A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-36) : Saint-Lambert, 15-45-32-91-68).... LE BONHOMME DE NEIGE (Brit:, v.f.) Utopla, 5- (43-26-84-85); 14 Juliet Bastille, 11- (43-57-90-81); Reflet République, 11- (48-05-61-33). BOXING HELENA (A., v.c.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Studio Galanda, 5- (43-54-72-71;

36-66-72-05). C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.): Utopia, 6- (43-26-84-86).

CHASSE A L'HOMME (A., v.o.) : George V, 8- (46-82-41-48 : 38-85-70-74).

CHOMSKY, LES MÉDIAB ET LES ILLUBIONS NÉCESSAIRES (Can., v.o.): L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63). LA CLÉ (tranian, v.o.): Reflet Módicis I (ax Logos (), 5' (43-64-42-34); Le Berry Zèbre, 11' (43-87-51-55); L'Entrepôt, 14' (45-43-41-63).

(45-44-57-34); Grand Pavols, 15-45-54-46-85 FAUT-IL AIMER MATRILDE ? Fr. 8el.) : Lea Trois Luxembourg. (48-33-97-77; 38-65-70-43).

(48-33-91-7; 38-63-70-43; FERDYDURKE (Fr.-Brit.-Pol., v.o.) : Epée de Bols, 5 (43-37-57-47). LE FILS DU REGUIN (Fr.-Bal-Lux.) : Gaumont Opéra, 2- (36-68-75-55) : Gaumont Parrasse, 14- (36-68-75-55) : Gaumont Parrasse, 14- (36-68-75-55). LA FIRME (A., v.o.): George V, 8-(45-62-41-46; 36-65-70-74). LA FRONTERA (Chil., v.o.): Latins, 4-

LA FRONTERA (Chil., v.o.): Letins, 4(42-78-47-86).

LE FUGITIF (A., v.o.): PubRcis SaintGermain, 6- (38-88-75-55); George V.
8- (45-82-41-46: 36-85-70-74); v.f.:
Montpernesse, 14- (36-88-75-55).
GALERIES DE FEMMES [Fr.]: Images
d'ailleure, 6- (46-87-18-09); L'Entrepôt,
14- (45-43-41-83). GARÇON D'HONNEUR (A.-warrain

v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26; 36-65-70-67); UGC 8|arritz, 6- (45-82-20-40 ; 36-65-70-81). LES GENS NORMAUX N'ONT RIEN

D'EXCEPTIONNEL (Fr.): Geumont Hau-terfeuille, 8: (36-88-75-55); Geumont Gobelins, 13: (36-68-75-55); Les Mont-parnos, 14: (38-65-70-42). GERMINAL (Fr.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26; 36-65-70-67); Gaumont Dpdrs, 2-(36-88-75-65); UGC Triomphe, 8-(46-74-63-60; 98-65-70-78); Les

Montparnos, 14 (38-85-70-42). HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Besubourg, (42-71-52-36); Oanfert, 14-(43-21-41-01). L'HOMME SUR LES OUAIS (Fr.-AL-Cen., v.o.) ; Lucernaire, 5-(45-44-57-34).

L'HONNEUR DE LA TRIBU (Fr.-Alg., v.o.) : Epée de Bais, 5- (43-37-57-47). L'INCROYABLE VOYAGE (A., 4.1.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8°; George V, 8° (45-82-41-48; 38-85-70-74); Oenfert, 14° (43-21-41-01); Grand Pavols, 15° (45-54-48-65); Saint-Lambert, 15° 145-32-91-68).

(45-32-91-98).
JAMBON JAMBON (Esp., v.o.): Ciné
Beaubourg, 3\* (42-71-52-36); Lucerneire, 6\* (45-44-57-34).
JURASSIC PARK (A., v.o.): George V, 8- (46-82-41-48 ; 36-85-70-74) ; v.f. ; Rex, 2- (42-36-63-93 ; 36-65-70-23) ;

George V, 6. (45-62-41-45; 36-66-70-74); Paramount Opéra, 9-(47-42-58-31; 38-85-70-18); Miramar, 14-(36-65-70-38). LATCHO OROM (Fr., v.o.) : Le Saint-

Germain-des-Prés, Saile G. de Besura-gard, 6- (42-22-87-23), LA LECON DE PIANO (Austr., v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-38); UGC Triomphe, 6- (45-74-93-50; 36-66-70-78); Saint-Lambert, 15-(45-32-81-68). (45-32-61-68).

5- (43-28-19-09). TITTLE BUODHA"(A., v.o.)": Forum Horizon, 1" (45-08-57-57);
36-85-70-83); UGC Danton, 9(42-25-10-30; 38-85-70-86); La
Pagods, 7- (47-05-12-15;
36-88-75-55); Gaumont Champs-Elyséas, 6-(43-59-04-57); UGC Stantiz, 6(45-52-20-40; 36-86-70-81); Gau-(45-62-20-40; 36-65-70-61); Geumont Opéra Français, 9: (36-68-75-55); 14 Juliet Bastille, 11: (43-57-80-81); Geumont Grand Ecran Italie, 13: (36-68-75-55); Gaumont Alásis, 14: (36-68-75-55); 14 Juliet Besugrente, 15: (45-75-76-78); UGC Maillot, 17: (40-68-00-18; 36-65-70-81); v.f.: Bretagne, 6: (36-65-70-37); Samt-Lezare-Pasquier, 6: (43-87-35-43; 36-65-71-88); Persmount Opéra, 9: (47-42-56-31; 36-65-70-18); Las Nation, 12: (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-56; 36-66-70-84); Geumont Convention, 15: (36-68-76-55); mont Convention, 15\* (36-68-76-65); Pethé Clichy, 18\* (36-68-20-22). LOVE FIELD (A., v.o.): Le Bsizze, 8\*

LE MAITRE DE MARIONNETTE (Tst-wan, v.o.): Ciné Geaubourg, 3-(42-71-52-36); Racins Odéon, 6-(43-28-16-86); Ls Salzec, 6-(45-61-10-86) 45-6t-10-80).

LES MARIMOTTES (Fr.): Forum Orient Express, 1 " (42-33-42-28; 36-65-70-67); 14 Juillet Odéon, 6\* (43-25-59-83); UGC Normandie, 8-(43-25-83-16-18; 36-85-70-82); Gaumont Opére Français, 9 (38-68-75-55); Gaumont Goberns, 13- (38-68-75-55); Montparriesse, 14- (38-68-75-55); Geu-mont Convention, 15- (38-68-75-55).

MAUVAIS GARCON (Fr.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47). MAZEPPA (Fr.): 14 Juillet Pamasse, 6-

143-26-58-00L MEURTRE MYSTERIEUX A MAN-MEURTRE MYSTÉRIEUX A MAN-HATTAN (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Denton, 6-(42-25-10-30; 36-85-70-88); UGC Rolonde, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-73); UGC Chemps-Bysées, 9-(45-62-20-40; 36-85-70-88); UGC Dpéra, 6- (45-74-66-4D; 36-85-70-44); Eacurial, 13-(47-07-28-04); Mistral, 14-(36-85-70-41); 14-Juillet Beaugrenelle, 15- (45-76-79-79); v.f.: Gaumont Par-nasse, 14- (36-68-75-55).

LA NAISSANCE DE L'AMOUR (Fr.) : Lucemeire, 6- (45-44-57-34).

Licemaira, 6\* (45-44-57-34).

NAKED (6rit., v.o.): Forum Drient Express, 1\*\* (42-99-42-28; 38-65-70-87); Gaumont Opéra Impérial, 2\*\* (36-69-75-56); Epéa de Bois, 5\*\* (43-37-87-47); Sahrt-André-des-Arts I., 6\*\* (43-26-48-16); Gaumont Ambasade, 6\*\* (43-69-19-06; 36-68-75-75); La Bastille, 11\*\* (43-07-48-80); Gaumont Pernasse, 14\*\* (38-68-76-55). NUITS BLANCHES A SEATTLE (A.

NUITS SLANCHES A SEATTLE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1\* (96-88-75-55); UGC Odéon, 8-(42-25-10-30; 36-85-70-72); Gaumont Ambassade, 8- (43-58-19-08; 86-88-75-75); UGC Siarritz, 8-(45-82-20-40; 36-65-70-81); Gaumont Opéra François, 9- (36-68-75-55); Sept Parnessians, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Geaugranalle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-88-00-18; 36-65-70-81); v.f.: UGC Montparnesses, 8- (45-74-94-94; 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31; 36-85-70-16); Gaumont Gobellins, 13- (38-68-75-55); UGC Convention, 15- (45-74-93-40;

·UGC Convention, 15- (45-74-93-40 38-65-70-47).

LES NUITS FAUVES (Fr.); Ciné Beeu-hourg, 3• (42-71-52-36); L'Emrepôt, 14• (45-43-41-63). L'ODEUR OE LA PAPAYE VERTE (viernamien, v.o.): 14 Juillet Parnesse, 8- (43-28-58-00).

ORLANDD (Brit., v.o.) : Ciné 8eau-bourg, 3\* (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5\* (43-26-19-08). PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-96); Cinoches, 6 (46-33-10-82); Saim-Lam-bert, 15 (45-32-91-88).

LA PRÉDICTION (Fr.-russe, v.o.) images d'aiteurs, 5. (45-87-18-09) lieflet République, 11. (48-06-51-33). PRÉSIDENT D'UN JOUR (A., v.o.):
JUGC 6ierritz, 8 (45-62-20-40;
36-65-70-81); v.f.: UGC Montparnaese, 6 (46-74-64-64;
36-65-70-14); Saint-Lazere-Pasquier, 6 (43-87-35-43; 36-65-71-88).

| A3-87-35-43; 35-65-71-88|.
| PROFIL BAS (Fr.): Geumont Les Halles, | 1= (36-88-75-55); Geumont Opéra, 2- (38-88-75-55); Rax, 2- (42-36-83-93; 42-09-34-00) 16 h. | ATTACHE-MOI I (43-26-59-83); UGC Montparnessa, 6- (45-74-94-94; 36-65-70-14); Gau- (36-65-72-05) 20 h. | ATTACHE-MOI I (56-74-94-94; 36-65-70-14); Gau- (36-65-72-05) 20 h. | ATTACHE-MOI I (56-74-94-94; 36-65-70-14); Gau- (36-65-72-05) 20 h. | ATTACHE-MOI I (56-74-94-94; 36-65-70-14); Gau-(45-74-94-94; 36-65-70-14); Gaumon1 v.Marignata-Concorde, 8: (36-68-76-56); Saint-Lazara-Pasquier, 8: (46-82-20-40; 36-65-70-61); Las Nation, 12: (43-43-04-67; 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59; 36-56-70-64); UGC Gobelins, 13: (45-81-94-86; 36-65-70-45); Gaumont Alésie, 14: (36-88-75-55); Montparasse, 14: (36-68-75-55); H. Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-76-79); Gaumont Convention, 15: (36-68-75-55); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16; 36-68-70-61); Pathé Wapler II, 16: (36-68-20-22); La Gambatta, 20- (48-38-10-98; 36-65-71-44).

QU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-38) ; Lucernaire, 8-

(42-71-52-38); Lucernaire, 8-(45-44-57-34).

RAINING STONES (Brit., v.o.); Gaumont Opéra Impérial, 2-(38-68-75-55); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6-(43-26-48-18); UGC Rotonde, 8-(45-74-94-94; 36-65-70-73); Le Beizac, 8-(45-61-10-60); Gaumont Grand Ecres Italie, 13-(36-68-75-55).

RESERVOIR DOGS (A., v.o.); Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Utopia, 5-(43-26-84-65); Grand Pavois, 15-(45-54-48-85).

LE SAINT DE MANHATTAN (A.)

LE SAINT DE MANHATTAN (A., SAIN! DE MANHATTAN (A., v.o.): Cinoches, 6- (46-33-10-82).
SI LOIN, SI PROCHE (Ali., v.o.): Reflet Médicle I (ax Logos I), 5- (43-54-42-34).
SIMPLE MEN (A., v.o.): Studio des Ursulines, 5- (43-26-18-09).

8NAKE EYES (A., v.o.) : Studio dea Ursulines, 5- (43-26-19-09). Usuanes, 5- (43-28-19-09).

SDLEIL LEVANT (A., v.o.): Forum Drient Express, 1= (42-33-42-28; 38-65-70-67); UGC Danton, 6- (42-25-10-30): 36-65-70-88); George V, 8- (45-62-41-46; 38-65-70-74); v.f.: Peramount Dpéra, 6- (47-42-56-31; 36-65-70-18); UGC Gobelina, 13- (45-81-84-85; 36-65-70-42).

LE SOUPER (Fr.) : Lucemaire, 6-(45-44-57-34)

SURVIVING DESIRE (A., v.o.): Ciné Besubourg, 3- |42-71-52-36]; L'Arle-quin, 6- (45-44-28-60); Gaumont Ambassada, 6- (43-56-18-08; 36-66-75-76); 14 Juliet Bastille, 11-(43-57-90-81).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Studio Galanda, 5- (43-54-72-71: 36-65-72-05): Oanfert, 14- (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68). LE TEMPS DE L'INNOCENCE (A., v.o.) : Elyaées Lincoln, 8- (43-59-36-14) : Sept Parrassiene, 14- (43-20-32-20) : Studio 28, 16- (48-08-36-07).

THE SNAPPER (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1= (36-88-75-55); Gaumont Dpéra Impérial, 2- (38-89-75-55); Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83); Gaumont Ambessade, 8- (43-58-19-08; 36-56-76-75); La 6settile, 11- (43-07-48-80); Gaumont Partiessa, 14- (36-68-75-55).

THE UNGELIEVABLE TRUTH (A. v.o.) : Ciné Seaubourg. 3. (42-71-52-35); Epés de Bols. 5. 43-37-57-47). TOUT LE MONDE N'A PAS EU LA CHANCE D'AVOIR DES PARENTS Les Douze o

---

---

144 M. W.

nin ne guntermite

i granjawithi dibi

--

THE PART OF

3 4W 2 3000

1 12 15 A BORNE

A. State of

· · · · · · · · · · · ·

\* \*\* \*\* \*\*

Tracking The

The second

The same of

.... الأخ**ت من الم** 

1 3474

- ASSESSED

- section of

. L. . Land

The bearing

A SERVED BOOK

de l'égio

N 19 W 8

had part

The same of the

\*\* 1 \*\*\* 14.00

A THE PARTY OF

ga orași, mien

三二 多 \*\*\*\*

LA, TOLEME #

in the term of the second

1.50

· · or produ

THE STATE OF

THE RESERVE

altant. E

A 2 2 2 3 3 48 77

A SECTION AND ADDRESS.

1 . . .

# A.

the see

and the same of th

arta e del e d<del>iscolo</del> See Section 199

\* -- 4 ant: ivera - i 🛈 🗯

\*\* \*\*\* \*\*\* \*\*\*\* \*\*\*\*

7 7. Jag

in the plant group

in date take

1 / 25 Tuest

こうしいじゅ 機能を乗

The second of

and the second

in A facilities

تكاعدها والأساحات

· 100 \*\*\*

ents yt

1 May 1

· i -thiars i The State of the S

A STATE OF SEC.

1.1 Willy \$40 7 7 4 6 8

TO A STREET

The Property of the State of th

والملمة أهاده t t≆ . een tu

Bill eine men aff.

or or the forces said

and the state of t

the Althred in the stand

D. Area

Alle Gerte der Greine im der

Butter of the state of

We had been been about the

Mag 1,3

Entry or make a first

\*

 $\mathcal{L}_{K}^{(n)}$ 

. . . 1.

6-27.

Nals .

· 92.:-- . .

Section .

....

AUCHON DEST.

or the same

Fille 1 1

Part No.

al man in the second

alelm 13n

an Entrope

. J. . . .

(100)

. . . .

-

The second second

ما المناسبة المناسبة

a siderurgies al

The second

 $\mathcal{C}_{i,p}(x,t,t) = (4x^{-1/4})$ 

Contract of

Carrier to the

Garage Carlo

Contract to At

19.75

ť

Sept.

 $\frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \right) = \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} + \frac{1}{2} \right)$ 

TOUT LE MONNIE RAY A PARENT'S CHANCE D'AVOIR DES PARENT'S CHANCE D'AVOIR DES PARENT'S CDMMUNISTES (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57: 35-65-70-83): 14 Juillet Odéon, 6- (43-26-69-83): UGC Rotonde, 8- (45-74-64-94; 36-85-70-73); Gsumont Marignan-Concorde, 8- (36-88-75-55): George V. 8- (45-62-41-46: 36-65-70-74); Max Linder Panorama, 6- (48-24-86-68): UGC Opére, 9- (46-74-96-40): 38-65-70-44); 14 Juillet Baetilla, 11- (43-67-90-81): UGC Lyon Baetille, 12- (43-43-01-58; 38-85-70-84); UGC Gobellina, 13- (45-81-84-85; 38-65-70-45); Mistral. 14- (36-85-70-41); Montparnassa, 14- (36-85-70-41); Montparnassa, 14- (36-86-70-41); Montparnassa, 14- (36-86-70-42); Latina, 14- (46-36-10-96; 36-65-71-44).

TRAHIR (Fr.): Latina, 4-

TRAHIR (Fr.) : Latina, 4-(42-78-47-66) ; Lucarnaira, 8-(46-44-57-34). Latina. 4 · Canada

TRDIS COULEURS-BLEU (Fr. Helvetico-Pol.) : 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-89) ; 14 Juillet Parmasse, 6-(43-26-68-00). 143-20-08-U.G.
TRUE ROMANCE (Fr., v.o.): Forum
Orient Express. 1= (42-33-42-26;
98-65-70-87): UGC Glerritz, 8(45-62-20-40; 36-65-70-81).

UN, DEUX, TROIS, SOLEIL (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36): Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09). UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) ; Den-fert, 14- (43-21-41-01) ; Grand Pavols,

UNE GRÈVE HISTOIRE OU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-38); Denfert, 14-(43-21-41-01). UNE NOUVELLE VIE (Fr.) : Studio des

15- (45-64-48-85).

Ursulines, 5- (43-26-19-09); Denfert, 14- (43-21-41-01). VAL ABRAHAM (Por., v.o.) : Epée de Bols, 5- (43-37-67-47). LES VISITEURS (Fr.) : Gaumont Opéra,

2- (36-88-75-55); Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08; 36-68-75-75); Gaumont Grand Ecran Italie, 13-(36-68-75-55); Gaumont Alésia, 14-(36-68-75-55); Lae Montparnos, 14-(36-68-75-55); Grand Pavole, 15-(46-64-8-86)

LE VOYAGE (Arg., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49).

#### LES SÉANCES SPÉCIALES

ALPHA 6RAVO (A., v.f.) : Cinexe, 19-(42-09-34-00) 16 h. ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Studio LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA (A., v.f.) : La Berry Zabre, 11-(43-57-51-55) 18 h 30. LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h. SLUE VELVET (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-35) 0 h 05. 6RAINDEAD (Néo-zélandais, v.o.) : Ciné 6eaubourg, 3- (42-71-52-36)

Oh 25. Planne in the CERCLE OF FEU (A.): La Géode, 19-(36-68-29-30) 17 h, 20 h. CHRONOS (A.) : La Géode, 19-(36-68-29-30) 21 h. CRIN SLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68)

LES DÉCOUVREURS (A.) : Le Géode, 16- (36-68-29-30) 18 h, 18 h. EXCALIBUR (A., v.o.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFB (Esp., v.o.) : Le Bastille, 11-(43-07-48-60) 23 h 45. GUELWAAR (Sánégalo-Fr., v.o.) : images d'ailleurs, 6 (45-87-16-09) 16 h, 20 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-62-36) D h 20. HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La Géode, 19- (36-68-29-30) 18 h. JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉ-LAND (A., v.f.): Seint-Lembert, 15-(45-32-91-68) 18 h 45. METAL HURLANT (A., v.o.): Grand Pavois, 15: (45-54-48-95) 22 h 45. MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Studio Galande, 5: (43-54-72-71; 36-65-72-05) 16 h.

LA NUIT SACRÉE (Fr.) : Images d'ail-ieurs, 5- (46-87-18-09) 16 h. L'OM6RE DU DOUTE (Fr.): Inveges d'aissurs, 5: (45-87-18-09) 22 h.
PDUR OUI SONNE LE GLAS. (A., v.o.): Moc-Maton, 17- (43-29-79-88; 36-65-70-48) 18 h 30, 16 h, 21 h 30. REGGAE SUNBPLASH (All., v.o.): Le 8emy Zèbre, 11\* (43-57-51-55) 22 h. TAXI DE NUIT (Fr.): Images d'alleure,

6 (45-67-18-09) 21 h 16. LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.): L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63) 21 h 30. LE TESTAMENT OU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.): Utopie, 5-(43-26-84-65) 20 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE THE ROCKY HORHON PRODUCT SHOW (A., v.o.): Studio Galanda, 5-(43-54-72-71: 36-65-72-05) 22 h 30. LE TIGRE OU BENGALE (AB., v.o.): Action Christine, 6-(43-29-11-30: 36-65-70-62) 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. TINA (A., v.o.) : images d'alleurs, 5-(45-87-18-09) 18 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-6el.) : Seint-Lembert, 15-(45-32-91-68) 17 h. TINTIN ET LE MYSTÈRE DE LA TOI-SON D'OR (Fr.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 18 h 45.

- ::• -

LES TORTUES NINJA 3 (A., v.f.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82) 18 b 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h. ZIEGFELD FOLLIES (A., v.o.) : Studio 28. 18 (46-06-36-07) 17 h 05,

LA DOCUMENTATION DU TITOTITE

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

**3617 LMDOC** 

recherche par thème, rubrique, pays, auteur; etc

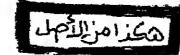
36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commande par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carie bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandès et à tout utilisateur qui souscrira (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.







### **ÉCONOMIE**

Sur fond de crise de leur production

# Les Douze ont avalisé les aides d'Etat aux sidérurgies allemande, italienne et espagnole

l'industrie des Douze consacré à dres n'y euront toutefois rien fait. Par volonté de ne pas faire le sidérurgle, qui s'est réuni vendredi 17 décembre à Bruxelles, e finelement donné son fau vert aux principaux cas d'eides d'Etat qui bloqueient encore le mise en œuvre d'un plan d'assainissement global de l'acier européen. Contre 50 milliards de francs de aubventions, les sidérurgles publiques ellemande, italienne et espegnole se sont engagées à réduire leur production de 5 millions de tonnes. Les producteurs d'acier les plus compétitifs de la Communauté - le britannique British Steel, le français Usinor Sacilor, les aliemands Thyssen et Krupp-Hoesch - ont d'ores et déjà condamné cet accord.

«Les aciéristes artificiels», subventinnnés par les pouvnirs publies de leurs pays respectifs. eu sein de la Communauté européenne, « quitteront le marché le 17 décembre», evait annoncé, le 26 novembre, à Metz, le ministre de l'industrie, des postes et du commerce extérieur, Gérard Longuet. Les injonctions des sidérurgistes oon subventionnés - le britannique British Steel, le français Usinor-Sacilor et les gros producteurs allemands Thyssen et Krupp-Hoeseh -, les positioos

Le conseil des ministrea de fermes arrêtées par Paris et Lontraîner les choses, parce qu'e'll vaut mieux un accord que pas d'accord du tout» selon les déclarations de Karel van Miert, le commissaire européen chargé de la concurreoce, par lassitode après quasiment une année de négociations, les Dnuze nnt accepté les plans italien, ellemand et espagnol. Aucun Etat n'a finalement mis son veto, eutorisant ainsi l'octrni d'uo montant total de 7,7 milliards d'écus (environ 51 milliards de francs) d'aides d'Etat aux entreprises publiques Eko-Stahl et Freital (Allemagne), Ilva (Italie), CSI et Sidenor (Espagne) et Side-rurgie Nacinnal (Portugal), en contrepartie de réductions de capacité évaluées à 5,5 millions de tonnes.

> « De toute foçon, ni les Alle-mands, ni les Espagnois, nt les Italiens n'auraient bougé d'un iota, commente, dépité, un spé-cialiste du dossier. On o assisté depuis le début à un véritable chahut de classe. » Les Espagnnis estimaieot evoir fait assez de sacrifices en acceptant la fermeture d'un train à chaud de la CSI à Ansio, au Pays basque. Madrid n'e pu obteoir de délai pour l'arrêt de l'installation que les aotorités publiques espagnoles voulaieot voir iotervenir en 1999, Ansio fermera douc avant

création d'une mini-aciérie électrique, d'une capacité de i mil-lion de tonnes, est confirmée. Le total des réductions de capacité en Espagne est ramené à 1,3 mil-lion de tonnes.

#### Maigre résultat

Les Italiens, dont le furcing à Bruxelles a été, de loin, le plus pesant, evaient été déboutés lors du précédent ennseil, le 18 covembre. L'aide fournie par Rnme dans la perspective de la privatisatinn du groupe publie live etteint le chiffre record de 2,5 milliards d'écus (17 milliards de francs). En contrepartie, les pouvoirs publics se sont engagés à rédnire leurs capacités de 2 millinns de tonnes, tout en continuant à y inclure la ferme-ture du train à bandes de Bagnoli qui a cessé son activité... il y e deux ans déjà.

Quant à l'Allemagne, cnincée entre son discours libéral et le coût social de la réunification, elle a continué de défendre pied à pied le dossier Ekostahl, cet ancien combinat sidérurgique de l'ex-RDA, qui doit être moder-nisé sur fonds d'Etet pour être revendu eu groupe privé italien Riva. Le plan allemand, qui prévoit la création d'ane ocovelle eciérie d'uoe capacité de 900 000 tonnes, n'a pas été inflé-chi. Tout eu plus le conseil a-t-il

pas à fond soo potentiel de productinn qui peut, en fait, être facilement porté à 2 millions de tonnes. Dans ce dernier caa, ayant béoéficié du soutien de Bonn lnrs des négocietions du GATT, Paris était de toute façon peu soucieux de s'opposer à son partenaire sur le dossier acier.

Pour résumer, le résultat est maigre. Et, au bout du compte, ne satisfait personne. « Vnilà le paradoxe. Ce plan qui visait à assainir la sidérurgie risque en fait d'aboutir à des créations sur finds d'Etat de capacités supplé-mentaires », commentait-on chez Usinnr-Sacilor. Outre-Rhin, les sidérurgistes privés ont été plus violents encore, qualifiant de «vendredi noir» la réunion du conseil. Pour les Britanniques, les Douze ont eo fait evalisé un redémarrage de la course aux aides. Le plan d'assainissement global de la sidérurgie a perdu de sa substance. Et il n'est pas sauvé pour autant. British Steel, Krupp, Thyssen, Usinnr-Saeilor qui étaient encarés à déformment s'étaient engagés à dédommager financièrement les sidérurgistes privés les moins compétitifs qui accepteraient de stopper leur production, penvent être tentés de revenir sur leur décision. Ce, alors même que repose désormais sur les diminutions volontaires de capacité du secteur privé la réussite finale dn plan.

CAROLINE MONNOT

DÉCHETS D'EMBALLAGES': edoption d'une position commune. - Le conseil des ministres de l'Union européenne e adopté, mercredi 15 décembre, une posi-tion commune sur la gestion des 50 millions de tonnes de déchets d'emballages géoérés chaque année chez les Douze. L'Alle-magne, les Pays-Bas et le Dane-mark out voté coutre, par crainte de se voir imposer des poucentages de recyclage inférieurs à ceux qu'ils pratiqueot déjà. Le texte (qui doit eocore obtenir l'aval du Parlement européen) fixe les objectifs à atteindre dans 31 mai 1994 afm de reconsidérer prestations et ressources de ce régime. De leur côté, la CGT et FO, hostiles à l'intégratioo de la CPPOSS, ont d'ores et déjà fait clés tous matériaux confoodus, part de leur iotention « de tout | avec un mioimum de 15 % par faire pour qu'aucune fédérotion matériau. La Grèce, le Portugal supplémentaires de cinq ans pour se doter des systèmes de valorisa-tion des déchets d'emballages, en raison de leur degré moindre de développement.

#### **TRANSPORTS**

Pour se préparer à l'ouverture du ciel

### Air Inter prévoit d'économiser 600 millions de francs par an

Le PDG d'Air Inter, Michel Bernard, e présenté vendredi 17 décembre, à l'occasion d'un comité d'entreprise, un projet portant sur les cinq ennées à venir. Il prévoit une nuverture du capital et 600 millions d'économies par an. L'abjectif est de se préparer à le libéralisation du ciel en 1997 eu sein de l'Union européenne.

La perspective de mise en application du plan d'économies à cinq ans présenté par le PDG, Michel Bernard, suscite une vive inquiétude parmi les personnels d'Air Inter, qui ont multiplié les grèves ces dernières semaines.

Tout d'abord, l'hnrizon n'est pas bouché. La compagnie dis-pose « d'un véritable potenttel de développement », estime la direc-tion. L'activité devrait rester sta-ble que le réseau intérieur compres ble sur le réseau intérieur compte tenu de l'apparition d'un concurrent sur les lignes Orly-Marseille et Orly-Toulouse en evril 1995 et 1996, et des gains de part de marché du TGV. En revanche, la croissance viendra des futures lignes en directinn de l'Espagne et dn Meghreb. La compagnie prévoit de réaliser 11 % dn trafic, soit 1,9 million de passagers, en dehors de la métropole, en 1998.

#### Air France gardera le contrôle

Encore faut-il qu'Air Inter, en situation de monopole aérien, se prépare à affronter la concurrence. « Lo situation de lo compagnie n'est, oujnurd'hul, pas satisfaisante, les résultats sont négatifs depuis 1990», note le document remis aux syndicats. Le déficit devrait atteindre 250 millions de francs en 1993, et l'année à venir ne se présente « pas favorablement ». Il manque environ 600 millions de francs par an, soit près de 5 % du chif-fre d'affaires. Dans ce cootexte, le plan prévoit de réduire le déficit de 100 millions de francs par une politique commerciale «plus percutante», de 300 millions par «une gestion plus efficace» et de 200 millions par «un effort de tous les personnels». En 1992, par exemple, l'accord d'intéresse-ment des salariés avait été revu à la baisse. Dans le même esprit qu'Air France (qui a prévu de se mesurer à la Lufthansa dans son effort de redressement), Air Inter ve créer un observatoire de la concurrence. La flotte sera adap-

tée en fonction des besoins. Les

quetre premiers (412 places) seront exploités sur les lignes les plus importantes (Marseille et Toulnuse, puis le Maghreb). Les dix autres Airbus de ce type, dont la livraison a été reportée eprès 1997, oe seront achetés que si la compagnie en a réellement besoin. En revanche la nécessité d'eppareils de 100 à 150 places, bien edeptés eu résean d'Air Inter, sera « quasi immédiale», compte tenu du retrait, en août prochain, des derniers Mercure de la compagnie. En ettendant l'arrivée des Airbus A-319 (142 passagers) à partir de 1996, einq evions d'une capacité sensiblement similaire seront loués (Boeing 737 ou MD-80). A l'hnrizon 1998, Air Inter prévoit de s'équiper d'une quinzaine d'A-319. En ce qui concerne ses besoins en appareils de moins de 100 places, la compagnie fera appel à des affrétements euprès des petites compagnies françaises, ou exceptinnnellement curn-

En matière de politique commerciale, la compagnie prévoit de concevoir et d'étudier des formules nnuvelles pour faire face à le concurrence. Sur les lignes internationales, la compagnie fera sa propre politique tarifaire (fondée sur des prix bas), là où Air France n'est pas présente. Sur le Maghreb, les deux compagnies négocieront dans le cadre d'eccords bilatéraux, la desserte et les tarifs qu'elles pratiqueroot. Air Ioter souhaite développer «une politique de développement cohérente, des politiques commerciales concertées et des outils informatiques compatibles » avec sa maisoo mère en évitant que cette dernière ne soit trop dirigiste à

Enfio, le capital d'Air Inter sera ouvert; eu; personoel à une hauteur minimale de 5 % et à des partenaires extérieurs au groupe « ayant des Intérêts » dans les ectivités da la compagnie. La part d'Air France (72,3 %) restera eu-dessus de 51 %. Ces derniers jours, l'éventualité d'une prise de participatioo de La Poste dans Air Inter a été évoquée. Le gouvernement a confirmé l'existence de « discussions explorotoires » entre les deux entreprises. La activité puisqu'elle détient à égalité avec Air France 40 % de l'Aéropostale.

**MARTINE LARONCHE** 

Entériné par le conseil d'administration des caisses

### L'accord sur le régime de retraite complémentaire des agents de la Sécurité sociale va être soumis aux syndicats

régime de retraite complémentaire des egents de la Sécurité sociele sera intégré au régime général des salariés. Ainsi en e décidé le conseil d'administration de l'Union de leurs caisses. Cet eccord doit meintenent recevoir l'avai des fédérations de 1,825 % à 1,5 %, la participasyndicales, avant d'être

Le conseil d'administration de l'Union des caisses nationales de la Sécurité sociale (UCANSS) a entériné, jeudi 16 décembre, par 20 voix (CFDT, CFE-CGC, CFTC) contre 6 (CGT, FO), un projet d'accord relatif à l'intégration, eu la janvier, du régime de retraite complémentaire des personnels de la Sécurité sociale au régime général interprofessionnel de l'AGIRC-ARRCO (le Monde du 10 décembre). Ce protocole doit meintenant être proposé à la signature des fédérations syndicales des 260 000 agents actifs et retraités, avant d'être soumis à l'agrément du ministère des affaires sociales.

Toutefois, les trois syndicats fevorables à cette intégration (CFDT, CFTC, CFE-CGC) unt qualifié de « réelles orancées » les ultimes propositions d'Hubert Maigrat, président (CNPF) de l'UCANSS. S'agissant des cotisa-

RÉDUCTION D'EFFECTIFS IBM va supprimar 10 000 emplois en Europa. - Après avoir supprimé plus de 10 000 emplois en 1993, 1BM-Europe s'apprête à réduire cocore ses effectifs en 1994. Un porte-parole du groupe informatique, Joerg Winkelmann, a déclaré le 17 décembre que 10 000 emplois supplémentaires seraient touchés

en Europe. Cet objectif fait partie intégrante du programme de réduction d'effectifs qui porte, pour l'ensemble du groupe, sur 35 000 emplois en moins d'ici la fin de l'année prochaine, et qui avait été annoncé en juillet. En restructuration depuis deux ans, IBM emploie 77 000 personnes en Europe, à fin 1993, contre 110 000 à le fin de 1991. L'effectif mondiel s'élève à 255 000 personnes.

Au 1- janvier prochein, le tions au régime de l'ARRCO nouveau système de prévoyance à (non-cadres), la part patronale mettre eo place. Les partenaires passe de 55 % à 60 % de ces cotisations. Soit pour les salariés - et sur le base d'une cotisation de 6 % (hors taux d'appel) - une cootribution égale à 2,40 % (au lieu de 2,70 %). L'employeur a également accepté de diminuer, tioo des salariés noo-cadres au de maintien de droits exigée par l'ARRCO. Cette participation devrait être la même pour tous (employeurs et salariés, cadres et non-cadres) tandis que sa durée est limitée à douze ans. Tnutefois, une prolongation de trois ETRANGER aos a été prévue pour tenir compte du coût réel de cette contribution. Etent entendu que l'ARRCO et l'AGIRC sont offielellement invitées à en reconsidérer le montant, aujnurd'hui estimé à 29,2 milliards de francs.

#### «L'effort de solidarité»

Les mudalités de « l'effurt de solidarité » demandé aux retraités du régime de la Caisse de retraite et de prévoyance des personnels des organismes socieux et similaires (CPPOSS) ont également été revues. Si les agents partis en retraite avant le le avril 1983 dnivent vnir leur pensinn amputée de 5 % dès le 1ª janvier, le niveeu des pensions des agents partis ultérieurement sera seulement gelé dans la limite de 3 % de revalorisatinn des pensinns AGIRC-ARRCO. Quant au maintien des aventages supplémentaires acquis au 31 décembre par les agents en activité au sein de la CPPOSS, le protocole prevnit un ebandon de ces droits acquis, proportionnel aux ennées de service de ces actifs. Les salariés qui auront plus de trente ans d'activité au 31 décembre pourront ainsi bénélicier de 75 % de ces avantages, ceux qui en euront entre trente et quinze récupéreroni 70 % de ees droits, tandis que les autres ne pourront espérer bénéficier que de 65 % de ces

Employeur et syndicats ne sont en revanche pas parvenus à trou-ver un terrain d'entente sur le sociaux se retrooveront avant le ndicale ne brade les intérêts du persnnnel, actif, invalide ou

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Le limogeage du président de la Compagnie des métaux

### Metallgesellschaft, la centenaire, ne supporte pas la fête

de notre correspondant C'est une histnire qui commence dans la joie et qui finit dans la violence. Une centenaire de robuste constitution vend des métaux : tout sauf le fer. La cuivre, la zinc, l'or, bien sur. Elle porte le nom simple de Compagnie des métaux (en ellemend Metallgesellschaft) et sa réputatinn est mondiale depuis sa création en 1981 à Francfort-

En mai 1989, elle a'éprend d'un ieune homme de quarantecinq ans. Un Autrichien enjoué, enthousiaste, beau parleur. Présent dans la maison depula quinze ans, il vient d'être nnmmé président. Sitôt en place il déclare voulnir rompre avec les habitudes antiques. Les métaux c'est vieillot | Le centenalre risque l'epoplexie si on ne lui donne pas une jeunesse nou-velle. Dans lea filma, le jeune homme emmène le dame à Mnnaco ou à Ischia. Dena les entreprises, na eppelle cela

Des idées de diversification, Heinz Schimmelbusch - c'est eon nom – en e plain le tâta. L'environnement, voils l'avenir l A coups de rachats successifs il fait da la dame le premier

groupe européen de aervicas naire. Pour M. Schimmelbusch entipollution. Elle est toute fiàre. La technologie, vollà la modernité i Metaligesellachaft investit dans l'ingénierie, les techniques de treneport, l'énergle. La finance, voilà qui sied aux sociétés dynamiques l'En tout plus de 1 millierd de marks. Puls errive le chef-d'œuvre. L'ecquisition au auédnis Store, pour 1,45 miliard de merks, d'un nombre considérable d'ectivités qui vnnt du chauffage à l'acter inox jusqu'aux explasifs de Dynamit Nobel. En tout, la firme compte... 258 filiales l

M. Schimmelbusch e conatruit à toute ellure l'un des plus puiesants grnupes allemende, evec un chiffre d'affairee de 25,5 milliards de merks à la fin septembre 1992, date de ciôture du bilan. Il est nommé, bian entendu, manager de l'an-née. La deme est très émue.

Pnurtant, lea chisee ee dégradem déjà. La film bascule dans le mélodreme. Les Russea se mettent à brader leur méteux dens le mande occidemel. La brancha de composents automobiles devient un gouffre, les fonderies de zinc eussi. Et puis le dernier coup, la dynamite de Nobel, e surtout été tonitruant... pnur les finances de la centece qui veut dire «bulsann mniai » en allemand - enmmence le cavelcade. Lui qui négocie tent d'or e de gros besoine d'ergent. Il est contraint de céder des bijoux, comme le chimiste Essener Goldechmidt. II doit faire entrer des actionnaires minoritaires dans les filieles ren-

Le 19 novembre 1993, il ennance un résultat ennuel en perte de 347 millions de marks. Déjà les profits avalent chuté de 35 % en 1991, puia de 25 % en 1992. Mala, cette fois, c'est le rouge inévitable. La président explique que l'essentiel est dû à filiala de mechinea-outila Schiess, echstée en 1999, puls cédée au cours de 1993. Trop terd, la famille cette fois s'inquiète pour l'aïeule. Et, dens le famille, ce ne som pas des rigo-Ina. Chez Deutsche Benk, Dresdner Bank, Allianz, les respansablee ne croient pes aux romans. Ils exigent une enquête interne. Discrète, bien entendu.

Pnurtant, le 17 décembre, la Frankfurter Allgemeine Zeitung révàle que la Metallgesallschaft e dû appeler les benques au secoure. La firme aureit besoin de 3 milliards de marks pour couvrir des apérations à terme

américaine, MG Corp. Un communiqué confirme l'information mais remène le chiffre à 1 millierd de marks. C'est le déconfiture. Les banques ellemandes, attaquéea cea tempa demiars pnur faire de gros profits en temps de récession, font « laur devnir » et couvrent. Le Deutsche Bank tient à le souli-

sur le pétrole faites par sa filiele

Elles couvrent mais sanctionnent. L'enquêta interne n'est pes rendue publique, et sans doute n'est-elle pas achevés. Meia, le 17 décembre, le cnuperet est tombé. M. Schimmelbuech eat écerté evec effet immédiat, ainsi que cinq autres membres du directoire, dont le directeur financier. Un nnuveau patron, Kajo Neukirchen, redresaeur de pluaieurs entraprisea ellemandes dont le aidérurgists Hneach, est nommé. Ce genre de limngeege brutal aet extrêmement rare en Alla-

La fête est finie. La famille va davnir faire un inventaire de le pauvre fortune de le deme... avec éventuellement des suitse

ÉRIC LE BOUCHER

.

### La trêve avant l'heure

A l'epproche de la trêve des confiseurs, l'heure n'est plus à le Bourse de Peris eux grends élens d'enthoueiesme

ou aux flembées spéculatives, elle eerait plutôt à le friloeité et à la prudence extrême. Si le pays traverse sa crise économique le plus profonde depuis 1945, lee boursiers ont tout lieu d'être sstlefeits d'une hausse moyenne des cours en pràs d'un en de l'ordre de 18 %. L'heureuee conclueion des négocietione du GATT qu'ils appelaient de leur vœux les e également reesurés comme toutes lee sutree pleces finencières qui, à l'imege de Londres et New-York, ont encore bettu de nouveeux racords.

#### Moment de frayeur

Une situation tellement epsisée et favorable que les Inves-tisseurs ont décidé evant tout de ne pes prendre le moindre risque ni le moindre initietive à quelques jours de le fin de l'année efin d'essurar les performences. Tout su plus notet-on ici ou là quelques petits ejustements de portefeuilles et quelques capiteux qui viennent s'investir en Bourse pour des raisons essentiellement fiscalee. Il s'egit essentiellement de transferte de Sicev monétsires vere dee PEA (plen d'épargne en ections) afin de bénéficier d'une exonération fiecele ouverte pour ce type de trensfert jusqu'eu

Mais à trop jouer le montre et l'ettentisme, on e'expose à se faire quelquee freyeure. C'est exactement ce qui s'est pessé merdi quend Pane a brusquemment chuté de 1,81 % en quelquee minutes en fin de eéance, réagissent plue que toute les eutres piscee aux propos prêtés au leeder extrémiste ruses Viedimir Jirinovski qui, dens eon style caractéristique, menaçait de représailles nucléeires l'Allemagne et le Jepon . En fait, l'ultrenationsliete, velnqueur eurprise dee élections perlementeires russee de dimenche evec près d'un quert des voix, aveit bien tenu de tela propos, mals des mois plus tôt.

Une fois le moment de frayeur passé, les valeurs françaises ont repris leur surplace. C'indice CAC 40 avait perdu 0,09 % lundi, il en e gegné 0,28 % mercredi et reperdu 0,11 % jeudi notamment à la suite de l'ennonce d'une hsusse sensible de la messe monéteire ellemende M3 en novembre (+ 7,2 % contre + 6,9 % le mois précédent) qui ne laisse pas espérer une nouvelle baiese rapide de ees

calme plat et séances cahoti-ques sans réelle tendance jusqu'à ce que l'INSEE e'en mêle et permette eu merché de regegner vendredi 1,67 %, à peu de choees près ce qu'il avait perdu mardi.

#### Cadeau de Noël

Selon l'INSEE qui vient de publiar ses prévisione pour les six procheins mais, le PIB (produit intérieur brut) pourrait eugmenter de 0,2 % et de 0,4 % respectivement eu premier et deuxiàms trimeetre 1994. Les investiseements devraient également raprendre à reison de + 1,1 % eu pre-mier trimestre et + 1,8 % eu second. De quoi conforter les enticipations de légère reprise de la croissance et plue encore d'emélioration nette de le rentabilité des entreprises en 1994. Une emélioration de le conjoncture d'sutent plus nécessaire à la Bourse qu'elle seule peut justifier des niveeux de cours très élevée et des repports cours/bénéfices supérieurs en moyenne à 20.

A eigneler par eilleurs que. les députés ont décidé jeudi eoir d'offrir per evence un cadeau de Noël à le Bourse de Peris en suppriment l'impôt de Bouree pour les non-résidents (le Mande du 18 décembre). Ils ont edopté dens le même

17-12-93

3960

17-12-93

183 909 212,60

Investissement

et portefeuille

Eart, CP 48F ... Gaz et Eart

519 250

305 495 AC 29,50 + 0,20

DIN.

DHE.

+ 10,10 + \$

+ 2,70 - 8,50

- 5,10 +16

-18,3

temps une proposition de loi feite par le séneteur Etienne Dailly qui autorise le versement d'un dividende majoré à certaines ectione nominatives. Cels feit des ennées que les milieux boursiere récismeient le suppression de l'impôt de Bouree prélevé sur cheque opéradon afin de pouvoir soutenir le concurrence evac le place londonianne qui, lors des transactione, propose aux investisseurs des prix nets. Ils ont obtenu gein de cause et pourront cette fois lutter à ermes égales evec Londras qui ettire une pert considérable des transactions réalisées par les investisseura étrangers sur les grendes veleurs françaises.

Quent à l'insteuretion d'un dividende mejoré, elle vise à encourager le fidélité des ectionnsiree et notsmment dee ectionneires individuels, gage de stabilité pour les entreprises. La loi sutorise meintenant lee stetuts\_des sociétés commercieles à attribuer une mejoration de dividendes eux personnee physiques détenent depuis deux ene leurs ections sous le forme nominative et eutorise à eccorder à ces mêmes actionneires, en cas d'augmentation du capital, une mejoration du nombre d'ections qui leur est ettribué.

ÉRIC LESER

**NEW-YORK** 

HORCE DOW JOHES Wall Street s de nonvesu fait preuve d'une santé étincsleots cette semaine après les records de la ssmaine passée.

Soutenu par uns série de bonnes statistiques économiques et en dépit d'une légère remontée des taux d'intérêt, l'indice Dow Jones 'des valeurs vedettes s'est inscrit vsodredi sn fin de séance à 3 751,57 points, en hausse de 10,9 points (+ 0,29 %) par rep-port à la semaine précèdente. Les investisseurs ont surtout salué l'annonce d'une augmentation de 3,9 % des mises en ebantier de logements eo novembre qui signi-fis que tous les secteurs ds l'économie ties à la construction vont connaître une expansion.

Les investisseurs cootinuent par ailleurs de suivre de très près l'évolution du marché obligataire. Les détenteurs de portsfeuilles craignent une poursuite de la remontée des taux d'intérêt. Sur ls marché obligataire, le teux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ens, principale référence, a terminé vandredi à 6.28 % contre 6.20 % le semaine dernière.

INTERNATIONAL DES

فلنباثثين سيوا بادس

्र ४०५ प्रतिक क्रिके

magnetic de la California de la California

Mary > wife " Fally

هوانگ جد سیمدر هور سب برید، به ۱۳۰۰ع:سب برید، به

يهجه عاسان

.....

Jan 2 - 2 4 7 🛰

11. 11. 141.7 🖦 1

Carrier State Control

-

A STATE OF THE PARTY OF

THE COLUMN THE PARTY OF 1 10 / 15E A

. .

-

- 12 Sept

10.3

THE NAME OF

anna 🛊 🐯 t y mateur

es elle

THE WASHINGTON

1200 mile beid

111 .5 85 AM

And the Control of

in insettal **synth** 

roma i dan 🗛

\* \*\* \$ (2) W

or freely allest

- - 446 EE AN Constitutions ``\$ ,≒<del>=15-,24</del>

奶奶 直隔 in the pasts के अभियान

MILES PREMIÈRES

5 ....

....

Bayers V.

₹9-<sub>2</sub>,

33r: -

September 1

. byck.

.

ires

lodics Dow Jones du 17 décembre : 3 751,57 (c. 3 740,67).

Cours 10 déc. 17 déc. 18 d/4 d/5 f.5/8 17 déc. 18 d/4 d/5 f.5/8 18 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 18 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 d/6 18 d/6			
Star	-		
17T	lone	72 3/8	89 7/8
Noting		54 3/4	54 5/8
Amount		40 1/8	44 3/8
Bu Pont de Nemours 47 3/8 49 3/8 astmen Kodek 52 7/8 64 72 65 1/4 50 76 76 76 76 76 76 76 76 76 76 76 76 76	hase Man Rank		34 1/4
Sestman Kodek			49 3/8
52 7/8 64		63 1/2	55 1/4
ord 64 3/8 62 5/8 105 1/8 105			64
Seneral Electric			62 5/8
Seneral Motors		101 3/4	105 1/8
Cookyear			54 3/4
8M 55 1/4 59 3/4  IT 93 93 1/4  Robit Oil 76 1/8 74 5/8  Ricer 55 3/8 64 7/8  Althorhanger 59 3/4 57 1/2  mesco 64 1/2 63 3/8  Alt Corp. (ex-Altegia) 150 1/8 143 3/8  Inion Carbide 51 1/8 21 3/8  Westinginouse 13 7/8 14			43 3/8
T			59 3/4
76 1/8   74 5/8   74 5/8   74 5/8   74 5/8   74 5/8   75 1/2   75 1/2   76 1/8   74 5/8   75 1/2   76 1/8   76 1/2   76 1/8   7		93	93 1/4
Steer         85 3/8         64 7/8           chlumberger         99 3/4         57 1/2           creaco         64 1/2         63 3/8           (Al. Corp. (ex-Allegia)         150 1/8         143 3/8           (nion Carbide         21 5/8         21 3/8           (withed Tech.         62 1/4         61 3/4           Vestinginouse         13 7/8         14			74 5/8
chlumberger 99 3/4 57 1/2 eusco 64 1/2 63 3/8 IAL Corp. (ex-Allegia) 150 1/8 143 3/8 inion Carbide 21 5/8 21 3/8 inited Tech 62 1/4 61 3/4 feetinginouse 13 7/8 14			
### 63 3/8 (Al. Corp. (ex-Allegia)   150 1/8   143 3/8   150 1/8   143 3/8   150 1/8			
Al. Corp. (ex-Allegia) 150 1/8 143 3/8 inion Carbide 21 5/8 21 3/8 inited Tech. 62 1/4 61 3/4 feetinginouse 113 7/8 14		64 1/2	63 3/8
rion Carbide 21 5/8 21 3/9 sted Tech 62 1/4 61 3/4 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14 14			143 3/8
retagnouse			21 3/8
Veetinghouse			
			88 5/8

#### TOKYO

### Rebond

**Solide** 

NOICE NECKEI

Les veleurs ont regagoé du terrain cette semeine à la Bourse de Tokyo, dans l'attente d'un nouveau plan de relance de l'économie que le gouvernemeot devrait

annoncer la semaine prochaine. Ce plan, selon la presse, devrait etteindre 7 000 milliards de yens soit environ 350 milliards de francs. En conséqueoce, l'indice Nikkei a feit un bond de 794,48 points, soit 4,6 %, cette semaine à 18 051,91 poiots alors qu'il avait chuté la semaine passée de 201,92 points. Le volume des échenges a porté sur 259,5 millions d'actions, soit uns sensible contraction par rapport aux 311,4 millions d'ections

échangées huit jours euparavant. Tombé à 17 145,01 points lundi, l'indice a, par la suite, évolué de façon erratique dans une atmosphère d'incertitude politique en raison de l'ouverture par-tielle du marché du riz. Le marché a ensuite rebondi eprès l'adoption mercredi par le Parlement d'un deuxième budget additionnel proposé par le gouverne-ment et le publication dans la presse d'informations selon les-

quelles le premier ministre, Mori-. hiro Hosokawa, s'apprête à proposer l'edoption d'une troisième enveloppe budgétaire supplémen-

M. Hosokawa a estimé vsndredi qu'il a serait dongereux de ne pas adopter de mesures efficaces, drastiques, mointenant ». « Je prendrai les mesures adéquates pour reconstruire l'économie japonaise, à moyen et long termes, a ajouté M. Hosokawa. sans préciser la nature exacte ni le montaot des mesures de relance.

Des numeurs ont également circulé sur uns prochaine réduction gouverument rechercherait cette réduction.

Indices du 17 décembre : Nik-kei, 18 051,91 (c. 17 257,48); Topix, 1 490,97 (c. 1 456,71).

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
Allectrote.  Aridgestone  Janen  John Tollisenk  Honde Motore  Antaubitts Electric  Sittessistis Heavy  Sony Corp.  Toyota Motors	1 180 1 230 1 420 1 530 1 430 1 480 640 6 200 1 770	1 250 1 310 1 490 1 970 1 520 1 530 640 5 510 1 790

### LONDRES

### Nouveaux records

+ 2,3 %

Pour la troisiems semeine consécutive, le Stock Exchange a battu de nonveaux records, stimulé par les bons chiffres des ventes de détail, de l'inflation et dn chômage et par les espoirs tenaces d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques. L'indice Footsie des cent grandes valeurs e coregistré un gain de 75,8 points (2,3 %) d'un vendredi à l'autre, terminant sur un record de clôture de 3 337,1 points. Il s atteint, vendredi pendant la séance, un record absolu de

3 350,8 points. Les perspectives d'une réduction de 0,5 point des taux d'intérêt evant Noël ou en début de 1994 ont été appuyées par la stabilité de l'inflation en novembre, à 1,4 % en rythme annuel, et par la progression supérieure aux prévisions (+0,4 %) des ventes de détail en volume.

Indices «FT» du 17 décembre: 100 veleurs 3 337,1 (c. 3 261,3); 30 valeurs 2 496 (c. 2 503,3); Fonds d'Etar 107,16 (c. 106,52); (c. 246,7).

_		or 247,6	ı
	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.	
	6.21 3.14 3.49 4.89 14.56 6.84 5.83 7.58 17.75 7.60 6.91	6,41 3,47 2,55 4,99 16,767 6,08 7,67 17,58 7,71 11,73	

### FRANCFORT

Vent d'est - 0,47 %

La Bourse allemande e été perturbée au début de cette semaine par le résultat des élections sn Russic, avant de se reprendre nettement sur les deux dernières séances. L'indice DAX des trente valeurs vedettes s'est inscrit ven-dredi en clôture à 2 151,02 points, soit en baisse de 0,47 % per rapport à la clôture de la semains

Le DAX a chuté de presque 3 % sur les seules séances de mardi et mercredi, alors que se confirmait la victoire de l'extrême droite en Russie. Selon les opérateurs, les investisseurs ont également saisi l'occasion pour prendre leurs bénéfices eprès deux semaines de fortes

Le DAX e d'ailleurs bieo vite repris le chemin de la hausse, regagnant 2 % sur jeudi et vendredi. La décisioo de la Bundesbank, jeudi, de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs et de fixer pour 1994 un objectif de croissance de la masse monétaire compris entre 4 % et 6 % n'a que peu influencé le marché

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
AEG BASE Bayer Bayer Commissional Commission	175,20 284,70 353,80 390,50 879,50 290,20 570,50 386 744,40 422,50	186,90 282 362 380,80 854,80 297,50 572,50 387,30 746,90 420,80

#### Agroalimentaire 17-12-93 Diff

	17-12-83	Diii,	
Bongrain BSN Eridania Béghin Fromagarias Bel LVMH Pernod-Ricard Remy-Cointrass Saint-Loais	2 963 894 894 5 000 3 830 403,80 241 1 394	- 27 + 16 + 20 - 240 + 20 + 9,60 + 6,50 + 9	
Assurance	<u>s</u> .		
	17.12.93	Diff	

	17-12-33	Ulii,
AGF	712 1 536 534 1 480 598 668	+ 33 - 31 - 1 - 20 Inch. + 6
Bătiment .	et matér	iaux
	17-12-93	Diff.
Bouygues	685 330	- 6

			-
Rourgues Ciments français Cales Cales Estrope GTM Entrapose Inf(fal Inspote Lafetyre Lafetyre Lafetyre Lafetyre Lafetyre Lafetyre Lafetyre Saint Golphin	685 330 1 031 45,80 1 200 496 558 115 1 220 435,90 409,20 578	- 5 + 1 + kech. + 3,45 + 77 - 7 - 7 - 11 - 1,10 + 19,20 - 10	
Saint-Gobeln SGE Spie-Batignoliee	878 270 394	+ 23,80 + 24	
Chimin			

#### Chimie

	17-12-93		Diff.
Air Squide (L') ELF Sangl	#38 965 481	:	6 41 21,90
Institut Mérieux Michelia	2 100 195,60 725 145,30 159,50	* * * *	6 48 4 1,50
Rouesel-Ucial Synthiabo	714 220	<u>:</u>	5,90
Consommat	ion non a	lim	entair
	17-12-93		Diff.
FIC .	1 285		

# 1 244 343 533 362 719 735 686 1242 103,50 2 131 500 1 968 1 968 29,50

#### Crédit et banques

	17-12-93	L	Diff.
Comp. bancaire	544		4
BNP CI	280	l-	8,20
Cetalorp	1300	+	32
CP9	630	+	1
CDE	219	1	inch.
CCF	291		4.90
CFF	1 117	-	88
CLF	479.90	+	7.20
Créd. Iyon. Cl	765	+	22
Crédit national	672	-	1
Société générale	752		14
SOVAC	1 770	•	Inch.
UFB Locabel	390	+	2.90
19C	547	+	16
Via Bandus	420.50		24.50

### Electricité et électronique Immobilier et foncier

	17-12-93	DHF.
Alcatel-Alathon	803	- 4
Alcesel Cable	703	+ 43
CSEE	538	+ 6
ate Mchaires	470	- 4
abject	658	- 11
egrate	5 220	- 30
Kates Hacheltes	144,50	- 0,20
Redictechnique	363,10	+ 1,10
Sagam	2 750	+ 195
Schnekler	415,20	- 1,70
Sextent Asionique	300	**
Thomson CSF	171	+ 18,50

#### Distribution

	17-12-93	DIFF.
Jascianna Sup	2 250	Inchange
oo Marché	640	
arrelour	4 100	+ 5
	194,70	+ 27
agtovarna Dubole	834	- 6
ompt. Modernes.	1 712	+ 43
erpert	6 080	+ 43
ocks de France	720	+ 6
al Lafayette	1 940	+ 20
Mort SA	1 490	+ 5 + 20 + 70
Layerate Gent.	1 885	+ 170
bout Pr	939	+ 36
	997	- 2
rimegaz	1 131	- 39
romodes	828	- 24
end (ex-COME)		
COA	9,8	- 0,20

# VALEURS

	Nombre de titres	Valeur en cap. (MF)
orez, genek Durinez	3000850	1674911
mini Allebrani	1713821	1274848
·	4075078	1 175 068
day Poulanc	7719231	1144157
ex Co galantesia des.	312993	663 388
4	2675481	205112
	840 E73	740 272
Phys	645345	724191
Ameliana	1736392	730 392
decore!	15499 540	695 865
itté générale	882 805	654 881
2	1 537 325	545193
01	143754	845 584
	897510	480214

	PLUS ACT ÉES AU R				es variation Omadaires	
	Nombre de titros	Valeur en cap. (MF)	Vulgars	Hauses	Valeurs	Haires %
Demose	3000 550 1713 521 4075 074 7719 231 312 302 2575 481 940 573 545 345 545 345 15 635 540 312 305 1 537 325 1 637 325 1 637 575	1674911 1274545 1175058 1175058 1144157 65338 800118 740478 736191 730362 695865 654651 546154 480214	SOR No.P-do-C Ble	+143 +143 +111 +10 + 45 + 44 + 43 + 43 + 43 + 43 + 43 + 43 + 43	Carul Plos	-163 -727 - 34 - 34 - 44 - 44 - 34 - 34

LVMH	143754 897510	545 554 480 214	Photos	43 EF4	- 3
ŭ	VOLUME DE	S TRANSAC	TIONS (en m	Mers de franc	<b>(3)</b>
	10-12-93	13-12-93	14-12-93	15-12-93	16-12-93
RM	3 877 173	3 730 727	5 084 014	5 914 880	5 515 979
R. et obl Actions	34 449 859 214 707			34 496 312 239 335	
Total	38 541 739	37 063 848	48 145 871	40 850 527	37 803 312
	IND	ICES CAC (du	lundi au vend	redi)	

	INC	HCES CAC (du	lundi au vend	redi)	
	13-12-93	14-12-93	15-12-93	15-12-93	17-12-93
lod. SBF 120 Ind. SBF 250	1514,92 1449,16	1495,59 1432,25	1497,47 1434,01	1499,77 1437,01	1510,05 1445,52
		tase 100, 31 d	lécembre 198	7)	
Indica CAC 40 .	2 198,31	2 158,50	2 162,63	2 160,26	2196,44

#### MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 17 décembre 1993 Nombre de contrats : 100 668

	ÉCHÉANCES		
COURS	DÉCEMBRE 93	MARS 94	JUIN 94
Premier	125,54	129,56	129,04
Demler	125,58	129,78	129,18

	17-12-93	Diff.
Commodifications.	181	- 250
Desertit Astricu.	459	- 21
De District	2150	- 10
First Life	490	- 10
Legris Industrie	195	+ 3
Matelouson	71,50	- 1,60
Pachinery Cl	392,60	+ 12
Pechiney let	196	- 3,
Pengett SA	721	- 12
Strator, Fecons	<del>€40</del> ' -	+ 13. 0
Valeo	1220	+ 3
Vallourec	210	- 3

Métallurgie, mécanique

Mines d'or, diamant			
	17-12-93	Diff.	
Applo-American	256	+ 7,10	
Du Beers	67,50 134,50	- 0,50 + 8,30	
Gencer CP 0.40 F.	72 10.50	+ 1,35	
Harmory	28,55	+ 1	
Sainte Halens	57,90	+ 3,86	
Western Deep	257,70	+ 7,80	

### Pétrole

	17-12-93	Diff.
F-France F-Aquit	120 414,20 NC 1037 530 315,70	- 1 - 5,80 + 35 + 11 + 2,70

- 1	17-12-93	Diff.
Ball Investig	1051	- 68
Geneden	389	+ 24
amobal BTP	529	+ 14
	485	- 29
Capters	749	+ 27
octodes	1025	+ 6
Selectionsque	202	- 1
Unibel	. 574	+ 2

### Transports, loisirs, services

	17-12-93	Diff.
Accor	871	- 11
B15	207,40	+ 36,50
Cartel Plat	1103	- 192
Cap Gerniel	156	- 2,20
CEP Comm	433,10	+ 3.20
Chab Méditerrende	347	+ 9,90
Danspille Ott	250	+ 5
Sámir. úgs vens	2783	- 12
	608	- 2
sec Dieney	34,70	- 1,10
Specchi Midler .	915	+ 7
10/04	438	17,50
youteles Damer.	637	+ 5
OGF	673	- 25
W.	994	+ 13
Debres Vieleux	590	+ 50
MTA	779	4 4
Mg/4	535	+ 8
odetto	1 055	- 17
TF1 ,	508	4

#### Valeurs à revenu fixe OU .

ou indexe			Affed Lyon
	17-12-93	Diff.	BP
9 % 1979	NC		De Beers
10,80 % 1979	102,80 5 780	+70	GUS
CHES & 000 F	100,30	- 0,70	Beuters
CNS Per.5 000 F.	NC NC	-	RT2
CHE 5 000 F	100,43	Inch.	Underwer

Indice DAX du 17 décembre 2 151,02 (c. 2 161,13).

	Cours 10 déc.	Cours 17 déc.
AEG BASF Bayer Communications Deutschebenk Hoechst Kanstadt	175,20 284,70 353,80 390,50 879,50 290,20 570,50	186,90 282 362 380,80 854,80 297,50 572,50
Mannesman Siemana Volksivanen	385 744,40 422,50	397.30 746,90

### Des emprunts sur mesure

Chaque année, à la fin du mois de décembre, la liste des nouvelles émissions sur le marché internationai des capitaux se remplit d'opérations qui sortent par trop de l'ordinaire. Les particuliers qui cherchent à placer leur épargne ont de la peine à s'y retrouver. En réa-lité, ces affaires ne sont pas offertes en souscription publique. Lorsque leurs conditions sont dévoilées, les titres ont déjà trouvé preneurs.

L.复数 🖟

in band

TEANITOR

Il s'agit d'emprunts construits sur mesure pour répondre aux besoins bien précis de quelques grands lovestisseurs professionnels qui, à l'heure des bilans annuels, veulent modifier la composition ou la présentation de leur portefeuille. Cer-tains sont à la recherche de signa-tures impeccahles mais ils veulent également s'assurer de rendements élevés. Ces deux exigences sont normalement inconciliables. Mais comme ces investisseurs ont pour l'instant beaucoup de liquidités à placer, on résout le problème en leur proposant d'acquérir des obli-gations à on prix qui dépasse de loin leur valeur nominale.

Une formule est en vogue actuellement, celle des emprunts à taux variable dont le niveau de l'intérêt est appelé à changer tout au long de la vie de l'emprunt, à intervalles réguliers, en fonction de l'évolution du loyer de l'argent. La référence la plus utilisée pour mesurer les taux d'intérêt à court terme est une référence bancaire, le Libor. Normalement, un emprunteur au-dessus de tout soupçon o a pas à rémunérer sa dette au même niveau que les banques commerciales. Lorsque le Tresor public d'uo grand pays ou une organisation supranationale de développement se présente sur ce marché, il lui suffit de proposer aux bailleurs de fonds une rémunération inférieure au Libor. Or. c'est bien le contraire qui s'est produit ces derniers jours. Vendredi 17 décembre, la Banque euro-

péenne d'investissement a lancé un grand emprunt de 50 milliards de yens pour une durée d'un peu plus de six ans. Le taux d'iotérêt des titres sera de 90 points de base supérieur au Libor. En contrepartie de cet apparent avantage, l'investis-seur est prêt à payer très cher ces obligations. Leur prix de départ est de plus de 8,7 % plus élevé que leur valeur nominale, celle à laquelle ils seront remboursés en l'an 2000.

Dans la foulée, la Banque interaméricaine de développement a émis un emprunt de 10 milliards de yens d'une durée de cinq ans. L'investisseur a payé une prime d'émission importante qui se monte à 6,5 %, en échange de quoi il peut tabler sur un rendement de 80 points de base de plus que le Libor.

#### Une référence allemande très attendne

Plusieurs opérations de ce genre ont également été lancées dans le compartiment du dollar américain. Un des meilleurs déhiteurs français, le Crédit local, s'est ainsi procuré 100 millions de dollars pour une durée de cinq ans. L'investisseur a payé ses titres très cher, près de 10 % de plus que leur valeur nomi-nale, mais il compte sur un taux d'intérêt de 200 points de base de plus que le Libor.

Dans le compartiment du deut-schemark, toute l'attention est retenue par la préparation d'un grand emprunt de trente ans de durée que la République fédérale devrait émettre entre Noël et le Nouvel An. Le Trésor public de Bonn n'a plus émis de titres à aussi longue échéance depuis 1986. C'est done une evolution importante qui permettra à l'Allemagne de mieux rénartir le fardeau de son immense dette. Pour le marché tout entier. d'un point de vue technique, e'est

une très bonne nouvelle. On disposera enfin d'une véritable référence dans le domaine du très long terme. Cette perspective a déjà produit ses effets. Elle a mis en évidence le fait que plusieurs des nombreux emprunts internationaux lancés en novembre par des collec-tivités locales allemandes pour des durées de 20 à 30 ans procurent un rendement nettement insuffisant.

Il est difficile de prévoir à qualles conditions précises sortira ce nouvel emprunt, mais en partant de l'exemple français on estime que les obligations allemandes de 30 ans devraient rapporter quelque 65 points de base de plus que celles de dix ans. Cela situerait actuelle ment leur rendement à environ

Parmi les rares nouveaux emprunts internationaux qui sont destinés aux particuliers, il convient de mentionner celui de 250 millions de francs suisses (soit l'équivalent d'environ un milliard de francs français) que la Banque mondiale a émis pour une durée de hnit ans. Les obligations sont munies de coppons d'intérêt de 4 % l'an. Le rendement effectif est maigre mais les titres ne devraient pas tarder à se placer. On en est persuadé à la banque Paribas, à qui la direction de l'opération a été

Les incertitudes nées de la situation politique en Russie ont encore accentué le double mouvement de repli des taux d'intérêt et de fermeté de la monnaie helvétique. Cette évolution devrait d'ailleurs attirer prochainement plusieurs emprunteurs français à suivre l'exemple de la Banque mondiale et à solliciter à leur tour le marché suisse. Deux entreprises publiques sont déjà sur les rangs.

CHRISTOPHE VETTER

#### MATIÈRES PREMIÈRES

# Le plomb et le zinc stimulés

Les cours du zinc et du plomb l'année, et à 769 000 tonnes pour 1 000 dollars la toone, ceux du plancher au creux de l'hiver à moins de 390 dollars la tonne, caracolèrent à 477 dollars. Pourtant, les données fondamentales eux métanx demeurent. Certes, la production mondiale reste stable (1,216 million de toones pour le plomb, 3 millions de tonnes pour le zinc, cette annéel mais la demande est en récession, même si elle reste supérieure à l'offre (2,5 millions de tonnes pour le plomb, 3,1 millions de tonnes pour le zinc). L'Europe et le Japon n'ont toujours pas réanimé leurs activités industrielles, et la reprise de la demande aux Etats-Unis, mais aussi dans les nouveaux pays industrialisés comme la Corée et Taïwan, compense à peine cette incrtic.

D'autre part, les deux métaux continuent à crouler sous le poids des stocks: ceux-ci s'établissent actoellement à près de 281 000 tonnes pour le plomb, soit gonflement d'environ 53 000 tonnes depuis le début de

COURS DU 17-12
1 747 (+ 29,50) Dollars/tonne
996 (~ 128,50) Dollars/tonne
\$ 340 (+ 175) Dollars/tonne
283,40 (- 1,60) Dollars/tonne
t 263 (= 8) Dollars/tenne
1 209 (- 54) Dollars/tonse
370 [+ 6) Cents/boissess
296 (+ 3) Cents/boissesu
198,99 (- 4,49) Dollars/L courte
13,60 (~ 6,21) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la mission d'une semaine sur l'autre.

cette semaine, les cours du premier 40 % par rapport à janvier. Alors, franchissaient la barre des qu'est-ce qui justifie un tel redressement des cours? «C'est à couse plomb, qui avaient atteint leur d'anticipations, affirme un opérateur en riant. Plus exactement, les discussions entre les principaux producteurs de zinc - Metaleurop, Unioo minière (Belgique), Outokumpu (Finlande), Bilcitoo (Pays-Bas et Royaume-Uni), Norzink (Norvège) - et les services de l'Union européenne semblent se dérouler sous les meilleurs auspices. Réunis à Bruxelles les 13 et 14 novembre, puis les 11 et 12 décembre, ces entreprises poursuivent leurs travaux pour constituer «un marché commun des producteurs de zinc».

#### Des versements russes jugulés

En d'autres termes, pour réduire leurs capacités en Europe. Dans ce cadre, les cinq producteurs ont, hien sûr, abordé le problème des fermetures de fonderies. Certains industriels estiment que les réductions de capacité devraient s'élever à 300 000 tonnes, d'autres avancent le chiffre de 100 000 tonnes. très discrets sur le mootant exact de ce retrait. « On note une forte volonté d'aboutir, les producteurs sont très unis », disait l'un d'eux, qui désire ne pas être cité. Les analystes du secteur pensent que les résultats définitifs de ces discussions, en particulier le montant du financement des fermetures, seront annoncés à la sortie de la prochaine réunion à Bruxelles, à la

mi-janvier. Les opérateurs, d'ores et déjà, ressentent favorablement ces travaux. L'effet de contagion est manifeste dans un contexte où le groupe d'études international sur le plomh et le zinc (ILZSG) vient d'annoncer une baisse de 8,9 % de la production de plomb pendant les sept premiers mois de l'année par rapport à la même période en 1992. Et cette baisse est justement le fait d'une politique volontariste de fermeture de plusieurs mines de plomh en Europe à la suite d'an effritement des cours.

Cet optimisme soudain s'explisont au plus haut depuis six mois : le zinc, soit une hausse de près de que surtout par la moindre présence de la Communauté des Etats indépendants (CEI) sur le marché. ell ne s'agit que de sentiments, sourit un ocgociant, le sentiment d'une prise de conscience russe.» Après le désordre, les débordements incontrôlés, vient l'heure, semblet-il, de la cohérence. Les Russes ont reduit notablement leurs exports tions en ce qui concerne le nickel -90 000 tonnes cette année au lieu de 160 000 tonnes en 1992 - faute de compétitivité : l'électricité et les transports ont tellement augmenté de l'autre côté de l'Oural qu'il n'est guère intéressant d'exporter. Fort de cet exemple, le marché résgit à l'idée que le phénomèue pourrait être analogue sur les autres métaux.

Et pourtant, les effets d'une pareille hypothèse ne sont pas encore visibles. «La Communauté des Etats indépendants est affolée par les pratiques mafieuses effecruées sur les trafics des métaux » affirme Christian Bué, président-directeur général de l'Union minière. De fait, toutes les déclarations émanant de Moscou vont dans ce sens. Les autorités de l'ancienne Union Les participants eux-mêmes restent soviétique, dans son ensemble, entendent mieux contrôler leur filière. Mais les républiques de la CEI en out-elles les moyens? Leur équilibre est encore trop fragile pour répondre par l'affirmative.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR				
	Cours 10-12-93	Cours 17-12-93		
Or tin folio an basea)  — folio an basea)  — folio an basea)  Pilico timopaleo (20 F)  Pilico timopaleo (10 F)  Pilico timopaleo (10 F)  Pilico timopaleo (20 F)  Pilico timopaleo (20 F)  Pilico timopaleo (20 F)  Sourceale  — Sourceale (20 F)  — Pilico de 20 dollers  — 10 dollers  — 10 dollers  — 10 feches  — 10 fech	77 180 77 180 77 180 467 342 404 404 404 404 404 221 221 231 2 386 1 380 780 2 186 5 12 425 280	72 000 72 050 411 370 411 412 410 521 521 521 521 721,75 781,75 781,75 781,75 781,75 781,75 781,75 781,75		

« Cas pièces d'or ne sont coties qu'i le sienc

#### DEVISES ET OR

## Le franc confirme son redressement

Profitant d'un aecès de faiblesse du mark, le franc a poursuivi et confirmé son redressement, le cours de la monnaie allemande retombant au-dessons de 3,42 francs à la veille du week-end. La semaine dernière, plus précisément le mer-credi 8 décembre dans l'aprèsmidi, le mark avait glissé audessous de 3,4305 francs, son ancien cours plafond avant l'élargissement à 15 % de sa marge de finetnation, avec un nonveau plafond de 3,8948 francs. Le 15 octobre précédent, il avait culminé à 3,5480 franes, record historique, avant de battre en retraite

gradnellement. Cette semaine, après avoir touché 3,4250 franes à la veille du

done revenu au-dessons de 3,42 francs, touchant même 3,4120 avant de s'établir, ven-dredi 17 décembre, à 3,4180 francs environ.

Parallèlement, les réserves de devises de la Banque de France continuent à se reconstituer. mais à un rythme hien leot : 3,5 milliards de franes an 25 novembre, 2,2 milliards de francs au 2 décembre et 2 milliards de francs an 9 décembre, ce qui situerait à 5,4 milliards de francs les réserves nettes de la Banque.

Les résultats des élections russes ont pesé sur le mark. Le succès remporté par le Parti démocratique libéral de l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 DÉCEMBRE

PLACE	Livre	\$EU.	Pramo framçais	Franc	D. merk	Franc belge	Rorin	Lite
Londres	_		-	-	-	-		-
	1	-		_	•		_	_
Here-York	1,4960	-	17,1468	61,760	58,6235	2,5177	52,3478	0,00583
	1,6955		17,9099	68,7594	51,9623	2,8177	52,6454	0,00599
Paris	1,6897	\$1330		400,6E70	341,1924	16,632	365,2924	3,4591
	8,6978	1,8164		460,1376	342,9345	16,3871	306,1858	3,422
Zirich	2,1687	1,4555	24,9571	-	25,3265	4,1912	76,1922	0,863
	2,1757	1,4535	27,3932		25,7017	4,0955	76,5201	0,870
Francius	2,5436	L,7058	25,2490	127,1968	-	4,0061	25,2549	1,0127
	2,5364	1,6960	25,5334	116,6839		4,778\$	29,2867	LJ125
Brancise	52,3001	15.00	6,0834	34,3834	24,8655	-	18,5782	2,105
	\$3,67/\$3	35/0	6,8947	24,4160	24,9257	-	18,6839	2,1251
Ausstardam.	2,8463	L9143	327,554	1,3124	[11,5005	5,3026	-	<b>LL1331</b>
	2,8407	1,8995	332,4979	1,3068	111,9988	5,3522	-	1,1374
Æn	2512,14	1606	229,4947	1158,3648	968,3925	47,5143	\$22,5833	-
	2487/8	1670	275,9918	E148,9598	964,6698	47,8555	879,1787	-
February 1	163,57	114,85	18,8700	75,6997	64,5151	3,1606	57,6007	8,0657
	162,93	188,95	21,5724	74,9570	64,2393	3000	51.3572	6,000

A Paris, 100 yeas étaient cotés le vendredi 17 décembre 5,2994 F contre 5,3382 F le vendredi 10 décembre 1993.

week-end précédent, le mark est inquiéte, de même que les propos musclés de cette personnalité, qui, il y a deux ans, menaçait de hombardements nucléaires l'Allemagne et le Japon. Le franc et le dollar eo ont profité, mais la devise américaine n'a pas réussi à dépasser i,71 deutschemark, progressant toutefois à Tokyo, où l'on payait 110 yens pour 1 dollar

contre 10g,95 une semaine auparavant

F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN : Ampleur des verlegers de chaque re per rapport à la plue forte déc. 1993

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Dinde, marrons et chocolat

Sur les marchés figanciers comme sur les marchés des changes, l'activité est en traio de diminuer à l'approche des fêtes et des elôtures, ou habillages de bilans (window dressing cbez les Aoglo-Saxoos). Eo France, les grandes émissions obligataires soot terminées, comme oo le verra plus loin, et le MATIF rooronne eo digérant, très bien, ses gains récents, les transactions se portant essectiellement sur le comptant, qui reste très ferme : vendredi soir, était tombé à 5,78 % contre 5,84 %, au plus bas depuis vingt ans, à 0,11 poiot d'écart avec le Bund allemand de même durée à 5.67 %

Sur ce même MATIF, où l'on cotait, à la veille du week-end, 125,56 sur le ootionnel (loog terme) à écbéance décembre, et 129,78 à échéance décembre, sommets historiques, les opérateurs restent confiants. Certains voyant même, pour le début de la semaine suivante, un oouvel abaissement du taux des appels d'offres de la Banque de France, qui pourrait revenir de 6,20 % à 6 %, en raison de la bonne tenue du franc, mais rien n'est moins sûr, car l'nn connaît la prudence de la grande dame de la rue La Vrillière (siège de l'établissement).

De toute facon, tout le monde attend la reprise, au début de 1993, de la baisse des taux à eourt terme, distillée par la Bandesbank. A cette occasion, l'annonce d'une augmentation de 7,2 % de la masse monétaire allemande (M3) en novembre, sur douze mois, contre 6,9 % en octobre, a jeté nn froid, en raison d'une accélération en fin de période, due à une forte eroissance des erédits du secteur publie, d'un petit redémarrage des crédits des secteurs privés, et surtout, de grosses rentrées de capitaux en provenance de l'étranger (qui pourraient tout expliquer). Donc, une mauvaise surprise, avec nn indice rassurant : l'épargne longue continue à se reconstituer outre-Rhin, à la grande satisfaction de la Bunsbank, qui, toutefois, observe une grande prudence dans l'attente des graodes négociations salariales, reportées à janvier (déjà 2 % plus les primes par les assurances, ce qui est considéré comme « raisonnable »). Sans surprise, en revanche, la Banque

oer la CDU de Steffen Heitmann

de soc conseil d'administration du 16 décembre, a éconcé un léger resserrement de ses objectifs de croissance de la masse mocélaire M3 pour 1994, la fourchette de 4,5 %-6,5 % étant ramecée à 4 %-6 %.

Sur le marebé obligataire américain, pour l'instant déconoecté des marchés européeos mais que le moode entier surveille avec atteotioo et un peu d'ioquiétude, les rendements des bons do Trésor (T bonds) se raffermis. Tombes, on le sait, à 5,17 % pour le 10 ans et 5,77 % pour le 30 ans le 15 octobre dernier, ces reode-ments avaient rebondi à 5,85 % et 6,39 % avant de revenir, la semalne dernière, à 5,73 % et 6,18 %. Le revoilà à 5,78 %-5,80 %, donc au-dessus des taux allemands, et à 6,29 %-6,30 %. ce qui, selon les spécialistes de Morgan Stanley à Paris, correspond à 6,50 % en raison de la moiodre liquidité du T bood 30 ans.

#### Relache jusqu'à la fin de l'année

Le mouvement, sorte de fièvre rampante, donne à réfléchir. Il est provoqué, on le sait égale-ment, par l'accentuation de la reprise de l'économie amériine, confirmée, cette semaine, par une hausse de 3.9 % des mises en chantier en novembre (+16 % sur les quatre derniers mois et + 22,6 % pour les permis de construire). Certains économistes prédisent un relèvement « préventif » de son taux directeur par le Péreze fédérale directeur par la Réserve fédérale au premier trimestre prochain, mesure que le Washington Post du 17 décembre juge peu probable.

Sor le marché obligataire français, on va afficher « relache » jusqu'à la fin de l'année : tout le monde ferme ses livres et clôt ses bilans, e'est la trêve des confiseurs, « dinde, marrons et chocolat ». Le dernier emprunt de l'année aura été celui de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH), pour 800 millions de francs, sous la conduite de la Caisse centrale des Banques populaires. Assimilable à une souche persistante à 7,40 % normal, l'empruot a été émis au-dessns du pair, à 110 %, pour obtenir un rendement final de 6,10 % à 0,35 point en dessous de l'OAT

fédérale d'Allemagne, à l'issue à 10 aos. Pour une belle de soo conseil d'administration « colle », cela a été une helle « colle », cela a été une helle eolle, « implaçable », disaieot même les méchantes langues, en raison de l'émissioo au-dessus du pair, qui rebute les iovestisseurs pour des raisons comptable (valeur au bilan) et technique (trop graode volatilité des cours). De toute façoo, il faut bieo que les commissioos de garantie, payées par les émetteurs aux baoques, servent à quelque chose. La Société générale, par sa filiale Equities and Derivatives (SGED). ohligatioo indexée sur l'indice SBF 120, regroupent les 120, regroupant les 120 valeurs plus actives de la Bourse de Paris.

Emise ponr 300 millions de francs, à 4 ans, et 5,40 % (contre 5,23 % pour l'OAT de même durée en ce moment), cette obligation d'uoe valenr de 100 000 franes unitaire vent ioner la hausse de l'indice et la reprise de l'économie française, en reprenant en compte, notamment, le redémarrage de trois secteurs « avant-courcurs », e'est-à-dire le hâtiment et les travaux publics, les bieos de consommation durable et la distribution, qui représentent 15,9 % de l'indice SBF 120.

Le nouveau prodnit refléte nne des préoccupations des gestionnaires de portefeuilles eo ce début de l'année 1994 : après ooe formidable baisse des rendements des obligations (3 poiots eo douze mois, un record historique), haisse bien acquise et peu susceptible de se poursnivre (peut-être nn demipoint de plus, en dessous des 5,80 %-6 % actuels), n'est-il pas opportun de se tourner vers les actions, et de se « placer » sur la reprise?

A signaler, enfin, que Finacor, nº 1 du courtage sur le MATIF et les instruments dérivés, va s'installer à Francfort pour exercer son métier en direct sur les eréances d'Etat allemandes (Bundes Obligationen) en s'associant avec la firme locale Rabe and Partner Borsen Makler. dont les getivités seront développées. On sait que le gonflement de la dette publique alle-mande, à la suite de la réunification, est en train d'accroître fortement la masse des titres en circulation, d'où l'initiative de Finacor.

FRANÇOIS RENARD

AU NOM D'UNE IDÉOLOGIE RACISTE ILS PRÉPARENT AUJOURD'HUI DES ATTENTATS CONTRE DES MEMBRES DE LA



DISSOLUTION DE L'ŒUVRE FRANÇAISE

### **GRANDE MANIFESTATION**

AVEC LA LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME

LUNDI 20 DÉCEMBRE 1993 À 18H.30 4 BIS, RUE CAILLAUX - 75013 PARIS

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME 40, RUE DE PARADIS - 75010 PARIS - TEL. 47 70 13 28

# LE PRIX LOUIS-DELLUC 1993

a été attribué à

# Smoking No smoking

2 films réalisés par Alain Resnais

avec

Sabine Azema Pierre Arditi

LE PRIX LOUIS-DELLUC EST PARRAINÉ PAR

FONDATION GAN POUR LE CINEMA

# Le Monde

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE** 

> Renseignemeols: 46-62-72-67

### Le Monde sur minitel

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis jonvier 1990, le Monde ous propose deux services MENTEL:

36 17 LMDOC acharche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56 recharche et lecture en teste intégral

nacade et envot possible par counter ou fax, palement par carte boncaire.

#### CARNET

Catherine et Thierry ALLEMAND

le 15 décembre 1993, à Courbevoie. **Mariages** 

M. et M= Jean LEGRAND sont beureux de faire part du mariage

Juliette LEGRAND Christophe MARRET.

qui sera cétébré le 31 décembre 1993, 10, rue du Général-Delestraint 75016 Paris.

- Le président de l'université Pierre et-Marie-Curie

Et le personnel de la communauté universitaire ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard GROSSETÊTE, directeur du laboratoire de physique nucléaire et de hautes énergies,

Les obsèques aurout lieu le

survenu le 15 décembre 1993

(Le Monde du 18 décembre.) - Mª Mathilde Kabla,

— M<sup>™</sup> Mathilde Kabla, son épouse, M. et M<sup>™</sup> Simon Kabla, M. et M<sup>™</sup> Gabriel Suffir, M. et M<sup>™</sup> Victor Kabla, M. et M<sup>™</sup> Serge Bouaniche, M. et M<sup>™</sup> Yves Mimieux, M. et M<sup>™</sup> Fernand Jahjah, M. Daniel Kabla, M. et M<sup>™</sup> Richard Salabi, ses enfants.

M. et M= Maryous Cohen M. et M= Rouline Kabla, ses petits-enfants, Et son arrière-petite-fille,

M. Joseph KABLA. survenu le 16 décembre 1993.

Les obsèques out eu lieu dans l'inti-mité à Sarcelles, le 17 décembre.

Une prière à la mémoire du défunt inche 19 décembre. 15 heures, à la synagogue La Gbriba, 24, avenue Prost.

Le présent avis tient lieu de faire-

21, boulevard Branly, 95200 Sarcelles.

- La famille Mecattaf a la deuleur d'annoucer le décès, aur-venu à Paris le 18 décembre 1993, du

#### Georges MECATTAF.

Une messe sera célébrée le dimanche 19 décembre à 16 beures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5-.

L'inbumation aura lieu à Beyrouth la sensiue du 20 décembre.

### DÉFENSE

SANCTIONS : deux officiers relevés de leurs fonctions. -Après la mort par asphyxie, le 12 décembre, d'uo appelé du 2 régiment de commandement et de soutien de Versailles, « des sanctions sévères d'ordre disciplinaire » ont été prises à la suite de la découverte d'« un certain nombre d'infractions graves aux règles de sécurité», seloo l'armée de terre. Sans préjuger des mesures d'ordre disciplinaire ou statutaire qoi pourraient être décidées, un capitaine et un lieutenant ont été relevés de leurs fooctions. Ao cours d'uo exercice à Saint-Far-geau (Yonne), Thomas Rousselin avait été découvert asphyxié par de l'oxyde de carbone dans un camion dont la remorque était un groupe électrogène resté en fonctionnement durant la ouit. ARMEMENT : des chars fran-

çais Leciero proposés à la Suède. - Le ministre de la défense, François Léotard, e affirmé, jeudi 16 décembre, qu'il avait de «bons espoirs» de vendre des chars Leclerc à la Suède. Il se rendra à Stockholm en janvier prochain. Le marché suédois porte sur cent vingt ehers, plus une option pour quatre-vingt-dix autres. Face au Leclerc, sont eo compétition le cher américain Abrams et le char allemand Leopard. Une décision définitive de la Suède est atteodue pour le début de février, seloo une source industrielle.

#### Clermont-Ferrand, Méréville Jean-Pierre Ovilliot et Corine

real-riere Quintot et C son fils et sa bru, Roger et Claire Quilliot, son frère et sa belle-sœur, M. et M= André Lebel, Alcide Quilliot, Mario-Louise Chollet,

ses cousins germains, MM. et M== Roland et Alain Quillio ses neveux,
Les familles Quilliot, Lebel, Chollet

### M= Agnès QUILLIOT, pharmacien honoraire.

L'enterrement aura lieu à Méréville (Essoune), le 20 décembre 1993, à 10 h 30.

Andrée May-Lyotard sa fille.

Laurence et Rémi Kahn,
Corinne et Michel Enaud
ses petits-enfants,

Alexandre Demoule

Mathias Kahn, Jacques Enaudeau ses arrière-petits-fils, ont la grande tristesse de faire part de

### Mª Emile MAY, uée Marguerite Potier

survenue le lundi 13 décembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

#### **Anniversaires**

- Le 19 décembre 1976, le prince Saïd Ibrahim BEN SULTAN SAÏD ALL ancien président des Comores,

quittait sa famille et ses amis.

Nous lui dédions une prière

- Il y a quatre ans,

Albert-David DARMON

Que tous ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui en ce jour.

- Il y a un an, le 20 décembre 1992,

André DUBOIS-CHABERT.

Gue cenz dai I,our counn e

- Il y a dix ans, le 20 décembre 1983, disparaissait

#### Pierre PIEUCHOT.

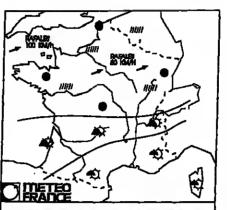
Une pensée de Son épouse, Ses enfants,

- Il y a dix ans, le 20 décembre

Georges VÉJUS,

Ses enfants demandent à ceux qui l'ont connu et aime d'avoir une pensée ou une prière

#### MÉTÉOROLOGIE



C BROUBLE **《周尔思** = MARKE

Dimanche: pluie et vent fort sur la moltiénord. – Sur toute la moltiénord, le ciel restera couvert tout au long de la journée. Il pleuvra, faiblement des Pays de Loire à la Franche-Comté et de façon modérée plus au nord. Le vent de sud-ouest souffiera très fort, entre, 100 et 110 km/h sur les côtes de la Manche à la mi-journéa at à 80 km/h dens l'intérieur de la Bretagne à l'Alsace et au Nord-Pasche Caleia. Bretagne à l'Alsace et eu Nord-Pas-de Calala. Sur la moitié sud, le ciel aera nuageux à très nuegeux meis aane précipitetione du Poltou-Charentes à Rhône-Alpes, Plua au sud, le soleil brillera malgré quelques nuages.

Les températures seront très doucea. Le matin, il fera 8 à 11 degrée sur le Nord et le Nord-Quest, 3 à 8 degrés aur le raate du pays, L'après-midi, laa tempéreturaa seront très homogènes et très au-dessua des normales sei-sonnières, entre 5 et 7 degrés au-dessus des normalas. Il fera 13 à 18 degrés sur l'ensembla du pays, localement 17 degrés sur la Corse et l'extrême Sud-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



ÉTRANGER

**TEMPÉRATURES** minim - smixem

ALGER
AMSTERDAM
ATHÈNES
BANGKOK
BARCELONE REIGRADE BELGRADE
BERLIN
BRUXELLES
COPENHAGUE
DAKAR
GENEVE
ISTANBUL
JÉRUSALEM

JERUSALEM
LLE CAIRE
LLSBOINNE
LLONDRES
LLOS ANGELES
LLIXEMBOURG
MADRIO
MARRAKECH 



PRÉVISIONS POUR LE 20 DÉCEMBRE 1993 A 0 HEURE TUC



#### **MOTS CROISÉS**

#### PROBLÈME Nº 6195 HORIZONTALEMENT

Elle s'intéresse à des choses qui na sont vraiment pas da son âge. – II. Commune. Un sommet. Une partie de l'ensemble. Servent à rahausser. ~ III. En fumant beaucoup. Vieille vachs. – IV. Cri. Bien mls. Crier comme

une bête. -V. Utilea aur le chantier naval. On y reste si on n'eet pas bien. Souria su peradis. ~ Vi. Un homma à fables. Eventuellement comme le goût d'una ferce. Vil. Qualifie un four- VIII gon où l'on met tout ca qui est emballé. Dana une série de sept. — XI
VIII. Pour faire l'sp- XII
pel. Un homme à XIII qui on peut daman- XIV der dea errenge-ments. - IX. Quand

il est grand, ça ne pasee pes. Pas entouré. ~ X. Coule en France. Réciplent. Un saul passege le rendit célèbre. - XI. Pour déeigner. Une petite planche. - XII. Câblé. Où il n'y e rien à prendre. Pee fine. -XIII. Peut avoir le cœur sec. Article étranger. Réagira en homme. Donné per le chef. - XIV. Au retour, il a une allure très repide. Peuvent être des bouts da fil-

lettes. - XV. Poseessif. Distanças. Travaille des mâchoires.

### VERTICALEMENT

1. Des gens qui jouent avec le feu. - 2. Transformée en liquide. Fie un essai. - 3. Dans l'essence de girofie. Avant l'heure. D'un euxiliaire. - 4. Peut emener des cafards. Point de départ. - 5. Un gouffre. Bercaau pour dee princes. Eut en son bec un « fro-

mage ». - 6. Possessif. Eseü ne las eut pes à l'œil. - 7. Tràa egitéea. Partie d'une jupe. – Très fin. Ancien eouversin. -9. Ripoater comme une rosse. Ruminaient autrafoia. Lança. -10. Qui n'e rien coûté. Qui peuvent foncer. - 11. Témoin d'un quotidien lever. Interjection. Pris. Fournit un latex toxique. -12. S'étend quand elle ae met à rongar. Pronom. - 13. Pas lisses. Un vulgeire traveil. 14. Vagebonder. Circulait en Espagna. Est au service des pereonnee dépourvues de coffre... fort. - 15. Perier comme à un oiseau. Battue. Qui est bien ren-

Solution du problèma nº 6194 Horizontalement

Modernes. - II. Ecollères. -III. Lésineuse. - IV. El. Tc. Dam. - V. Eon. Elimé. - VI. Tectite. -VII. Fêtée. - VIII. OII. Sol. -IX. Lues. Si. - X. II. Infuse. -XI. Eeklo. Nus.

#### Verticalement

1. Mēlés. Folia. - 2. Ocelot. lule. - 3. Dos. Neffe. - 4. Elit. Ce. Sil. - 5. Rincette. Nô. -6. Née. Lie. If. - 7. Erudites. Un. - 8. Sésame. Ossu. - 9. Semé.

**GUY BROUTY** 

 $e_{2}(2^{n})$ A 18 M 441 1975 ...

Maria de la companio

6577

 $(X_{i_1}x_{i_2}x_{i_3})$  (2.1)

17 3 73 Biren mere

Charter Variety

A ......

10 to 10 2 1

State House.

Signal States at the second

F 8 92 S GENY Para to

Salar Para lo

Salar Lacar Co

Salar Lacar Co

Salar Lacar Co

Salar Co

Att Market in the Control of the Con

ing former and the second and the se

Manager 1 ce 1 ce 1

All Sara Aracour

.....

L ....

im m

in variation of the second

CANA

1 4% Contail 118 Emparie A All Money and

1 Carl & Phonograph of the last

THE SEC SHIP SECOND Total State Wagnette A

to the state of th LINE THE PROPERTY. -: Secret 4 400 Carper Indian 22.35 Magazing (2)

3-24 0. Bur 1 40 CON JONES OF SER C.23 Wagnings TO THE MANAGE 1 73 Mayblook Bu 122 Sandana tele: termini d the themen making

4 10 St Newson & St.

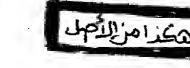
4 20 Magesting - Mill

TO MANAGEMENT AND STREET

FRANCE 2

FRANCE the Marginal Was graded The Workstone

And Margarithm Tiere Brette & 2 & Carried the last Magazine Mig in the State of a Chapman Talle Tankingson raging 12 84 Aleksai



RADIO-TELEVISION

### SAMEDI 18 DÉCEMBRE

#### **TF 1** 14.20 La Une est à vous. 17.25 Divertissement: Cînégaga, 17.30 Magazine : Tranta millions d'arnis, 18.00 Divertissement : Les Roucesseries. 18.30 Divertissement : Vidéo gag. 19.00 Série : Beverly Hills. 20.00 Journal, Tiercé et Météo. OUVERTURE DEMAIN dimanche 19 décembre. -10% sur TOUT\* le magasin. HSAMARITAINE 20.45 Variétés : Super name. Emission présentée par Patrick Sébastion et Philippe Lavil. Election de la Super name 1994. Les régions Bratagne, Pays de le Loire, Nor-mandie. 23.05 Téléfilm : lanhattan Connection.

Party Server 13/4/6

· Avail

...

1.3.

. . 4.

....

Sec. 38.

. ....

#### Bercy. FRANCE 2

0.45 Sport : Karting. Master Karting Indoor, a

De Peter Levin.

15.10 Magazine ; Samedi sport. Footbell (64° de finale de la Coupe de France) ; Saint-Briego-Rennes. 17.15 Série : Taggart. 18.45 INC. 18.50 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Grag Hansen, mannequin. 18.50 Tirage du Loto (et à 20.45). 20.00 Journal, Journal des courses et Mátéo. 20.50 Magazine : C'est votre vie. Prisenté per Fridéric Mitterrand. Invité : le professeur Catrol pour son ouvrage « La butalle pour la vie, le chiurgle au quotidien » (Hachette-Carrere). Hachene-Carrens).

22.45 Variátés : Teratata,
Emission présentée par Nagui,
Invité : Phil Collins. 0.15 Journal et Météo.

#### FRANCE 3

17.40 Magazine : Montagne. 18.25 Jau : Questions pour un champion. Un livre, un jour. Correspondence, de François Truffeut 18.50

19.00 La 19-20 de l'information. 20.05 Divertissement : Yacapa. Présenté par Pascal 8runner. 20.30 Le Journal des sports.
20.50 Série : La Guerre blanche.
Les perrains ne meurent pas, de Pedro Misso Paulet (demier épisode).
22.20 Journal et Météo,

2.20 Journal et Météo,
2.45 Jamais sans mon livre.
Magazine présenté par Bernard Rapp. Invités : Umberto Eco (De Superman au surhomme) ; Gilles Perrault (L'Ombre de la Bestille) ; Jacques Tardi, textes et desains da 1914-1918 : c'était la guerre des tranchées ; Entretien evec Allen Ginsberg (Kaddish et Howl).
23.40 Magazine :
Musique sans frontière.
Spécial concours Découvertes 1993 de RFI au Maii.
0.30 Continentales Club.

#### **CANAL PLUS** 16.35 Documentaire :

Tonnelles d'amour.
De Beverly Brown.

17.00 Sport : Footbell américain.
Match de champlonnat de En clair jusqu'à 20.35

18.00 Décode pas Bunny. 18.55 Série animée : Chipie & Clyde. 18.05 Dessin enimé : Les Simpson. 18.30 Flash d'informations.

19.35 Magazine :

Le Plein de super.

Présenté par Yvan Le Bolloc'h
et Bruno Solo.

20.35 Téléfilm : Les Envolitées de l'espace 2. De Dan Curtis. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Surprises.

22.10 Surprises.

22.15 Magazine : Jour de foot.

Buts et extraits des matches
de la 23 journée du championnet de France de D1. 23.00 Cinéma : Time Bomb. 
Film américain d'Avi Nesher (1990).

0.30 Cinéma : Bob Roberts. BB Film américain de Tim Robbins (1992) (v.o.).

#### ARTE

--- Sur le câble jusqu'à 19.00 ---17.00 Premières vues, Filmer la vieillesse. 18.05 Magazine : Mégamix. 19.00 Magazine : Via Regio. La Vie quotidienne an Turquie.

Le Vie quotidienne en Turquie.

19.25 Chronique:
Le Dessous des cartes.
De Jean-Chritophe Victor. Les cartes mentent.

19.35 Documentaire: Histoire parallèle. Actuelités allemendes et bri-tanniques de la semaine du 18 décembre 1943. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 ▶ Documentaire :

Ni travail, ni famille, ni traveti, ni tantille, ni patrie. De Mosco. Journal d'une gade FTP-MOI. 22.10 Téléfilm : Une si jolie vallée. De Paul Turner (v.o.). 23.45 Cinéma d'animation : Sn 0.15 Musique : Jazz à Berlin.

ation : Snark

# fil à fil

M 6

ChemisierPour achat de 2 chemises nous vous offrons une pochette 100 % soie Spécial Noël 14, rue du Vieux-Colombier 75006 PARIS Tel.: 42-22-58-74.

46, rue de Passy 75016 PARIS Tél.: 42-24-66-32 15.00 Série : Covington Cross. 16.00 Série : Département S. 17.00 Série : Destination danger. 17.50 Série : Le Saint.

17.50 Serie : Le Saint. 18.50 Magazine : Les Enquêtes de Capital. 19.15 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Cha-19.54 Six minutes d'informations, 20.00 Série : Classe mannequin.

#### 20.35 Magazine:

20.45 Téléffim : Laura.

0.20 Série :



Le spécialiste du gain de place 30, bd Saint-Garmain (54), 46-34-69-74 4, rue Seint-Honoré (1\*), 40-26-13-55 11, rue Chabanais (2\*), 42-60-26-45 Vincernes (94), 49-57-99-90

#### FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait.
Claude Mediavilla, calligraphe. 20.45 Dramatique. Vie et aventures de Salavin d'après Georges Duhamel (4).

0.05 Clair de nuit.

20.00 Scirée lyrique (donnée le 21 juin au Théâtre de le Scala de Milan) : Falstaff, comédie de Milan): Falstaff, comédie lyrique en trois ectas, de Verdi, par le Choeur et l'Orchestre du Théâtre de le Scale de Milan, dir. Riccardo Muti; sol,: Juan Pons, Roberto Frontall, Ramon Vergas, Emesto Gavazzi, Psolo Barbacini, Luigi Roni, Danlela Dessi, Maurean O'Flynn, Bernadette Mence Di Nissa, Dolores Ziegler, Damiano Pettenella.

23.00 Maestro.

Guvres de Wagner et de Prokofiev, Les Tebleaux d'une
exposition, de Moussorgski,
par l'Orchestre national de
France, dir. Erich Leinsdorf,

Stars et couronnes (et à De Jeennot Szwarc et Vittorio Sindoni.

Soko, brigade des stups.



22.35 Musique : Opus.

contre avec Maria Koleva

#### FRANCE-MUSIQUE

0.05 Carrefour de la guitare. Par Robert Vidal.

9.00 Cinéma : IP 5, . . .

#### **IMAGES**

### **Complies**

ÉTAIT la première fois. vendred! eoir. que le télévieion nous feiselt pénétrer, sans discontinuité, de l'heure des vêpres jusqu'à celle des complies, dens les arcanes sacrés de l'Egliee mitterrandoballadurienne de France. Et, par l'une de ces coincidences qu'on ne saurait expliquer autrement que par les divins mystèree, cet événement e permis au peuple des oueilles de vivre en direct ce surprenant échange de sermons que beaucoup d'exégètee interpretent déjà comme le début d'un

La virulente homélie prononcée per le Pare Frençois, eu coure de se visite à l'ebbaye catalane de Céret, s'adressait, de toute évidence, eu chanoine Edouerd, qui, l'evant-veills, devant les caméras de la chapelle TF 1, evait joué les enfants de chœur en soutenant benoîtement qu'il n'y avait aucune melice dans le prêche de l'abbé Bayrou.

Le fait que le Pare Frençois ait reçu sur-le-champ le renfort de l'archidiacre Rocard et celui du diecre Charaese, eccourus pour prêter mein-forte eux paroiseiene laïquee en colàre. confirme le risque d'une nouvelle croieade intérieure. En effet, le réponse jésuitique que l'ebbé Bayrou e tenu à faire lui-même à see censeure, en chaire de France 2, ne semble pas de nature à rassurer ceux des fidàles qui redoutent de voir le denier du culte républicain utiliser à des fine peu

orthodoxes. Bien eu contraire,

en tançant longuement «las hypocritee » epràe evoir prétendu qu'il n'entendeit pas polémiquer evec sa hiérarchie élyséenne l'ebbé Beyrou e donné un bel exemple de phari-

La gravité de le situation n'a pes écheppé à Frère Honorat. l'ancien apprenti-bénédictin du monastère de la Pierre-qui-Vire (Seint-Léger-Vauban, Yonne), elies Frère Léotard, désormais missionnaire eux ermées, qui s'est empressé de faire discrètement la tournée des popotes ecclésiales.

Heureusement, gréce à la vigilence des ceméres de Frence 3, la commun des mortele a pu contemplar ce mystique de Port-Fréjus dans eee œuvres civiles. On l'a vu qui n'héaitait pae à se camoufler soue de fauasee identitée leiques pour e'assurer en personne, en pleine nult, impromptu, dans les brumee de Dammartin-en-Goële (Seineet-Mame), de la qualité d'éveil de la gendarmerie nationale eu cas où...

Le pire est même à craindre si ('on en juge par les images venuee le veille du terrain de manœuvree de Carpiagne (Bouchee-du-Rhône) où Fràre Léotard e été eperçu aux commendes du nouveeu tenk

**ALAIN ROLLAT** 

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble eont publiée chaque semaine dene notre eupplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; a Film à éviter ; = On peut voir ; == Ne pas manquer ; 

#### DIMANCHE 19 DÉCEMBRE

	TF 1
8.00	Série ; Côté cour (et à 3.25
	Club mini Zig-Zag.
	Club Dorothee.
	Le Disney Club. Invité : Sky Jumpers, des seurs acrobatiques ; Variétés
10.25	Didier Sustrac. Magazine : Auto Moto. Spicial Master Karting Indoor

0.35 Magazine : La 25- Heure.

Présenté par Jacques Perrin.

Présentation d'un kert : Le sai resentation de United ; La Sal-son; Trois question de David Terien, champion de kart, à Alain Prost; Le tour ember-qué d'Alain Prost; Nostaigle Prost, Senne; Le bilan de la 11.03 Météo (et à 12.18). 11.05 Megazine : Téléfoot. 11.55 Jeu : Millionnaire.

12.20 Jeu: Le Juste Prix. 12.50 Magazine : A vral dire. 12.55 Métée et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Arabesque 15.10 Série : Starsky et Hutch.

15.55 Série : Enquêtes à Palm Springs. 16.55 Disney Parade. 18.00 Des millions de copains. Magazine: 7 sur 7. Magazine: 7 sur 7. Présenté par Anne Sinclair. Invitée: Simone Vell, ministre des affaires sociales et de la

20.00 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 Cinéma : Force majeure. mm Film françaie de Pierre Jolivet 22.15 Magazine : Ciné dimanche. 22.25 Cinéma :

Chimauroux District. = Film français de Philippe Chari-got (1987). Journal et Météo. 0.00

0.05 Magazine: Le Vidéo Ciub.
0.25 Spécial sport: karting.
Master Karting Indoor à Berry.
1.10 TF1 muit. (et à 1.45, 2.15, 3,15,3.45.)

3.15,3.45.)
1.20 Série : Intrigues.
1.50 Documentaire : L'Aventure des plantes.
2.25 Documentaire : Histoires

naturelles let à 3.55). 4.50 Musique 5.05 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacerd (1- épisode).

**FRANCE 2** 

#### OIMANCHE . MIDI Trance l'Archiduc Otto de Habsbourg à l'Heure de Vérité.

5.00 Magazine : Animalia (rediff.). 6.50 Dessin animé. 7.00 Debout les petits bouts.

8.45 .Connettre l'Islam. 9,15 Emission Israélite.

9.30 Source de vie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le Jour du Seigneur. 11,00 Messe. Célébrée en l'église Seint-Martin à Troo

(Loir-et-Cher). 12.00 L'Heure de vérité (et à 1.35). Magazina présenté par Fran-cols-Henri de Virieu. 100°. Invité : l'archiduc Otto de

12.55 Loto, Journal, Météo et

13.25 Dimanche Martin. Le monde est à vous. 14.56 Série : L'Equipée du Poney Express.

15.50 Dimanche Martin (suite). L'Ecole des fans, avec Hugues Aufray: Ainsi font, font, font. 17.30 Documentaire:

Cousteau, à la redécouverte du monde 18.25 Magazine : Stade 2. Football; Rugby; Basket-ball; Skl alpin; Cyclo-cross; Handi-eport; Karting; Athlétisme; Saut à ski; Haltérophilie.

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cînéma : Lune de miei. o Film françale de Patrick Jamein (1985). 22.35 Magazine: Musiquee eu COSUIT.

Présenté par Eve Ruggieri. En fêtee avec Lucieno Paverotti. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Magazina: Le Cercie de minuit.

Les meilleurs moments de la semaine. 2.25 Magazine : Frou-frou

3.20 Documentaire: Safari Namibie. 4.00 Dessin animé (et à 5.25).

4.10 24 houres d'info. 4,20 Magazine : Stade 2 (rediff.). 5.30 Magazine : D'un soleil à l'autre (rediff.).

#### FRANCE 3

7.15 Bonjour les petits loups. 8.00 Les Minikeums. 10.30 Magazine:

D'un solell à l'autre. Présenté par Jacques Maihot. Reportage : Géorgie. caca-huète grilée. 11.00 Magazine : Mascarines. Présenté per Gladys Says.

ì

12.00 Flash d'informations. 12.05 Télévision régionale. 12.45 Journal.

13.00 Expression directs. RPR. 13.15 Documentaire animalier. 13.20 Magazine : Musicales, Présenté par Alein Duault. 14.40 Téléfilm : Cow-boy.

De Jerry Jameson. 16.15 Magazine : Sports 3 dimanche.
Tiercé, en direct de Vincennes; A 16.25, Spécial pathage artistique.

sir Anhur Conen Doyle. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19 09 à 19 31, le journel de la région.

# Defi de trouver moins cher

Sélectionnés :

SOMMIERS MATELAS tontes dimensions TRECA-EPIDA-SIMMONS-DUNLOPILIO, etc. fixes ou relevables

20.50 ► Téléfilm : Un soleil pour l'hiver. 22.25 Documentaire: Planète chaude.

23.20 Journal et Météo. 23.45 Magazine : Le Divan. Présenté per Henry Chapier. Invité : Jean-Claude Dreyfus, 0.10 ► Cinéma :

### zage (1940).

En clair jusqu'à 7.26 7.00 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).

**CANAL PLUS** 

7.25 Décode pas Bunny. 8.20 Série enimée : Chipie & Clyde. 8.30 Sport : Boxe.

Rediffusion des meilleurs

moments de la réunion de Pueblo.

10.55 Cinéma : Le Zèbre. mm

18.00 Série : Sherlock Holmes. L'aventure de Wisteria lodge, de Peter Hammond, d'après

### DÉTAILLANT. GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS Les plus grandes marques et la public aux | bas prin.

Paris per cher, Paris combines, etc.

et ensembles relaxation Garantie 5 ans Livraison gratuite. 2 500 m² t'expo MOBECO: 42-08-71-00 Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h 20.05 Divertissement : Yacapa.

De Laurent Carceles, avec Patachou, Philippe Carolt. Présenté per Bernard Rapp.
L'histoire oubliée : les harids,
d'Alain de Sédouy et Eric
Deroc. 2. L'abandon.

> The Mortal Storm, Film américain de Frank Bor-

19.45 Flash d'informations.

20.15 Sport : Football,
Bordeaux-Monaco. Metch de
22- journée du chempionat de
France de C1, en direct; à
20.30 coup d'envoi. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Magazine : L'Equipe du dimanche, Football : les buts de D1 : les

meilleurs buts : Alain Giresse Séville 1982. Basket améri-

En clair jusqu'à 20.30

19.55 Ca cartoon. Présenté par Philippe Dans.

nix-Orlando. 1.05 Cinéma : Mister Johnson, m Film américain de 8ruce Beresford (1990) (v.o.).

Film français de Jean Poiret (1992). En clair jusqu'à 14.00 -12.30 Flash d'informations.

Film français de Jean-Jacques Beineix (1992).

12.35 Magazine : Télés dimanche. Présenté par Michel Denisot. Invité : Patrick Poivre d'Arvor. 13.30 Divertissement ; La Semaine des Guignols.

14.00 Téléfilm : Chambre froide. De Sylvain Medigen.

15.20 Sport : Handball. Allamagne-France. Match qua-lificatif pour les chempionnats d'Europe, en direct d'Aschaffenburg. 17.00 ▶ Documentaire :

Jean Poiret, un prince sans rire. De Jean-Luc Seigle et Gilles Nadeau. 18.00 Cinéma : Siméon. 🗆 Film français d'Euzhan Palcy (1992).

### investir ACTIONS OU **OBLIGATIONS** Quelles Sicav choisir?

PLUS DE 900

#### SICAV 11.50 Série : passées au crible 12.20 Série :

cain : metch de la NBA, Phoe-

2.45 Cinéma : Le Rescapé. m Film françale d'Okacha Touita (1986).

#### ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00 17.00 Téléfilm : Belle Block. Da Max Farberbock.

19.00 Série : Absolutely. 19.25 Documentaire: Palettes. D'Alain Jaubert. La haute note 20.00 Documentaire:

Images d'une ville. Budapest, d'Erica Reese. 20.30 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. Sarejevo-Strasbourg, un corridor pour la perole, En direct du Conseil de l'Europe. Des citoyens de Sarajevo interpellent des personnalités européennes.

22.30 Soirée thématique : Spécial Sarajevo. Notre âme saigne, films d'un pays en guerre. Soirée propo-sée par Antoinette Spielman

### M 6

8.00 Musique : Flashback. L'année 1885. 8.35 Téléfilm : Miracle en Alaska De Richard Lang. 10.10 Magazine : Ciné 8.

10.40 Magazine : E = M 8. 11.10 Magazine: Turbo (rediff.) Les Années coup de cœur.

Ma sorcière bien-aimée. 12.50 Sárie : Brigade de nuit. 13.45 Série : Rock end Love. 14.50 Série : Les Champions. 15.20 Magazine : Fréquenstar. Alain Chamfort.

16.30 Magazine : Culture rock. Spécial Rolling Stones. 17.05 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith.

18.00 Série : Le Fugitif. 18.55 Série : Flash. 18.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Séria : Classe mennequin. 20.35 Sport 5 (et à 1.10). 20.45 Cinéma : Les Collines de la terreur. Film britannico-emérica Michael Winner (1972).

22.30 Magazine : Culture pub. Spécial séries.

23.00 Cinéma : Good-bye Emmanuelle. G Film français de François

Leterrier (1976). 0.35 Six minutes première heure. 0.45 Magazine : Métal express.

1.15 Boulevard des clips (et à 8.06). 2.30 Rediffusions. E = M6; Sales opus 2 (Colombie); Les Mawkeens, nomades des mers; Les

#### tion le moode (l'Australie). FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. En marge (au cœur) du

22.25 Poésie sur parole. Les poètes de Jean-Jacques Lebel.

22.35 Musique : Concert (enregistré au Théâtre de la Ville, le 24 octobre). Musique tradi-

#### 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE 20.32 Concert de jazz (donné la 8 octobre à Budapest) : le Big Band de l'Union Européenne de Radiodiffusion (UER), dir.

Gyorgy Vukan et 22.03 l.'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Blette. Fantaisie et fugue pour piano op. 13, de Morteneen; L'Echelle de Jacob, oratorio orchestré par Wilfried Zilling, de Schoenberg.

23.00 Autoportrait. Jean-Marc Sin gler, par Cécile Gilly. 0.05 Atelier de création. Imegi-nez... la nult... Par Janine Chollet.

Les interventions à la radio France-Culture, 11 heures : Rediff. du « Mémoire du siàcle », d'Alexandre Trauner. France-Inter, 12 heures : Lella Shahid et Marek Halter (c A titre provisoire »).

RMC, 13 heures : Nicoles Sar-kosy (« Forum RMC-l'Ex-

RTL, 18 h 30 : François Léo-Hard (c Le Grend Jury RTI.-le Mande »).

Europe 1, 19 h 30 : Guy Verrechie, Cyrille du Peloux (« Managers »).

par la CDU de Steffen Heitmann

**.** 

# Le Monde

AU JOUR LE JOUR

### Mode

La retour de la « guerre scolaire » n'e pas que des meuvais côtés. Las boulsversaments politiques et idéologiquae de cea darnières ennées eveisnt fini par faire perdre la boussole è plus d'un. On ne savait plue comment se quereller en famille, et les points d'interrogation remplaçaient les points d'exclamation et les poings sur ls tabis. On s'apprétait à vieillir moroses, désebusés,

Gracs è Françoie Bayrou et è feu Fréderic Albert, comte de

Falloux, nous voilà revenus eu bon temps dee elogene eim ples, dae cartitudee fsrmss comme le roe.

Quel pleisir d'entendra un Jocelyn de Rohan, eénateur RPR, e'en prandre evec gour-mendisa eu préeident de le République et de voir eurgir des pencertae «à bas la calotta ?» brendiae per des instits barbus. Tout ce qui est rétro reviendre è la mode, n'est-ce pas, moneieur Tre-

PROCYON

L'ESSENTIEL

#### DATES

Il y a vingt ans, l'assassinat de Carrero Blanco. Livres politiques, per André Laurens : «Ls momant du vots » (page 2).

ÉTRANGER

#### La transition s'éternise en Ethiopie

Deux ans et demi après la chute du colonel Menguistu, le processus de démocratisation est lent et le président Méles Zsnaw ne semble pas vouloir lâcher la pouvoir, fort du soutien des Etats-Unis (page 4).

POLITIQUE

### Santé publique : divergences au Parlement

Le projet de loi sur la santé publique et la protection sociale divise députés et sénateurs. En deuxième lecture, l'Assemblée nationale a refusé cartaines dispositions votées per le Sénat, concernant notamment le délicat dossier du dépistage du sida (page 9).

COMMUNICATION

#### Coup de pouce à la presse écrite

Pour compenser la dégringolade des recettes publicitaires, le ministère de la communication e décidé d'eccorder une aide exceptionnelle de 90 millions de francs. Cent quatre-vingtcinq quotidiens se partagent l'enveloppe (page 9).

SOCIÉTÉ

#### L'arsenal de la sécurité routière renforcé

Aggravation des sanctions contre les excès de vitessa, abaissement du seuil maximal d'alcoolémie, sont les principales mesures dissuasives mises en plece par le gouvernement (paga 10).

#### Un nouveau record de supraconductivité

Vingt-quatre haures après le record à - 23°C, établi par une équipe pariaienne, des chercheurs grenoblois ont mis en évidence des phénomènes de supreconductivité à - 3°C. On approche de la température ambiante (page 10).

CULTURE

#### L'Allemagne d'August Sander

Paysan, industriel, instituteur, notaira, August Sender a photographié un par un les acteurs de la société de l'entre-deux-guerres. Un portrait unique de l'Allemagna d'avant le chaos (paga 11).

ÉCONOMIE

#### Compromis européen sur l'acier

En acceptant l'oetroi d'aides d'Etat à certains aciéristes en difficulté, Bruxelles risque de relancer la course aux subventions dans la sidérurgie (page 13).

#### Un plan d'économies à Air Inter

Augmentation de capital, politique commercials «plus percutante» et réduction du déficit : le PDG, Michel Bernard, vsut préparer la compagnie à la libéralisation du ciel. Les syndicats grognent (page 13).

Services

Abonnements. Cemet.... Météorologie ...... 16 Spectacles.

La télématique du Mande : 3615 LEMONDE 3617 LMDOC et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioré de l'à Vitt et un cahier « Redio-télévision » folioté de 1 à 40

#### Dans notre prochain numéro

L'Economie

En 1993, las eours du pétrole sont retombéa pratiquement à leur niveau d'il y a vingt ans. Mais les peys consommateura auraient tort de se réjouir trop fort. Lire aussi «La mafia des Pères

Le numéro du « Monda » a été tiré à 466 218 exemplaires Après le refus de témoigner du trésorier du second parti de la majorité

### La chambre d'accusation de Rennes se prononcera en janvier dans l'enquête sur le financement du PR

La chembre d'accusation de la cour d'appel de Rennes rendra le 27 janvier 1994 un arrêt dans l'affaire qui oppose son conseiller Rsnaud Van Ruymbeke à la direction du Parti républicain. Cette décision fait suite au refue de témoigner du trésorier de ce parti, Jean-Pierre Thomas (le Monde du 16 décembre).

Refus de comparaître; refus de témoigner; mise en cause du magistrat instructeur : en optant pour une stratégie de rupture et de eonfrontetion ouverte à l'égard du juge Renaud Van Ruymbeke, les dirigeants du Parti républicain (PR) ont déclenché une épreuve de force dont ils ne sont pas sûrs de sortir vainqueurs. Même s'ils ont choisi, dans un geste epparemment plus politique que juridique, d'y associer le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie.

Il y a des semaines - en fait, depuis que le magistrat s'inté-resse à la comptabilité du PR que le feu couvait sous la cendre. Mais c'est merdi 14 décembre que tout a basculé. Convoqué à 9 heures dans le cabinet du conseiller Van Ruymbeke, à Rennes, Jean-Pierre Thomas, député des Vosges et trésorier du PR, ne s'est pas présenté. Quel-ques jours plus tôt, il avait invo-qué le débat sur le GATT pour demander un report. Le juge avait refusé et la date du 14 avait été maintenue, C'est seulement merdi en milieu de matinée, alors que le juge l'ettendait, que M. Thomas a notifié sa décision de ne pas se présenter. Motifinvoqué : l'audition aurait porté sur des faits dont le magistrat n'était pas saisi. Cette «onomalie», précisait le message, aveit conduit le sectétaire général du Philippe Yasseur garde des scesux et à demander à son trésorier de ne pas se rendre

Comment expliquer cette volteface d'un parti qui aveit ehoisi, fonctionnement du Groupement

dans un premier temps, de coopérer avec la justice? Tient-elle à un excès de zèle du magistrat rennais, comme l'affirme M. Thomas? S'agit-il, au contraire, d'une manœuvre visant à freiner la curiosité d'un magistrat connu pour son obstination à débusquer la corruption politique? Dans quelques semaines, la chambre d'accusation répondra à ces interrogations. Mais elle le fera en fonction d'un dossier dont certains éléments permettent de mieux apprécier les prises de position du juge et de ses

#### Des circuits financiers embrouillés

Lancé sur la trace d'une commission de 4,4 millions de francs versée, en 1988, par la société Pont-à-Mousson à l'industriel nantais René Trager, le conseiller Van Ruymbeke s'est retrouvé eu cœur du système de financement du PR. Depuis trois mois, les découvertes embarrassantes pour les dirigeants de ce parti se sont succédé (le Monde des 11 octobre st 5 novembre). D'ebord, en enquêtant à Nantes, où la com-mission semble s'être volatilisée, le magistrat e exhumé le réseau qui avait permis au PR, dans les années 80, de profiter avantageusement de certains marchés publics de la ville. Ses investigations l'ont ensuite conduit à s'intéresser aux montages financiers ayant permis à quatre dirigeants du PR (MM. Léotard, Longuet, Medelin et Thomas), regroupés dans une société civile immobilière, d'acquérir deux appartements, à Paris, pour y installer le siège de leur parti.

Le magistrat rennais et les policiers du SRPJ s'intéressent, en outre, à d'importants versements plusieurs comptes du PR: près, de 30 millions de francs, dont une partie postérieure à le loi d'amnistie de 1990. Enfin, les enquêteurs s'interrogent sur le

des régies réunies (GRR), une régie publicitaire du PR chargée de la vente de publicité aux grandes entreprises.

Les millions de la commission versée à M. Trager se cachent-ils dans ces circuits financiers embrouillés? C'est pour tenter de le savoir que le juge avait convoqué, pour la deuxième fois, Jean-Pierre Thomas, qui a la haute main sur les comptes du PR. En lei deuxendent de précaper explilui demandant de préparer expli-cations et justificatifs. On connaît la suite. Selon le PR, M. Van Ruymbeke sort des limites de sa saisine. Non seulement bien des faits auxquels il s'intéresse seraient emnistiés, mais, de plus, il n'aurait pas le droit d'éplucher une comptabilité qui serait sans rapport avec son

#### 1,2 million de francs en liquide

enquête initiale.

Tel n'est pas l'avis de l'avocat de René Trager, Me François Chéron, qui, prenant la défense de M. Van Ruymbeke, estime que «le PR, en parlant d'anoma-lie judiciaire et en saisissant le garde des sceaux, o commis une double erreur, juridique et politi-que ». Sclon lui, « le juge est bien dans sa saisine et sa démarche est parsnitement justissée ». Pout-quoi? « Parce qu'il ne manque pas d'indices matériels laissont penser qu'une partie au moins de in commission n pu aboutir sur les comptes du PR. » Selon son avocat, René Trager a admis que 3 millions de francs de la com-mission étaient destinés au PR, Un aveu à rapprocher du versement de 1,2 million de francs effectué, en liquide, le 8 mars 1988, sur un compte du PR. Une semaine plus tôt, Trager evait en effet retiré & públions de francs versés sur son commte suisse par Pont-à-Mousson, « Une étonnante coîncidence», réfrasque l'avocat avant d'affirmer : e Lorsque Trager se décide à parler, il ne ment pas. On I'n bien vu dans d'autres

A l'instar des responsables socialistes, quand ils durent faire face aux curiosités du méme magistrat rennais dans l'affaire Urba, les dirigeants du PR ont-ils cherché à politiser l'affaire en saisissant le garde des sceaux? Certains le pensent. Quelles que soient Isurs intentions, avouées ou cachées, leur geste n'est pas sans risques. Car le refus du PR de répondre plus avant aux ques-tions de M. Van Ruymbeke met en branle un processus judiciaire qui ne concerne pas seulement ce

En effet, le magistrat rennais n'est pas dans la situation d'isole-ment d'un juge d'instruction ordinaire. L'épreuve de force créée par l'attitude des dirigeants du PR l'oblige à affronter une instance collégiale : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, juridiction dont relève le conseiller Van Ruymbeke et dont il est, en quelque sorte, le bras exécutif. C'est donc elle qui leur répondra, collégiale-ment, le 27 janvier prochain.

TO JUNE DUN

1.000

5 4 . .

14 3

132 1 2 7

1.5

10 8

ES ÉCRIVAINS P

les communes a divisioni au

ecourrier des

1.0

· :

1.0

Same of the second

Property of

# 100MA

37. 100

154148

44 498F

per ret

--

I Flor Box

200

Lang

The transporting property

Sauth Barry

and the second Y CANA

THE GOVERNMENT

er fein bil ger er feinen

CANADA ARREST

is inter An total

and steel a

··· Access as in eren (1 amirency The state of the Parket and I should be

· -- TAMES :

En vue de cette eudience, les parties concernées auront à donner leur point de vue. A commencer par le procureur général de Rennes, dont les réquisitions refléteront la position du garde des sceaux. Un exercice qui pour-rait s'avérer délicat si M. Méhai-gnerie se trouvait écartelé entre les impératifs du code da procédure pénale, d'une part, et ceux de la solidarité politique, d'autre

Il reste que, depuis deux ans, la chambre d'accusation, présidée par Dominique Bailbache, a montré evec quelle détermination elle soutenait le conseiller Van Ruymbeke dans les éprenyes mi l'ont opposé eux socialistes pour des raisons similaires à celles qui du PR. Non par corporatisme, mais parce que les initiatives de ce redoutable procédurier oe se sont jamais écartées de la légalité.

**ROLAND-PIERRE PARINGAUX** 

L'invalidation de l'élection de M. Estrosi par le Conseil constitutionnel

en ketre massif du 38 eu 48

**ALLOCATION PARENTALE:** M. Debré (RPR) demanda au gouvernement de «respecter les promesses». - Dans un entretien eu Parisien, Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, demande au gouvernement, samedi 18 décembre, de « respecter les promesses faites par les candidats » du RPR et de Pierre Costa (RPR) ou dn tout nouveau maire (RPR) de Nice, l'UDF pendant la campagne des législatives concernant l'allocation de libre choix. «Je comprends blen Jean-Paul Barety, aucun des canles conséquences financières d'une telle mesure. Mais il est important didats potentiels, dont les noms sont cités, ne paraît, n priori, s'imposer. M. Estrosi, lni, exprime sa préférence pour son propre suppléant, Henri Richelme, conseiller régional (RPR) et ancien doven de la que nous tenions nos engagements», a-t-il dit. M. Debré souligne que, « depuis toujours, le RPR souhaite l'élaboration d'une véritable politique de la famille ». Il relève que « Simone Veil vient d'af-(RPR) et ancien doyen de la faculté de médecine de Nice, un chirurgien réputé mais qui est firmer qu'on avait tourné la page Grassois et manque de notoriété du salaire maternel », mais que « le en debors de sa sphère profespremier ministre, hui, semble moins affirmatif puisqu'il parle d'élargis-sement de l'allocation parentale Embarrassé par cette élection partielle qui survient quelques

d'éducation qui existe déjà». EXTRÈME DROITE : manifestation contre L'Œuvre française. -La Licra a appelé, vendredi 17 décembre, à un rassemblement devant le siège parisien du mou-vement d'entrême droite. L'Œuvre française, dirigé par Pierre Sidos, lundi 20 décembre à 18 h 30. L'organisation antiraciste s'est également adressée au président de la République pour obtenir la dissolution ce mouvement antisémite dont trois membres ont été mis en examen, jeudi, sous le chef d'asso-ciation de malfaiteurs (le Monde du 16 décembre).



sionnelle.

semaines seulement après le

deuxième replatrage du conseil municipal de Nice et interfère

avec la préparation des canto-

nales, le RPR essaie de s'en accommoder. « C'est l'occasion

de purgar cette espèce d'abcès psychologique qui veut que M. Peyral soit incontournable à

Nice », se rassure Patrick Stepha-

nini, directeur du cebinet

d'Alain Juppé au secrétariat

général de ce monvement. « A nous de faire le bon choix »,

reconnaît-il. La commission nationale d'investiture du RPR

se prononcera début janvier,

cela ne veut pas dire qu'il ne sera

pas candidat ... \*.

### Le RPR recherche le candidat capable d'éviter l'élection d'un député FN à Nice

le Conseil constitutionnel, qui, jeudi 16 décembre, e annulé son élection de député de Nics et lui a interdit de se prèsenter à l'élection partielle qui devra être orgeniaée. Ls RPR recherche le candidet qui pourrra éviter la victoire de M. Peyrat, is candidst du FN qui n'avait été battu que de peu par M. Estrosi en mers demier.

de notre correspondant régional Au cours d'une conférence de presse, vendredi 17 décembre, à Nice, Christian Estrosi (RPR) a vivement pris à partie le Conseil constitutionnel qui avait invalide, la veille, son élection dans la deuxième circonscription des Alpes-Maritimes et l'avait déclaré inéligible pour un an (le Monde du 18 décembre).

« Cette décision est tout à fait scandaleuse et ne revêt qu'un caroctère purement politicien de lo part du Conseil constitutionnel dirigé par des hiérarques du Parți socialiste », a déclare M. Estrosi, visiblement très affecté par ec nouveau déboire venant après son éviction de la présidence de la fédération départementale du RPR, en juillet dernier. Le député invalidé e également mis en cause la probité du rapporteur adjoint du conseil, un magistrat de la Cour des comptes, André Valat, « ancien membre du cabinet de M. Mitterrand », qui fut, aussi, « le rapporteur du dossier concernant. M. Tapie. Comme par hasord ». a insisté M. Estrosi qui a conclu sa philippique en exprimant son a plus projond dégoût » et en émettant l'hypothèse que le Parti

M. Estrosi e vivement critique socialiste espérait, ainsi, « offir une circonscription à un candidat du Front national afin de gêner la majorité gouvernementale».

En mars 1993, M. Estrosi l'avait, en effet, emporté, de jus-tesse, au second tour de scrutin, avec 51,57 % des suffrages expri-més sur le leader local du FN, l'avocat Jacques Peyrat. Celui-ci, dont l'objectif principal est la conquête de la mairie de Nice, sera, naturellement, à nouveau candidat, avec la même suppléante, Jacqueline Matbieu-Obadia, conseiller municipal (ex-CNI) de Nice.

#### Une possible candidature de M. Barety

Bien que l'invalidation de Bien que l'invalidation de M. Estrosi joue, plutôt, en sa faveur, M. Peyrat reste, toutefois, circonspect, en raison d'un mode de scrutin equi, dit-il, est très difficile pour quelqu'un comme moi ». Quel sera, cette fois, son adversaire? Qu'il s'agisse de Bernard Asso, conseiller général (RPR), de Jean leart (div. droite), fils de l'an-cien ministre de l'équipement Fernard Icart, de l'ancien préfet

VOYAG'AIR Vols aller/retour MARRAKECH 1190 1390 TENERIFE MIAMI

LES ANTILLES 2690 Tel: 42 62 45 45



Pyrénées: le sursaut identitaire

Trois régions réclament une politique commune d'aménagement

La cité des enfants de La Villette

Le secteur réservé aux 3-12 ans a déjà accuailli 450 000 visiteurs

Le blues des orchestres régionaux

Face à la crise, leurs programmes doivent être revus à la baisse

Cherbourg, porte d'entrée des voitures nippones

La ville et son port tentent de diversifier leurs activités

## LE TRAUMATISME DE LA RESTRUCTURATION HOSPITALIÈRE

La loi sur la santé publique ouvre un débat difficile sur l'avenir des hôpitaux et la responsabilité des maires

N 1991, lors de la discussion de le loi hospitalière, c'était encore un crime de lèse-majesté. Anjourd'hui, il s'agit d'une « piste de réflexion ». S'interroger sur le bien-fondé de la règle qui veut que le présidence du conseil d'administra-tion de l'hôpital revienne obligatoirement au maire ne fait plus partie de ces sujets qu'un parlementaire se doit de ne pas évoquer publiquement.

En affichant sa volonté de supprimer sans tarder les quelque 60 000 lits excéden-taires officiellement recensés en France, le gonvernement e ouvert un débat oécessaire mais sensible.

Si le projet de lui sur la santé publique, actuellement examiné en seconde lecture, ne remet pas en cause la prééminence du maire au sein des établissements publics de santé, il révèle que restructuration hospitalière et aménagement du territoire ne font pas bon ménage. Ce ne sont pas les municipalités, notamment celles de Concarneau (Finistère) ou de Moûtiers (Savoie), qui ont brandi l'étendard de la révolte cootre la fermeture de petites maternités qui affirmeront

#### Deux discours légitimes

Dépuis quelques semaines, Simone Veil, ministre des affaires sociales, a déclenché une onde de choc dans le monde de la santé. L'annonce d'un taux directeur draconico (3,35 % en 1994 contre 5,15 % en 1993) s'est s'accompagnée d'un nouvel arsenal reglementaire qui, entre autres, prevoit que les fermetures d'établissements pourroot intervenir pour cause « d'utilisation insuffisante des capacités » et non plus

seulement pour des motifs de sécurité. Face à l'autorité renforcée des directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS), chargées de faire respecter la carte sanitaire et de répartir les budgets, certains maires nourrissent les plus grandes crainles pour « leur » hôpital, souveot le premier employeur local.

Evoquée un moment par le premier ministre, la généralisation de structures comparables à l'Assistance publique de Paris, e été abandonnée. Reste que la restructuratioo est en marche.

« Deux discours parfaitement légi-times s'affrontent, souligne un directeur



d'établissement. Les DRASS défendent les finances de la Sécurité sociale et mettent en avant le respect de la qualité des soins. On sait par exemple qu'une maternité où se pratiquent moins de trois cents accouchements dans l'année ne présente pas toutes les garanties. En face, l'élu se doit de préserver l'activité et, surtout dans le contexte actuel, de défendre l'emploi dans sa

#### « Un bouleversement. pas une adaptation »

Tenté de faire barrage à des décisions qu'il ne peut accepler en tant que respoosable politique, le maire risque de constituer un obstacle majeur aux teotatives de res-tructuration. « Que le premier magistrat occupe systématiquement la présidence du conseil d'administration de l'hôpital ne me paraît plus adapté à la situation, assure Claude Huriet, sénateur (Union centriste) et chef du service de néphrologie an CHU de Nancy. Attention, il ne s'agit pas de l'écarter systématiquement mais de faire en sorte que le président soit élu par le conseil. Et il pourrait parfaitement s'agir du maire. D'ailleurs, souligne-t-il, lorsque le redéploiement des équipements est élaboré dans la concertation, suffisamment en amont, les choses en général se passent très bien. » Elisabeth Hubert, député (RPR) de

Loire-Atlantique, ne cache pas son impa-tience. « Je crois à un bouleversement, pas à une adaptation. En 1991, j'ai dû être la seule à voter mon amendement visant à faire élire le président du conseil d'administration de l'hôpital. En 1993, j'ai eu beaucoup plus de succès : nous étions au moins cinq! Je ferai encore mieux en seconde lecture », assure-t-elle nno sans humour.

« Regardons les choses en face, ajoute M- Hubert. Un hôpital rural n'a pas à essayer de faire la même chose qu'un hôpi-tal régional. Lorsqu'il s'agit de leur sécurité, les gens acceptent de faire 20 kilomètres. Pourquoi ne pas se doter d'éta-blissements-relais de proximité auxquels participeraient des médecins libéraux ? »

Pour Jean-Yves Le Drian (PS), maire de Lorient, « la situation actuelle n'est pas un facteur d'immobilisme ». « Le maire est le mieux placé pour éviter les excès d'une restructuration purement technocratique et obtenir des choix intelligents, équilibrés. Cela dit, ma position de premier magistrat lorientais n'est pas la plus difficile, concède l'ancien ministre. L'un des dangers de la restructuration, qui est incontournable, est l'apparition du CHU-centrisme, c'est-àdire la concentration excessive des équipements autour d'un établissement central. ments autour à un etablissement central.
C'est pourquoi certains d'entre nous se
sont mobilisés contre le projet de schéma
régional d'inganisation sanitaire qui faisait du centre-Bretagne un désert hospitalier ». Quant à Jean-Pierre Fourcade, président (Républicains indépendants) de la
commission des affaires sociales du Séoat, il propose de parier sur l'autocomie des établissements dont la cootrepartie serait « le plein engagement de leur responsabilité financière par la mise en œuvre d'une réforme profonde de la tarification et d'un instrument effectif d'évaluation de leur

#### Des solutions alternatives

Pour les élus, les pouvoirs publics et les gestimmaires de l'hôpital, il existe un mnyeo datténuer le traumatisme de la restructuration hospitalière.

Le salut viendrait du développement, le cadre de la discussino du projet d loi sur la dépendance, de structures d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, un domaine où les besoins restent large-

ment insatisfaits. Certes réclles, les perspectives ouvertes par ces transferts de capacités doivent pourtant être relativisées. En effet, elles oe poorroot que partiellement compenser la suppression des lits jugés excédentaires et des emplois correspon-

D'autre part, une telle opération exige que les départements consacrent des moyens supplémentaires à leur budget d'action sociale. Tout comme les municipalités, que l'un voit mal rester l'arme au pied...

Jean-Michel Normand

### Cadeaux

E mament des fêtes epproche et le Père Nnël prépare sa hotte. Les élus des collectivités locales s'en seraient peut-être passés, mais il a pensé à eux. La gouvernement, se muent pour la circonstance en bonhomme à barbe blanche, n'e pee vaulu leisser passer 'époque des cadeaux sans faire quelques gestes en leur

Le ministre de l'éducation n's pes hésité à peeser da langues heures devent les sénateurs, mardi 14 décembre, pour défendre une révision de la loi Falloux qui permet eux collectivités d'eider financièrement l'enseignement privé. Certes, François Bayrou e ennoncé que la gouvernament evait décidé da « ne pas abandonner les collectivités à leurs seules ressources », mais les maires, les présidents de conseils généraux et régionaux savent que ces mesures sont ponctuelles et qu'il leur faudra prévoir ces dépenses supplé-mentaires dans laurs budgets.

Le premiar ministre a sou-haité lul aussi garnir les souliers des collectivités déposés au pied de l'erbre. Lors de sa déclaration de politique générala, mercredi 15 décambra à l'Assembléa nationale, Edouard Beliedur a précisé qu'en ce qui concerne une future loi sur la dépendance des personnes âgées « les collectivités locales devront s'associer à l'effort de la nation ».

En quelques jours, voila les élus locaux prévenus des futures dépenses qu'ils devront assumer. Au moment où le gouvernement claironna qu'il faut diminuer lee impôts, mairaa e présidents de conseile étudient le meilleure façon de na pes rendre trop daulourauses les feuilles colorées d'automne. Ils ionglant avec les chiffres et rognent sur les amplois et les dépenses, pour que le baisse de leurs recettes n'entraîne pas, automatiquement, une hausse de la contribution des habitants. Las petite cadeeux qu'ila viennent de recevoir, sans vraiment les avoir fait figurer dans leur liste adressée eu Père Noël, risquent de na pas leur faire grand plaisiz

Serge Bolloch

#### SOUTIEN

### LEŞ ÉCRIVAINS PUBLICS PRETENT LEUR PLUME

Les communes s'intéressent aux nouveaux scribes qui rédigent le courrier des autres, ou leur donnent envie d'écrire

public écoute avec patience ceux qui viennent lui confier leurs soucis. Le petit bureau vitré que Mohamed Safini occupe, au centre communal d'action sociale d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ne désemplit pas.

ll y a des visiteurs qu'il connaît, dont il « suit » les dossiers, et d'autres qu'il voit pour la première fois. Certains se sentent honteux d'avouer qu'ils sont au chômage, qu'ils ont besoin d'une aide financière, d'une allocation logement, lls usent de chemins

UNI d'un stylo et d'une détournés pour expliquer ce qu'ils veuleot. Alors, l'écrivain public essaie de les mettre en confiance. Il fait preuve de tact pour leur poser les questions très person-nelles qu'exige l'administration. Il remplit evec soin les imprimés, et tente de rassurer ses interlocuteurs, qui le remercient evec

> Certains s'adressent à lui en arabe ou en berbère, comme cette veuve algérienne, qui n'a jamais eu l'occasion d'apprendre le fran-çais. D'autres s'expriment parfaitement en français, mais ne savent pas l'écrire. Ainsi, bieo qu'il soit allé à l'école jusqu'au bac, Abdal-

lah bute sur l'orthogrephe. Comme il sait qu'une lettre pleine de fantes n'aura aucune chance d'être lue, il s'en remet à l'écrivain public pour écrire son

Pablo, lui, écorche les mots. Il fant toute l'attention de Mohamed pour comprendre, à travers le récit haché d'un accident du travail et l'évocation d'un grand fils « en stage aux Eaux et Forêts », que Pablo cherche du travail dans une mairie. «Je prendrais n'importe quoi », explique-t-il. Il vaudrait un modèle de lettre, qu'il recopiera eo plusieurs exemplaires. Il demande à Mohamed

d'« écrire gros », parce qu'il est myope, et qu'il n'e pas assez d'ergent pour s'acheter des

« Le plus dur, c'est de saisir ce que veulent les gens», explique Mohamed Safini. Cet écrivain publie marocain d'une trentaine d'années possède un DEA de sciences économiques. C'est pour financer ses études qu'il s'est lancé dans le métier, qui lui permet, sujuntd'hui, d'attendre un travail plus conforme à sa formation, tout en lui assurant un revenu d'environ 8 500 francs par mois. Il est employé par l'association Inter-Service Migrants (ISM), qui l'envoie aussi dans les tribunaux et les bureaux de poste. Depuis plus de vingt ans, ISM milite en faveur de l'intégration des étrangers dans la société française (1).

Rafaële Rivais

(1) ISM, 12, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 Paris. Tél.: (16-1) 43-37-62-52. Lire la suite page IV

### Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie Jean de La Guérivière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressiez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

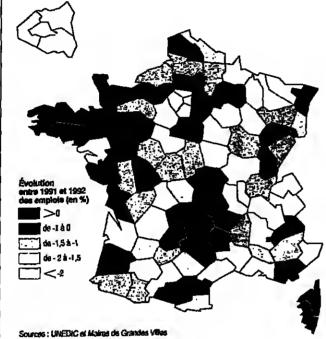
I total . hear.

gravitation and attention of the control 🌪

4-5 . \* \* WTF#E 1

#### **FINANCES**

### **D**u chômage à l'augmentation des impôts



L'an prochein, l'effet de le crisa économique commencera à se feire sentir sur les budgets des collectivités locales, par le biaie da le taxe professionnelle. En affet, cat Impôt, assis sur la masse saleriale, la valeur loca-tive et le metérial da l'antreprise, prand an compta la aituation da l'ennée entépénultième. Les licenciaments et dépôts da bilan anregistrés en 1992 entrainaront, en 1994, une diminution

Entre 1991 at 1993, le secteur privé a perdu 258 865 amplois salariés, selon l'UNE-DIC. Si la Corse et l'Auvergna effichent un colda pocial, des diminutions trèe sansibles epperaissent dane lee zones urbanisées, note l'Association des meiree des grandes villes da France, qui a dessiné le carte

Les partes les plus graves

gogne, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côtes d'Azur, le Languedoc-Rouesillon et l'Ile-del'implentation d'Euro Dianay. Elles portent sur l'industrie, la bàtimant et les travaux publics, ainsi que sur le secteur tertiaire. Salon l'Association das

maires des grandes villae da France, ce recul de l'activité pourrait provoquer une perte de taxa professionnelle de plus d'un milliard de francs, pour les communes, groupements, départements et régions. A alles aeules, les grandes villas prévoient un manque é gagner de 200 millions de francs. Pour obtenir una recette da taxe professionnelle identique à celle de l'année précèdenta, las élus devreient augmenter la fiscalité

France, excepté le Seine-et-Merna, qui a bénéficlé de

dàbats seront retransmis dens

les trois sites en visio-conférence

et eeront cloturés par Charles

Pasque, ministre de l'intérieur et

REPORT REPORTE

reserve aux epicuriens

die Wickeendre Wan 2 gunut 91

A PART DODRESH MARC

Sejour au GRAND HOTEL EUROPE LUXE

+ visite privée du musée de l'Ermitage + concert privé au Palais Menshikev

Prix par personne :  $19\,750^{\rm F}$ 

MOOVING

LE MONDE"

diplomatique

**UNE TERRE** 

**EN RENAISSANCE** 

132 pages en couleurs - 48 francs

N VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**BLOC-NOTES** 

concement le Lorraine, la Bour-

e'intitulere « Compétences et réseaux », à Nantes, merdi 11 et marcradi 12 jenvier. L'AFCI reaaemble 183 Chambres de commerce et d'industrie, établissements publics chergés d'essurer le représentation des entrepriese et de fevoriser le développement économique. Les participents évoqueront les conséquences de le loi quinquennale sur l'amploi, qui doit conforter le rôle des régione dane

> Renseignements: [16-1]

droit d'Amians et le Centre natio-nel de le fonction publique territoriele (CNFPT) organisent un colloque intítulé « le finencement du développement local », è Amiene (Somme), vendredi 21 jenvier. Des univereiteires présenteront le fiscalité locale, le mécanisme du contrôle des budgets, einsi que les différents modes de finencement (publics et privée) du développement local. Des epécielistes se demenderont comment on peut évaluer le senté finenclare d'une

Renseignements: [16]
 22-82-74-53.

e Université d'hiver. - La Lettre du cadre territoriel, mensuel à destination des secrétaires généraux, organisa une université d'hiver de le fonction publiqua territoriele, à Chemrousee (Isère), du mardi 25 au vendredi 28 janvier 1994. Les responsables des collectivités locales seront invités è réfléchir eux démarches de manegement pouvant êtra initiées dens un contexta de raréfection des ressources . Das consultants, des professeurs du Cantre supériaur da Fontainableau, ainsi que das directeurs des rassources humaines interviendront eu cours da ces journéas. (Prix: 7500 francs hors

▶ Renseignements: (16)

URBANISME

### **QUELLE PLACE POUR LA RECHERCHE?**

Face aux défis économiques et sociaux engendrés par la crise, les études semblent utiles aux décideurs

E programme de recherche « Mutations économiques et urbaoisetlon », une entreprise qui e mobilisé, pendant près de neuf ans, plus de ceot ehercheurs, sous la responsabilité du Plan urbain, de la DATAR et du Commissariat général du Plan, ne livre ni recettes toutes faites ni représentation simple de la réalité (1). Les questions posées étaient ambitieuses : elles évoquaient le rôle de la crise économique dans la transformation de l'espace, ou les logiques de reclassement des territoires. Les réposses, qui s'entrecroisent sans s'edditionoer, soot forcément partielles. D'où la perplexité des décideurs sur les objectifs de la recherche

En 1985, lorsque le programme est engagé, la recherche urbeioe est eodormie. Elle a connu ses beures de gloire au début des années 60. Tandis qu'il met en plece une série de politiques et d'outils, tant dans l'aménagement urbain que dans l'aménagement du territoire, l'Etat fait appel aux chercheurs. « Les interrogations étaient alors à dominante sociologique, rappelle Jean-Paul Lacaze, président du comité de pilotage de « Mutabons économiques et urbanisation ».
On se demandait pourquoi ça ne marchait pas. Le mot-clé, c'était

l'appropriation de l'espace. »
Vingt ans après, c'est la
crise qui interpelle les gouvernants. La théorie du déclin urbain fait florès, la friche menace. Entre-temps, la donne évolue : l'écocomie connaît une « bouffée de croissance » en 1985-1990, le recensement montre que la ville gagne du terrain. Et pourtant, le crise a'installe. Face à un défi à la foie économique, epatial, et social, la relance de la recherche est volontairement pluridisciplioaire, et elle s'ouvre sur les praticiens. Des expérimentations ont licu à Tulle, Thiers, oo Toulouse. Passé leur thèse, des chercheurs

deviennent experts ou service des villes. De ces travaux émerge un thème-cié: celui du donble mouvement de l'économie qui s'internadonalise et, paradoxalement, se branche sur le local. Les entreprises, evec leur stratégie propre, choisissent les territoires pour leurs ressources (la proximité des sous-traitants, des marchés, la qualité de la main-d'œuvre, l'organisation propre de l'entre-prise), mais aussi pour leur climat institutionnel et relationnel. L'universitaire californien Alleo. Scott appelle cela l'a atmosphère ». « C'est dans la construction de nouveaux sys-tèmes institutionnels locaux qu'il faut agir, explique-t-il. Cette atmosphère ajoute un «plus» aux territoires qui contribue aux

économies très vibrantes. » Ces mutations économiques coıncident avec un phénomène urbain, la métropolisation. Le

centres décisionnels et de tertiaire supérieur entour de quelques zones). Dans une étude, le laboratoire parisien Strates tente de le préciser, à partir de l'analyse croisée des fonctions économiques et des qualifications des salariés, en Ile-de-France (2). Pour ces géo-graphes, le débat secondaire-ter-tiaire est dépassé.

#### Nouveaux rapports Etat-collectivités

D'autres analysent la métropolisation à la lumière des dou-veaux rapports entre Etat et col-lectivités locales. A l'image des métropoles d'équilibre des années 60, décrétées par l'Etat et fondées sor une sorte de théorie de l'équité provinciale, se superpose désormais l'image de métropoles concurrentes, exclusives, branchées sur l'extérieur pour échapconcept est ambigu, même s'il per à la référence parisienne. Couvre une réalité démographique et économique (la polarisation de pels », la ségrégation s'amplifie.

Marie-Christine Jaillet l'a montré pour le cas toulousain (3). Jean-Baptiste de Foucault,

commissaire ou plan, estime que « le modèle étatique est en diffi-culté », tandis que Jean Frébault, directeur de l'urbanisme et de l'architecture, trouve dans ces échanges « une nouvelle légid-mité pour la planification ». Les chercheurs, selon leur tempéra-ment, soulignent la force du mes-sage scieotifique... ou eu contraire sa fracilité » Devleu de mérchent sa fragilité. « Parler de métropolisation a été souvent une façon de réduire l'espace, dit André Bruston, responsable du Plan urbain. Lorsqu'une notion est utile, on a tendance à en faire une

Seul élu present à la tribune. Umberto Battist (PS), maire de Jeurnoot dans le Nord, e insisté sur la force des idéologies. Il a cité l'exemple d'une unité de mootage automobile, maintenue dans le vallée de la Sambre alors que tout la condamnait. C'est sans doute eussi cela, « l'atmosphère ».

Hélène Giraud

(t) « Mutations économiques et nisation : cinq ans de recherche, bilan et perspectives », colloque orga-nisé à La Villette, les 6-7 décembre. (2) Métropolisation et aires

métropolitaines: internationalisation et enjeux urbains. 1990. Strates, uni-versité Paris-L.

(3) Toulouse, sous le technopôle... l'exclusion ?, 1992.

CULTURE

#### Sauver la mémoire russe

L'enjeu est de taille : il s'egit de rien de moins que mettre à l'abri les archives de la Russie. Depuis la révolution de 1917, alles sont emreposées dans les palais de Saint-Petersbourg, Derrière les feçades imposentes, ce ne sont qua fissures et lézardes, eacaliers an ruina, plenchers affaissés, électricité d'époque.

Dapuis l'incandia qui a ravagé voici deux ans la Bibliothèque de l'académie, détruisant précieux, les autorités se sont émues. SI nan n'est entrepris, il risque fort, un jour ou l'autre, d'enfiver le même accident aux archives impériales, manuscrits accumulés depuis Catherine la

Grande et concernant l'histoire intérieure et extérieure de la Russie pendant deux siècles. Una association baptiséa

Barrocco a été créée par l'anti-quaire Yves Mikaeloff pour organiser un sauvetage de ces docu-mants. Ella réunit la villa da Versailles et la capitala des tsars. En novembre, les représentants de l'UNESCO, du Conseil international dae archivas, des experts suisses, allemends, frandurant trois jours pour mettre au point un celendrier de travaux et trouver des financements.

Les conclusions ont été rendues publiques par la maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobt-

chak, qui était accompagné du directeur des archives russes, Les travaux s'étaleront jusqu'en 1999. grâce au transfert progressif des archives dene des bâtiments rénovés. L'accueil des char-cheurs, resté théorique jusqu'à présent compte tenu des conditions matérialles, na sera pas oublié. La somma nécessaire à l'entreprise est évaluée à 300 millions da francs. Les Russes prendront en charge 50% das se chargeant de récolter le reste en faisant appel à la communeuté intarnetlonale et au

Liliane Delwasse

de l'eménagement du territoire. ➤ Renseignements: [1]

40-49-65-91. AGENDA

■ Gestion de la dette. - L'Institut de le performence publique, ecciété anonyme à responsabi-Le finencement de l'eménegelité limitée, at le cebinet de ment du territoire. - La Caisse conseil Philippe Laurent Conauldas dépôts et consignations tants organisent une journée de organisa merdi 21 décembre un formetion eur le calcul des intécolloque sur le thème « Le finenrets et le gestion de le datte, cement de l'eménegement du merdi 11 janvier, è Peris. tarritoire », en coopération evec ▶ Renseignements: (16-1) la DATAR. Ce colloque aure lieu 46-51-00-18. simultenément è Peris (Peleis des Congrès), à Lille (Opéra) et eu parc des Expoeitions d'Agen . Les

Chambres de commerce et d'industrie. - L'Assemblée des chembree trençeiaea da commerce et d'industrie (AFCI) organisa la huitième Carrefour de le formetion, dont le thème

Depuis 1894

DE LA SIMPLE RETOUCHE

AU PLUS BEAU VÉTEMENT

d'un grand maisre tailleur dans un choix de 3000 sissus

A qualité égale, ses prix sont les plus bas.

**LEGRAND Tailleur** 

Hommes et dames

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opèra

Téléphone: 47-42-70-61.

Du kundî au samedî de 10 h à 18 h

SECOND VOLUME de la

NOUVELLE COLLECTION

& SAVOIRS >

avec la garantie

l'ecorentissage.

■ Finances locales. - La faculté de

taxe).

78-65-71-36.

TRANSPORTS

### LE SITE PROPRE **GAGNE DU TERRAIN**

Ce type d'équipements commence à l'emporter sur le ferroviaire

E transport eo commun eo site propre (TCSP) n'a pas une bonne image mais il e'impose peu à peu, notamment grâce à son moindre coût. Tel est le constat final de la réunion du Club des villes à transport en commun eo site propre qui vient de se tenir à Evry (Essonne). Ce club rassemble aussi bieo

les membres du GART (Groupement des autorités responsables de transports) que les exploitants composant l'Union des trans-ports publics (UTP). Les uns et les outres sont d'accord pour estimer que le conjoncture conduit à rechercher des systèmes de trans-port d'un moindre coût que les eyetèmes ferroviaires et constetent un regain d'intérêt pour la solution plus économique du site propre routier. D'ailleurs, selon une étude du GART, le financement des projets de TCSP e'élève à 62 milliards de francs.

transport

« Dans l'avenir, il faudra soujours des investissements lourds pour les axes à fort flux, mais j'ai le sentiment que le développement futur du transport en commun passe par des équipements plus légers », estime
Michel Cornil, préaident de
l'UTP. Les systèmes ferroviaires

Les transports en commun
en site propre routier apparaissent dès lors comme un choix ont fait la preuve de leur attractivité. Mais ils sont très coûteux, tant au plan des infrastructures qu'à celui du matériel. La facture des 12 kilomètres de la ligne D du métro de Lyon, récemment

mis en service, s'élève à 6 milliards de francs. Chaque kilomètre du métro automatique VAL de Toulouse a coûté 323 millions de francs. De tels investissements se justifient lorsque l'oo sait disposer d'ooe clientèle poteotielle laissaot espérer un amortissement assez rapide. Tel n'est pas le cas pour les liaisons moins fréquentées des grandes villes on celles des cités de taille moyenne. C'est pourtant sur ces créneaux que les transports en commun doivent se développer dans le futur.

«Le problème essentiel de toutes les autorités organisatrices de transport qui envisagent de réaliser une infrastructure ess de trouver les moyens les plus économiques pouvant obtenir les meilleurs résultats », affirme Pierre Bernard, l'un des respon-sables administratifs du GART. La raréfaction des fonds publics incite plus que jemeis à le réflexion au moment de choisir uo mode de transport en common. D'aotant qu'nne menace plane sur la pérennité du versement de la taxe transport. Cette contribution des entreprises est en effet remise en cause per le patronat. Or ce versement représente 41 % des ressources des transports publics urbains.

raisonnable. Les exemples se moltiplient. Le tramway a'impose entre Saiot-Denis et Bobigny; le site propre routier Transvel de Marne, inauguré en octobre, devrait transporter

dans l'année douze millions de passagers; la ville de Caen étu-die les possibilités du TVR (transport sur voic réservée), une sorte de trolleybus pouvant aussi se déplacer de manière autonome. La solution routière offre les evantages communs à tout transport eo site propre : confort, régularité, fiabilité. Mais elle a l'avantage de coûter moins cher. Ainsi Grenoble a dépensé seule-ment 630 millions de francs pour les 5.8 kilomètres de sa deuxième ligne de tramwey. Poor lea 7 kilomètres de son deuxième axe prioritaire de bus, Montpellier prévoit de débourser un peu moins de 150 millions de francs.

Un long cheminement

Néaomoins, uo obstacle sérieux subsiste au développe-ment du site propre routier. Quel que soit le moyen de transport qu'il empruotera, ce couloir réservé oécessitera no partage de la voirie.

Tout est simple lorsque le site se réalise eo même temps que se bâtit la ville, comme ce fut le cas, il y e vingt ans, dans l'agglo-mération nouvelle d'Evry. Tous les avantages peuvent alors être réunis : fonctionnalité de la desserte et séparation totale des flux. En revanche tout se complique quand il faut trouver de la place sur des axes déjà existants, souvent surchargés. Il ne suffit pas de tracer une ligne blanche sur le sol pour délimiter les zones réservées à chaque trafic.

Tous les exemples montrent qu'une concertation eutre les responsables des transports et les communes desservies, une élaboratioo de nouveaux plans de circulation et la réalisation d'équipements d'accompagnement sont nécessaires. Un long et patient cheminement qui preod des allores de parcours du combattant

Patrick Desavie

---

ESURSAUT

- 42 . 3 . **44.22** 

Section 1988 

(1,1,2,2,3)

 $\label{eq:continuous} (1) = (1 + 1) + (1 + 1$ 

- - 1 <sup>2</sup> = 4**-** ₹ 1 ×

NITOU-CHARENTES De convention Sur

MYS DE LA LOIRE

**ACONCERTATIO** ALA ROCHE-SUR

**♦**[ @8859~~58 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

. This on A de dec

erina salah **ja** Hili salah <del>jal</del>ah ( ং--- পা হুলোয়ে ১৯ হ ইংক্র

4.4%

general tenantem

of the state ي ويغريب در ده. ور مايد و اده

A THE PROPERTY OF - Patrick Hest 的響 A Secretaring to the end as the

ويدانها المحادث

Strain Control 11.11 通知表情報人 The state of the state of

The Har green 化双子加强性毒 The second support 

# LE SURSAUT IDENTITAIRE

Trois régions et six départements souhaitent une politique commune d'aménagement du massif

E massif pyrénéen couvre oques e'évertuent à réfléchir aux Hautes-Pyrénées, plus d'un quart trois régions administratives: Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Il s'étire de la façade atlantique à la côte méditerranéenne sur les six départements des Pyrénées-Atlan-tiques, des Hautes-Pyrénées, de la Heute-Garonne, de l'Ariège, de l'Ande et des Pyrénées-Orientales.

Au niveau curopéeo, cette zone montagneuse constitue un ter-ntoire cohérent. Elle représente de Bayonne à Cerbère et de Bilbao à Barcelone un réservoir de popula-tion de dix-sept millions d'habitants et une force économique très attrac-tive. Mais le véritable capital de l'eotité « massif pyrénéen » se trouve dans son patrimoine naturel, cause d'une dualité permanente entre son développement et la pro-

1515

tection de son environnement. Au moment où tootes les forces socio-économiques et poli-

schémas d'évolution à l'horizon 2015, les six départements qui forment l'ossanure de la chaîne pyré-néenne française ont un sursaut ideotitaire. Ils l'ont exprimé à l'occasion d'un colloque inter-régional organisé le 29 novembre à Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyré-nées) à l'initiative d'Alain Bidou, préfet de la région Midi-Pyrénées, coordinateur du massif. Cette réac-tion collective apparaît d'autant plus originale que la notion d'aménagement du territoire e'est toujours heuntée aux clivages entre des vallées hermétiques qu'illustrait le slogao : « Pyrénées frontières

sauvages ». Désormais, les élus et les responsables des départements pyré-néens veulent être associés dans la même « communauté de destins ». Cepeodant un soodage récent

des habitants imaginent l'avenir de leur territoire en «réserve», et, pour plus de 40 %, il pourrait deve-nir une « 20ne essemiellement touristique ». C'est dire que seulement le tiers des habitants croient à une « activité économique diversifiée ». Dans ce département qui e une forte vocation industrielle, notamment avec des unités d'armement ou d'aérooeutique comme GIAT-Industries on la SOCATA, de telles prévisinns prouveot l'urgenee d'une redynamisation.

Les acteurs socio-économiques et politiques des six départements misent « sur une solidarité montagnarde retrouvée » que Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), ministre délégué à la santé, maire de Lourdes, définit au travers d'« une montagne plus humaine, plus vivante et plus ouverte ». Dans effraie Alain Bidou : dans les un tel contexte, Augustin Bonre-

paux (PS), député de l'Ariège, prèsident de l'Association nationale des élus de la montagne, apparaît comme un fervent défenseur de l'« intercommunalité ». Il regrette néanmoins que le document intro-ductif au débat nadooal de la DATAR « ignore complètement la montagne et les massifs. La poli-tique d'aménagement du territoire se résume pour les techniciens administratifs à une seule surface plane, mesurée en largeur ou en longueur et où la troisième dimen-sion, celle de l'altitude, n'est pas prise en compte . C'est cette spécificité montagnarde que revendiquent les six départements pyrénéens. Les représentants des petites villes sont peu enclins à se laisser absorber par les futures mégapoles que sont Bordeaux, Toulouse ou Mnntpellicz Les « moyennes » veulent s'organiser en « réseaux de villes » à l'image de Pan-Tarbes-Lourdes.

Paul Blanc (UDF), maire de Prades (Pyrénées-Orientales), et Jean Lassalle (UDF-CDS), conseiller général d'Accous (Pyré-nées-Altantiques), présideots du parc national des Pyrénées, sont partisans du « parter vrai ». Jean Lassalle ne veut pas . que les Pyrénées deviennent des réserves

d'Indiens » et regrette « que la

côte pyrénéenne oit régressé sur le plan économique à cause des que-relles artificielles et stériles menées par des poignées d'écologistes ou par des cercles parisianistes ». Il veut effacer les cicatrices de la lutte menée contre les opposants au tunoel du Somport. Tous les élus souhaitent prolonger les effets de séduction sur le versant espagnol et multiplient les rapprochements transfrontaliers.

Dans ses orientations stratégiques, Jacques Pierron, commis-saire à l'aménagement des Pyrénées préconise l'amélioration de plusieurs liaisons mutières et insiste sur deux des produits d'attrait touristique: le ski et le thermalisme. Du côté français, le massif pyrénéen compte 39 sta-tions de sports d'hiver. Mais cer-taines sont en situation financière difficile et attendent des aides subs-tantielles pour maintenir une activité pourvoyeuse d'emplois.

Seule une politique concertée, bétie autour d'une solidarité, peut redonner eu massif pyrénéen l'identité qu'il entend aujourd'hui privilégier dans sa réflexion sur l'aménagement de son territoire.

> de notre correspondant Jean-Jacques Rollat

#### AUVERGNE

### LA LENTILLE DU PUY **RECONNUE**

En Haute-Loire, les agriculteurs espèrent obtenir rapidement un label national

ES cultivateurs de Haute-Loire producteurs de lentilles vertes out entamé, depuis quelque temps, un parcours qui doit permettre à leur récolte de bénéficier de l'appellation d'ori-gine contrôlée (AOC).

Ils ambitionnent de pouvoir orner leur production d'un label prestigieux, teconnu par décret, afin qu'elle trouve sa place à côté des vins et des fromages, comme de la noix de Grenoble, le chasselas de Moissac, le tilleul de Bresse, l'huile de lavande de Haute-Provence ou l'olive de Nyons.

Dégustation à l'aveugle

La lentille du Puy est cultivée sur une zone délimitée depuis 1935, et egrandic en 1983, située au cœur du département de la Haute-Loire. Une commission de l'Institut national de l'appellation d'origine (INAO) a préparé un rapport pour le comité national, composé de professionnels et de membres de l'administratioo. C'est ee comité qui doit statuer souverainement et sans oppel (le Monde date 26-27 septembre). Les membres de la commissioo sont veous plusieurs fois dans la régioo du Puy-en-Velay et ont ootamment contrôlé, au printemps, un test de dégustation à l'aveugle, au cours duquel producteurs et industriels avaient désigné sans erreur la lentille verte au milieu de ses sœurs et petites cousines. Désormais, la commissioo s'intéresse eu sol, au climat, aux de récolte, de tri et de cooditionnement. Plus que tout, et même que le sol, c'est le climat qui est détermimant. Et c'est un climat bien particulier qui règne sur cette zooc d'Auvergne. Les pluies sont peu oombreuscs, l'eosoleillemeol remarquable, et les vents secs et

chands. Cc déficit en cau géoc la maturation, ce qui e un effet essen-tiel sur le plan culinaire. Il permet aux gousses plates de la plante d'avoir une peau fine, un goût déli-cat et de nécessiter une cuissoo rapide (une vingtaine de minutes). La décision du comité national devrait être connuc prochainement, la parole étant ensuite à l'administration. La consécration, si consécration il y a, pourrait intervenir dans le courant de l'année 1995.

Une récolte exceptionnelle

En attendant cet avenir plein d'espoir, l'année 1993 a été bénéfique pour la lcotille verte. La récolte est exceptionnelle : de 7 quintaux à l'hectare en 1992, on devrait passer à 15, certains secteurs pouvant atteindre 30 quintaux. Uo rendement record, qui porte sur des surfaces importantes pour remplir un contrat cooclu avec le conserveur William Saurin (le Monde daté 28-29 mars). Les surfaces ensemencées sont passées de 2 000 à près de 3 000 hectares. avec un prix garano de 650 francs le quintal

Jean-Pierre Foron

#### **POITOU-CHARENTES**

### Une convention sur l'aménagement du territoire au Futuroscope

Jaan François-Poncet netional sur le sujet), est le fruit membres du gouvernemant (UDF), séneteur du Lot-et-Geronne et présidant de la Miselon sénetoriele d'information sur l'eménegement du territoira, e annoncé qu'il rendrait public son rapport la 11 jenvier

Ce document, très attendu per les élus locaux et le gouvernement (qu) pour sa pert ast d'une ennée de traveil et en Frence qu'à l'étranger.

sere marquée per la tenue d'une convention nationala à laquella le Sénat conviara des maires, les conseillers généengegé dans un grand débet raux et régionaux, les gie de ruptura ».

ainsi que de nombreux spécied'entretiens evec plus de cent listas et personnalitàs étranaxperts at personnelitée, tant gères faisant autorité. » Cette convention eura lieu au Futuro-"Le sortia da ce repport, scope, près de Poitiars, les 3 et ajoute Jeen François-Poncet, 4 février 1994. Le Sénet y suumettra eux observetions dee élus ses propositions qui, salon Jaen Frencois-Poncet « vont dans le sens d'une streté-

PAYS DE LA LOIRE

### LA CONCERTATION A LA ROCHE-SUR-YON

Cette ville vendéenne a mis en place des systèmes originaux de décision

de ce constat, Jacques Auxiette (PS), maire de La Roche-sur-Yon (Vendée), a lancé plusieurs initiatives permettant à ses administres de participer aux décisions. Maire depuis 1977, le proviseur du lycée Pierre-Mendes-France, l'imposant lycée de la ville avec 2 000 élèves, o'a jamais oublié qu'il fut militant du PSU. D'où sa volonté de trouver des espaces de parole en amont de la décision, qui soient aussi autant d'occasions d'« cducation à la responsabilité ».

Cette démarche a débuté en 1985. Une de ses originalités réside dans son financement par les « enveloppes de quartier », soit aujourd'hui 2 millions de francs. Chaque année, les treize quartiers décident de leur programme d'investissement. Banes, jeux, réverbères, ralentisseurs, trottoirs ont ainsi été installés à la demande

des habitants. Le conseil municipal des jeunes existe depuis 1987. Les classes de CM2, les sixièmes et cinquièmes des établissements scolaires, publics et privés, élisent chacun un conseiller qui ne doit pas être déjà delégue de classe ou d'établissement. Pendant un an. les 41 enfants ainsi clus expriment Teurs souhaits sur l'aménagement de la ville; avec l'aide des services municipaux, ils étudient les dossiers et tentent de convaincre les « grands » élus d'en entreprendre la realisation. Nelly Boulean a siège au conseil des jeunes en 1989. Grace à elle, un toboggan a été installé à la piscine, des promenades en bateau sur l'Yon sont urganisées pendant l'été. C'est aussi elle qui, la première, a émis l'idée d'une fête contre le racisme. Pour autant, cette jeune fille aujourd'hui agée de seize ans ne rève pas de devenir conseillère municipale. Mais Nelly manifeste ano besuin de s'exprimer. « d'amélierer aussi la vie », de récolter des jouets pour les enfants

E suffrage univer-sel crée la légiti-sans domicile fixe. Jean-Philippe mité, mais pas for-Auneau, qui succéda à Nelly au cement la compétence. A partir conseil des jeunes, est heureux que son idée, uo salon des pins, ait été mise eo œuvre. Mais il regrette que son envie de voir, une journée durant le ceotre-ville sans voitures n'ait pas pu être réalisée, à cause de l'opposition de quelques commerçants. En découvrant les contraintes, les oppositions, Jean-Philippe a un peu mieux appris les règles de toute vie en société. Dans un groupe, on ne peut pas faire ce qu'on veut, remarque-t-il. Il faut respecter les idées des

« Ces enfants sont plus sages que nous », s'exclament les aociens du conseil des sages en ecoutant Nelly et Jean-Philippe. Dans la foulée de Kofi Yamgnaoe maire de Saint-Coulitz (Finistère) et aneien secrétaire d'Etat à l'iotégration, La Roche-sur-You a créé cette structure en 1990. Odette Joubert, cadre de préfecture en retraite, fait partie de ceux qui sont allés voir le maire, en lui disant : « Nous allons devenir inactifs, cherchez-nous quelque chose si nous voulons être utiles.» Le maire entendit. Tous voluntaires, ces sages oot été cooptés par les différentes composaotes politiques représentées au conseil : droite, socialistes, écologistes autogestioooaires. Ils soot soixante à se réunir en commissions et jouent le rôle de médiateurs dans les conflits de voisinage; ile peuvent eussi être consultés par le maire sur les grands dossiers. Ainsi ont-ils planche sur l'emplacement de lo deuxième piscine. Les sages penchaient pour un quartier un peu excentre, le conseil municipal, pour des raisons financières, a préfére la construire près du complexe déjà existant. Ce désaveu avait fait alors grincer quelques dcots.

Apporter leur pierre à la réflexion globale et prospective de la ville et de sa périphèrie : voilà la mission que se donoent mainte-

nant les sages. « Nous partions à la rencontre des communes de l'agglomération, se souvient Marc Lebeau, membre du comité. Nous y défendions l'intercommunalité. Et on nous prenait pour des chevaux de Troie envoyés par la

municipalité. »
Aujourd'hui, la décisioo de crécr ooc commuoauté de communes a été prise. « Le conseil des sages est une instance où la parole est plus importante que l'action. Contrairement au conseil municipal des jeunes où le plus important est de faire » déclare Jean Burneleau, adjoint chargé de la citoyenneté. Qui ajoute: «Les sages doivent être entendus comme détenieurs d'un avis autorisé sur les chases. » Ce qu'eo d'autres termes Raymond Bacher, un autre sage, exprime ainsi: « Nous rentons de faire des remarques de bon sens, en dehors de toute contrainte. ». En centreville, un cootingentement de la hauteur des bâtimeots a été introduit dans le oouveau POS. «Le lien social ne se décrète pas, renchérit Jacques Auxiette. Ces structures nous obligent à garder le contact avec le terrain. »

> de notre correspondant à La Roche-sur-Yon Gaspard Norrito | variétés, aux techniques de culture,

### PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### AIX-EN-PROVENCE CITE DU LIVRE

L'ancienne manufacture des allumettes retrouve vie grâce à l'écrit

TÉ du livre, tel est le oom choisi poor uo cosemble exceptionnel d'installations, toutes tournées vers la chose écrite.

ll s'agit eo fait de l'extcosioo spectaculaire de la célèbre bibliothèque Méjanes d'Aixen-Provence qui purte le nom du géoéreux marquis, lequel offrit les quatre-vingt mille volumes de sa bibliothèque persunnelle à la ville d'Aix en 1786. Uo legs qui avaît doté la Méjeoes d'un des fonds les plus riehes de Fraoce eo ouvrages do quinzième au dix-huitième siècle.

Depuis 1989, la biblio-

thèque éteit installée dans l'aocieooc meoufacture des allumettes, bâtie eu début du siècle dans le style des halles de Baltard, où quetre eent mille volumes avaicot été eccueillis, ainsi que les fonds Armeod Lunel, Saint-John Perse, une vidénthèque d'art lyrique et le siège de l'association Les écritures croisées, chargée des manifestetions autour du livre. En face de la menufacture, d'aottes bâtimeots, désigoes

comme les « petites allumettes », ont fail l'objet d'une rénovation complète. C'est dane l'ensemble de

ces bătiments transformés qui

représentent désormais la Cité du livre, première ioitiative de ce genre co France. Proches du ceotre, ils se situeot à l'extrémité de terrains où la municipalité a prévu une importante opération immobilière. Dirigée par Daniele Oppetit, la Cité conjugue l'animation culturelle et la formation technico-profes-

sionnelle eutnur du livre. Depuis la rentrée universiteire 1993, on y trouve un instibut universitaire de technologie (IUT) des métiers du livre, ouvert à une promotion de cinquante-quatre étodients, des etcliers du livre consecrés à l'écriture, à le fabrication, à le promotioo et à la cooservation. des lieux d'animation et de spectaeles (avee un amphithéâtre moduleble de trois cents places) et uo lieo de promotion des éditeurs de livres et de revues.

Jeen Contrucci

► Cité du livre, rue des Allumettes, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (16) 42-25-98-84.

#### AUVERGNE

Un fonds pour promouvoir le tourisme dans le Cantal

Sur proposition du Comité départemental du tourisma et du thermalisme du Cantal, le conseil général viant de mettre en place un Fonds commun de promotion du tourisme. S'inspirant du modèle autrichien, où la promotion touristique est financée par des acteura de l'économie, cette initiative est soutenue par le Crédit agricole du Cantal, les organismes consuleires et la Fédération de l'industrie hôtelière. Ce fonds a pour but de promouvoir dee produite auprès du public et des profeseionnels du voyage.

Considéré en terma d'ectivité complèmentaire il y e quelques ennées, le tourisme deviant un secteur économique à part entière, générant un chiffre d'affaires estimé entre 1 et 1,5 millierd de francs. Un chiffre important dans un département où l'agriculture, malgre des difficultés, demeure le compo-sante majeure de l'économie avec un chiffre d'effaires de 1,7 milliard, hors egroali-

#### PICARDIE

Les citoyens s'interrogent sur leur avenir

L'époque est à la consultation tous azimuts. En Picardie, celle-ci e pris le forme d'un questionnaire envoyé à 700 000 foyers. Au total 72 000 personnes ont pris le plume afin d'axprimer, avent tout, leur inquiétude de l'avenir, La teneur des réponses n'e pas « surpris » Cherles Baur (UDF), président du conseil régional, et cet exercice de « démocratie de proximité » a surtout apporté des confirmations.

L'emploi, les difficultés economiques dominent l'ensemble Plus de la moitia des 2 009 questionnaires, retenus comme échantillon par l'institut de son-dage BVA, affichent le pessimisme. Un score qui aureit pu se révéler pire, estiment las experts. Signa de ce désarroi, le souhait de voir se développer l'apprentissage (56 %) et la formation continue (16%) arriva bien avant l'anseignament supérieur (12 %). La question des transports partage, presqua réseau ferrovieire et ceux du réseau routier. L'environnement et la culture ne mobilisent guère. A l'inverse, lee Picerds se montrent sensibles aux problèmes du monde rural. Mais plus de la moitià d'entre eux refuse une augmentation de la fiscalité, quitte à voir reporter à plus terd toutes formes d'actions.

#### **POITOU-CHARENTES**

Elections pour une pharmacie en Charente-Maritime

« Pour le pharmacie », plus qu'un mot d'ordre, c'est le nom de le liste qui vient da gegner les élections municipales de Charron, en Cherente-Maritime, dimanche 12 décembre. Depuis cet été, ce bourg isolé, ebritant 1512 personnes, était géré par une délégation spéciala nommée par le prèfet, feute d'assemblée municipale. Maire et conseillers avaient en effet démissionné sous le pression de la colère populeire, suscitée par la disparition de l'unique phermacie du village.

Une loi ancienne réglemente l'installation de ces officines dans les communes de moins de 2 000 hebitants. Et le Conseil d'Etat n'a pas accepté d'accorder une autorisetion dérogetoire è celle de Charron, ouverte quaiques mois plus tôt. Alore que le débat sur l'eménegement du territoire et sur le sauvegarde du monda rural était déjà bien entamé, le village de Charron n'e pas apprécie. Lore des premières électione organisées début septembre, aucun candidat ne s'était présenté, et certains edministrés evaient renvové leur carte d'électeur.

**3.** ;

#### AQUITAINE

Architecture et commandes publiques

Durement frappés par la crise du bâtiment du début de ces années 90, les architectes aquitaine réegissent. Après avoir mis sur pied un observatoire de la commende publique en Aquitaine, l'ordre régional et les syn-dicats d'erchitectes d'Aquitaine, réunis en une essocietion, Architecture et commandes publiques, viennent d'éteblir une cherte régionele de la commande publique pour laquelle ils ont obtenu l'adhésion de le région, des cinq conseils généraux, des villes de Bordeaux, Peu, Biarritz, Agen, Mont-de-Marsan et Périgueux, de l'Association régionale des offices publics de HLM et des cing DDE d'Aquiteine. Leur objectif est d'établir un partenariat basé sur l'équité des droits et devoirs de chacun, afin de gommer certaines difficultée rencontrées par les architectes dens leurs rapports evec les meîtres d'ouvrages publics. A savoir un menque général d'informatione à toutes les phases du concours (concep tion, construction, déleis souvent trop courts, prestations pas toujours rémunérées), une utilisation erronée des procédures et des jurys souvent trop expéditifs.

#### PICARDIE

Une jurisprudence favorable aux débiteurs

le président de la conférence des batonniers, Me François Vignancourt, et les représentants de plusieurs barreaux ont assisté, jeudl 9 décembre, à l'audience d'adjudication da saisies immobilières du tribunal de grende instanca de Beauvais (Oise).

Il est vral qu'icl les choses ne se passent pas tout à fait de la mêma façon que dans les autres juridictions. Au fil des années, le tribunal s'est forge, parfois en merge de la loi, une lurisprudence qui se révàle humaine et efficace. Grace au consensus entre magistrats et avocats, les accédants à la propriété malheureux bénéficient, au cours de la procédure, d'informations et de délais qui leur permettent d'apurer leurs arriéres ou de vendre à l'amiable leur meison. Quend le vente forcée ne peut être évitée, celle-ci est annoncée par une large publicité qui empêche les adjudications de se dérouler « en catimini », comme dit l'un des artisans de cette réforma, Mª François Gamier, ce qui permet d'assurer pour les biens, s'ils s'ont libres, des prix comparables à ceux du marché. « Il ne s'agit pas d'une politique de laxisme à l'égard du débiteur, déclare Rosine Pierrard, présidente du tribunal, mais de permettre é l'un de s'acquitter de sa dette et à l'autre de recevoir son dû en palliant la rigueur d'un autre siècle, v

#### LANGUEDOC-ROUSSILLON

### **CERET S'ANCRE** DANS L'ART MODERNE

La commune des Pyrénées-Orientales sait rendre hommage aux peintres qui ont fréquenté l'ombre de ses platanes

ARTIELLEMENT ouvert depuis dix-huit mois, le Musée d'art moderne de Céret (Pyrénées-Orientales) e été inauguré, vendredi 17 décembre, en présence de François Mitterrand. Le président de la République a ainsi rendu hommage à uce petite ville qui a su se doter d'un musée d'art moderne el contemporein (le Monde du 22 juillet 1992). L'Etat a large-ment contribué eu financement des bâtiments, il a, en outre, alimenté ses collections grâce notamment à un Picasso de le période bleue et à un Chagail (1).

Le Musée de Céret est un peu particulier. Cette ville de 7 285 habitants, sous-préfecture proche de la frontière avec l'Espagne, e joué un rôle dans l'histoire de l'art du vingtième siècle. Braque et Picasso, ettirés par leur ami sculpteur Manolo Hugué, y ont séjourné au début du siècle. Mais ce qui eurait pu n'être qu'une parenthèse flatteuse dans la vie locale fut un point de départ.

Les uns attirant les eutres et eccompagnés par la délicate musique de Déodat de Séverac, on verra, sous les immenses pla-taoes de Céret, Juan Gris, Herbin, Kisling, Masson, Soutine, Cha-gall, Lhote... Plus tard, ce seront Duffy, Marquet, Pignon. De cette époque, l'un des hommes qui en furent l'un des principaux acteurs, Pierre Brune, peintre lui-même, veut garder le trace. Dans un ancien couveot, il crée en 1950 un musée et sollicite ses amis pour qu'ils offrent des œuvres. Picasso, généroux, feit cadeeo d'unc superbe série de coupelles en terre cuite, illustrant des scènes de

Les années passent et l'art vivant continue d'éclairer Céret. C'est que le Sud français et la Catelogoc o'eo fioisseot pas d'être terres de création, et Céret saura capter les mouvements à leur source. Les années 60 seront celles des expositions (Impact I et II), où, autour de Vialiat, qui eo est l'inspirateur evec Cleude Massé, figurent Buren, Bioules, Kermarec, Arman, Gili... Paral-lèlement, Miro et Dali, puis Tapiès, voisins illustres, témoi-gneront de l'amitié pour Céret.

#### Un atout économique

Conservetrice du musée depuis 1986, Joséphine Matamoros insiste sur la complicité qui n'a cessé de lier les artistes à celui-ci. Ceux qui portent sa

renommée dans les années 90 euront nom Joan Brossa ou Perejaume (les Catalans), mais aussi Tony Grand, qui presente, pour l'ineuguretion, une seulpturcensemble qui sera exposée au Jeu de paume en jenvier. « Les artistes contemporains ont joué le même rôle que les anciens. explique Joséphine Matamoros. Ils travaillent avec le lieu et ont

toujours apporté des œuvres. » Ce foisonnement de vie fait éclater le vicux musée, qui e du mal à assurer la bonne conservation et le développement de ses collections. Elu eo 1983, le maire de Céret, Henri Sicre, se sou-vient : « Dès 1984, la direction des Musées de France m'a sensibilisé au problème. » Il accepte d'investir sachant qu'il vise, en le faisant, plusieurs objectifs. Il y e évidemment l'impératif culturel : impossible de se dérober devant le nécessité d'assumer l'histoire et la personnalité de sa ville. Mais le vieux musée est au cœur de le cité : il va faire de sa transformation un élément majeur d'urbanisme. Enfin, il voit dans le muséc un atout économique capital.

L'ouverture partielle à déjà permis de doubler le nombre de visiteurs. Ils sont passé de vingt-cinq mille en 1992 à cinquante mille en 1993. Le commerce local ne s'en plaint pas. Mais les visiteurs et les œuvres portent aussi, en voyageant, la réputation de Céret. Henri Siere en est per-suadé: « Dans une économie qui stagne, la seule carte que nous puissions jouer est la qualité du cadre urbain et de la vie culturelle. »

Quant eu muséc, il va pouvoir epprofondir son travail dans les directions qu'il s'est naturellement données : cnrichir ses collections par des œuvres crèces à Céret. Une place privilégiée ctant accordée à l'art de la Catalogne, à laquelle Cerei appartieni. Jose-phine Matamoros souhaite, pour que le dynamique continue, présenter, tous les trois ans, « un ensemble significatif d'œuvres contemporaines vivantes »

> de notre envoyé spécial a Céret Philippe Pujas

(1) L'Etat a apporté un peu plus de 10 millions de francs, la ville de Cèret, 4 millions, le conscil régional du Languedoc-Roussillon, 3 millions, le département des Pyrénées-Orientales, 2 millions et la Communauté européenne, 3 millions sur l'enveloppe des programmes integrés méditerranéea

#### SOUTIEN

### LES ECRIVAINS PUBLICS PRÊTENT LEUR PLUME

Suite de la page l

L'association ISM recrute des interpretes, qu'elle met à la disposition des services publics. Elle
demande 410 francs pour une
vacation d'une demi-journée.
La commune d'Aubervilliers, que dirige Jack Ralite (PC),
mais aussi d'autres cités de ban-

lieue, comme Saint-Denis, Alfortville, Clichy ou Mantes-la-Jolie, se sont, depuis quelques années, adressées à ISM pour faire venir des écrivains publics. « C'est la politique de la ville qui a amorcé ce mouvement. Les communes reçoivent un peu d'argent pour employer, à temps partiel, des professionnels qui font office de médiateurs auprès de personnes analphabètes ou illettrées ». explique Ali Ben Ameur, sousdirecteur d'ISM. Les nouveaux contrats de ville venant d'être signes, il s'apprête à faire de la prospection euprès des communes coocernées.

#### Une « accoucheuse d'écrits »

A Paris, les écrivains publics qui officient dans les mairies d'arrondissement sont tous des bénévoles. Ainsi, Roger, retraité des PTT, vicnt-il plusieurs heures par semaine, dans le bureau du vingtième arrondissement, pour « occuper le temps et se rendre utile ». Son maire sait-il que certaines lettres de protestation ont été rédigées sous sa plume ? Roger a sympathisé avec

tués ». Ses clients sont souvent des personnes âgées, que la paperasse rebute, ou étrangères. «La plupart viennent demander un logement social », constate-t-il. Parfois aussi, il doit rédiger des lettres personnelles, « Pas de leures d'amour, précise-t-il, mais de remerciement, de félicitations ou de condoléances. » Quant aux visiteurs, ils sont contents d'avoir, gratuitement, un service que cer-tains praticiens libéraux facturent entre 150 et 300 francs! Michèle Reverbel est un

les fonctionnaires et les « habi-

ecrivain public d'un autre type. Cette dame rousse d'une cinquantaine d'années a contribué à faire renaître la profession, dans les années 70. Mais elle se veut aujonrd'hui « aecoucheuse d'écrits ». Au lieu d'écrire à le place des autres, elle souhaite leur donner envie d'écrire. Michèle Reverbel vient souvent à Bron (Rhône), car la municipalité, administrée par Jean-Jack Quey-ranne (PS), à lancé un projet de développement social et culturel sur le quartier de Pacilly.

Dans le petit local d'une association où une quinzaine de rsonnes étrangères epprennent français, Michèle Reverbel déballe le conteou d'une jolie malle efghene. Elle sort des encriers de toutes les couleurs, des bâtons de cire rouges et jaunes, des cachets aux reliefs multiples, des tampoos, des plumes à tête de mort, è tête de clown, à beïonnette, à portéc musicale, des plumes d'oie, des

plumes Sergent-Major, des calames en roseau... « Vous avez tous écrit avec ça ou ça, quand vous étiez enfants ? » demande-t-elle aux adultes yongoslaves, turcs, marocains et cambodgiens qui regardent ces objets, d'un air emerveillé. « *Qui!* », répondentils, avec, manifestement, l'envie d'essayer à nouveau. Quel plaisir de retrouver le porte-plume, cet exigeant compagnon d'enfance détrône par un stylo à bille! Touiours indocile, il refuse de tracer des pleins et des déliés, griffe la feuille, sèche prématurément, fait des pâtés, Quelques protestations fusent. « Ce n'est pas grave, continuez! », s'exclame Michèle Reverbel, en épongeant les taches avec un buvard. « Et si vous écriviez une lettre ? » D'accord. Chaeun rédige une missive, à un ami, un amoureux, une fille, un père. Michèle Reverbel plie savamment la feuille pour en faire une enveloppe, qu'elle cachète avec de le

« Ces gens qui ont tellement peur d'écrire auront, une fois dans leur vie, éprouvé du plaisir à tenir une plume et du papier », explique Michèle Reverbel, qui a longuement raconté son travail dans un ouvrage. Je vous écoute écrire (2).

Pour exercer ses talents me leutiques, elle demende 1500 francs par jour. Un prix que les collectivités locales jugent très honnête, mais qui suscite l'inquiétude du fisc, et lui vaut quelques traeasseries. Anjourd'hui, un grend nombre de villes s'arrachent cette femme originale et généreuse qui, dans tous les quartiers déshérités où elle passe, laisse un souvenir empreint de reconnaissance.

Rafaēle Rivais

(2) Editions Comp'act, 01240

#### HAUTE-NORMANDIE

### ROUEN ESSAIE **SON METROBUS**

En 1994, les habitants vont découvrir un nouveau moyen de transport

12 kilomètres de transport en commun en site propre dans l'agglomération rouennaise, l'etelier-dépôt des vingt-huit rames Alsthom du Métrobus de l'agglomération de Rouen vient à forte densité de population. d'être inaugute par Laurent l'abius (PS), président du Sivom, maître d'ouvrage de l'opération. L'atelier doit pouvoir traiter à terme quarante-quatre rames livrées par les ateliers GEC-Alsthom de La Rochelle.

Le début de l'année 1994 sera marqué par une accélération du projet evec les premiers essais des rames Alsthom sur la partie de résean comprise sur le territoire de le commune du Petit-Quevilly et par l'achèvement du forage du tunnel sous le ceotre de la ville de Rouen, chantier qui a provoqué bien des embouteillages dans la cité et le mécontentement des riverains.

Les premiers mois de la nouvelle année doivent aussi permettre le lancement de l'extensioo du réseau sur 4 kilomètres vers le futur campus universitaire du Madrillet à Saint-Etienne-du-Rouvray.
Mais 1994 sere surtout

l'anoée de la finition des travaux d'urbanisme cogagés le long du tracé du métrobus à Rouen, eu Petit-Quevilly, au Grand-Quevilly et à Sotteville-lès-Rouen. A Rouen, le Métrobus (en réalité des

moins d'un an de l'ouver-ture d'un réseau de celles qui sont en service à Grenoble) sera en grande partie souterrain et exclu de la vie urbaine. Dans les trois autres communes, il va transformer la vic commerciale et sociale en traversant des zooes

> Une plate-forme 'de gazon'

Deux communes de la rive auche de le Seinc saisissent l'occasion. Au Petit-Quevilly, le maire, François Zimeray (PS) a choisi de recouvrir la plate-forme du métrobus evec du gazon. A Sotteville-les-Rouen, le maire, Pierre Bourguignon (PS), s'est attaché à structurer le place de l'Hôtel-de-Ville eutour de la future station.

La commune de Grand-Quevilly reste pour l'instant plus pru-dente dans l'attente de l'achèvement d'une ZAC en centre-ville en gestation depuis cinq ans. Le maire de la ville, Tony Larue (PS), n'a jamais manifesté un grand enthousiasme pour le nouveeu moyen de transport en commun, qui pourtant est initié par l'un de ses adjoints, Laurent Fabius.

> de notre correspondant à Rouen **Etienne Banzet**

### RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1] 40-65-25-25 Télécopleur : (1] 40-65-25-99 Télex : 206.806 F Le Monde

Edité par la SARL le Monde Durée de la sociéte : cent ans a compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F

Société civile « Les rédacteurs du Monde », a Association Hubert-Beuve-Méry Societé anonyme des lecteurs du Monde

M. Jacques Lesourne, gérant. Reproduction interdite de tout article,

Le Monde-Entreprises,

Le Monde sur CDROM ; [1] 43-37-66-17 Microfilms : [1] 40-85-29-33 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

0

Imprimerie 94852 IVRY Ced Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du commé de direction :
Jacques Guin.
Isabelle Tsaïdi.
IS-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75902 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 46-62-72-72
Téles MONDPUB 634 128 F
Télés 40-62-78-73 - Société filiale
to SARL le Mondre de Métant et Réper Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE omposez 36-15 - Tapez LEMONDE Le Monde - Documentation 36-17 LMODC ou 38-28-04-56 ABONNEMENTS
PAR MINITEL
-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR SEINE CEDEX
Tél.: |1) 40-65-25-25
Télécopieur: |1] 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

ange CDE 572 F 536 F 750 F 1438 F 1 123 F 1 1560 F 1894 F 2 966 F 2 960 F Vous pouvez payer par problèvements mensuels.
Vous renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER: par vous aérienne tarif
sur demande. Pour vous aérienne tarif
reuroyez ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Pays:

a LE MONDE » (USPS » pending) in published daily for S 592 per year by a LE MONDE » 1, place Habert-Benns-Méry 94452 levr-sen-Senne - France. Second class postage pard at Champtain N.Y. US, and additional maring offices. POSTPASTER: Send address changes to 1855 of NY Box 1518. Champtain N.Y. 12919 – 1518. Paget les shoutmenneds sweetings am USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE. Inc. 1330 Pacific Avenue Suite 404 Vagenia Beach. VA 23451 – 2063 USA

Changements d'adresse : merci de Iransmellre voire demande deux semaines avant votre départ en indi-quant voire numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE		
3 mois		
6 tracis		
1 am		
Nom: Prénom: Adresse:		
Code postal :		

Veuilles avoir l'obligeance d'écrue tous les noms propres en capitales d'unniment

Le Monde Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : s Lescume, géram directeur de la publication inuno Frappat, directeur de la rédection Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Bertrand Le Gendre, Jacquee-François Simon Daniel Vernet (directeur des relations intern

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacquies Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 76501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tdl.: (1) 40-65-25-25
Telécopieur: 49-60-30-10

Le Monde

L'ÉCONOMIE

----The state of The second second second 14.634 . 895 THE PARTY

to be that

Proposition . .

To see the

1. 1 man sales, 1

ON BORN

Transport

and the second second

7) Tablica Sylva 🔻

The second second

THE STREET

- stierway

C. C. 155(36)(36)

T districtue

States self

The House of

- \*# k

\*\* - ± 2**6** 

ALDE-MARNE

WE UNIVERSITE VANCIEN MOULI

---S- : # 48 444 PECALAGE HORAIRE

cologie canadienne

Maria Magarita

er a spartag 146 g are to the last The fact mit fine fineren ber aber

A Profession Charles & Ball Comment A seed beganner in at regions

er ein berit feine ge (m. 1956) (April 🙀  $0_{0,2|108}$ THE THE GROOM THE PARTY MANUAL hiorudas, A to be with the same The Company and a stage of A CONTRACTOR

U<sub>3</sub> dų,

े । कर्नक्ष <u>स्थ</u>ान The Space الراج **چين**ه کارو در در د

tern waryn widden - Remitfel # The way the state of -14-44 game - 18 

Service 4 45 والمجرورة والمحاجزة والمساورة The later with ALCOHOLOGY CHARLES

in die Gestellen Gegeney ் வழக்கள் The law or says

VAL-DE-MARNE Protection

Dene le Vel-de-Mame, trente-

huit piétane da plus de

soixante-cinq ane ont été tués et cinq cent-deux blessés de 1988 é 1992. Cette dernière

ennée, eur vingt-six piétons

tuée, dix eveient plue de

soixente-cinq ens (38 %) et

cant-nnza ont été blesaée

|16 %|. Fece à le brutalité des

etatistiques et è leur évolution inquiétante, le préfet Jeen-Claude Le Taillandier de

Gebnry a décidé una cam-

pagne de sensibilisation à des-tination des piétons âgée et des sutomobilistes baptisée :

Des inspecteurs de la sécurité

routière animeront des réu-

ninns dans les clubs du troi-

sième åge des vingt-deux

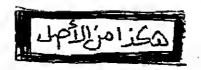
communes qui se sont asso-

ciées è cette opération. Pour les eutomobilistes, une campagne d'effichege sera organisée dans les villes partaneires

sur les panneaux municipaux.

Protégez son passage ».

des piétons



#### **HEURES LOCALES** ILE-DE-FRANCE

# LA CITE DES ENFANTS

Dans un coin de l'immense vaisseau des sciences de La Villette, les moins de 12 ans mènent le jeu : celui de la découverte par l'amusement et l'expérimentation

L y e eu mnins, en lle-de-France, un ebantier qui ne chôme pas : c'est celui de la cité des enfants, un département spécial situé au rez-de-chaussée de l'immense vaisseau de la cité des sciences, à La Villette. Casque de plastique sur la tête, des ouvricts hauts comme trois pommes - ils ont de 3 à 6 ans s'activent autour d'un mini-édifice. Assis à l'écart, leurs parents n'ont que le droit de regarder; interdictinn de pénétrer sur le chantier pour prêter main forte à leur progéniture.

Deux gamins font évoluer une grue d'opérette et ses chargements, deux eutres brouettent des briques. Perchés sur les échafaudages, d'eutres encore élèvent les nours on posent la toiture. Les matériaux sont en plastique, en caoutchoue ou en bois léger. Un moniteur veille, mais intervient fort peu. Car dans cette société en minieture les cerectères ec révèlent et se complètent spontanement. Il y a les bâtisseurs et, parmi eux, les contremaîtres et les exécutants. Mais aussi les démolisseurs-nés qui jettent à bas ce

HORMANDIE

EN ESSAIE

**METROBUS** 

satisfaction générale.

Des attractions de ce genre, on en compte 250 sur les 3 800 mètres carrés de la cité des enfants. Toutes ont été minutieusement mises au point, puis tes-tées par une équipe où se mêlent pédagogues, architectes, psycho-logues, désigners, etc. Avec les animateurs, les bôtesses et les techniciens d'entretien, ils forment une équipe d'une quarantaine de personnes.

Un succès inattendu

Leur imagination a fait mer-veille. Il faut voir les enfants, plaqués contre une sorte d'appareil de radiographie, découvrant sur écran leurs organes internes en fonctionnement. A proximité, une gamine pédale sur un vélo fixé eu sol et peut distinguer à côté d'elle, à travers une vitre, un squelette faisant les mêmes mouvements. Nun loin de là, les enfants pénètrent par un tunnel de plas-

des parois transparentes. D'autres vnnt s'esbaudir sous une vaste tente fleurie où de vrajes chrysalides dunnent naissance à des papillons qui volètent partout.

Les mechines non plus no manquent pas. Comme cette minichaîne de fabricatinn qui, sur commande des gamins, confectionne è l'instant, et sous leurs yeux, un badge à leur nom. Et il y a toujnurs affluence devant l'écran qui diffuse un film didactique intitulé « Faire un cnfant ». Aucun parent ne e'est encore offusque de cette leçon de choses qui, souvent, provuque de petits débets familiaux.

En une beure et demic de jeux et de manipuletinns, les enfants apprennent beaucoup. Les tests montrent que les découvertes faites è la cité sont encore dans les mémoires six muis plus tard.

La cité des enfants ne a'est pas faite en un jour. Dès son ouverture, en 1986, la cité des sciences evait réservé quelques centaines de mêtres carrés aux petits de mains de donze ans:

que l'équipe précédente a élevé. tique sous une fourmilière nu de l'Inventorium. Une copie des Le chantier s'euto-entretient à la vrais insectes s'activent derrière attractions didactiques très en attractions didactiques très en faveur dans les pays anglo-saxnns. Succès inattendu : en quelques années, un millinn de visiteurs avaient fait le déplacement.

#### Des délégations étrangères

Les responsables ont alors décidé de doubler l'espace et de le séparer en deux sections. L'une ouverte aux tout-petits de 3 à 6 ans; l'sutre destinée aux 6-12 ans. Mais avec le même nbjectif : faire découvrir par le jeu et l'expéri-mentation personnelle les réalités de ce monde. Ou'ils soient en groupe ou sculs, les jeunes visi-teurs daivent taujaurs êtte accompagnés, par leur maitre nu par leurs parents. Pour les 6-12 ans, les attractions ont été grou-pées en cinq thèmes d'explora-tion : le monde vivent, les machines, le corps, les techniques de communication.

Baptisé la cité des enfants, le nouvel ensemble, qui a nécessité un investissement de 50 millions de francs, a été ouvert en 1992. On y a déjà enregistré 450 000 entrées. Lors des vacances de la Toussaint, dès midi, toutes les séances étaient complètes et l'un refusait du monde. Déjà l'adjonctinn, à la section des tout-petits, de 150 m² supplementaires est programmée

HISTOIRE

des attractions impose une maintenance sans faille. Dix techni-ciens y sont effectés, dont trois sont en permanence « sur le terrain » prêts à intervenir sans délai. Grâce à leur présence le taux de fonctionnement des appareils est dc 97 %, ce qui est un record dans ce type d'installation. Le cout n'est pas mince: plusieurs mil-linas de francs par an. Il est compensé par les revenus substanliels procurés par les entrées. Financièrement, la cité des enfants

est en équilibre. C'est en tout cas une expé-rience originale. On ne lui connaît d'équivalents qu'sux Etats-Unis, à Londres et à Barcelnne. Une « cité » similaire est en cours de création à Halifax, en Grande-Bretagne. Son initiateur e fait ses classes à La Villette. Certaines attractions, comme le mini-chantier de construction (baptisé « La maison inachevée »), out déjà cté vendues à unc chaîne de grands magasins français et à la ville de Moscou. Les délégations étran-gères défilent à la caté des enfants. En tête marchent les Japonais, l'œil rivé à leurs eppareils photos. Nui doute que le petit paradis enfantin de la cité des sciences ne fasse evant lungtemps bien des heureux à travers le monde.

#### Marc Ambroise-Rendu

▶ La cité des enfants est ouverte eux enfants de 3 à 12 ans, du mardi au dimencha inclus. Séances limitées à 1 heure 30. Elle recoit exclusivement des groupes les mardi, jeudi et vendredi (écrire pour retenir). Prix d'entrée : 20 F par personne, terif pour les groupes. Renseignements: sur Minitel 36-15 Villette, mot clef grammée. ENF; par courrier à la Cité des La fréquentation intensive sciences, 75930, Paris Cedex 19.

**★ J**e n'ei jemeis rencontré des conditions de travall eussi fevnrables »: l'appréciation eet du meître clsveciniste Davitt Mornney à le fin du stage qu'il a dirigé dans le château de Villarceaux du 1º eu 7 décembra. Acquise, restaurée et eménegée par le coneeil réginnel d'Ile-de-France, le nable demeura, qui date du dix-huitième siècle, abrita chaque snnée des master-classes » au cours desquelles de jeunes instrumentistas viennent perfectinnnar leur ert snus le directinn d'un maître (le Munda daté 17-18 octobre). La région conforte ainsi son image culturalle et assure au fastival

MUSIQUE

Clavecins

à Villarceaux

#### des participations de quelité. Cet hiver, la « master-classe » animée par Davitt Moroney a réuni, autour des œuvres de Jaan-Sébastien Bach, nnza jeunes clavecinistes de neuf

LOGEMENTS

Loyers à l'amiable

Camposée par moltié de représentants des organisations da propriétaires et de locataires, une enmmission est chergée à le préfecture de Paris, 50, avenue Daumesnil, dans le dauzième errondissemant, de règler à l'amieble les litiges reletifs eux augmentations de loyers. Ces différends eurviennant lors du rennuvellement des beux, de le mise en location de locaux vides et Inrsque l'eppertemant n'est plus soumis à la Ini de 1948. Ils entraînent trup souvant des procès. Le commission a'effnrce donc de les éviter. Au cours des douze derniers moia, elle e exeminé 342 litiges dont 138, suit 40 %, ee sont conclue per un accord amiable. Dans un certain nombre de cas (antre 13 % et 19 % seinn les situations jundiquas) la commission e obtenu que la baillaur réduise

ses prétentions.

#### VAL-DE-MARNE

### **UNE UNIVERSITÉ DANS** L'ANCIEN MOULIN

A Saint-Maurice, un bâtiment datant du XIF siècle va accueillir un centre d'apprentissage

A plus petite commune limitrophe de Paris, Saint-Maurice (Val-de-Marne), II 000 habitants sur 143 hectares, va devenir une ville universitaire. Un centre universitaire de formation par l'apprentissage (CFA) va en effet être installé dans le moulin de la Chaussée, dernier mnulin à cau d'Ile-de-France.

Désaffecté depuis 1972, il a élé acheté en juillet par le conseil régional d'Ile-de-France à l'initialive du maire, Christian Cambon (UDF-PR), par ailleurs vice-président du conseil régional, chargé de la formation professionnelle et du développement éconnmi

litation, y implantera en partens-riat evec l'université Paris-XII-Créteil un CFA, qui sera en fait une extension de Sup 2000, exis-tant depuis 1991 au sein de cette université. Il recevta une partie des étudiants bscbcliers qui suivent les formetions en

Un monument historique

Bâtic au douzième siècle, le nant de reconstructions et

moulin de la Chaussée avait été l'objet d'un nombre impressionrégional et international. La d'agrandissements. En 1802, lors région, qui procédera à sa rébabi- d'une enquête menée à la

#### **DÉCALAGE HORAIRE**

### Ecologie canadienne

sibla da 7 500 habitants au burd de la rivière des Outanuais en Ontario, le plus peupléa des provinces canadiannes, située à l'ouest du Québec, respire après e'êtra sérieusement inquiétée l'annéa dernière. La société chargée de l'enfouisse-ment des ordures ménegères nveit profité de la rénégociation de son contret pour daubler ses tarifs. Le coup était dur pour une communa qui produisait par eilleurs près de 20 % de déchats par hebitant de plus que la moyenne du Canada.

#### Nouvelles habitudes

Pour éviter d'evoir recours à des heusses d'impôt trop lourdes, le conaeil municipal avait pris un arrêté interdisant è tnute personna habitent una résidenca evec jardin de jeter à la poubelle ses déchets organiques. En contrepertie, la villa distribueit gratuitement (campagne d'information à l'appuil 2 500 « composteurs », destines è recueillir ces déchers pour en faire du compost é domicile.

La resultat na s'est pas lait attendre. Ls production de déchets é Rockland e beissé de 14 % dès la mois d'eoût, puis de 18% en septembre. La ville a calcula qu'en réduissnt, comma alle l'a feit, de 50 mnnes se quantità d'ordures par moie,

Rockland, bnurgade pai- elle économiaera en douze mnis près de 60 000 dnilars canedians, ce qui lui parmettre d'emortir le coût des « composteurs » dès la premièra ennée. Selon un eondage réalisé à

la demende de le ville auprès de

700 personnas, les habitants de

Rockland semblent avoir pris da nouvellee habitudes. lle gerdent désormeis chez eux les déchets végéteux (épluchures da fruits at légumes, restes de frites, et même le carton). Ils étendent leur compost dens les jerdins, ou e'en servent pour fertiliser leurs plentes d'inté-riaur. Ils sont 73 % parmi les résidents interrogés é utiliser leur composteur. Et 50 % d'entre eux effirment qu'ils n'auraient jemeis echeté un tel eppareil si nn ne leur eveit pes donné. La ville envisage aujourd'hui d'étendre le système eux immeubles, ce qui nécessitare sens doute une prise en cherge collective du compost par le bieis de regroupements de locateires ou de enpropriéteires, einsi qu'aux commerces jusqu'ici exemptés. Le dispositif sere complété par le distribution de boîtes bleues destinées eu recyclege du verre, du papier et du plastique, un mode de récupération déjé en vigueur dens de nombrauses villee du Canade.

Correspondance à Ottawa de Jacques Monin

demande du général Boneparte sur les grands mulins approvisionnant Paris, il produisait 120 quintaux par juur. Le 1" syril 1972, il e cesse d'être un « moulin faisant de blé farine». Il était alors le dernier moulin artisanal d'ile-de-France encore en finnetion. Dix ans plus tard, presque jour pour jour, le 19 svril 1982, le ministère de la culture l'inscrivait à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques « avec sa roue et son mécanisme ».

#### Un but de promenade

Le conseil réginnal apporte 24 millions de francs pour l'ecqui-sition et les travaux, l'université se chargeant des dépenses d'équipement. Les travenx, qui commenceront au printemps pro-chain, devraient être terminés pour le mois de mai 1995, et, à le rentrée suivante, le nouvel établissement accueillera ses premiers éindiants-spprentis. Ils scront, à terme, trois cent cinnte. Sur les 1 500 metres carré de locaux, il est prévu la réalisatinn de salles de cours, de microinformatique, de documentation et de mstériel multimédia, ainsi que des laboratoires de langues.

Après l'ouverture du moulin de la Chaussée, les filières techno-logiques du CFA seront maintennes à Créteil afin de disposer des gros matériels de l'éducation nationale. Ce sont les filières tertiaires de ee même CFA de « vente, management, gestion » (DUT on techniques de commercialisatinn, transports et logis-tique, licenee en management commercial, maîtrise d'informatique spoliquée à la gestinn et maîtrise des sciences de gestinn) dont les équipes pédagogiques et les équipements sont communs, qui émigreront à Saint-Maurice.

Situé en bordure de l'A 3 dans la boucle formée par la bretelle de sortie de l'autoroule, le mnulin se trouve isolé du reste de la ville. Cette simatinn ne va pas durer: une dalle recouverte de iardins assurera une liaison entre le moulin et le maison nataic de Delacroix, qui abrite la bibliothèque municipale. Ces deux bâtiments constitueront d'ailleurs les deux élé-ments-phares de la ZAC Delacroix, qui comprendra 12 000 mètres carrés de bureaux et un parking de 400 places. Le désenclevement du moulin permettra d'en faire un but de promenade. Sa roue et son mécanisme seront restaurés grâce è une subvention de la Caisse des monuments historiques. Ils seront visibles de l'extérieur à partir des chevauchements et des passe-relles qui permettront l'accès des visiteurs. Le bras de Gravelle (le bras de Marne alimentant le moulin en cau), qui e dejà fait l'objet d'un curage, sera remis en état evec des aménagements

Francis Gouge

#### Paris retrouve sa mémoire C'était le temps nù le vêtemique de 1930, la Front popu-

ment, l'uniforme et par-dessus tout le couvre-chef signeient l'eppartenance à una corporatinn ou à une clesse sociele. La plupert vivelent chichement, travaillent dur, sane sécurité eociele ni congés peyés. On guillobneit boulevard Aragn et, dans la rue, piétons, cyclistes, vnltures à cheveux, autnmoblies, bus at tremways sa côtoyalant dans le désordre. Bref, c'était le Pene aux cant villegee cheleureux de l'entredeux guerres. De ces vingt ens-là (1919-1939), plus de six cents vieux Perisiens, à l'appel de le meirie, unt porté térnoignege. Leurs souvenirs écrits et oreux ont été recueillis per Cathis Devid et mie en images per Thomas Sertillenges, qui exposent le résultat de leur travail rue de Rivoli, eu rez-de-

cheussée de l'Hôtel de Ville. Intitulée « La mémoire de Peris 1919-1939 », l'exposition a'erticule eutour d'une rue centrale flenqués de plecettes où de grandes photos d'époque et des abjets femiliers évoquent l'existence domestique, le vie scolaire, le labeur, les trensports, l'hôpital, les sports, les spectacles (1). Ce sont excluaivement les récits des témoins, rappelés par de courtes citatinns, qui ont guidé les cancepteurs de l'exposition. Aussi cette tranche de vie parisienne se situe-t-elle en merge de l'his-tnire officiella: la crise écono-

leire, le montée du fascisme qu'il e fallu reppeler per des « una » de quotidiens. Comme ei le mémoire des enciens eveit affacé les eventures de l'actuelité pour ne retenir que les juies et les peines da l'existence quittidiennes. Et du coup un distingua mieux ce qui e vraimant chengé en un demi-siècle.

Si les ancombrements da le circulation, l'austérité des écoles et les frivolités de la vie parisienne dameurent, quelle révolutinn dans le confort des Ingaments, l'anonymat du vêtement et surtout les sains hospi taliers. Les Penaiens de cette époque écreseront discrètement une larme de nostalgie et les jeunes e'esbaudiront devant les imeges dant certeinea évoquent celles du tiers monde d'eujnurd'hui. L'exposition durera jusqu'eu 30 evril 1994 puis tous lea témnigneges seront erchivés à la Bibliothèque historique de Peris, è le disposition des chercheurs. Meis chacun pourra gerder au moins un reflet de ces évncarions grace à un fidèle catalogue.

M. A.-R.

▶ « La mémoire da Paris 1919-1939 », 29, rue de Rivoli. Tous les jours sauf dimanche et fêtes, de 9 h. 30 à 18 houres. Entrée gratuite. Catalogue de 160 p., 50 F.

# LES MÉTIERS DU SECTEUR PUBLIC



LA VILLE DE MONTREUIL (Seine-Saint-Denis) 100 000 habitants RECHERCHE

pour son service des études urbaines UN(E) CHARGE(E) D'ÉTUDES EN URBANISME Catégorie A cadre d'emploi des attachés ou ingénieurs

Vous pilorerez les études préalables è la mise en œuvre des projets urbains, et serez plus particulièrement chargé(e) de l'expertise juridique financière et edministrative de dossiers opérationnels. Agé de 25 à 35 ens vous possédez une formation de type DESS en eménagement et urbanisme complétée

Voue apporterez la richesse d'une expérience professionnelle acquise auprès d'une collectivité territoriale ou d'un opérateur public.

Adresser candidature, C.V. à Monsieur le député-maire HÔTEL-DE-VILLE, 93105 MONTREUIL CEDEX

par la CDU de Steffen Heitmann de Bernu, Sproyee par

..

# CULTURE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

par Renė Rizzardo

E débat sur l'eménagement du territoira peut être une occasion de redonner son sens à le cultura comme élément de civilisation, de redonnar un sens aux politiques culturalles mises an œuvre par les pouvoirs publics du point de vue des anjaux liés à l'avenir des territoires les plus fragiles.

Si, dans ce débat, les questions d'équilibre entre les territoires sont essentielles, elles ne peuvent fairs l'impasse sur les communautés humeines concernées, leurs identités, leurs envies, leurs initiatives, leur créedvité. Ce qui est an jau, c'est laura capacités è se mobiliser, mais aussi la qualité da leurs relations, des solidarités qu'alles antretiannent. Pour trop d'axelus, de communautés en désarroi, la décalaga grandissant antre ceux qui décident et ceux qui exécutent dans l'antreprise, dens la communa ou dens la quartier, est un blocaga redoutable.

La cohésion sociala renvoia è deux questions, majaures pour l'avenir de nos territoires. Par qual mode d'intégration nos concitoyens, les jeunes en particulier, vont-ils pouvoir jouer un rôle actif dans l'environnemant qui est le leur à le villa ou à la campagne ? L'emploi at le travail sont la condition de cette Intégration, mais il faudrait être beaucoup plus à l'écoute an amont, dès la collège, pour comprendre les changaments intervanus dans la cultura des jaunas. La cultura est un factaur souvent décisif.

La seconde question concerna les leviers qui favorisant, à tous les âges at è tous les niveaux de le société, la créativité, l'imagination, l'adaptation et le participation à un projet. Les activités ertistiques et culturelles jouent ici un rôle-clé, nombre d'expériences le prouvent, notamment dans le monde éducatif. L'éducation artistiqua contribue fortement à développer cette créativité et cet imaginaire nécessaires aux générations futures.

A l'haure où la société a besoin de réflexion vers una plus grande conscience de l'intérêt général, vers plus d'accueil, les facteurs culturals ne peuvent être négligés. Audelà des structures, des volontés d'organisation, il y a l'initiative ou la rapli, le résignation ou l'espoir, l'amertume ou le dignité de ceux sans qui le revalorisation des territoires en crise na se fera pas.

Les politiques culturelles conduites par les pouvoirs publics sont parmi les leviers essentiels da cette revalorisation. Elles constituent un investissemant considérable pour la vie quotidienne comme pour les grands mouvements qui marquant una civilisation. Les services culturels, les institutione, les initiatives mulóples sont des facteurs d'attractivité des territoires, mais sont aussi indispensables au maintian des populations en miliau rural. L'Etat comme les villes et, dens une moindre mesure, les départements et les régiona ont rendu possibles une via artistiqua et des pratiques culturelles qui restent certes très dépendantes des acquis socio-économiques de nos concitoyens, de leur pratiqua da la télévision et de laurs lieux da via.

Faire partager les passions artistiques

Aujourd'hui, le débat culture-aménagement du territoira davrait porter sur les finelités des activités culturelles, sur laur ancrage territorial, sur l'ouverture vers les autres et vers le monda. Comment créar l'envie de cultura, faira partager les passions artistiques là où elles sont encore rares ou trop fugitives ?

Ce débat devreit intégrar quatra aspects majeurs :

— le pramier concerne la mobilisation des ressources culturelles dans la cadra de partenariats at de mises en réseau. Ce terme de réseau n'est pas abstrait, il met an lumièra les nécessaires complémentarités et les intérêts communs à un ansemble de structures et d'équipes traveillant dans un même espace ou eutour de mêmes activités. Deux exemples illustrent cette idée : « Culture commune », qui met en réseau une trentaine de collectivités pour le renouveau du bessin houiller du Pasde-Calais; le réseau des musées des techniques et cultures comtoises en Franche-Comté, qui réunit : reience d'activités, conneissance de traditions et approche entistique;

— le deuxième concerne la velorisation du patrimoine. Cet élément est important du point de vua da l'identiré des territoires, du décloisonnement et du lien entre mâmoire at avenir, entre culture, économia, tourisme. Il l'est aussi du point de vue da te « complicité » à orgeniser entre lieux patrimoniaux, diffusion artistique, art contemporain, la décloisonnament des activités at des lieux entraînant bian souvent la découverte et l'adhésion de publics différents;

- la troisiema, c'ast l'allianca antre l'eudiovisuel en région, la diffusion culturella, le connaissance des territoires, de leur histoire, da leurs réalités présentes. Un enjau qui pourrait concerner des contrats entre les stations régionales de France 3 - plus autonomes dans leurs moyens et plus intégrées dans le via régionala - et les collectivités. On peut rêver da réseaux eudiovisuels en région, ecteurs da dynamiques locales alliant identité et ouvertura et qui soient l'écho des initiatives de renouveau des territoires;

— la quatrièma enfin, c'est une attention particulière à porter aux financements et aux initiatives dans les territoires fragiles, certains quartiers urbains et espaces rureux, visant à conjuguar la reconnaissance des cultures qui s'y axprimant et l'engagament des professionnels.

Ces quatre éléments peuvent inspirer des pistes de travail pour que la culture et le développement culturel concourent à l'effirmation d'espaces de projet dans lesquels acteurs ertistiques et culturels epportent leurs spécificités, laur vision des enjeux, leurs pratiques da solidarité et de décloisonnament. Dens ca contexte, les services de l'Etat en région - les directions régionales des affaires culturalles, notamment -, et les collectivités, chacun à leur niveau, sont complémentaires et doivent être plus nettement partenaires pour la mise en œuvre de ces orientations. Les responsabilités respectives de l'Etat, des régions, des départements et des communes pourraient être enfin utilement clarifiées à l'occasion de ce débat.

➤ René Rizzardo est directeur de l'Observatoire des politiques culturelles et enseignant à l'université Piarre-Mandas-France de Granoble.

#### LIVRES

LES CIMETIÈRES
ARTISTIQUES
DE PARIS
de Josette Jacquin-Philippe

Librairie Léonce Laget, 220 p., 350 F.

Lieux du souveoir, espaces verts, objets de tourisme, les vingt eimetières où reposent les Parisiens (dont six en banlieue) abriteot aussi un formidable patrimoine architectural dont l'étendue, la richesse et la diversité donnent le vertige. Mer Jacquin-Philippe, qui habite à côté du Père-Lachaise, s'est prise de passion pour eux. Elle invite les Parisiens et les provinciaux à en découvrir les trésors.

Ecrivain délicat et non dénué d'humour, illustrateur et photographe de talent. elle parvieot, maigré la morosité apparente de soo sujet, à en rendre l'exploration parfaitement vivante.

Reflet de la capitale, l'art funéraire de ses nécropoles offre un échantillounage étourdissant de tous les édifices imaginables : le temple, la pyramide, le faux dolmen, la chapelle, la chambre, le château fort, le phare, le baignoire et même la tente militaire en zinc. Du néolithique à l'art abstrait, le plupert des styles inveotés depuis les débuts de l'humanité soot représentés.

Helas, quel que soit le matériau employé, ces mini-monuments sont aussi mortels que ceux qu'ils abritent. Le temps e toujours le deroier mot. Aussi l'eotretieo et le restauration des tombes sont aujourd'hui la préoccupation des services municipaux et de plusieurs associetions. L'euteur réussit à expliquer tout cela avec précision et alacrité. Nul doute que, grâce à son plaisant plaidoyer, elle o'enrôle dans sa croisade pour « la beauté funèbre » de nonveaux combattants.

M. A.-R

#### COURRIER

La dalle de Seine Rive Gauche

Dans le Monde daté des 31 octobre et le novembre, la l'occasion d'un point sur l'urbanisme sur dalles, vous vous inquiétez pour l'aveoir du grand projet chiraquien de Seine-Rive gauche. Ce projet, en effet, comporte nombre de défauts que les dalles existantes ont évité.

Les delles de béton sont ordinairement réservées à la eirculation des piétons. Or la dalle de Seine Rive Gauche comporterait une avenue de grande circulation (deux fois trois voies) pour voitures et camions (y compris ceux de 40 tonnes!).

Les dalles n'eccuoillont d'ordinaire que quelques pelouses ou quelques buissons car une épaisseur de terre trop importanle entrainerait une charge excessivo. Or la dalle de Seine-Rive gauche compterait un millier d'arbres de haute tige nécessitant trois mètres de terre.

Les dalles existantes ne supportent guère de constructions, sauf celle des Olympiades où unc école meternelle de six classes et unc crèche de soixante berceaux ont été contruites. La dalle de Seine-Rive gauche prétend supporter des immoubles de bureaux de six à buit étages.

Aucune dalle parisienne ne dépasse les dimensions de la dalle Montparnasse: 7 hectares (celle des Olympiades est à peu près équivalente). Celle de Seine-Rive gauche couvrirait 35 hectares, cinq fois plus.

Arrivé à ce stade, chacun se pose la question : « Que faire de ce béton inhospitalier, coûteux et ingérable? » Pour Seine-Rive gaoche, la réponse vient d'emblée : ne pas le construire.

LOUIS MOULINET ancien conseiller de Paris.

Le Monde

CHEST'S PURSUE AT

# fait le tour de Paris-lle de France

avec une nouvelle page quotidienne



Chaque jour, découvrez un Monde nouveau

Le Monde temps libre

Le nouveau supplément de vos loisirs



Chaque vendredi dans le Monde daté samedi Passez un bon week-end avec Le Monde

هكذا مزالده

2

The second secon

Weres tou ousaines

# LE BLUES DES ORCHESTRES RÉGIONAUX

Inventées dans les années 60, ces formations ont permis d'irriguer la France de musique. Mais, face à la crise, elles doivent revoir leurs programmes et réduire leurs moyens.

musicale vit sur l'archi-tecture mise en place à la fin des années 60 par Marcel Landowski, qui rénova à le fois l'enseignement et la diffusion de la musique. Vingt-cinq ans après cette réforme, qui comprenait notamment la création de grands orchestres, ccs derniers concentrent, à leur manière, quel-ques-uns des problèmes de fond qui sont posés par le débat sur l'aménagement du territoire : la relation des métropoles avec leur région, l'éparpillement des compétences et le désengagement de l'Etat.

Marcel Landowski, qui imite à merveille – tics et voix, impa-tience et passion – son ministre de naguère, avait reçu d'André Mal-raux une mission sur l'enseignement. « D'accord, lui expliqua-t-il alors, mais je ne veux pas fabri-quer de chômeurs. Pas d'enseignement sans une politique de dif-fusion. » Il n'y avait alors en province que deux orchestres : celui de Strasbourg, ville de vieille tradition musicale comme ses voisines allemandes, et celui de Nice, où il fallait bien distraire les étrangers en villégiature. Mairanx, qui vibrait pour les grands projets, fut facile à convaincre. L'organisation de la diffu-

sion que conçoit alors Marcel Landowski est en totale harmonie avec les principes qui régissent la politique d'aménagement du terri-toire de l'époque : dans les métrodes d'équilibre, un orchestre de 100 à 120 musiciens avec une triple missioo symphonique, lyrique et d'animation; dans les villes de 150 000 à 250 000 habitants, un orchestre de 60 musiciens environ, ayant les mêmes missions, mais un répertoire adapté à leur taille ; dans les villes de 100 000 habitants, une forma-tion de 18 à 25 musiciens. Le plan prévoyait enfin de faire partager l'investissement, par tiers égaux, entre l'Etat, la région et la ville-siège. « Je de mon do is à l'orchestre, explique Marcel Lan-dowski, à la fois d'être présent dans la ville-siège et d'apporter la musique vivante dans sa région. » L'orchestre pouvait éclater en formations réduites, et chaque musicien avait vocation à être animateur. « Un musicien dans la cité », précisait le plan.

Prévu pour être réalisé en dix ans, le plan Landowski est loin d'être arrivé à son terme vingtcinq ans plus tard. Il est vrai que beaucoup d'événements en ont géné le déroulement : les chocs pétroliers, la décentralisation, qui a multiplié les niveaux de compétence, et maintenant le crise économique, qui finit par faire douter de la légitimité de certains investissements. «Rien n'a été cassé, on a continué », se réjouit

Marcel Landowski. Certes, le paysage musical

Dominique Baudis ICDSI

Evidemment, Dominique

n'est pas content. Le maira de

Toulouse se sent un peu saul

pour portar la poids da

Baudis eime beeucoup aon

orchestre qui, sous la baguatte

de Michel Plesson, a acquis

une réputation enviée à travers

le monde. Et il trouve normal

de le soutenir. Non pas saule-

ment parce qu'il porte une part

du prestiga da le ville maia

eussi parce que Toulouse e una

belle histoira musicala qu'il

faut poursuivre. Chaque ennée,

ia villa apporte à l'orchestra

près de 40 millions de francs:

c'est dix fois ca qu'apporte la

qu'attribue l'Etat.

« Répartir

la charge »

région, quetre fois et damia ce

Je voudreis, dit Domi-

nique Baudis, saisir le débat

sur l'aménagement du tarri-

toire pour poser le problèma.

Est-ce qu'on ve casser les

grands outils culturels qui ont áté ceux de le décentralisa-tion ? Si on veut les maintenir,

l'Orchestre du Capitole.

Colères toulousaines



français a bien changé, comme l'indique l'hommage de René Koering. Ce compositeur, direc-teur général de l'Orchestre philharmonique de Montpellier, créateur et directeur artistique da Festival de Radio-France et de Montpellier, ancien directeur de Radio-France, estime que « sans Marcel Landowski, il n'y aurait plus de musique en France aujourd'hui ». Lyon, Lille, Tou-louse, Bordeaux, Montpellier, les Pays de Loire, la Lorraine, l'Ile-de-France – qui devait exister en dehors de Paris – ont désormais leur orchestre symphonique, Parallèlement, des formations movennes ou petites animent l'Auvergne, le Basse-Normandie, la Bretagne, la Picardie, Poitou-Charentes, Mulhouse, Nancy, Grenoble et la Savoie, Bayoune, Саппез.

Mais, décentralisation oblige, l'ordonnance équilibrée du ménage à trois (État, région et ville-siège) ne s'est imposée à peu près nulle part : on ne la trouve, pour les grands orchestres, qu'en Lorraine. Ailleurs, le fardeau repose la plupart du temps sur le ville-siège et, dans deux cas sculement (Ile-de-France et Lille), sur

Le souci d'irriguer en profondeur la région, si présent dans les

on na pourra la faira qu'à

condition da répartir équitable-

trouve confronté au problèma

classique de la ville-centre qui

supporte l'essentiel du poids

financiar d'un équipemant

dont l'ensemble de l'agglomé-

ration, at, au-dalà, nombre

d'habitants de la région pro-

fitent, « Les métropoles d'équi-

libre, relève-t-il, ont rempli le

mission qu'on leur evait assi-

gnéa, notammant dans la

domaine cultural (Toulouse

consacre 15 % de son budget à

la culture). Mais laurs contri-

buables ne peuvent pas rester

les seula à payer. » Et il est vrai

qua l'Orchestre du Capitola

donne an moyenna, tous les

ens, quarente concerts à Tou-

louae et vingt concarts an

mant aux collectivités locales

voisines que Dominique Bau-

dis demande leur participation.

Selon lui, l'Etat devrait aussi

faire plus pour soutenir les acti-

vités internationales de

l'Orchestre du Capitole.

Midi-Pyrénées. Mais ce n'est pas seule

Le maire da Toulouse se

ment la cherge. »

Le partage équitable des charges entre l'Etat, la région et la ville ne s'est imposé à peu près nulle part. Le plus souvent, c'est la ville-siège de l'orchestre qui supporte l'essentiel du fardeau.

intentions de Marcel Landowski. se retrouve évidemment dans les orchestres dont la vie dépend le plus du conseil régional. « Nous allons jusque dans des petites communes et, en erande formation, nous n'hésitons pas à jouer dans des gymnases », explique l'administrateur de l'Orchestre de Lorraine, Pascal Schwan, balayant l'objection fréquente selon laquelle il n'y e pas assez de licux dans les départements pont aceneillir un orchestre symphonique.

A Lille, Jean-Claude Casa-

dessus a poussé l'aventure encore plus loin. Arrivé dans le Nord en 1975 pour bâtir un orchestre, il assure aujourd'hui : « Je me suis fait piéger affectivement. » Et, de fait, il n'hésite pas à « veudre » la région autant que sa musique : va-t-il jouer à Londres ou à Bruxelles (en voisin), il amène avec lui des industricis. Il n'oublie pourtant pas l'essentiel : « Mon ambition est de porter la musique partout où elle peut être recue, expliquet-il. On o joué dans des communes de 600 habitants. La venue de l'orchestre est ressentie comme un hommage à la dignité des gens. » Mais l'Orchestre de Lille va aussi au-devant des enfants et des entreapproché la prison; il attire les jeunes par un crole ines par un cycle « Musique et cinéma » avec des films où la musique joue un grand rôle.

L'Orchestre des pays de Loire s'est, lui, partagé en deux « phalanges » établies l'une à Nantes et l'autre à Angers. Les deux phalanges jouent en forma-tioo aymphonique, mais de musique de chambre ; il a créé récemment en son seio an ensemble de cuivres, un quintette à vent et un ensemble de cordes pour répondre aux besoins des petites communes. Certaines formations moyennes sont elles eussi sensibles à leur vocation régionale : le Sinfonietta de Picardie

sillonne la Somme, l'Aisne et l'Oise (bien que ce dernier dépar-tement ne participe pas à son financement); l'Orchestre Poitou-Charentes a pris le parti d'être composé aux trois quarts de musiciens régionaux très impliqués

dans l'enseignement, Pour les autres grands orchestres, qui aiment trouver dans des tournées à l'étranger la confirmadon de leur qualité, les déplacements en région se concentrent généralement dans les villes les plus importantes : ainsi des quelque vingt concerts annuels que donne en Midi-Pyré-nées l'Orchestre du Capitole. Celui de Strasbourg se produit quelquefois dans le Bas-Rhin – contrepartie de la petite subven-tion du conseil général – mais il ne va pas dans le Haut-Rhin, qui dispose à Mulhouse de son propre orchestre. L'Orchestre de Montpellier tourne assez peu dans sa région. «Le déplacement d'un orchestre est une chose sacrée ». assure René Koering, qui peut évidemment mettre en parallèle les 27 millions de francs de subvention de l'agglomération montpelliéraine et les 5 millions dn conseil régional. « Cette région, note le directeur régional des affaires culturelles, Jean-Claude Grous-

cale. Le préalable est donc le maillage du territoire par des structures culturelles capables de labourer en profondeur et de pré-parer le terrain. » Ce travail est en cours, notamment dans les écoles

La grande diversité des situations est une aubaine pour l'Etat, oui peut se défausser en invoquant la décentralisation, la multitude des partenaires en jeu et la liberté des collectivités locales de a'engager plus que l'Etat, si elles le sou-haitent : « La clé de répartition, c'est terminé, dit-on sans ambages à la direction de la musique du ninistère de la culture. On ne souhaite plus être le fer de lance de l'action publique en la matière. On sera les accompagnateurs de la volonté ou de la non-volonté

des collectivités locales. »

La décentralisation a bon dos. Elle permet de masquer la misère des finances publiques. Cette année, le collectif budgé-taire a revu de 5 % à la baisse les participations de l'Etat. Ce pourrait n'être qu'un commencement. « C'est peut-être le moment de réfléchir et de remettre les budgets des orchestres sur leurs pieds », dit-ou à la direction de la musique. Les collectivités locales ellesmêmes commencent à réfléchir. Il n'est un secret pour personne que le maire de Montpellier, Georges Frêche, a demandé à René Koering de faire un effort. La présidente Verte du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais trouve qu'elle eonsacre décidément beaucoup d'argent à son paquebot

Dans les orchestres, e'est un langage qu'on n'est pas loin de comprendre. Patrice Armengau, administrateur général de l'Orchestre de Lyon, évoque la perspective de « faire aussi bien, sinon mieux, avec des moyens réduits \*. René Koering lui-même l'odmet : « Il y a des dépenses qui ne peuvent plus se justifier quand une société part à lo dérive. Peut-on accepter encore les fastes du lyrique et du symphonique ? » Le créateur qu'il est y voit un stimplant: « La vie culturelle fonctionnera selon un autre mode. » A. la direction de la musique, sî on ne ve pas encore si loin, on fait observer que la plus grande partie du répertoire peut être jouée avec 85 musiciens

Mais certains n'hésitent pas à prophétiser de grands changements: dans cent ans, assurent-ils il n'y anra plus du tont d'orchestres symphoniques. Ce type de formation n'aurait été qu'une forme liée à la société industrielle et à sa production de masse. Déjà, les musiciens n'aspirent plus qu'à faire partie de petits ensembles, et les compositions pour grand orchestre sont de plus en plus rares.

Philippe Pujas

### Les villes en première ligne

Trois partenaires - l'Etat, la 2 millions de la région et 33 milrégion, le ville-sièga – devaiant se partager per tiers le subvention de fonctionnament das orchestres. Celle-ci représante 80 à 90 % da Isur budoet : les recettes se aituent générelement antre 10 % at 20 %. Maia la balle ordonnance du plan Landowaki n'a paa réalatà à

sard, n'a pas de tradition musi-

l'épreuve de la réalité. Quatre régions seulament se sont vraiment mobilisées : le Nord-Pes-de-Celaie (qui se retrouve saul aux côtés de l'Etat, et assure les deux tiers du déficit, soit 34 millions da francs], l'île-de-France, les Pays de le Loire et la Lorraine. Les eutres interviannent modestemant ou même pas du tout, comma l'Aleacc. L'Etet luimēma a rechigné à suivre. En Lorraine, seul cas répondent exactement au schàma Landowski, il n'apporte que 8,5 mllliona quand la ràgion an epporte 8,2 et le ville de Metz 8,4.

Dans la plupart des cas, la fardeau repose sur la ville-siège da l'orchestre : à Straabourg, l'Etat donne 11 millions et la ville 26 millions ; l'Orchestre de Lyon recoit 11 milliona da l'Etat,

lions da la villa, celul da Montpelliar 9 millions da l'Etat, 5 de la région et 27 de l'agglomération montpalliàraina ivilla et district): celui du Capitola respectivement 9 millions de l'Etat. 4 da la région et 38 millions de la villa da Toulouse. A Bordeaux, l'Etat et la région versent chacun 6 millions, et la villa 39 millions. Les départements da l'Hérault, du Bas-Rhin, du Rhône et de Haute-Garonna apportent una petita participation au financement du grand orchestra opérant dana leur chaf-lieu. La cas da l'Orchestre das Pays da la Loire est unique : il est prie an charga conjointemant par l'Etat, le région, les villes de Nantes et d'Angars et les cinq départaments de lerégion. Les collectivités locales sont unies dens un syndicat mixte et la charge financière est à peu près équitablament répartie; l'État y trouve toutefois son compte, puisqu'il apporte un peu moins que la région (10 mil-lions contre 11) et les villes de Nantes at Angars réunies |13

#### AQUITAINE

La grande boucle de Bordeaux

Le dernier meillon de le rocade bordeleiee, le pont d'Arcins, sur le Garonne, en emont da l'egglomération, vient d'être inauguré l*l*e Monda du 9 dècembral. La construction da cette boucle de 45 kilomètres avait commance de l'autre côté de le ville en 1960, avec un pont suspendu sur le Garonne, le pont d'Aquitaina. Le tracé de cette rocada, du moine pour le partie eituée à l'ouest de le ville, avait été àtabli dès 1957. Le coût global da ce contournament, selon 'actuelisation financiàre donnàa par la direction da l'équipement, aura été de 3,5 milliards de francs.

Lors de le mise en service de cet ultime tronçon, de meuvaises conditions màtéo ont entraîna des ambouteillages, notamment au nord du pont d'Aquitaina où les eing voies des rocades rive gauche et rive droita rejoignant les daux voies de l'autoroute A 10. Au pied du pont d'Arcins, sur le riva gauche, aa produit la mêma phénomène de goulot d'etranglamant.

L'élargiasement de l'A 10, comme de le portion de rocade conduisant aux autoroutes A62 et A63, doit être engagé pour que le contournement de Bor-deaux soit satisfaisant.

#### Bretagne Reconnaissance administrative du « pays » de Vilaine

La sous-préfecture de Redon est désormeis habilitée à déli-vrer las cartes grises pour l'ensemble des automobilistes du « pays » de Vileine. Une zone éclatée qui s'étend sur troie départements, l'Ille-et-Vileine, le Morbihan, le Loire-Atlentique, et sur deux régions administratives, le Bretagne et les Pays de le Loire. Cette première entorse à le sacro-sainte compétence territoriale des départements a nécessité un décret en conseil d'Etat en date du 24 mers 1993 peru le 19 novembre eu Journal

Jusqu'è meintenent, l'ecquisition, le revente et l'immatriculation d'un véhicule acheté. per exemple, dens le Morbihen per un geragiste de Redon revendu à un automobiliste de Loire-Atlentique pouvaient impliquer un percours de 400 kilomètres evec des déplacements à Rennas, Vannes et Nentes elors que les transactions concernaient des communes limitrophes. Désormeis, il existe un guichet unique pour les neuf cantons du pays de Vileine. Les responsables edministratifs et politiques espèrent obtenir procheinement d'eutres aimplifications administratives.

Une nouvelle rue piétonne à Orléans

CENTRE

Jean-Pierre Sueur (PS), meire d'Orléane, ancien secréteire d'Etat eux collectivités locales, a inauguré, samadi 4 dàcambra, une nouvalla voie piétonne, rue de la République. Cette rue, qui est une des principales artèraa commarçantes da le villa, et qui relia le place-d'Arc à la place du Martroi, est désormeis totalement réservée eux promanaurs, à l'exception d'un couloir pour les transports an commun.

Le réeménagement de cette ertère, qui a coûté environ 12,5 millions da francs, a été confià à l'architecte Barnard Huet. Cette opération consacre le déplecement du centre commarcial de la ville, naguère situé antre la rue Jeanne-d'Arc et les bords de la Loire, vers ls nouvelle place d'Arc, plus eu nord, aménegée soue la pré-cédente municipalité, conduite par Jacques Douffiagues.

ment de vos loisik

day of Monde

par la CDU de Steffen Heitmann

#### FRONTIÈRES

EVANT la basilique de la Trinité, la statuc équestre de Napoléon la montre l'empereur étendant son bras droit vers le large. Et l'épigraphe gravée dans le socie de granit de rap-peler : « J'avais résolu de renouveler à Cherbourg les merveilles de l'Egypte. » Hélas, ce vœu sonne mal

sujourd'hui alors que Cherbourg secumule laideur, laisser-aller urbanistique et médiocrité architecturale. Quel choc pour le voya-geur qui arrive le dimanche soir dans la froidure par le poussif et bruyant Turbotraio jaunâtre dans la gare en cul-de-sac. Les abords du bassio du commerce soot encombrés de voitures mal garées et de baraques, et le centre-ville, sauf le petit cœur piétonnier, o'invite pas davantage à la flânerie. L'immense 200e portuaire est resque entièrement grillagée et l'arsenal militaire forme, bien évidemment, un ghetto dans la ville qui ioterdit l'eccès d'une vaste partie de la rade. Le port de plaisance apporterait bien une touche sourizote à cette grisaille ambiante, mais les constructions modernes qui l'entoureot sont eo définitive aussi étrangères à l'élégance que l'eau ou feu...

On vous rélorquera, non sans motifs, que Cherbourg e été, est, et sera avant tout un port militaire. Regardez Brest! Jamais elle ne préteodra singer Saint-Tropez ou Sète. Cherbourg oe cherche pas, d'ailleurs, à se comparer avec les joyaux de Barfleur ou Saiot-Vaast-la-Hougue qui enjoliveot, à soo extrémité orieotale, le Val de Saire, ce « jardin au bord de la mer » comme disent les guides touristiques.

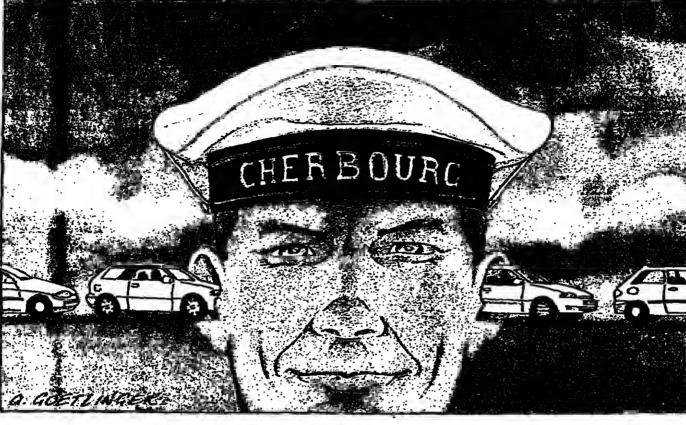
De là à penser qu'uoe ancestrale et forte présence militaire voue nécessairement une cité au mauvais goût ou à l'abscoce de gout... Il serait intéressant de demander à François Léotard son avis puisque, avant de prendre eo charge la défense (et ici, à cause de l'arsenel, le mioistre est « ehez » lui), il occupa le ministère de la culture.

Cherbourg et ses environs immédiats (du même acabit) ont des excuses majeures. Ionombrables dans le nord Coteotin, les plaques, monuments et effigies rappellent lei un drame, là un acte de bravoure, un bombardement, une bataille, un exploit du prin-temps ou de l'été 1944. Les villes et les paysages, les œuvres et l'histoire des hommes, n'ont pas moins souffert des terribles combats que les hommes euxmêmes. En cours de rénovation sur les hauteurs du Roule, le Musée de la Libératioo en portera témoignage. Les cérémonies du cinquaotième anniversaire du débarquement font déjà, partout, l'objet d'intenses préparatifs. C'est l'occasion de regarder son passé sous un jour culturel, ce qui a donné au conservateur du musée municipal une idée : organiser en iuin 1994, autour d'un

thème commun, « Les années 40 v. uoc expositiun démultiplice dans quatre villes bas-normandes. Alençon sera le point furt du cinéma, le musée de Granville se spécialisera sor la mude, celui de Saint-Lo montrera les diverses formes d'architecture et les étapes de la reconstruction, tandis que Cherbourg se réservera la peinture.

La coopération régionale, c'est bien; mais pour le député Yves Bonoci (UDF-PR), il faut voir plus loin. Cet accien préfet de région, qui fut sous-préfet de Cherbourg de 1976 à 1978 et directeur de la surveillance du territoire (DST), cherche des diversifications écunomiques tous azimuts pour une ville dont il envisage, à l'évidence, de briguer la mairie en 1995. Son credo: « Un député doit être un agent commercial de sa eirconscription. Je veux faire fructifier mon earnes d'adresses. »

Il va mettre en place une sorte de jumelage maritime avec le port russe de la Baltique, Kaliningrad, pour développer les trafics de cabotage. Profitant du bon volume de commandes des



# CHERBOURG

# Porte d'entrée des voitures nippones

Normandie qui construisent des patrouilleurs pour plusieurs Etats du Golfe, il a créé un club francodu Goire, il a cree un emb tranco-arabe qui sert de structore d'accueil, ouverte aux jeunes offi-ciers (et futurs dirigeants) de ces pays. Quant à la Compagnie géné-rale pour les matières oucléaires (COGEMA), l'un des poumons économiques de la région à tra-vers le retraitement complet, à la Hague, des combustibles atomiques noo sculement français et européens mais aussi japonais, elle a développé et diffusé depuis près de viogt ans un savoir-faire coosidérable que beaucoup songeot aujourd'bui à valoriser dans tons les secteurs « haut de gamme » de l'environnement (1). « La COGEMA devrait devenir une vitrine. J'ai l'idée d'une université internationale de l'environnement avec des partenaires allemands notamment. Et pourquoi ne pas essayer de créer un · Futuroscope de l'environnement ». Inscrivons-le dans le eontrat de plan », lance Yves Bonnet dont la permaneoce fait face à la maison d'arrêt.

Ville frootière, comme il se doit pour un port, Cherbourg peut à juste titre s'enorgueillir d'être la porte d'entrée des voitures oippones eo Europe. Ouvert en 1976, le ceotre d'importation de Toyota voit transiter 40 000 à 45 000 véhicules par an à destination de la France et de la Suisse. Depuis deux mois, les voitures construites en Grande-Bretagne et



vendues en Espagne passent aussi par le port normand. « Je me souviens des débuts », raconte le directeur, Reod Couraud, aujourd'hui à la tête de quatre-

vingt-cinq salariés.

« Nous étions les premiers installés dans la zone industrielle de Tourlaville. C'était une prairie. » Avec fierté, il montre dans uoe vitrine les plaques dorées signées do grand patron de la firme vantant les performances et les qualités du centre de

Cherbourg. Le chiffre d'affaires de la seule activité « importation de pièces détachées et accessoires » est passé de 230 millions de francs eo 1988 à 302 l'an demier, mais la crise automobile mondiale a considérablement ralenti les Constructions mécaniques de activités au cours des derniers

mois. N'empêche: Toyote e donoé des idées à d'eutres puisque Suzuki a eussi choisi Cherbourg. De 50 à 60 « naviresgarages », japonais on oorvé-giens, hauts comme des HLM de treize étages, font chaque année escale le long des quais en cau profoode pour déverser ce qu'à Billancourt ou à Socheux on assimile oux marchaodises du

A côté du nucléaire (avec la COGEMA et EDF) et du secteur industriel militaire (Constructions navales), la ville et son port rêvent d'un troisième pôle d'activité. qui devrait être agroalimentaire

Gestioooaire du port, le chambre de commerce et d'industrie a habilement négocié, il y a deux ans, la réforme du statut des dockers. Toyota avait brandi la menace de préférer Anvers ou Zecbrugge si ses bateaux venaient à être bloqués. L'accord de Cherbourg fut jugé « exemplaire » par le gouvernement Bérégovoy. Sur quaraote dockers, seize furent mensualisés dans des entreprises de manutentioo ou embauchés à la coambre. Sans utilité désormais, le bureeu ceotral de la maind'œuvre (BCMO) a fermé et Jean Le Boucher, président du comité régional des pêches, y a installé ses locaux. Mais si Toyota reste uo excelleot elient du port, c'est peu par rapport eux ferries des cioq compagnies trans-Manche qui fool la navette avec l'Angleterre, l'Irlande et Bilbao. 80 % des 80 millions de chiffre d'affaires du port leur sont imputables comme une bonne partie des recettes de l'hypermarché Continent où les Anglais viennent refaire, à boo prix, leurs stocks de

« 1993 aura encore été une année satisfaisante pour l'activité des ferries », constate Beooît Le Cacheux, président de l'établissemeot public. A l'aise sur le plan financier, la chambre s'est lancée, dans un lourd programme de modernisation et de réaménagemeot des terminaux dont l'essentiel sera la mise en service d'une nouvelle gare maritime à l'horizon de l'élé prochain. Témoin grandiose de l'époque où les paquebots transatlantiques fréqueotaicot régulièrement Cherbourg, la monumentale gare maritime - édifiée en 1933 et épisodiquement utilisée quand le Queen-Elizabeth vicot, cotre deux croisières, s'amarrer an quai de Fraoce – a fait l'objet le 22 novembre d'un avis favorable de classement de la commission supérieure des Monuments historiques. Bravo! On pourra désormais pousser plus avant les études pour la création sur le site d'un musée maritime où le Redoutable, plutôt que d'être démooté et oublié, portera bien haut et longtemps la réputation d'une brillante lignée de sous-marins.

La diversification constitue aussi l'antienne de la chambre de commerce. Les trafics maritimes d'explosifs, de matières oucléaires, eo relation avec le centre de la Hague, de bois oo de rochers resteot marginaux. « Nous n'avons pas réussi d capter à notre profit des marchandises d'autres ports », regrette le pré-sident. «On souffre d'un quasimonopole autour de deux géants : la COGEMA et EDF pour le nucléaire et la direction des constructions navales pour le sec-teur industriel militaire. Il nous faut un troisième pôle qui devrait être agroalimentaire » (2).

L'affaire o'est pas mal partie usque Salmona, uoe entreprise des Landes, va ouvrir eu débot 1995 une usine de préparation de filets de truites de mer élevées dans la rade. Avec, à la clé, cent emplois et la possibilité, pourquoi pas, de damer le pioo aux cofiteuses importations de saumons et de fournir des débouchés à certains des quatre-vingt-huit étu-diants de l'Institut national des sciences et techniques de la mer-Primordiale, comme partout, la question de l'emploi reste pourtant moins dramatique que dans

d'autres bassins de Haute ou de Basse-Normandie. « On enregistre même un léger reflux du toux de chômage », note Bernard Cauvin (PS), présideot de la communauté urbaine, ancien salarié de l'arsenal. Ce qui ne l'empêche pas de noorrir des craintes pour le plan de charge des installations militaires puisque le programme de construction des sous-marins nucléaires, la spécialité de Cherbourg, a été sérieusement rogné à l'occasion du plan « Armées 2000 ».

A la tête de quelque 100 000 habitants, le président de la communauté o'est pas peu fier de la charte d'eoviroocement cooclue il y a deux ans avec l'Etat. Le sujet le motive, qu'il s'agisse de l'approvisionnement en eau potable, du tri sélectif des ordures, de la valorisation des déchets de jardins, de l'usine d'incinération.

Pour l'année prochaine, un projet d'embellissement de la ville est sur les rails. Il o'est que temps car le quartier des bassins et surtoot le quai de Caligny, qui devrait être an baut lieu de promenade, ont un besoin pressant de restructuration, et les 20 millions que dépensera en 1994-1995 la communauté oe seront pas de

Arrivé de fraîche date, le sous-préfet Jean Le Naire potasse les moindres détails du contrat de ville qui va associer l'Etat noo à Cherbourg mais à la communauté, dooc aux six villes qui la composeot. Voilà son premier dossier chaud » sur lequel l'Etat investira pour sa part quelque 20 millions de fraocs. De là à aborder la question qui court sur toutes les lèvres et qui empoisonne la vie locale, c'est-à-dire la fusion des dommunes concernées dans un Grand Cherbourg, il n'y a qu'un petit pas. Mais outre les susceptibilités locales et le patriotisme municipal qui compliquent le jeu (si les villes fusionnent la communauté elle-même o'aura plus de raisoo d'être), l'effaire bute sur une brûlante question de sous. Le « Cherbourg oouveau » toucherait de l'Etat quelque 50 millions de francs de moins au titre de la dotation globale de fooctionnement (DGF) que la somme ettribuée aujourd'hui à chacune des villes. Reçus récemment par le ministre délégué aux collectivités locales. Daniel Hoeffel, les élus se sont coteodu dire que « la loi ne prévoyait rien dans votre cas ». Alors, uoe fois de plus, la solution la plus raisoo-nable, dans une Normandie où l'oo n'a pas l'habitude de démar-

rer au quart de tour, est d'attendre. Sur ce sujet, comme sur bico d'autres, les avis, projets et seoti-ments du maire de Cherbourg, le socialiste Jean-Pierre Godefroy, doivent exister, mais ils resteroot inconnus de nos lecteurs. Selon son secrétariat, le maire n'avait ni le loisir ni probablement l'envie de s'entretenir avec l'envoyé spé-cial du Monde. Il faut door se contenter de méditer les propos du premier magistrat municipal empruntés à une brochure de promotioo touristique : « Cherbourg et le Cotentin sont des pays de où la technologie du troisième millénaire voisine avec un art de vivre ancestral. Terres de landes et de plaines, bocages et falaises, buttes et chemins creux vous invitent à un dépaysement, qu'un palmier entrevu complétera. Au cœur de l'Europe, sur cette nouvelle frontière de notre communauté, notre presqu'île vous attend. >

> de notre envoyé spécial François Grosrichard

> > 逐

Mental Control of the Control of the

Candam into the s

See See 13 15 15 1 1918

See all property of the see

Barrier Bridge

es Carrier

The second secon

dro in the state of the state o

and the state of t

May Yay

Enda Duny Truy

4 Section Distriction

The state of the s

parties and a second and a second assessment and a second assessment assessme

patter organisation and an article of the second of the se

But detroits and a financial of the first and

And the state of t

The Control of the co

4---

. FAMILIE

Vitar Tar 1

I agris . eug:

Marnet, 16

ge segalah 📶

THE PROPERTY

THE PROPERTY.

A STATE OF THE PARTY.

wites harms

the Breit !

Strafe matte

meta de din

かはなる 無 ち mind becief the dientiff mielie

-identei

dia talkan

(I) La COGEMA compte environ 3 000 agents auxquels il faul ajouter 2 500 salariés de sous-traitance et 2 000 personnes, qui, au titre des grands chaptiers, travaillent surtout dans le génie civil. Son programme d'investissements est de 15 milliards de france sur dix ans dont 4 en 1993. (2) L'arsenal occupe quelque

5 300 personnes

### Poisson électronique

Le monde de la pêche, de Bastia è Boulogne-sur-Mer en passant par Concarneau, n'est pas flambard ces temps-ci. et. aur l'étrava das chalutiers, claque le pavillon de la morosité. Pourtant, à Cherbourg, il existe

des pécheurs haureux. lei, les professionnels se réjoulesent d'être parvenus à une adéquadon correcte entre le nombre de bateaux et celui des mereyeurs. « L'équilibre est bon. Chacun trouva ce qu'il cherche, et les cours se maintiennent à un niveau convenable », constate Daniel Lefèvre, président du comité local des pêches. Treize chelutiers appartenant tous à des artisans, trois « cordiers » qui utilisent des lignes de fond et qualques petits canots forment la fiottilla. En face, une vingtaina da mereyaurs jaunes, dynamiques, modernes. On a fait la ménage, depuis cinq ans, dans la

profession. Les affaires merchent au point qua la commande de deux nouveeux chalutiars da 24,90 mètres (à partir da 25 metres, l'armateur sa voit assujetti à des contrôles et à des réglementations contraignants) est annoncéa pour les toutes prochaines semaines. L'un des

navires qui elimentent le criée la Brisca - débarque ses prises en Angleterre, non loin des lieux de pêche, la poisson étant ache-miné ensuite à Cherbourg par des camions qui ampruntent les car-ferries de le Manche. Symbole de l'Europe : il s'agit d'un bateau battant pavilion britannique dont le propriétaire est un Espegnol vivent en Belgique. Mais Cherbourg est aussi une « villa frontière » que fréquentent essidûment, en dépit des clochamedesques conflits sur le délimitation des zones autour des fles Anglo-Normandaa, las chalutiara et caeeyeurs da Jersay et de Guernesev. « Cette année, le prix

moyan n'eura baisse qua de 4,8 % alors que la chute ast d'au moina 10 % en Brategna », remarque Marc Delahay, directeur de la criée. L'Organisation nationale des coopératives da pêche a, pour sa part, décerné à Charbourg la palma da la flotte le plus productiva de France. Bons patrone, Bona bateaux. Bons comptes d'exploitation.

Balle halla à la criée aussi. Depuis octobre, tout fonctionne per ordineteur. Les mareyaurs viennant jeter un rapida coup

d'œit à 5 heures du matin aux calses da poissons alignées près du quei et montent au premier étage dans la salle des ventes eux tons rose et vert. Chaeun dans leur box, ils tapotent sur un clavlar at suivant, rivés sur laur écran. espèce par espèce, lot par lot. variété par variété, les enchères descendantes avant d'appuyer sur le touche qui bloquere le vante. Pas un bruit : fini le criaur juché sur les bacs qui, dans l'humidité du petit matin, micro à le main, dábitait les cours à la vitesse d'una formule 1. L'apotheose techniqua est attendua dans quelques mois, lorsqua les marayaurs pourront achetar directement le poisson de leur bureeu ou d'un qualconqua magasin de marée.

Autra originalité: las pêcheurs cherbourgeois débarquant, comma ailleurs, des marians, plies, cabillauds, lottes, seiches et autres encornats, mais se sont fait una spécialité avec les chiens da mer, ces petits squales appelés ici aiguillats, l'espèce-phare dont les Italiana sont particulièrement friands.

F. Gr.

